

À MOSCOU, AVEC
LES ÉCRIVAINS PATRIOTES

L'HISTOIRE DU TRUMPISME
SELON MAYA KANDEL

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES



Une vague de chaleur s'abat sur la France

► L'ensemble du pays va connaître dans les jours prochains des températures très élevées, atteignant par endroits 38 °C. Le pic est prévu samedi

► Des chercheurs français de renom affirment pour la première fois de manière claire que l'objectif fixé par l'accord de Paris en 2015 ne sera pas tenu

► Il est donc acquis que l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C est désormais inatteignable. Tous les voyants sont au rouge

► Selon une étude publiée mercredi, le réchauffement climatique entraînera des pertes de production importantes dans les grandes nations agricoles

► Il y a cinq ans était rendu le rapport de la convention citoyenne pour le climat. Des participants décrivent un héritage décevant

PAGE 6

MÉDECINS ACCUSÉS DE VIOLENCES SEXUELLES ENQUÊTE SUR L'« INERTIE » DU CONSEIL DE L'ORDRE

► Le procès du chirurgien pédocriminel Joël Le Scouarnec a mis en évidence l'inaction et la défaillance de plusieurs institutions de santé

► Accusé d'avoir ignoré des alertes, le conseil national de l'ordre des médecins a fini par admettre des « dysfonctionnements »

► « Le Monde » a enquêté sur d'autres affaires de violences sexuelles mettant en cause l'efficacité de la justice ordinaire

PAGES 12-13

Football

Vincent Labrune, un destin contrarié à la tête des clubs français

Une enquête en deux volets décrit la crise du football français au travers les destins croisés de ses deux dirigeants, Vincent Labrune et Philippe Diallo

PAGES 20-21

Justice

En Suisse, la liberté de la presse s'arrête à la porte des banques

PAGE 16

Suède

L'aciérie « verte » de Stegra qui suscite espoir et doutes

PAGE 15

Politique

Pourquoi les maires démissionnent plus qu'avant

Depuis 2020, 417 démissions ont été, en moyenne, enregistrées chaque année. Première raison : les tensions au sein du conseil municipal

PAGE 9

L'économie française engluée dans la stagnation

LE PIB DE LA FRANCE ne devrait pas croître de plus de 0,6 % en 2025, selon la note de conjoncture publiée mercredi par l'Insee. Une consommation qui ne redémarre pas, un taux d'épargne toujours au sommet, des investissements qui peinent à repartir et un commerce extérieur repassé dans le rouge : tous les moteurs de l'activité sont à l'arrêt, et le chômage devrait remonter à 7,7 % de la population active en fin d'année. Seule bonne nouvelle : la productivité amorce un redressement.

PAGE 4

VU PAR CHAPPATTE (SUISSE)



CARTOONING FOR PEACE

Music
La touche néoclassique de Ludovico Einaudi

PAGE 22

ÉDITORIAL
EMPLOI : METTRE FIN À LA DISCRIMINATION LIÉE À L'ÂGE

PAGE 29

Le commandement iranien encore résilient malgré les pertes

UNE SEMAINE APRÈS le début des frappes israéliennes en Iran, il est possible d'établir une première liste des responsables de l'appareil militaire iranien tués lors de ces attaques. Ces assassinats ciblés témoignent des défaillances du contre-espionnage iranien. En dépit de ces pertes et des incertitudes sur le sort d'autres hauts gradés, l'appareil militaire de Té-

héran reste, pour l'heure, opérationnel. La République islamique d'Iran a décidé mercredi de couper l'accès de ses citoyens à Internet. Jeudi, deux missiles israéliens ont frappé les installations d'eau lourde du réacteur d'Arak, tandis que l'hôpital de Beersheba, dans le sud d'Israël, était touché par un missile iranien.

PAGES 2 à 4 ET CHRONIQUE P. 29

Russie

La guerre en Ukraine, grand ascenseur social

La guerre a permis de rééquilibrer partiellement les écarts de richesse, de niveau de consommation et de prestige social en accordant des avantages financiers à la Russie périphérique, loin de Moscou

PAGE 4

Etats-Unis

Le député français Pouria Amirshahi interdit d'entrée

Le parlementaire écologiste, qui devait rencontrer des membres de la société civile et des élus, a appris, mardi, sans recevoir la moindre explication, qu'il ne pouvait se rendre aux Etats-Unis

PAGE 11

L'information n'est pas une opinion.
franceinfo:
canal 16 de la TV

CONFLIT ISRAËL-IRAN



Des Iraniens au poste frontière de Gürbulak (Turquie), mercredi 18 juin. MUSTAFA KAYA/XINHUA/MAXPPP

Ankara craint une déstabilisation régionale

Le président turc Erdogan multiplie les échanges avec les différents acteurs, évitant de prendre parti

REPORTAGE

VAN, GÜRBULAK ET KAPIKÖY (TURQUIE) - envoyé spécial

L’inquiétude est sur leurs lèvres et la fatigue se lit dans leurs yeux. Par petits groupes, valises et baluchons à la main, ils viennent de franchir, mercredi 18 juin, l’imposante grille des douanes turques au point de passage de Gürbulak, situé à l’extrême est du pays, tout près de l’Arménie. Derrière eux, ils laissent l’Iran et les bombardements israéliens qu’ils ont fuis au plus vite et par leurs propres moyens.

Ils sont de tous les âges, beaucoup de femmes sans voile, des familles avec un ou deux enfants, rarement plus. Tous disent disposer d’une double nationalité ou d’un permis de séjour dans un pays tiers, et laissent entendre qu’il s’agit là d’une exigence des autorités iraniennes pour quitter le pays, selon diverses sources. Dès les premières frappes, le 13 juin, des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux montrant une foule d’Iraniens bloqués à des postes-frontières, côté iranien. Les flux observés depuis restent mesurés.

Amed (les prénoms ont été changés), lui, vient de poser pour la première fois un pied en Turquie. Visiblement perdu, errant d’un minibus à l’autre, cet ingénieur de 33 ans, travaillant en Californie et originaire de la région de Racht, au nord de Téhéran, cherche à rejoindre Kars, à trois heures de route, où un avion de ligne l’attend pour Istanbul.



«Ailleurs, dans les villes plus proches, tout était complet, j’ai pris la dernière place», témoigne-t-il.

Sa région n’a pas subi de bombardements, mais la situation n’était «plus possible». Amed se trouvait à Téhéran pour assister à un mariage prévu le 15 juin. «La cérémonie a été maintenue, mais seule la moitié des invités est venue.» Les vols en Iran étant annulés, il a décidé de prendre la route. Sa famille est restée.

Lily et Sherwin sont, eux aussi, sous le choc. Ils viennent directement de Téhéran, dix heures de route en bus, dans les embouteillages et la fournaise. Après trois jours de bombardements sur la capitale et ses environs, un missile s’est écrasé à quelques mètres de chez eux. C’en était trop. Ils n’ont pas de billet d’avion et ne savent pas encore par quelle ville turque passer, mais ils comptent retourner au Canada, dont ils ont la nationalité. Lily y a obtenu son diplôme d’infirmière, lui d’ingénier. «C'est effroyable, on n'a pas de mots pour décrire ce que l'on vient de vivre», glisse-t-elle en montant dans taxi collectif.

Même son de cloche au poste-frontière de Kapiköy, plus au sud, où le flot d’Iraniens semble plus soutenu. D’après un décompte visuel devant le long corridor qui mène en Turquie, le nombre, ici, de personnes fuyant les bombes dépasse, en pleine journée, 300 individus par heure. Emri en fait partie.

Fraîchement diplômée d’un MBA à Téhéran, elle possède un passeport turc, obtenu durant les années où elle et ses parents résidaient à Istanbul. En cet instant précis, elle n’a aucune idée de la durée de son séjour en Turquie. Cela dépendra de la situation en Iran, avance-t-elle. «J’espère seulement que cela ne sera pas trop long. Je sais que les étrangers syriens et iraniens ne sont plus les bienvenus ici, nous sommes devenus un sujet de polarisation et de rejet autant de la part de nombreux Turcs que du gouvernement. L’été dernier, il y a eu trois jours d’attaques contre des réfugiés dans la ville de Kayseri, je ne veux pas vivre ça.»

RÉPERCUSSIONS IMPRÉVISIBLES
De fait, le sujet est tellement sensible dans le pays que les autorités turques se sont empressées d’assurer qu’il n’y avait pas de nouvelle vague migratoire à ses frontières. Dès le 16 juin, elles ont tenu «à confirmer que les passagers [venant d’Iran] demeuraient stables, avec aucun signe d’activité anormale ou d’augmentation de migration irrégulière». Le ministre de la justice, Yilmaz Tunc, a annoncé que des poursuites judiciaires avaient été engagées contre les personnes faisant état d’un afflux de migrants iraniens

en Turquie. Dans une déclaration publiée sur les réseaux sociaux, il a souligné que ces publications visaient à troubler l’ordre public et à provoquer l’indignation en cette période de tensions dans la région.

Autant de précautions qui témoignent des craintes qu’éprouve Ankara de voir le conflit entre Israël et l’Iran provoquer une déstabilisation ou des dérapages dans la région. Depuis le début des attaques, la Turquie s’en tient à une politique prudente. Dès le mois d’octobre 2024, le ministre des affaires étrangères, Hakan Fidan, avait alerté qu’une guerre entre l’Etat hébreu et Téhéran devait être considérée comme une «forte probabilité», ajoutant : «Nous devons nous y préparer en tant que pays et en tant que région. Nous ne souhaitons pas que la guerre se propage.»

Si Ankara condamne fermement les attaques israéliennes, les dirigeants évitent de prendre directement parti dans le conflit. A de nombreuses reprises, au cours des différents échanges diplomatiques, les dirigeants turcs ont fait part de leur mécontentement face à l’agression israélienne, affirmant que les négociations constituaient la seule solution pour résoudre les désaccords sur la question du nucléaire iranien et que la Turquie pouvait jouer un rôle de facilitateur.

Ces derniers jours, le président, Recep Tayyip Erdogan, a multiplié les appels téléphoniques en ce sens. Il s’est entretenu, à deux reprises, avec son homologue américain, Donald Trump, et a joint quasiment tous les dirigeants de la région. Avant le déclenchement

des frappes, il avait rencontré deux fois le président iranien, Massoud Pezeshkian.

«Ankara va tout faire pour éviter toute nouvelle vague migratoire et maintenir la stabilité dans la région», explique Mahmut Kaçan, avocat à Van, connaisseur de la région et spécialiste des questions relatives aux droits humains et aux migrations. «C'est une priorité essentielle pour la Turquie.» D’autant que les sources d’inquiétude et de crispations potentielles ne manquent pas : plusieurs voix pointent les répercussions imprévisibles qu’entraînerait une implication du Hezbollah, des milices soutenues par l’Iran, ou des Etats-Unis dans le conflit.

Un autre risque sécuritaire pour Ankara réside dans le renforcement des mouvements kurdes en Iran. Situés aux frontières irakiennes et turques, ces groupes – dont le plus ancien, le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), branche iranienne du Parti des travailleurs

du Kurdistan (PKK) – poursuivent des objectifs séparatistes. Toutefois, ces mouvements sont restés jusqu’à présent très limités, en raison de la forte et autoritaire structure centrale de l’Iran.

«TRAGÉDIE HUMAINE»

Dès le début du conflit, ces deux formations ont appelé les Kurdes (environ 15 % de la population) à œuvrer pour l’effondrement du régime iranien. «Nous appelons toutes les forces, tous les partis et toutes les organisations de la société civile – avec les femmes iraniennes en première ligne – à lancer une nouvelle phase du soulèvement “Femme, vie, liberté” [déclenché par la mort de Mahsa (Jina) Amini, arrêtée en 2022]. Nous nous déclarons prêts à contribuer à son lancement», a déclaré la PJAK dans un communiqué, le 14 juin. Des propos suivis de près par Ankara, qui a lancé depuis plusieurs mois un fragile processus de négociations sur la question kurde.

Tous ces risques ont été discutés lors des réunions de sécurité, qui se sont tenues samedi et lundi à Ankara, où figuraient les principaux responsables de l’exécutif, du renseignement ainsi que le chef d’état-major des armées. A la suite de la première rencontre, Hakan Fidan a partagé une publication sur son compte X : «Israël, qui a provoqué une tragédie humaine à Gaza, entraîné le Liban dans l’instabilité, vise à envahir la Syrie et cible maintenant l’Iran, doit immédiatement abandonner sa stratégie de déstabilisation de la région.» Et de la frontière turque, aurait-il pu ajouter. ■

NICOLAS BOURCIER

UN RISQUE SÉCURITAIRE POUR ANKARA RÉSIDE DANS LE RENFORCEMENT DES MOUVEMENTS KURDES EN IRAN, AUX FRONTIÈRES IRAKIENNES ET TURQUES, POURSUITANT DES OBJECTIFS SÉPARATISTES

Iran : le commandement résilient malgré les pertes

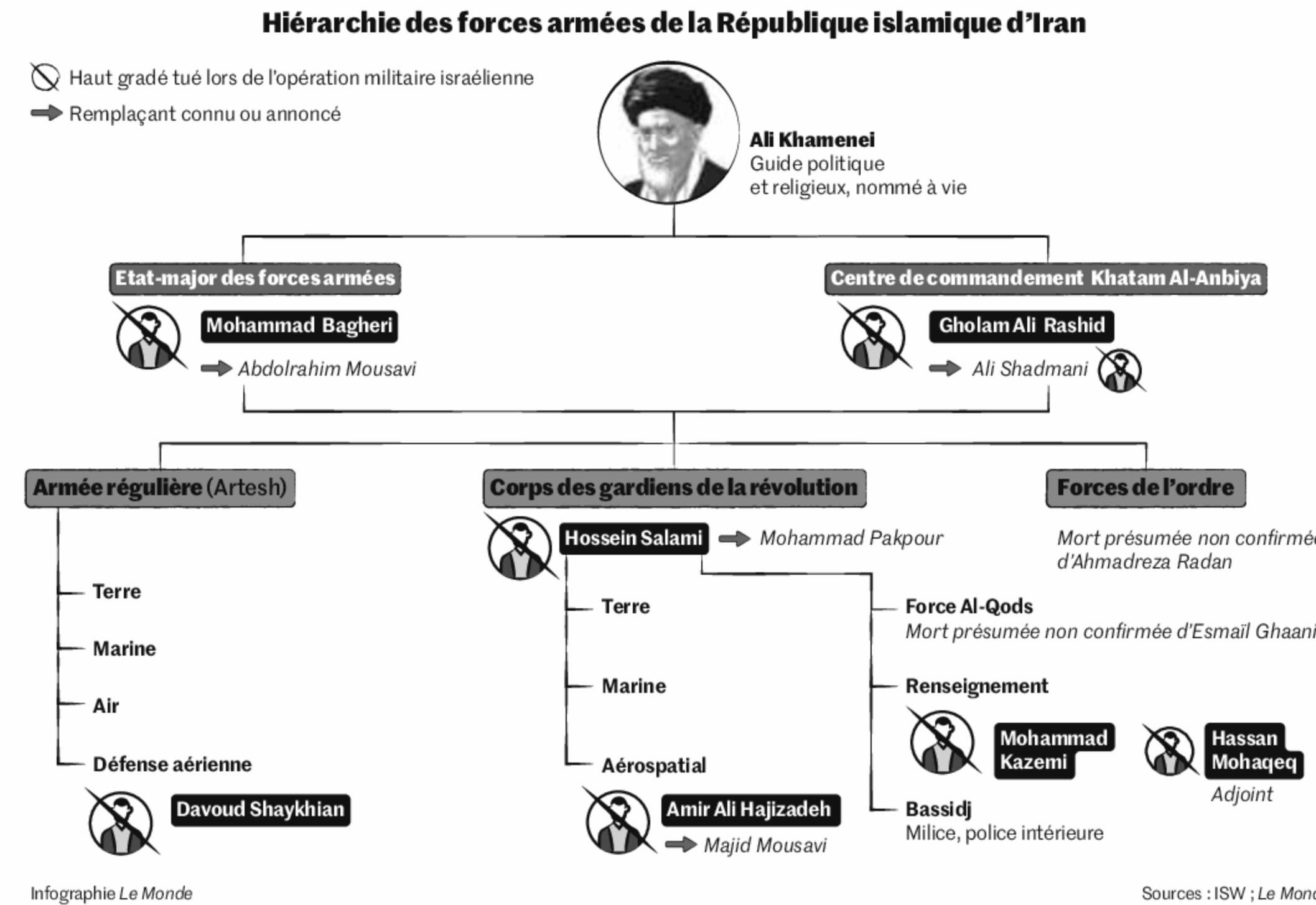
En dépit de l'élimination de nombreux dirigeants, l'appareil militaire de Téhéran demeure opérationnel

Presque une semaine après le début des frappes israéliennes sur le sol iranien, le 13 juin, le sort de plusieurs hauts commandants du corps des gardiens de la révolution islamique, l'armée idéologique du régime, demeure flou, alimentant les spéculations sur leur possible atteinte physique, disparition ou décès non encore officiellement. Parmi eux figurent Esmail Qaani, commandant de la Force Al-Qods (l'unité d'élite chargée des opérations extérieures), Alireza Tangsiri, commandant de la marine des gardiens, et Gholamreza Soleimani, chef de bassidj, les milices territoriales qui dépendent du corps des gardiens de la révolution. Aucune déclaration publique ni apparition de leur part n'a été enregistrée depuis le début des hostilités, alors qu'ils figuraient habituellement parmi les voix les plus virulentes du régime.

Leur silence soudain, conjugué à l'absence de nominations à plusieurs fonctions vacantes – notamment celui de commandant des forces terrestres des gardiens, le titulaire de ce poste ayant remplacé son supérieur qui a été tué – soulève de sérieuses interrogations sur l'ampleur réelle des pertes humaines au sein de l'état-major militaire iranien. Israël affirme avoir tué environ 20 hauts gradés iraniens, mais les autorités iraniennes ne reconnaissent qu'environ la moitié de ces pertes. En Iran, à ce jour, aucune cérémonie funéraire publique n'a été organisée pour les commandants tués.

Dès la première vague de frappes, le 13 juin, plusieurs piliers de la hiérarchie militaire iranienne ont été tués, parmi lesquels Mohammad Bagheri, chef d'état-major des forces armées, Hossein Salami, commandant en chef des gardiens, Amir Ali Hajizadeh, chef de la force aérienne responsa-

Aucune cérémonie publique n'a été organisée pour les commandants tués



Infographie Le Monde

ble de l'arsenal balistique, et Gholam Ali Rashid, chef du quartier général central Khatam Al-Anbiya (branche d'ingénierie des gardiens de la révolution). Fait marquant : le 17 juin, quatre jours après sa nomination par le Guide suprême, son remplaçant, Ali Shadmani, a été tué à son tour.

Infiltration profonde

Les figures disparues incarnaient chacune un pan stratégique de l'appareil militaire iranien. Mohammad Bagheri, vétéran de la guerre Iran-Irak, avait récemment joué un rôle central dans les négociations sécuritaires avec l'Arabie saoudite. Hossein Salami, connu pour ses discours incendiaires contre Israël, avait également été impliqué dans la répression des manifestations internes. Quant à Amir Ali Hajizadeh, artisan du programme balistique iranien, il était l'un des fondateurs de la force aérienne des gardiens et avait dirigé l'attaque de représailles contre la

base aérienne américaine d'Al-Asad, en Irak, en 2020.

Sur le front du renseignement, la perte est également majeure. Mohammad Kazemi, chef de l'organisation du renseignement des gardiens, a été tué le 15 juin. Ce poste stratégique, équivalent au sommet du renseignement intérieur et militaire du pays, n'a toujours pas de successeur désigné. Du côté scientifique, les frappes ont tué Fereydoun Abbasi, ancien chef de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran et député. Déjà visé par une tentative d'assassinat en 2010, attribuée à Israël, ce scientifique nucléaire avait récemment déclaré que l'Iran disposait depuis vingt ans de la technologie nécessaire à la fabrication d'une bombe nucléaire. Ses propos avaient ravivé les inquiétudes de la communauté internationale.

Pour le chercheur Ali Alfeneh, chercheur à l'Arab Gulf States Institute, cette série d'assassinats ciblés trahit «une infiltration profonde des services de renseigne-

ment israéliens au sein de l'appareil de défense iranien et révèle une défaillance du contre-espionnage au sein des services de sécurité iraniens». «Accaparés par la répression interne et la préservation du régime, les services de renseignement iraniens n'ont pas su se réajuster face à l'intensification des menaces extérieures, ignorant les précédents établis par l'affondre-

ment du Hezbollah, l'assassinat d'Ismail Hanijeh [le leader du Hamas, tué en juillet 2024, sur le sol iranien] et les éliminations répétées de scientifiques nucléaires. La corruption systémique et le mécontentement populaire ont également facilité l'infiltration israélienne», poursuit le chercheur.

Sur le plan institutionnel, explique Ali Alfeneh, le corps des gar-

Ali Khamenei a publié mercredi sur ses réseaux sociaux un message vidéo inflexible préenregistré

dians fonctionne «selon un modèle de leadership quasi collectif avec une structure de commandement décentralisée – des caractéristiques qui réduisent l'efficacité opérationnelle, mais renforcent la résilience face aux opérations d'élimination». Pendant ce temps, ajoute Ali Alfeneh, «les procédures opérationnelles standard des gardiens sont restées inchangées : malgré l'élimination du commandement de la force aérospatiale dès le premier jour, l'Iran a poursuivi ses tirs de missiles balistiques et de drones contre Israël». Selon lui, la difficulté pour les Iraniens ne réside pas tant dans la disparition de hauts responsables que dans «l'architecture robuste et en couches de la défense antimissile israélienne», explique-t-il.

Le peuple iranien résiste

Mercredi 18 juin, pour la deuxième fois depuis le début des hostilités, Ali Khamenei a publié sur ses réseaux sociaux un message vidéo préenregistré inflexible, au grand dam des Iraniens qui aspirent à une désescalade et à un retour à la voie diplomatique. «Le peuple iranien résiste fermement à la guerre imposée, tout comme il résistera fermement à une paix imposée. Ce peuple ne se soumettra à aucune forme de contrainte», a-t-il déclaré.

Jeudi, à l'aube, l'armée israélienne a lancé un ordre d'évacuation aux habitants d'une zone située dans les villes d'Arak et de Khondab, où se trouve un complexe d'eau lourde. L'avertissement a été publié dans une déclaration sur son compte du réseau social X, appelant les habitants à évacuer immédiatement la zone. La veille, pourtant, la République islamique d'Iran avait coupé l'accès de ses citoyens à l'Internet mondial, rendant impossible, même avec un VPN, la possibilité de consulter cet avertissement. ■

GHAZAL GOLSHIRI

Les frappes se poursuivent entre l'Iran et Israël

La chaîne d'information iranienne Iran news a annoncé, jeudi 19 juin, que les installations d'eau lourde du réacteur d'Arak avaient été visées par deux missiles israéliens dans la nuit. En Israël, un missile iranien a frappé l'hôpital de Beersheba, dans le sud du pays, blessant plusieurs personnes et causant d'«importants dégâts», selon l'établissement. Un autre missile a touché des bâtiments résidentiels près de Tel-Aviv, blessant au moins 40 personnes. Selon l'armée de l'Etat hébreu, l'Iran a tiré environ 400 missiles balistiques et 1000 drones en riposte à l'offensive israélienne du 13 juin. Environ 20 missiles balistiques ont touché des zones civiles en Israël. Des responsables américains estiment que l'Iran possède le plus grand arsenal de missiles balistiques du Moyen-Orient, avec plus de 3000 unités.

Macron plaide pour une option diplomatique européenne

Malgré la marginalisation de l'Europe sur le dossier iranien, le président souhaite que Paris, Berlin et Londres proposent un règlement du conflit

Spectateur impuissant du conflit qui menace de s'embraser entre Israël et l'Iran, le président de la République, Emmanuel Macron, s'efforce de faire entendre la voix de la France. «Il est nécessaire de mettre urgentement fin à ces opérations militaires, qui sont porteuses de lourdes menaces pour la sécurité régionale», a plaidé le chef de l'Etat lors d'un conseil de défense et de sécurité nationale, mercredi 18 juin. Paris, dit-il, souhaite mettre un terme définitif au programme nucléaire iranien, mais par la négociation et non par la force. Une option diplomatique de plus en plus chimérique à mesure que la guerre s'intensifie.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, de nouvelles salves de missiles ont été échangées entre les deux pays, tandis que le président américain continue de laisser planer le doute sur une inter-

vention aux côtés d'Israël. «Je vais peut-être le faire, peut-être pas, a soupesé Donald Trump, mercredi devant la presse. Personne ne sait ce que je vais faire.»

«Sale boulot»

Dans ce contexte incertain, depuis le bunker de l'Elysée, niché dans les sous-sols du palais présidentiel, le président français a chargé son ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, de prendre «dans les prochains jours» une «initiative, avec les proches partenaires européens, afin de proposer un règlement négocié exigeant, de nature à mettre fin au conflit», indique l'Elysée. Emmanuel Macron veut avoir à ses côtés ses homologues européens du «E3», l'Allemagne et le Royaume-Uni, même si chacun de ces pays a une appréciation singulière du conflit. Dans la soirée de mercredi, différents mé-

dias, dont la BBC et Reuters, indiquaient qu'une réunion entre les ministres des affaires étrangères français, allemand et britannique et Abbas Araghchi, leur homologue iranien, pourrait se tenir à Genève, vendredi 20 juin. Mais ni Paris ni Téhéran ne confirmaient cette rencontre mercredi soir.

Au sein du triptyque européen, les divisions sont manifestes. Depuis le G7 au Canada, le chancelier allemand, Friedrich Merz, a notamment estimé que Benyamin Nétanyahou faisait, à ses yeux, «le sale boulot pour nous». Mais que pèse aujourd'hui le «E3»? L'Europe, mise de côté lors de la reprise des négociations sur le nucléaire entre Etats-Unis et l'Iran, est superbement ignorée par Israël. Seuls les Etats-Unis pourraient convaincre l'Etat hébreu d'un cessez-le-feu.

La France n'a, à ce jour, pas condamné l'offensive d'Israël, qui a

et de soins, avait opté pour une forme de pragmatisme. «Nous ne partageons pas (...) la nécessité d'une opération militaire. Néanmoins, quand je regarde les résultats de ces frappes, elles ont permis de réduire des capacités d'enrichissement, elles ont permis de réduire des capacités balistiques. Elles ont donc des effets qui vont dans le sens recherché», disait-il. «Israël a le droit, comme chaque peuple, de vivre délivré de l'angoisse de l'anéantissement», avait-il insisté.

Mais après presque une semaine d'affrontements, le président français voit que les dessous d'Israël vont bien au-delà de la destruction de l'arsenal nucléaire iranien en visant la chute du régime des mollahs. Tuer l'ayatollah Ali Khamenei «ne provoquerait pas une escalade, cela mettrait fin au conflit», a assuré Benyamin Nétanyahou, le 16 juin, lors d'un

entretien à la chaîne ABC. Le changement de régime est une ligne rouge pour le président français, qui rappelle régulièrement que cette stratégie, déjà éprouvée en Irak en 2003 ou en Libye en 2011, n'a amené que le chaos et la désolation.

Au fil des jours et avec le nombre grandissant des victimes, plusieurs centaines de morts et de blessés parmi les civils, M. Macron voit aussi grandir l'accusation d'un deux poids deux mesures face à une guerre préventive qui viole les règles du droit international. «Les civils tués par le gouvernement [iranien] choquaient la communauté internationale [notamment lors de la révolte Femme, vie, liberté], mais si les civils sont tués par Israël, tout va bien?», s'étrangle un diplomate iranien. ■

CLAIRE GATINOIS
ET PHILIPPE RICARD

Poutine se pose en médiateur dans la guerre Israël-Iran

Lors d'une longue conférence de presse, le président russe a déroulé sa vision des conflits en cours

SAINT-PÉTERSBOURG (RUSSIE)-
envoyé spécial

Que celui de vous qui est sans péché me jette la première pierre... » C'est par cette considération, lâchée entre un lent soupir et un sourire pincé, que Vladimir Poutine a clos, tard dans la nuit de mercredi 18 à jeudi 19 juin, son entretien avec les principales agences internationales d'information dont l'Agence France-Presse (AFP), organisé en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg.

Interrogé sur ses « erreurs » durant son quart de siècle au pouvoir, le chef du Kremlin n'en a pas dit davantage au bout de deux heures d'entretien avec une douzaine de rédacteurs en chef, commencées avec plus de six heures de retard sur l'horaire prévu. Sur l'Ukraine comme sur l'Iran, il a surtout déroulé sa version de l'histoire, entre piques contre les Européens et mots chaleureux pour Donald Trump. « C'est un homme d'affaires qui calcule tout », a souligné Vladimir Poutine, qui s'est entretenu au téléphone avec le président américain à cinq reprises depuis le 20 janvier, date de son investiture.

« Nous avons de très bonnes relations avec l'Iran », a répété Vladimir Poutine à plusieurs reprises

« Et cela s'applique également à ses démarches envers la Russie... », a-t-il ajouté.

Quatre jours après son dernier échange téléphonique avec Donald Trump, samedi 14 juin, au lendemain des frappes israéliennes en Iran, Vladimir Poutine a refusé de répondre directement à la question sur la menace agitée par Washington et par l'Etat hébreu d'éliminer le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. « Je ne souhaite même pas discuter d'une telle possibilité. Je ne veux pas », a-t-il asséné. « Nous constatons qu'aujourd'hui, en Iran, malgré toute la complexité des processus politiques internes qui s'y déroulent, il y a une consolidation de la société autour des dirigeants politiques du pays », a, au contraire, insisté le président russe.

Garantir les intérêts de Téhéran
Une manière de soutenir une nouvelle fois le régime iranien. Mais, de manière minimale, comme il le fait depuis vendredi 13 juin. Alors que, sous les ors du Kremlin, le 17 janvier, les deux pays avaient signé un accord pour un nouveau « partenariat stratégique », Vladimir Poutine a rappelé qu'une coopération militaire n'était pas prévue dans ce cadre. Interrogé sur la possibilité pour la Russie de fournir à l'Iran de nouveaux armements pour se défendre contre Israël, il a répondu : « Nos amis iraniens ne nous ont pas demandé cela. »

« Nous avons de très bonnes relations avec l'Iran », a répété Vladimir Poutine à plusieurs reprises lors de cet entretien. La Russie veut garantir les intérêts de son allié « dans le domaine de l'énergie nucléaire pacifique ». Le président



La conférence de Vladimir Poutine retransmise au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le 18 juin. DMITRI LOVETSKY/AP

a même assuré que les installations souterraines d'enrichissement de l'uranium de l'Iran étaient encore intactes. « Ces usines souterraines existent, rien ne leur est arrivé », a-t-il affirmé, en dépit des frappes qui ont endommagé une partie du site souterrain de Natanz.

Sa priorité déclarée : mettre fin aux hostilités pour assurer à la fois le droit de l'Iran à une énergie nucléaire civile et celui d'Israël à sa sécurité. « Il semble qu'il serait bon que tout le monde cherche à mettre fin aux hostilités et à trouver des moyens pour que toutes les parties à ce conflit parviennent à un accord », a insisté le chef du Kremlin.

En contact avec Donald Trump, le président iranien, Massoud Pezeshkian, et le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, il a répété leur avoir « exposé » ses « idées » pour jouer un rôle de médiation. Sans plus de détails. « C'est une question délicate et il faut, bien sûr, être très prudent mais, à mon avis, dans l'ensemble, une solution peut être trouvée », s'est-il contenté d'expliquer aux journalistes.

Sur l'Ukraine, Vladimir Poutine a révélé que les groupes de négociation russe et ukrainien, qui se sont déjà retrouvés à deux reprises à Istanbul, le 16 mai et le 2 juin,

sont en contact en vue d'un troisième tour de discussions planifié après le 22 juin. Telle une menace, il a rappelé que l'armée russe disposait actuellement sur le front « d'un avantage stratégique dans toutes les directions » et a prévenu qu'en cas d'enlisement des pourparlers, la situation pour Kiev pourrait empirer : « Il n'est pas nécessaire de faire traîner les choses. » Ces derniers jours, l'armée russe a massivement frappé le territoire ukrainien, notamment la capitale, où une attaque a fait 28 morts lundi, et gagne du terrain dans la région de Soumy.

Prêt à rencontrer M. Zelensky
Mais, une nouvelle fois, le chef du Kremlin s'en est tenu aux positions maximalistes de sa délégation envoyée à Istanbul et n'a annoncé aucune initiative pour faire avancer les négociations. Il s'est dit prêt à rencontrer le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, mais est longuement revenu sur l'« illégitimité » du gouvernement ukrainien à signer un document contraignant pour Kiev, faute de nouvelle élection présidentielle.

Rejetant la possibilité d'une médiation de l'Allemagne dans le conflit ukrainien, Vladimir Poutine a prévenu Berlin que son éventuelle livraison de missiles

Le chef du Kremlin a prévenu qu'en cas d'enlisement des pourparlers la situation pourrait empirer pour l'Ukraine

Taurus à Kiev « ruinerait complètement » les relations entre les deux pays. Pour le moment, Berlin refuse de livrer ces missiles de croisière d'une portée de plus de 500 kilomètres, réclamés par l'armée ukrainienne. A la veille du sommet de l'OTAN (les 24 et 25 juin), Vladimir Poutine a défié l'Alliance : « Nous ne considérons aucun réarmement de l'OTAN comme une menace pour la Russie, car nous sommes autosuffisants en matière de sécurité. Nous améliorons constamment nos forces armées et nos capacités de défense. »

A l'ouverture du Forum économique de Saint-Pétersbourg, mercredi, l'élite russe a fait bloc derrière son président. Autrefois surnommé le « Davos russe », cet événement rassemblant, comme

chaque année, le gratin politique et d'affaires national a ouvert avec la maigre présence des Occidentaux et celle, à l'inverse, remarquée, des représentants du Sud global, dans l'ombre du conflit en Ukraine et des sanctions contre Moscou.

« La Russie est perçue comme un acteur crédible au Moyen-Orient pour stabiliser la situation et aider à résoudre les conflits. Le dialogue entre les présidents Vladimir Poutine et Donald Trump est très fort en vue d'une solution pragmatique en Ukraine. Au contraire, beaucoup en Europe assurent vouloir résoudre ce problème avec des positions idéologiques qui, en fait, sont vouées à l'échec », a dénoncé, parmi d'autres, Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissements directs et envoyé du président Poutine pour la coopération internationale.

À ce titre, il est l'un des intermédiaires du Kremlin dans l'actuel rapprochement, politique et économique, avec les Etats-Unis. « Le réalisme de Washington tranche avec la politique de l'Europe qui, vis-à-vis de la Russie, ne mène nulle part », a confié Kirill Dmitriev au *Monde*. Un message largement répété dans les couloirs du forum. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

La guerre, ascenseur social pour une partie des Russes

Salaires des soldats, emplois dans le complexe militaro-industriel : une étude décrit l'impact socio-économique positif sur les populations

A près plus de trois ans de guerre en Ukraine, le Kremlin fait face aux réalités paradoxales de la promotion sociale que ce conflit a générée à travers le pays. « Le régime de Vladimir Poutine, qui n'avait initialement pas anticipé une guerre aussi longue et massive, a réussi à en faire un vrai ascenseur social pour de nombreux Russes. Mais, à terme, le prix à payer pour le budget fédéral pourrait être lourd », prévient Marlène Laruelle, professeure en affaires internationales à l'Institut pour les études européennes, russes et eurasiennes (Ires) de l'Université George-Washington. L'Institut français des relations internationales (Ifri) publie jeudi 19 juin son dernier rapport : « L'impact socio-économique du keynésianisme militaire russe. »

La guerre a permis de partiellement rééquilibrer les écarts de richesse, de niveau de consommation et de prestige social en accordant des avantages financiers à la Russie périphérique, loin de Moscou et des autres grandes villes. « De 2022 à 2024, la guerre a été bénéfique pour la Russie profonde.

Ce que le Kremlin n'a pas pu réussir en deux décennies de paix, il l'a obtenu en trois ans de guerre : un effet redistributif depuis les régions les plus riches vers les régions les plus pauvres, explique Marlène Laruelle. Dans la Russie pauvre, une nouvelle classe moyenne a émergé avec des salaires et des revenus en province se rapprochant de ceux des grandes villes riches.

Ce « keynésianisme militaire » a d'une part dopé le complexe militaro-industriel grâce au budget fédéral qui, pour 2025, alloue encore 8 % du PIB à la défense et à la sécurité nationale. Le conflit a bénéficié aux régions du centre, de l'Oural et de la Volga, coeurs du complexe militaro-industriel.

Alors que les zones gazières et pétrolières se sont trouvées en récession ou en stagnation du fait des sanctions occidentales, la production industrielle a aussi augmenté dans les régions de Penza, Tula, Samara, Briansk et Sverdlovsk dont les industries sont sollicitées par le complexe militaire.

La réorganisation de l'économie vers la Chine a aussi fait des heureux : les régions de l'Extrême-

Orient russe sont devenues de nœuds logistiques majeurs. Toutes ces régions n'ont aucun intérêt à voir s'arrêter la manne financière publique. D'où l'une des conclusions inquiétantes du rapport : les populations locales soutiennent le maintien d'une logique de guerre froide, dans laquelle les dépenses militaires resteront prioritaires, même sans conflit militaire direct.

D'autre part, le « keynésianisme militaire » a généré un large soutien financier aux centaines de milliers d'hommes sur le front, et à leurs familles. Les autorités offrent des salaires d'environ 200 000 roubles par mois (soit environ 2 200 euros, pour une moyenne nationale de 700 euros en 2024), ainsi que des primes à la signature du contrat pouvant aller jusqu'à 2 millions de roubles (22 200 euros). De fait, les salaires des combattants se situent dans les 10 % à 15 % les plus élevés au niveau national. Ces retraites viennent des régions les plus pauvres : Transbaïkalie, Altai, Adyguée, Pskov, les républiques de Touva, de Bouriatie et du

Daghestan... « Cette hausse du pouvoir d'achat a nourri un boom de la consommation : ces Russes des régions ont acheté des biens ménagers, fait des travaux, commandé une voiture et ils sont partis en vacances au bord de la mer », indique Marlène Laruelle.

Redistribution de revenus
La carte des régions de Russie envoyant le plus de recrues au front et la carte des régions enregistrant les plus fortes hausses de dépôts bancaires coïncident. Les banques ont aussi vu une hausse des crédits immobiliers et à la consommation. « Des familles se sont dit : mon gars est au front, on va recevoir de l'argent, je peux donc prendre un emprunt », résume la chercheuse. Là encore, l'accoutumance à la guerre et à ses revenus généreux pourrait faciliter le soutien populaire à de nouveaux projets guerriers par les faucons du régime.

La machine administrative a globalement bien fonctionné : les combattants et leur famille ont reçu les primes et aides promises. Mais des aberrations sont apparues. A Koursk, la région en partie occupée par l'armée ukrainienne, l'oukase présidentiel a alloué de généreuses aides spéciales pour les déplacés, de 65 000 roubles par mois (723 euros), alors que le salaire moyen local s'élève à 35 000 roubles (389 euros). Certains réfugiés vivent donc mieux que les autres habitants.

Par ailleurs, cette redistribution de revenus n'a pas échappé à la corruption. Par exemple, des soldats blessés ont accédé aux demandes de leurs supérieurs ou des médecins pour que leur blessure soit classée « grave » et non « légère » afin de demander la somme maximale, chacun touchant sa part des compensations.

Trois ans après le début de la guerre, les bénéfices socio-économiques apportés aux plus modestes semblent cependant atteindre leurs limites. « Ces booms sont désormais retombés et l'effet de rattrapage est en partie annulé. On sent les signaux d'essoufflement : fin de la hausse des primes pour les volontaires au front, fin de la hausse des salaires dans les industries militaires mais... accélé-

ration de l'inflation. Et la croissance des prêts bancaires risque de se conclure en nouvelle crise de surendettement », constate Marlène Laruelle.

Autre inquiétude : « Les vétérans de la guerre, soldats et volontaires revenus du front, mais aussi les veuves de ceux qui sont morts, représentent près d'un million de Russes. Un défi social pour l'Etat », prévient la chercheuse. D'autres tensions devraient apparaître entre les familles dont les hommes sont allés au front et celles dont maris et fils se sont cachés. « Cela sera difficile pour le Kremlin de gérer ce problème. D'autant plus que ses élites ont appelé à la guerre mais, dans les faits, ont tout fait pour que leurs enfants n'ailent pas au front. Des ressentiments pourraient émerger », redoute Marlène Laruelle. Dernier risque : le retour des hommes du front alimentera le marché du mercenariat. « Partout dans le monde, ils seront recherchés ! », prédit-elle. Ces hommes reviendront expérimentés et en quête de revenus aussi élevés que pendant cette guerre. ■

B.Q.



Les Palestiniens Bilal Mohamed et Koulthoum Gedeah, dans un camp de réfugiés, à Beyrouth, le 12 juin. DALIA KHAMISSY POUR « LE MONDE »

Au Liban, les réfugiés palestiniens opposés au plan de désarmement

L'annonce du gouvernement libanais fin mai a réveillé les peurs des Palestiniens, qui estiment être obligés de se défendre eux-mêmes

BEYROUTH - correspondance

Bilal Mohamed, 28 ans, informaticien, n'a jamais quitté le camp de réfugiés palestiniens de Mar Elias, à Beyrouth, minuscule dédale de ruelles. Il y apprécie «le calme et les liens sociaux» entre ses habitants. Ses parents, plusieurs fois déplacés, ont vécu dans le camp de Chatila, théâtre d'un massacre de civils palestiniens, commis en 1982 par des miliciens chrétiens avec l'aval de l'armée israélienne, qui encerclait alors l'endroit. Trois ans plus tard, des combattants chiites du parti Amal ont assiégié Chatila, sur ordre de Damas, pour en déloger les factions loyales à Yasser Arafat.

Ces traumatismes sont inscrits profondément dans l'histoire familiale de Bilal, en plus du drame originel de la Nakba, l'exode forcé de près de la moitié de la population palestinienne, lors de la création d'Israël, en 1948. Même s'il se dit détaché de la politique et rêve d'émigrer à l'étranger, le jeune homme se raidit à l'idée que les douze camps de réfugiés palestiniens du Liban soient désarmés.

Un plan en ce sens a été annoncé le 23 mai par le gouvernement de Nawaf Salam et par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, lors d'une visite à Beyrouth. Il concerne principalement les camps de Bourj Al-Barajneh, en banlieue de Beyrouth, d'Aïn El-Heloué en périphérie de Saïda et de Rachidié, à la pointe sud du pays, qui ont la réputation d'abriter un armement substantiel (lance-roquettes, mortier, roquettes). Dans les neuf autres camps palestiniens du Liban, les armes présentes sont surtout des pistolets et des kalachnikovs.

«S'il s'agit d'enlever les armes utilisées pour la criminalité, j'approuve, dit Bilal Mohamed, en référence aux accrochages sporadiques entre dealers de drogue, dans les camps de Chatila et de Bourj Al-Barajneh. Mais, si on regarde en arrière, en 1982, les factions avaient remis leurs armes, et il y a eu les massacres de Sabra et Chatila. Je veux qu'on conserve des

«En 1982, les factions avaient remis leurs armes, et il y a eu les massacres de Sabra et Chatila»

BILAL MOHAMED
Palestinien

Si la réticence populaire est grande, c'est parce que «les armes renvoient à l'histoire et aux peurs des Palestiniens du Liban», explique un expert libanais, impliqué dans le dialogue avec les Palestiniens, qui a reçu l'anonymat. L'âge d'or de l'OLP, dans les années 1970, lorsque les factions possédaient tout un arsenal, est associé dans les souvenirs des Palestiniens au seul moment où le quotidien des camps s'est amélioré.

Au Liban, les réfugiés ne peuvent ni exercer des professions libérales ni accéder à la propriété. Le comité de dialogue libano-palestinien, une instance qui dépend du premier ministre, a planché au cours des deux dernières années sur un projet de loi leur accordant enfin des droits sociaux. Mais le sujet n'avancera pas avant les élections législatives, prévues en 2026.

Moins de 200 000 Palestiniens vivent dans les camps, selon des études réalisées ces dernières années. «L'approche est purement sécuritaire. Les Palestiniens sont inquiets d'un règlement à leurs dépens, ils s'interrogent sur leur futur personnel et collectif, alors que se déroulent les massacres de Gaza et que l'UNRWA [l'agence des Nations unies qui fournit des services aux réfugiés palestiniens] risque de s'effondrer, faute de financements», reprend l'expert mentionné plus haut.

La réouverture du dossier du désarmement, vieux de plus de vingt ans, s'est faite dans le contexte du bouleversement régional lancé par l'attaque du 7-Octobre: affaiblissement du mouvement islamiste à Gaza et mise au pas du Hezbollah au Liban sous les bom-

bardements d'Israël d'un côté, changement de régime en Syrie de l'autre. Depuis cette nouvelle donne, la Jordanie a interdit les Frères musulmans, à la pointe de la mobilisation pro-palestinienne sur son sol, et le nouveau pouvoir syrien a expulsé plusieurs cadres de partis palestiniens proches de l'Iran. Un gage de «modération» offert aux Etats-Unis, qui cherchent à finir avec l'activisme palestinien au Proche-Orient.

Aujourd'hui, «le gouvernement libanais va devoir avancer sur le désarmement, il est attendu sur ce sujet», dit une source diplomatique européenne. «Le fait que, pour la première fois depuis la fin de la guerre [du Liban, 1975-1990], des groupes palestiniens comme les Brigades Ezzedine Al-Qassam [branche militaire du Hamas], le Jihad islamique et le Front populaire de libération de la Palestine [FPLP] aient participé depuis le territoire libanais à un conflit avec Israël, même s'ils l'ont fait à une échelle limitée [en prenant part au «front de soutien» à Gaza ouvert par le Hezbollah en octobre 2023, avant que l'Etat hébreu ne lance une guerre totale en septembre 2024], est un vrai sujet pour Israël, les Etats-Unis ou d'autres pays occidentaux», explique Nicolas Dot-Pouillard, chercheur spécialiste du mouvement palestinien.

Mais l'approche actuelle est contestée par divers experts: «Le désarmement doit être l'objet d'une démarche globale. On peut faire du spectacle en allant confisquer des pistolets à Mar Elias ou des kalachnikovs à Chatila et Bourj Al-Barajneh même si cela risque de profiter aux trafiquants de drogue», dit la source libanaise précitée. Mais en annonçant un grand plan sans en avoir les moyens, sans modèle vertueux inspirant confiance aux Palestiniens, on risque de créer plus de frustrations, y compris chez les Libanais.» La sécurité des camps fait aujourd'hui l'objet d'une coordination entre factions palestiniennes et armée libanaise qui pourrait être renforcée, avant qu'un éventuel consensus n'émerge. ■

LAURE STEPHAN

Au Kenya, les violences policières se multiplient

Des manifestations ont eu lieu après la mort en garde à vue d'un enseignant et blogueur

NAIROBI - correspondance

Le policier, vêtu de kaki, un foulard sur le bas du visage, épaulé son fusil et tire à bout portant sur le vendeur de rue qu'il vient de bousculer un instant plus tôt, accompagné de l'un de ses collègues. Boniface Kaririukui s'effondre, raide, sur le trottoir. La scène d'une rare violence s'est déroulée dans le centre-ville de Nairobi, au Kenya, mardi 17 juin. Filmée, elle a suscité une vague d'indignation dans le pays. L'homme, que le policier pensait avoir exécuté, était toujours en vie mercredi, selon sa famille citée par la presse kényane.

Mardi, quelques centaines de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale kényane pour protester contre la multiplication des violences policières. La mobilisation pacifique a été violemment réprimée: des dizaines d'hommes masqués et armés de longues matraques en bois s'en sont pris aux manifestants. Dans le même temps, la police faisait usage de tirs de gaz lacrymogènes. Selon l'Agence France-Presse, les forces de l'ordre ont protégé les hommes armés qui s'en prenaient aux manifestants.

Dans un communiqué, la police a annoncé «l'arrestation immédiate et la traduction en justice» du policier qui a tiré sur M. Kaririukui. Elle a également «noté la présence d'un groupe de voyous dotés d'armes rudimentaires», dont elle a assuré qu'ils «seront traités avec fermeté». Depuis un an, les violences policières se multiplient au Kenya.

«Répression politique»

Plusieurs organisations de défense des droits humains accusent le pouvoir d'utiliser les forces de l'ordre pour faire taire les voix critiques alors que la contestation sociale est vive depuis juin 2024. Il y a un an, 60 personnes avaient été tuées et plus de 80 enlevées après une vague de manifestations contre un projet de loi de finances prévoyant des hausses de taxes et d'impôts.

«C'est assez. Ce dont nous avons été témoins aujourd'hui dans les rues de Nairobi est non seulement tragique, mais aussi inacceptable et inconstitutionnel. Un Kényan innocent qui tentait de gagner honnêtement sa vie (...) a été abattu en plein jour (...) parce que ce gouvernement a choisi de répondre aux voix dissidentes par la brutalité plutôt que par le dialogue», a réagi sur X Justin Muturi, ancien ministre du président William Ruto et ancien procureur

général dont le fils a été enlevé en juin 2024. «La police n'agit plus comme un gardien indépendant de l'ordre public. Elle est désormais un instrument de répression politique», dit-il encore.

Le 8 juin, un enseignant et blogueur de 31 ans, Albert Ojwang, est mort en garde à vue dans une cellule du commissariat central de Nairobi. Il avait été arrêté la veille à son domicile par des officiers de police pour «publication mensongère» sur les réseaux sociaux. Les fonctionnaires lui reprochaient des posts contre Eliud Lagat – numéro 2 de la police kényane –, à l'origine d'une plainte contre M. Ojwang.

La police a tenté dans un premier temps de faire passer le décès de M. Ojwang pour un suicide, arguant qu'il s'était cogné la tête contre les murs. L'autopsie a révélé tout autre chose: des marques de strangulation, des hématomes, un traumatisme crânien et «des lésions infligées de l'extérieur». Une enquête de la police des polices kényanes doit faire la lumière sur l'affaire, mais plusieurs responsables politiques doutent déjà de son indépendance.

A plusieurs reprises, William Ruto a condamné les exactions policières. «Cet événement tragique, aux mains de la police, est déchirant et inacceptable, a-t-il ainsi réagi à la mort d'Albert Ojwang. La police nationale est chargée de garantir la sécurité de toutes les personnes et de tous les biens. Elle doit préserver cette confiance afin de préserver sa légitimité et sa crédibilité aux yeux de la population.»

Avant Albert Ojwang, d'autres individus ont été victimes d'inquiétants kidnappings. En mai, Rose Njeri, développeuse Web, a été détenue durant plusieurs jours par la police après la création d'une plateforme en ligne pour critiquer le projet de loi de finances 2025. Kizza Besigye, opposant ougandais et ancien médecin personnel du président Museveni, a également été mystérieusement enlevé sur le sol kényan en novembre 2024 avant d'être emprisonné en Ouganda. Les autorités kényanes ont reconnu en mai leur participation dans son arrestation, hors de tout cadre légal.

Le 31 décembre 2024, lors de ses voeux à la nation, William Ruto avait expliqué qu'il ne pouvait «être nié qu'il y [avait] eu des cas d'actions excessives et extrajudiciaires de la part des membres des services de sécurité». Le chef de l'Etat avait aussi promis de «mettre fin aux enlèvements». ■

ARTHUR FRAYER-LALEIX

CULTURES MONDE.

du lundi
au vendredi
11H-12H

Mélanie
Chalandon
Julie Gacon



france
culture

L'esprit
d'ouver-
ture

En partenariat avec
Le Monde

L'héritage amer de la convention pour le climat

Douze des 150 participants il y a cinq ans à l'assemblée citoyenne racontent leur vie d'après

TÉMOIGNAGES

SOUVIGNÉ-SUR-SARTHE (SARTHE) - envoyée spéciale

Un nouveau panneau de limitation de vitesse à 70 kilomètres à l'heure l'attend ce matin-là devant la mairie. «J'ai demandé au département l'autorisation d'abaisser la vitesse sur la départementale qui mène au village, mais c'est à moi de l'installer», s'amuse Mélanie Cosnier. En cette journée ensoleillée, la maire (sans étiquette) de Souvigné-sur-Sarthe (Sarthe), 620 habitants, s'entretient avec l'agent communal de la tonte «raisonnée» pour laisser revenir la biodiversité. Puis, elle discute avec des parents d'élèves de l'école, dont la rénovation énergétique vient d'être achevée: murs en béton de chanvre et chaudière à granulés de bois.

«Il y a cinq ans, si l'on m'avait dit que je ferais tout cela, je ne l'aurais pas cru», reconnaît celle qui est également conseillère régionale (groupe L'Ecologie ensemble) des Pays de la Loire. Il y a cinq ans, Mélanie Cosnier était auxiliaire de vie et l'une des 150 membres de la convention citoyenne pour le climat.

Le 21 juin 2020, cette brune dynamique et ses condisciples remettaient à Elisabeth Borne, alors ministre de la transition écologique, le rapport contenant 149 mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays de 40 % d'ici à 2030, dans un esprit de justice sociale. Huit jours plus tard, ils étaient reçus par le président de la République, Emmanuel Macron, dans les jardins de l'Elysée. La conclusion d'une expérience démocratique inédite en France, qui a bouleversé sa vie.

Que sont devenus les «150»? Ces Français tirés au sort, âgés de 16 ans à 80 ans, de toutes les régions et catégories socioprofessionnelles, s'intéressent-ils toujours à l'environnement? Le Monde a rencontré 12 d'entre eux pour savoir comment ils perçoivent leur héritage et la politique actuelle en matière de transition écologique. Tous se disent encore «fiers» du travail accompli: neuf mois de travaux, d'octobre 2019 à juin 2020, pour accoucher de propositions aussi variées que la limitation de la vitesse à 110 kilomètres à l'heure sur l'autoroute ou l'obligation de rénovation des logements d'ici à 2040, en passant par l'instauration d'un choix végétarien quotidien dans la restauration collective.

L'expérience ne s'est pas arrêtée là: une majorité de ces citoyens se sont encore investis jusqu'à l'été 2021, multipliant les rencontres et les auditions, avec les ministres, les acteurs économiques et le grand public, pour présenter et défendre leurs mesures. Une partie de leur travail a en effet été reprise dans la loi Climat et résilience, promulguée au Journal officiel en août 2021.

«C'était fantastique, d'un point de vue humain et de celui des connaissances que l'on a pu acquérir. J'ai aimé allier le climat à la justice sociale et à la lutte contre la pauvreté», témoigne Patricia Samoun, 64 ans, sans domicile fixe à l'époque, qui a aujourd'hui trouvé un appartement à Paris. «Cette expérience m'a fait grandir, et j'ai adoré pouvoir échanger avec des personnes si différentes», ajoute Lambert Allaerd, 34 ans, entrepreneur dans les nouvelles technologies à Lille, pour qui «l'environnement est devenu central».

Mais, alors que la transition écologique est attaquée de toute part, en France comme à l'étranger, les anciens conventionnels interrogés par Le Monde se disent tous extrêmement «déçus» du sort ré-



Deux membres de la convention citoyenne pour le climat, Mélanie Cosnier, à Souvigné-sur-Sarthe (Sarthe), dont elle est aujourd'hui la maire, le 22 mars, et Sylvain Burquier, chez lui, à Paris, le 21 mai. PHOTOS: JULIE BALAGUE POUR «LE MONDE»



«Gâchis», «trahison», «fausses promesses», «échec» sont les mots qui reviennent dans la bouche des ex-conventionnels

cron. «Il avait promis que le quinquennat serait écologique ou ne serait pas. Mais sur ce sujet, il est en dessous de tout, comme le gouvernement. Je ne sais pas si le premier ministre est au courant qu'il a une ministre de la transition écologique», lance ce responsable de la publicité dans une entreprise de services funéraires, 51 ans, qui a appris à affûter ses punchlines sur les plateaux télévisés à l'issue de la convention citoyenne pour le climat.

Sylvain Burquier échange tous les jours avec une partie des autres volontaires de la convention citoyenne pour le climat. Ils sont 43 dans un groupe WhatsApp intitulé «Collectif 150», dont les membres réagissent à l'actualité environnementale et se partagent les demandes d'interview de chercheurs et d'étudiants qui affluent encore chaque semaine.

Il reste pourtant difficile de savoir ce que sont devenus la majorité des membres de la convention citoyenne pour le climat. Aucun suivi n'est réalisé par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), qui a accueilli et organisé les travaux. Au moins trois anciens conventionnels sont morts depuis 2020, dont Yolande Bouin (Finistère, 63 ans) et Nadine Breneur (Haut-Rhin, 57 ans). Plusieurs ont écrit

un livre sur leur expérience, comme *Moi, citoyen* (First, 2021), de Grégoire Fraty, et un ouvrage collectif (*La Grande Désillusion*, Atlande, 2023), rassemblant 17 témoignages. Une quinzaine d'entre eux ont tenté de s'engager en politique, se présentant lors des élections régionales de 2021, sur des listes socialistes, écologistes ou de la majorité présidentielle. Deux ont été élus, Mélanie Cosnier et William Aucant (L'Ecologie ensemble), également dans les Pays de la Loire. Mais le passage de «l'autre côté» ne s'est pas fait sans difficulté.

«J'ai dû mettre de l'eau dans mon vin par rapport à nos mesures», confie Mélanie Cosnier, évoquant la nécessité d'*«assouplissements, au cas par cas»*, du ZAN. Celle qui avait pensé, un temps, rejoindre les rangs du mouvement écologiste d'Extinction Rebellion, refuse aujourd'hui d'être «trop radicale», sans quoi «on braque les gens et ils n'écoutent plus». A son premier conseil municipal, en 2020, elle avait été froidement accueillie par un agriculteur: «Tu ne vas pas nous faire chier avec ton écologie!»

Aujourd'hui encore, elle trouve «difficile d'embarquer les gens» dans la transition écologique, et reconnaît qu'elle n'a «pas réussi à révolutionner» sa commune. Dans la rue, elle désigne un panneau d'affichage lumineux: elle n'en voulait pas, pour réduire l'empreinte carbone, «mais tout [son] conseil était pour». Elle a bataillé quatre ans pour organiser une fresque du climat au conseil régional — à laquelle ont assisté un quart des élus — et une journée de formation au climat à la communauté de communes, qui aura lieu en octobre.

Face caméra, William Aucant consacre l'un de ses streams (vidéos en direct) hebdomadaires

sur la plateforme Twitch au greenwashing. Plus de 500 spectateurs interagissent avec lui. Le reste du temps, cet architecte enchaîne les réunions et le porte-à-porte: le conseiller régional de 38 ans, qui a rejoint La France insoumise (LFI) lors des élections européennes, a été désigné comme l'un des deux chefs de file du parti pour les élections municipales à Nantes.

Agir localement

Comme Mélanie Cosnier et William Aucant, d'autres anciens membres de la convention ont changé de vie professionnelle, ou l'ont fait évoluer. Matthieu Sanchez, responsable d'un centre social de Seine-et-Marne, a fait de la démocratie participative sa spécialité. Il a accompagné des conventions citoyennes locales, intervient auprès de candidats aux élections municipales et siège au comité de gouvernance de la convention citoyenne sur les temps de l'enfant, la dernière-née de ce processus, après le climat et la fin de vie.

«L'environnement passe à la trappe à l'échelle nationale, mais cela a encore du sens d'agir localement», justifie l'homme de 45 ans.

Tous les ex-conventionnels interrogés ne gardent pas le même état. Après la convention, Agnès Catoire, 47 ans, est parvenue à faire distribuer des paniers de fruits et légumes bio à tous les agents de la commune de Villejuif (Val-de-Marne), dont elle fait partie. Mais, petit à petit, elle a retrouvé son quotidien d'*«avant»*, commandant sur des sites Internet des objets venant de l'autre bout du monde. «J'ai honte, mais je suis découragée. Et je n'ai pas le choix que d'aller vers le moins cher, même si c'est le plus polluant», raconte cette mère qui élève seule deux enfants. Aujourd'hui, elle a

rejoint l'ONG d'aide aux migrants SOS Méditerranée, «qui mène des actions concrètes avec des résultats. C'est moins vain».

D'autres ont tourné la page de l'environnement, qu'ils voient comme une «cause perdue». «Cela n'a pas changé mon quotidien», témoigne Jean-Claude Ledoux, 60 ans, conseiller immobilier près de Figeac (Lot), qui avoue ne plus suivre le sujet et avoir perdu tout contact au sein de la convention. «Beaucoup d'anciens membres ont lâché l'affaire. Certains sont devenus des potes, mais on n'aborde plus le climat ou la convention citoyenne», ajoute Zahra Dahab, 35 ans, encadrante dans le social à Metz. L'un des anciens «citoyens» est même redevenu climatosceptique, maintenant que les présentations des climatalogues auxquelles ils avaient assisté paraissent loin.

Pourquoi ne pas renouveler l'expérience sur le climat, avec d'autres «150»?, se prend à rêver Grégoire Fraty. «Ce serait un jalon citoyen, tous les cinq ans, pour boucler les politiques jusqu'en 2050», avance-t-il. Sylvain Burquier, lui, cherche un moyen de demander aux candidats à la présidentielle de 2027 de se positionner sur leurs mesures.

D'ici là, le petit groupe le plus actif refléchit à une manière de fêter son anniversaire. Alors que le CESE n'a rien prévu, Mélanie Cosnier devrait accueillir les volontaires à Souvigné-sur-Sarthe, les 19 et 20 juillet. «Il faut qu'on organise quelque chose, car on n'a pas eu notre «bal de promo» en 2020 à cause du Covid-19», s'amuse William Aucant. Il se demande comment se porte l'*«arbre d'Oscar»* — en hommage à son fils né pendant la convention —, planté par les «150» dans l'enceinte fermée du CESE. A-t-il survécu au climat? ■

AUDREY GARRIC

Une vague de chaleur précoce en France

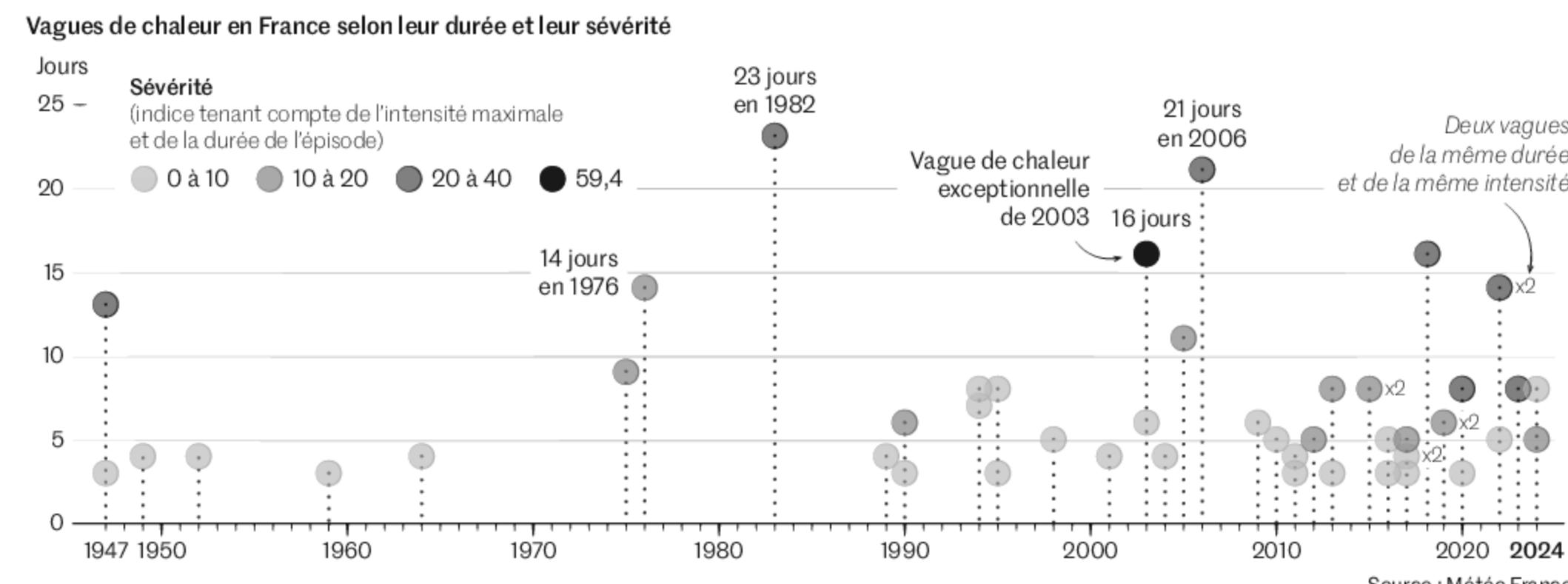
Samedi, les températures atteindront localement 38 °C et ne descendront pas sous les 20 °C la nuit

La France n'est même pas entrée dans l'été qu'elle va suffoquer. Le pays connaîtra, probablement, à partir du jeudi 19 juin, sa cinquanteième vague de chaleur depuis le début des mesures en 1947, avec des températures atteignant localement 38 °C. «*Elle sera précoce avec des niveaux de chaleur remarquables pour un mois de juin sans être pour autant inédits*», précise Matthieu Sorel, climatologue à Météo-France.

A partir de jeudi, les températures, déjà élevées, vont encore monter d'un cran, pour atteindre de 32 °C à 35 °C dans l'Est. En cause : un anticyclone de blocage, situé sur une large partie de l'Europe, qui «permet une augmentation progressive de la chaleur», explique François Gouraud, prévisionniste à Météo-France.

Vendredi, une goutte froide (de l'air plus froid en altitude) située sur le proche Atlantique va aspirer de l'air encore plus chaud provenant du Maghreb et de la péninsule Ibérique. Résultat : le mercure atteindra de 34 °C à 36 °C dans l'Ouest et de 36 °C à 38 °C dans le Centre-Ouest et les régions méditerranéennes.

Samedi, au plus fort de l'épisode, la chaleur sera intense, avec des valeurs qui seront fréquemment situées entre 34 °C et 38 °C, notamment dans tout l'Ouest et dans l'arrière-pays méditerranéen. Les nuits seront tropicales, c'est-à-dire que les températures



ne descendront pas au-dessous de 20 °C, empêchant le repos réparateur des organismes. Certains pays européens seront aussi touchés, comme l'Espagne et le Royaume-Uni.

Les 40 °C dépassés en 2022

Météo-France a d'ores et déjà placé 27 départements en vigilance jaune canicule à partir de jeudi midi. Vendredi, le niveau de vigilance sera passé au orange, du Poitou-Charentes à la Bretagne. Pour être considérée comme une vague de chaleur, l'indicatif thermique national, qui fait la moyenne des températures dans 30 stations françaises, doit être

supérieur ou égal à 25,3 °C pendant un jour et à 23,4 °C pendant au moins trois jours.

Dimanche, un léger répit sera en vue, avec un rafraîchissement dans l'ouest du pays, tandis que des températures élevées persistent dans l'Est (35 °C). «*La semaine prochaine, on va rester sur un temps chaud, mais il y a des incertitudes sur les orages*, note M. Gouraud. *On pourrait en avoir lundi entre les Pyrénées et les régions de l'Est, en passant par le Massif central; puis les températures vont remonter mardi et mercredi, avant, peut-être, de nouveaux orages.*»

La France a déjà connu des coups de chaud si tôt dans la

saison. En juin 2022, les 40 °C avaient été dépassés dans l'Ouest et, en juin 2019, le record absolu de température avait été battu en France métropolitaine, avec 46 °C à Vérargues (Hérault), le 28 juin 2019. Cette fois, Météo-France s'attend à voir quelques records tomber localement pour un mois de juin, mais pas pour l'ensemble de l'année.

«*Cette vague de chaleur n'est malheureusement pas surprenante dans la trajectoire actuelle du réchauffement. L'exceptionnel est devenu la norme*», rappelle le climatologue Christophe Cassou, directeur de recherche (CNRS) à l'Ecole normale supérieure. Il

trouve malgré tout «effrayant» de voir des conditions atmosphériques «banales» permettant au mercure de «frôler les 40 °C». «*Autrefois, pour avoir une canicule, il fallait des transports de masse soutenus d'air chaud du Maghreb ou de la péninsule Ibérique vers l'Europe de l'Ouest, ou alors un très gros anticyclone*», précise-t-il. Aujourd'hui, les masses d'air sont rendues bien plus chaudes par le réchauffement.

Le dérèglement climatique accroît la fréquence et l'intensité des épisodes de chaleur, qui se produisent plus tôt et aussi plus tard dans l'année. Selon Météo-France, l'Hexagone, qui s'est déjà

réchauffé de 1,9 °C, a connu deux fois plus de vagues de chaleur après 2000 (32) qu'avant (17).

Les canicules sont dangereuses pour la santé. En 2023, 47 000 personnes sont mortes de la chaleur en Europe entre les mois de juin et septembre, et 5 000 en France au cours de l'été. Face à cette surchauffe, les autorités sanitaires recommandent des mesures de prévention, comme boire régulièrement de l'eau, rester dans des espaces frais, manger frais et équilibré ou éviter les efforts physiques.

Hausse des «nuits tropicales»

La temporalité de ce coup de chaud, en juin et non pas en août, sera, par ailleurs, «très préjudiciable» pour l'agriculture, prévient M. Cassou. «*Elle survient au moment de la période de croissance des arbres, et après une succession de crises, avec des sécheresses et des inondations*», rappelle-t-il. Le printemps a été déficitaire en précipitations sur l'ensemble du pays. «*La sécheresse météorologique se transforme en sécheresse agricole, et cette situation va s'aggraver même si l'on attend des orages*», précise Matthieu Sorel.

Le futur est encore plus noir. La France, tout comme l'Europe, qui se réchauffe plus vite que le reste du monde, se prépare à une hausse du thermomètre de 4 °C en 2100 en cas de poursuite des politiques climatiques actuelles des pays du globe. Elle connaîtra alors dix fois plus de jours de vagues de chaleur en comparaison avec la période de référence 1976-2005, parfois dès mai et jusqu'à octobre, avec une forte hausse des «nuits tropicales», sur le bassin méditerranéen mais aussi dans le nord de la France. «*On connaît énormément de jours au-delà de 40 °C, et l'on dépassera aussi 50 °C*. La question n'est pas de savoir si nous aurons 50 °C, mais quand», avertit M. Sorel. Ces conditions plus chaudes, mais aussi plus sèches, seront de plus en plus propices aux feux de forêt.

Le gouvernement a présenté, à la mi-mars, son troisième plan national d'adaptation au changement climatique, comprenant 52 mesures pour adapter la France à un réchauffement de 4 °C. Mais le Haut Conseil pour le climat juge que le pays n'est toujours «pas prêt», estimant que le document ne propose pas assez d'adaptations de grande ampleur et que les financements restent très insuffisants. ■

AUDREY GARRIC

L'objectif de limiter le réchauffement à +1,5 °C est désormais inatteignable

DES SCIENTIFIQUES AVAIENT déjà dressé ce constat de façon isolée ces derniers mois. Jeudi 19 juin, des chercheurs français de renom, anciens auteurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, l'affirment, pour la première fois, collectivement et de manière claire : l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, fixé lors de l'accord de Paris sur le climat il y a dix ans, «n'est désormais plus atteignable».

A l'appui de leur affirmation, endossée par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et Météo-France, une étude dressant le tableau clinique du réchauffement et confirmant son intensification, à laquelle ces institutions ont contribué. Celle-ci est publiée jeudi dans la revue *Earth System Science Data* et signée plus largement par 61 scientifiques de 17 pays différents. Les chercheurs montrent que le budget carbone résiduel,

c'est-à-dire les émissions à ne pas dépasser pour garder plus de 50 % de chance de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, est presque épuisé. Il est désormais de 130 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂), ce qui ne correspond plus qu'à trois années d'émissions au rythme actuel. «*En réalité, c'est moins que trois ans car le méthane [très réchauffant] continue d'augmenter*», prévient Sophie Szopa, directrice de recherche (CEA) au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement. Ce bilan carbone sera rapidement épuisé, de manière inéluctable. Ce n'est pas une question de physique mais d'inertie des sociétés : on sait qu'on n'arrivera pas à la neutralité carbone dans les années qui viennent ni même dans la décennie. Selon les chercheurs, c'est dès la fin de la décennie que le réchauffement à +1,5 °C pourrait être atteint.

«*C'est un principe de réalité, alors que les émissions de gaz à effet de serre ne baissent pas et que la transition écologique est attaquée dans de nombreux*

pays», abonde le climatologue Christophe Cassou, directeur de recherche (CNRS) à l'Ecole normale supérieure.

Tous les voyants sont au rouge

Pour autant, il espère que cette prise de parole «lucide» ne débouchera pas sur du «catastrophisme». L'accord de Paris sur le climat, qui prévoit le limiter le réchauffement bien en dessous de 2 °C et si possible à 1,5 °C, «n'est pas mort», plaide-t-il. «*Il est toujours le cadre général de l'action et des négociations climatiques*.» Le budget carbone pour ne pas dépasser 2 °C s'élève quant à lui à 1 050 milliards de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de vingt-cinq années d'émissions. «*Cela reste un défi*», prévient Christophe Cassou.

Dans l'immédiat, tous les voyants sont au rouge. Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint le record de 55 milliards de tonnes équivalent CO₂ en 2023, essentiellement du fait de la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) et de la déforestation. En parallèle, la

lutte contre la pollution de l'air entraîne une réduction des aérosols comme le dioxyde de soufre, des particules ayant un effet refroidissant. Conséquence : les concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère ne cessent de progresser. Celle de CO₂ a atteint 423 parties par million (ppm) en 2024, soit 50 % de plus qu'à l'époque préindustrielle.

Qui dit davantage de gaz à effet de serre, dit davantage de chaleur retenue dans l'atmosphère, ce qui provoque une hausse des températures. En 2024, le réchauffement s'est élevé à 1,52 °C par rapport à l'ère préindustrielle, dépassant pour la première fois sur une année le seuil de 1,5 °C. Sur ce total, 1,36 °C était attribuable aux activités humaines. Le reste a été provoqué par la variabilité naturelle du climat, en l'occurrence le phénomène El Niño, qui a entraîné une hausse des températures mondiales, et par des océans Atlantique Nord et Austral très chauds. ■

AU.G.

Les rendements des grandes nations agricoles en péril d'ici à 2100

Les zones tempérées et très productives pourraient être les plus touchées par le réchauffement planétaire, d'après une étude américaine

Au terme d'un printemps anormalement chaud en France et dans le nord de l'Europe, avec une sécheresse déjà marquée, les agriculteurs scrutent avec inquiétude les prévisions météo et le retour à court terme d'une vague de chaleur. Une étude américaine, publiée mercredi 18 juin dans la revue *Nature*, ne devrait pas les rassurer sur les perspectives de long terme. Celle-ci modélise pour différentes régions du globe les effets du réchauffement climatique d'ici à la fin du siècle sur les rendements de six grandes cultures (blé, maïs, riz, sorgho, soja et manioc), qui représentent les deux tiers des calories consommées dans le monde.

En s'appuyant sur des données régionales de plus de 50 pays, l'étude conclut que, pour chaque degré de réchauffement supplémentaire par rapport à l'ère préindustrielle, l'équivalent de 120 kilocalories par jour et par personne

pourrait être perdu. «*A +3 °C de réchauffement, cela équivaudrait à ce que chaque personne sur Terre arrête de prendre un petit déjeuner*», résume Andrew Hultgren, économiste de l'université de l'Illinois (Etats-Unis) et premier auteur de l'étude. Concrètement, en fonction des trajectoires de réchauffement, les pertes de rendement sur le maïs seraient de -40 % aux Etats-Unis,

en Asie centrale et dans l'est de la Chine, selon le scénario de réchauffement le plus pessimiste. Pour le blé, la baisse atteindrait de 15 % à 25 % en Europe, en Afrique et en Amérique du Sud, et de 30 % à 40 % en Chine, en Russie, et en Amérique du Nord. Le manioc, une culture de subsistance majeure dans de nombreux pays à bas revenus, pourrait enregistrer des baisses de 40 % en Afrique subsaharienne, toujours selon le scénario le plus émetteur.

En réduisant drastiquement, dès aujourd'hui, les émissions, l'impact serait bien plus modéré. «*Cette étude dépasse différents futurs possibles*», décrit Andrew Hultgren. «*On voit que le chemin qui nous mène au scénario le plus émetteur aura des conséquences socio-économiques destructrices*. Le Midwest américain, par exemple, a construit son identité sur son image de grenier agricole. Mais s'il connaît des chutes de production

de 50 %, cette identité tiendra-t-elle encore à la fin du siècle?»

Avec son travail de modélisation, l'équipe de chercheurs note toutefois que les baisses de rendement peuvent être réduites d'un tiers à la fin du siècle en mettant en œuvre des stratégies d'adaptation. C'est tout l'intérêt de cette étude que de tenter d'évaluer les actions que peuvent engager les agriculteurs.

Adaptation des cultures

«*L'agriculture est l'un des secteurs les plus exposés aux variations du climat, et ce n'est pas une surprise qu'elle soit très affectée par le réchauffement. La difficulté est d'évaluer comment les agriculteurs vont réagir*», poursuit le professeur assistant. Certaines études prospectives ne tiennent aucunement compte des capacités d'adaptation et aboutissent à des résultats très alarmants. D'autres, à l'inverse, estiment que la technologie et l'innovation pourront être déployées autant que possible et concluent à des impacts quasi nuls.» Pour obtenir des projections plus précises, les chercheurs ont cette fois analysé les réponses de producteurs déjà misés en application dans différents contextes et comment celles-ci peuvent être répliquées.

L'étude se focalisant sur les impacts par type de culture, elle rend peu compte, par exemple, des modifications de cultures, qui sont un des leviers majeurs d'adaptation. «*Ces dernières décennies les agriculteurs ont déjà changé les espèces cultivées*, note David Makowski, directeur de recherche à l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, qui n'a pas participé à ces travaux. *En Chine, les zones de production du riz ont migré vers le nord du pays. En Europe, les zones de culture du blé ont eu tendance à migrer vers le nord. Et d'autres espèces cultivées ont vu*

leurs surfaces fortement augmenter, comme la patate douce.»

Malgré ses limites, ce travail de modélisation n'en reste pas moins une alerte importante : dans de nombreux pays qui sont de gros bassins de production agricole, comme en Europe ou en Amérique du Nord, des impasses de production risquent de se produire si le réchauffement se poursuit à ce rythme. C'est d'ailleurs dans ces zones aujourd'hui tempérées que les baisses de rendement seraient les plus fortes (à l'exception des conséquences sur le manioc dans les pays à bas revenus). Dans ces pays riches, les conséquences socio-économiques seraient majeures. Mais le prix le plus élevé sera payé par les populations vulnérables des pays du Sud, celles qui dépendent le plus des importations et qui risquent de voir leur insécurité alimentaire augmenter. ■

MATHILDE GÉRARD

Pour le blé, la baisse atteindrait de 15 % à 25 % en Europe, et de 30 % à 40 % en Chine, en Russie, et en Amérique du Nord

LR fait des « insoumis » son ennemi utile

La droite a obtenu une commission d'enquête sur les liens entre l'islamisme et des mouvements politiques

Enfin une victoire pour Laurent Wauquiez en 2025. Mercredi 18 juin, la commission des lois a adopté à une courte majorité (29 voix contre 27) la création d'une commission d'enquête sur les liens entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propagant l'idéologie islamiste.

La cible n'est pas nommée, mais elle est bien identifiée : La France insoumise (LFI). Le chef de file des députés Les Républicains (LR) ne l'a jamais caché. « Il faut faire tomber le privilège rouge et démontrer les liens de La France insoumise avec l'islamisme et l'antisémitisme », dénonçait-il, le 3 juin, quelques minutes après un refus de sa demande devant cette même commission des lois.

Si l'article unique a été expurgé des sept mentions aux « insoumis », les principaux concernés ne sont pas dupes. « Cette commission d'enquête est toujours destinée à s'attaquer à La France insoumise », dénonce la députée (LFI) du Val-d'Oise, Gabrielle Cathala. Mais notre mouvement n'est plus mentionné dans le texte de M. Wauquiez, ce qui le rend plus subtil à ses yeux, mais pas non moins attentatoire au règlement de notre Assemblée. » Mais plutôt qu'une subtilité procédurale, le groupe La Droite républicaine a surtout pu compter sur le vote des élus Renaissance cette fois, quand certains s'étaient abstenus le 3 juin.

M. Wauquiez s'en était assuré en personne auprès de leur chef de groupe, Gabriel Attal, avec lequel il entretient de bonnes relations. « Ce n'est pas un choix qu'on aurait fait, mais LR a un droit de tirage et peut demander cette commission », explique l'entourage de l'ex-premier ministre. Dans les rangs macronistes, personne n'est dupe de l'objectif de cette commission.

LFI, c'était mieux avant

Il s'agit pour M. Wauquiez de se refaire une santé après sa lourde et encore fraîche défaite face à Bruno Retailleau pour la présidence de LR le 18 mai. Pendant cette campagne interne, le député de la Haute-Loire s'était auto-proclamé comme « le rempart à droite » contre LFI et son leader. « Jean-Luc Mélenchon est le principal danger pour la démocratie française », a-t-il répété lors de ses réunions militantes.

Mais M. Retailleau n'était pas en reste. Ironique, le ministre de l'intérieur versait dans l'uchronie, imaginant la nomination d'un



Le président du groupe des députés Les Républicains, Laurent Wauquiez (au centre), à l'Assemblée nationale, le 27 mai. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

« L'objectif est de trouver un adversaire qui fait l'unanimité contre lui chez les électeurs de droite »

GILLES RICHARD
historien

Dans les partis de droite, tout l'argumentaire contre l'union des gauches depuis 1964 jusqu'en 1981 est un argumentaire anticomuniste. Mais chez les gaullistes et leurs descendants, il restait toujours une part de respect pour les communistes, legs des années passées dans la Résistance.

Les « insoumis » incarnent un nouveau péril rouge : celui d'un

mouvement dénoncé par la droite comme « communautariste » et incapable de qualifier de terroriste l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. « LFI a décidé de faire de l'apologie décomplexée de la violence antisémite un argument électoral », dénonçait déjà lors des élections européennes de juin 2024, François-Xavier Bellamy, tête de liste LR. En 2023, M. Retailleau se disait nostalgique du Jean-Luc Mélenchon fréquenté sur les bancs du Sénat entre 2004 et 2010. « J'ai connu un autre Mélenchon, un représentant de la gauche républicaine, mais lui et son mouvement ont quitté depuis le clan républicain », confiait-il au *Monde*.

Pour la droite, LFI, c'était mieux avant. Ou plus tolérable du moins. « En dehors du virage communautariste de Mélenchon pour séduire l'électorat musulman, l'hostilité s'est accélérée en 2022

avec l'arrivée d'une nouvelle génération d'« insoumis » plus « punk » comme les [Sébastien] Delogu ou [Louis] Boyard qui ont bordelisé l'Assemblée », note un cadre LR.

« Cordon sanitaire »

Mais la défiance n'est pas qu'épidémique, elle est aussi stratégique. « L'objectif est de trouver un adversaire qui fait l'unanimité contre lui chez les électeurs de droite et d'essayer briser une union des gauches. Car d'un point de vue électoral, cet accord politique a plutôt bien fonctionné lors des dernières législatives », analyse l'historien Gilles Richard.

Pour faire déferler « une vague bleue » sur la France lors des élections municipales de mars 2026, M. Retailleau agite de nouveau la menace « insoumiste ». « Nous devons nous entendre sur un cordon sanitaire contre La France insoumiste », a lancé le président de LR le

11 juin à ses députés et à ceux du bloc central. La menace est pratique pour habiller et justifier des accords locaux avec le MoDem, Renaissance ou Horizons dans ce « front républicain » anti-LFI.

En attendant, M. Wauquiez compte sur la future commission pour faire « toute la lumière » sur les « compromissions de certaines forces politiques avec les islamistes et les ennemis de la France ». Vincent Jeanbrun, qui a arraché son siège de député du Val-de-Marne face à une figure « insoumiste », Rachel Keke, en juillet 2024, est pressenti pour en devenir le rapporteur. Un choix symbolique.

Le président de la future commission – qui doit appartenir à un groupe de l'opposition – n'est pas encore connu. Dans l'entourage de M. Wauquiez, on verrait bien ce rôle revenir à un socialiste « anti-LFI ». L'annonce est passée. ■

ALEXANDRE PEDRO

Jordan Bardella recrute son conseiller économie chez les pro-Frexit

Charles-Henri Gallois a longtemps été proche de François Asselineau et de Florian Philippot, avant de rejoindre le RN aux législatives 2024

Côté pile, un ancien contrôleur financier passé par les géants du luxe Chanel et Tag Heuer. Côté face, un militant du Frexit qui a grenouillé pendant près de douze ans dans la mouvance conspirationniste. Voilà pour l'étonnant profil du nouveau conseiller économique de Jordan Bardella. Charles-Henri Gallois, qui intègre le cabinet du président du Rassemblement national (RN) à Bruxelles, officiellement comme assistant parlementaire local.

Ce choix a de quoi surprendre. Alors que le parti d'extrême droite s'affaire à rassurer patronat et marchés, allant jusqu'à proposer l'inscription d'une « règle d'or » budgétaire à 3 % de déficit public, le dauphin de Marine Le Pen recrute un fervent partisan de la sortie de l'Union européenne (UE)

pour l'aiguiller sur les questions économiques.

C'est simple, pour Charles-Henri Gallois, tous les grands problèmes budgétaires du pays trouvent leur source à Bruxelles, dont il prônaît la sortie avec son mouvement Génération Frexit, jusqu'à sa candidature malheureuse sous les couleurs du parti à la flamme aux élections législatives anticipées de l'été 2024 dans la Nièvre. « Il a rompu avec cette position dès lors qu'il a accepté d'être candidat RN », démine un conseiller de M. Bardella, qui vante « l'expertise de l'entreprise et des questions budgétaires au niveau européen » du nouveau venu. Une « rupture » à nuancer.

Invité le 19 février du média souverainiste *Front populaire*, Charles-Henri Gallois rappelle « ne pas être du tout hostile à [un Frexit]. »

« Si on sort, c'est sûr que ça permet de reprendre le contrôle », affirme-t-il après avoir fait l'éloge du Brexit. Mais il modère ses élans par pragmatisme. « Pour le faire, il faut déjà arriver au pouvoir. C'est une réalité implacable. Le Frexit, au mieux, est à 36 % dans les sondages », calcule-t-il, préconisant plutôt « d'aller au conflit [avec l'UE] pour obtenir des choses, avant d'aller au Frexit ».

Charles-Henri Gallois est un visage bien connu de la petite galaxie souverainiste. Avant de voler de ses propres ailes avec Génération Frexit qu'il fonde en 2020, il époule pendant huit ans le double candidat à la présidentielle de l'Union populaire républicaine (UPR), François Asselineau. Sa rhétorique obsessionnellement conspirationniste n'entame en rien le crédit qu'il lui porte. Ce n'est

qu'après l'ouverture d'une enquête pour « agressions sexuelles » contre le dirigeant de l'UPR, soldée par un non-lieu, que Charles-Henri Gallois rompt avec son pygmalion en 2020. Mais pas avec la mouvance conspirationniste puisqu'il se rapproche de Florian Philippot. Ensemble, ils manifestent contre « le passe de la honte » pendant la crise du Covid-19.

Proche des pro-Kremlin

Il se fait également le relais de la propagande du Kremlin. Les sanctions contre le régime de Vladimir Poutine sont « un suicide économique pour l'Europe » et l'Ukraine est « un pays encore plus corrompu » que la Russie, affirme-t-il en 2022. Quant à Volodymyr Zelensky, c'est un « belliciste » qui a bombardé « lui-même » la centrale nucléaire

ukrainienne de Zaporizhia, occupée par la Russie, afin d'exercer « un chantage » contre l'Europe. « Voilà qui on soutient sans le moindre discernement ! Voilà pour qui on vous demande de payer ! », fustige-t-il, parlant du dirigeant ukrainien.

Ce compagnonnage avec l'extrême droite pro-Kremlin et antivax s'est poursuivi jusqu'aux élections européennes de juin 2024. M. Gallois soutient la liste « L'Europe, ça suffit » menée par Florian Philippot, sur laquelle se trouve en deuxième position Myriam Palomba, relais des théories conspirationnistes sur la supposée transidentité de Brigitte Macron. La profession de foi qu'il paraphe réclame de « mettre fin aux sanctions contre la Russie » ou d'instruire un « procès sur les effets secondaires des « vaccins » [sic] Covid ».

Le rapprochement de Charles-Henri Gallois avec le RN s'est fait par l'entremise du député Jean-Philippe Tanguy (Somme) qui lui présente Marine Le Pen et Jordan Bardella. « Sur le plan des idées, il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre lui et moi », assume celui qui est aussi président délégué du groupe RN à l'Assemblée nationale, tout en justifiant les errements de son ami.

« Les souverainistes ont été tellement désespérés de se faire entendre qu'ils ont accepté des théories de merde. » L'entourage de Jordan Bardella, surnommé en interne le « BDE », pour bureau des étudiants, est régulièrement pointé du doigt pour son manque d'épaisseur. Sa nouvelle recrue levera-t-elle les doutes ? ■

ROBIN D'ANGELO

Pourquoi les maires démissionnent plus qu'avant

Les tensions au sein du conseil municipal sont la première raison qui pousse les édiles à rendre leur écharpe

La violence qu'ils subissent fait les gros titres des journaux, mais ce n'est pas cela qui provoque leur démission. Pas plus que l'insatisfaction pressante des habitants ou le maquis administratif qu'ils dénoncent régulièrement. Ce sont les dissensions politiques au sein du conseil municipal qui, in fine, poussent les maires à abandonner leurs fonctions. Tel est le principal enseignement de la note rédigée par le professeur à Sciences Po et chercheur au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof) Martial Foucault, pour le compte de l'Association des maires de France (AMF).

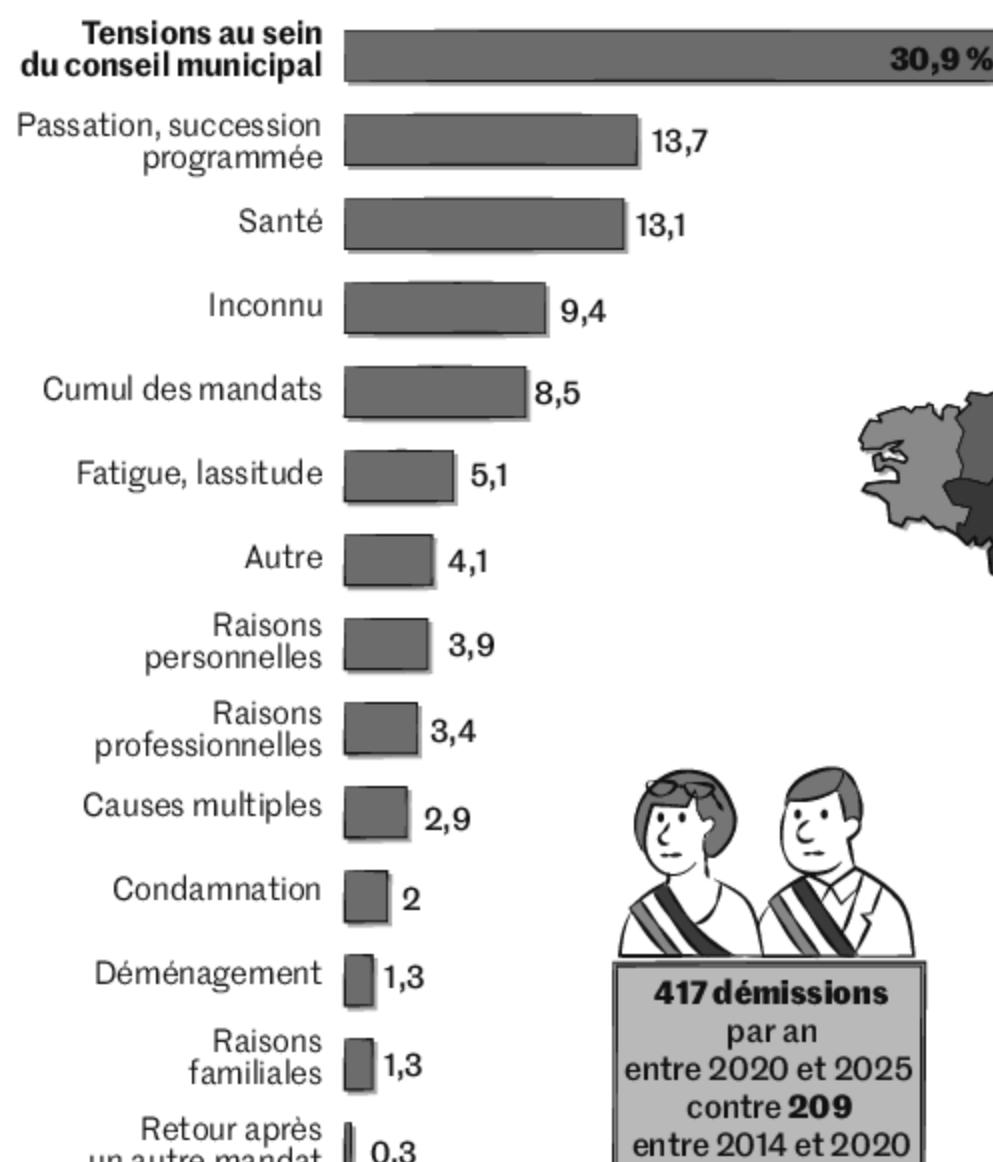
Certes, le chercheur confirme l'étendue du phénomène. Depuis le début du mandat, en 2020, il y a eu en moyenne trente-cinq démissions par mois, comme le répète souvent l'AMF. L'équipe de Martial Foucault a comptabilisé 2189 démissions volontaires dans les 35 000 communes du pays. Ce qui représente 71 % des changements de maire enregistrés officiellement. Les autres départs ont pour cause un décès, la contestation juridique de l'élection ou encore la fusion de communes. Ce travail a été complété par l'examen de la presse quotidienne régionale et par des entretiens.

Cela représente 417 démissions par an en moyenne depuis 2020. «Une ampleur jamais observée par le passé», note Martial Foucault, qui rappelle que le mandat 2014-2020 en a connu 209 et le précédent (2008-2014) 129, soit quatre fois moins. Et tous les départements sont touchés, singulièrement l'Isère, le Pas-de-Calais, le Nord, la Saône-et-Loire et la Haute-Garonne.

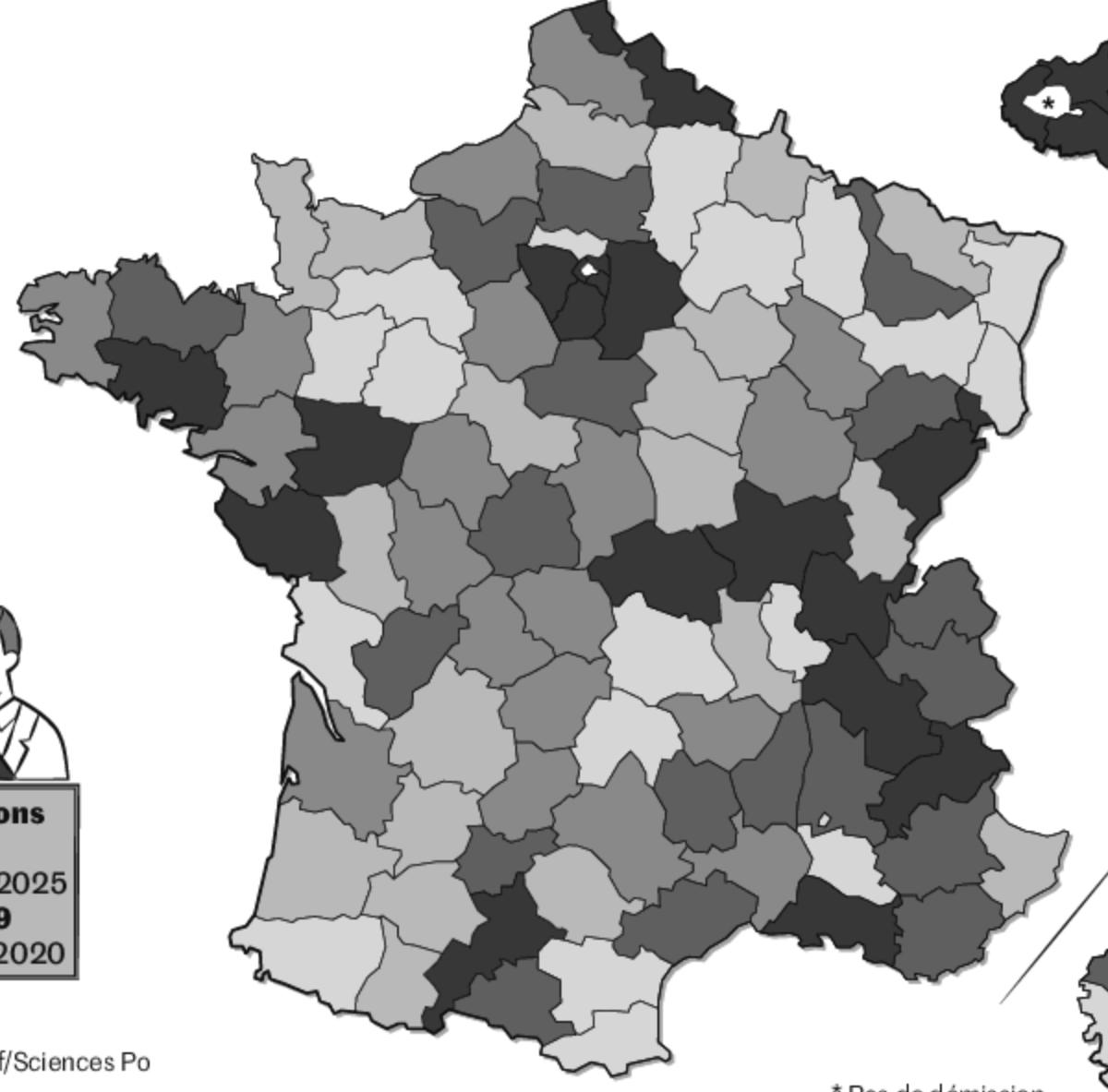
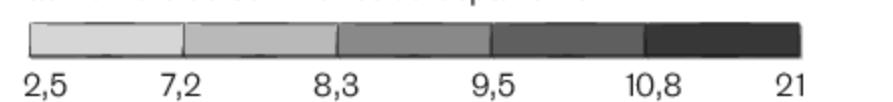
Face-à-face

Martial Foucault rapproche le phénomène de celui de la «grande démission» dans les entreprises, identifiée après la crise du Covid-19. C'est «un mouvement qui se décline aussi dans le champ des fonctions électives», écrit-il. Quand la cohésion de l'équipe bat de l'aile et que le maire se retrouve seul aux manettes, ce qui a fait le sel de l'engagement – le collectif – s'abîme.

Nature des démissions volontaires des maires entre 2020 et 2025, en %



Taux de démissions volontaires des maires depuis 2020 par département, en % de démissions rapportées au nombre de communes du département



Les élus ont pris leur marques en pleine pandémie. Les témoignages montrent que ces difficultés de départ ont été compliquées à surmonter

La presse quotidienne régionale fourmille de témoignages de maires évoquant les difficultés de la fonction. «Je suis éprouvée. Je crains d'oublier des choses, d'être moins pertinente ou moins objective sur certains dossiers. Je préfère laisser ma place à quelqu'un qui a des idées neuves», a ainsi indiqué la maire (sans étiquette) d'Avanton (Vienne), Anita Poupeau, à France 3 Nouvelle-Aquitaine, en mars. Elle n'a pas démissionné, mais elle ne se représentera pas en 2026.

D'autres, en revanche, l'ont fait, comme la maire de Pibrac (Haute-Garonne), Camille Pouponneau, qui constate, en octobre 2024, «la dégradation de [sa] santé mentale, entraînant une dégradation progressive de [sa] santé physique»: «Je suis arrivée au bout de ce que je pouvais endurer», écrit-elle alors sur Facebook. De fait, une étude publiée en novembre 2024 par Sciences Po montre que 83 % des maires jugent leur mandat usant pour leur santé et 40 % assuraient travailler sous pression.

Alors, que faire? Martial Foucault évoque, à titre personnel, plusieurs pistes. Réduire le nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 3 500 habitants permettrait, espère-t-il, de «limiter les désaccords». Même si, par ailleurs, il y a un enjeu de culture du débat démocratique. Parce qu'ils se sentent impuissants et désemparés, il faudrait en outre simplifier les relations entre les maires et l'Etat. Les maires devraient, enfin, être mieux formés. ■

BENOÎT FLOC'H

Parmi les autres causes de départ, celles liées à la santé et à la fatigue ou la lassitude

qui s'achève a mis les élus municipaux à rude épreuve. Depuis 2020, les crises se sont succédé et, surtout, ils ont pris leurs marques en pleine pandémie. confinement et mesures de protection obligent, il n'était pas possible de se voir, d'apprendre à travailler ensemble, de créer une cohésion qui permettrait de tenir le choc pendant six ans. Partout dans le pays, les témoignages montrent que ces difficultés de départ ont été compliquées à surmonter.

Associées à une forte personnalisation du conflit, un grand nombre des démissions liées aux tensions politiques se sont produites dans les villes de 1 000 à 3 500 habitants. Chez elles, «le phénomène a pris une ampleur tout à fait considérable», note Martial Foucault, ce qui souligne

«la grande fragilité de cette catégorie de communes». L'enseignant émet deux hypothèses: ces collectivités manquent de bras, de compétences humaines et donc de moyens pour faire tourner la mairie et conduire les projets. Par ailleurs, dans ces communes, ce sont en moyenne deux listes qui se sont opposées en 2020. Un face-à-face qui a pu contribuer à attiser la confrontation entre la majorité et l'opposition.

«Je suis éprouvée»

Certes, les cas de tensions politiques ne sont pas les seules raisons de la démission des maires. Il y a également ce que Martial Foucault appelle les démissions programmées (13 % du total). En vertu d'une sorte de contrat mo-

ral passé avec l'un ou l'une de ses adjoints ou adjointes, le maire passe le flambeau en cours de mandat. Qu'il se considère trop âgé ou bien maire depuis trop longtemps, il assure néanmoins une transition en douceur pour éviter une vacance du poste.

Et, alors que beaucoup d'élus craignent un manque de candidats en 2026, le chercheur doute de l'émergence d'une éventuelle crise démocratique. Il constate cependant que ces cas de démission se produisent à 42 % dans des petites communes (moins de 500 habitants). Ce qui confirme, estime-t-il, «la menace d'un vivier de volontaires de plus en plus restreint» dans ce cas précis.

Troisième type de cause de départ: celles liées à la santé (13 %) et la fatigue ou la lassitude (5 %).

Quand les gros contribuables négocient leurs redressements fiscaux

En 2024, l'Etat a conclu des accords amiables avec 92 particuliers et 223 entreprises. Une pratique contestée par un rapport parlementaire

Emmanuel Besnier a voulu déminer le terrain. Appelé à témoigner devant la commission d'enquête sénatoriale sur les aides aux grandes entreprises, le PDG de Lactalis a évoqué d'emblée, mardi 17 juin, un sujet annexe, mais ultrasensible: l'accord conclu par son groupe avec l'administration fiscale, fin 2024. Ses quelques mots introductifs n'ont pourtant pas évité la polémique, tant les très secrètes tractations entre les plus gros contribuables et le fisc ont de quoi susciter interrogations, critiques, fantasmes parfois.

En l'occurrence, Bercy menaçait le numéro un mondial des produits laitiers d'un énorme redressement, à cause des montages utilisés pour financer ses acquisitions internationales entre 2006 et 2019, en passant par la Belgique et le Luxembourg. Après des années de discussions, le groupe familial a transigé. Il a accepté de payer 475 millions d'euros pour solder de tout compte, évitant ainsi la mauvaise publicité d'un procès et le risque d'une facture bien plus élevée. «Malgré le différend d'interprétation, j'ai préféré régler le passé pour me tourner vers l'ave-

nir», a expliqué Emmanuel Besnier aux sénateurs. Cela n'a pas empêché une passe d'armes avec le rapporteur, le communiste Fabien Gay, très sceptique à l'égard des propos des dirigeants contestant toute opération frauduleuse.

«Choqués et dubitatifs» Lactalis, mais aussi Amazon, L'Oréal, Google et de riches particuliers... Combien sont-ils à avoir ainsi négocié avec l'Etat le montant de leurs redressements fiscaux, ces dernières années? Selon quels critères? Pour quel résultat pour les caisses de l'Etat? Jusqu'en 2020, aucune information n'était disponible. Depuis, à la suite d'un amendement de la députée socialiste Christine Pirès Beaune (Puy-de-Dôme), le gouvernement livre chaque année quelques chiffres. Un rapport, adopté mercredi par la commission des finances de l'Assemblée, lève un coin supplémentaire du voile, et propose de réformer un peu cette pratique, qui «soulève des questions majeures en termes de transparence, d'équité fiscale et d'impact sur les finances publiques».

Le rapport signé par Mathilde Feld (La France insoumise,

Gironde) et Nicolas Sansu (Parti communiste, Cher) fournit avant tout des données fraîches. En 2024, l'Etat a conclu 315 accords amiables, des «règlements d'ensemble», dans le jargon de Bercy. Ils concernaient 92 individus et 223 entreprises – dont 40 d'un même groupe –, tous en délicatesse avec le fisc.

«Le nombre de règlements d'ensemble a quasiment triplé en six ans», relèvent les rapporteurs, qui s'étonnent de cette hausse, ce dispositif «étant censé être limité à des cas particulièrement complexes». Les plus gros contribuables auraient-ils repéré là un moyen efficace d'échapper en partie à de lourds redressements? Difficile à dire. L'administration, interrogée, met plutôt en avant des éléments conjoncturels pour justifier le faible nombre de transactions de 2019 et de 2000, et relève, depuis, une stabilité autour de 300 dossiers par an.

Ce qui est certain, c'est qu'il s'agit d'une procédure pour happy few. «Les règlements d'ensemble profitent avant tout aux individus les plus riches et aux grandes entreprises, nuisant ainsi à l'égalité devant l'impôt», écrivent les rapporte-

Dans les dossiers traités en 2024, Bercy réclamait 2,6 milliards d'euros. En définitive, les contribuables ont payé environ 740 millions

teurs. A leurs yeux, cette pratique peut donner l'impression d'une «fiscalité négociée», au bénéfice de ceux ayant connaissance du dispositif, bien conseillés par des avocats, des banquiers et des fiscalistes. «Cette procédure le montre: être riche, c'est être exilé des formes ordinaires de loi», commente Jérôme Batout, économiste, philosophe et conseiller de dirigeants politiques ou d'entreprises.

L'autre certitude, c'est la rentabilité de ces accords amiables pour les contribuables en cause. Les chiffres de 2024 le montrent. Dans les dossiers traités cette année-là, Bercy leur réclamait au total

2,6 milliards d'euros, en incluant les pénalités. Au final, ils n'ont payé qu'environ 740 millions d'euros. Bercy a ainsi renoncé à 1,9 milliard d'euros, un record depuis que l'administration fournit des statistiques. Cela représente une décote de 71,5 %. En moyenne, sur six ans, les «modérations» consenties ont représenté 61 % des droits et pénalités exigés.

Selon l'administration fiscale, ce taux ne signifie pas qu'elle se plie devant les gros contribuables. D'une part, elle retient dans ses propositions de rectification initiales des montants «volontairement élevés», car elle sait que la procédure contradictoire ne peut que conduire à les maintenir ou à les diminuer. D'autre part, Bercy avance ici sans certitude de gagner en cas de contentieux. Les règlements d'ensemble sont en effet réservés à des dossiers juridiquement compliqués, sur lesquels la jurisprudence n'est pas toujours établie.

L'un des points les plus disputés porte sur les prix de transfert retenus entre les sociétés d'un même groupe. En principe, ils doivent être similaires à ceux pratiqués avec des fournisseurs classiques.

En réalité, il est tentant pour une entreprise de les minorer, afin de limiter les impôts et taxes. Mais, pour le fisc, prouver qu'un tel geste relève de la fraude se révèle parfois ardu. Dans ces conditions, Bercy peut préférer transiger. Toucher moins, mais tout de suite, et de façon certaine.

Constatant l'ampleur des allégements consentis, les députés de gauche auteurs du rapport se disent, eux, «profondément choqués et dubitatifs» quant à «la réelle efficacité d'un dispositif censé permettre de garantir des recettes pour l'Etat». Le rapport incite donc Bercy à limiter le recours aux règlements d'ensemble «pour maintenir l'effet dissuasif du contrôle fiscal et du risque contentieux». Il propose aussi de doter enfin cette pratique d'une base légale précise, et de définir des critères officiels sur la base desquels l'administration peut transiger, afin de sortir du flou actuel. Aujourd'hui, «les modalités des négociations orales qui précèdent la conclusion d'un règlement d'ensemble ne sont décrites nulle part», ce qui «nourrit l'opacité», insiste le rapport. ■

DENIS COSNARD

En Nouvelle-Calédonie, «c'est un beau gâchis»

Le leader indépendantiste kanak Christian Tein, libéré le 12 juin, plaide pour une pleine souveraineté de l'archipel

MONTPELLIER - envoyée spéciale

L'indépendantiste kanak Christian Tein est libre depuis six jours, et il confie son soulagement devant la presse, ce mercredi 18 juin, à Montpellier, dans les bureaux de ses avocats. Placé en détention provisoire à Mulhouse depuis un an pour l'organisation supposée, en tant que chef de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) du parti Union calédonienne, des violences qui ont éclaté en Nouvelle-Calédonie le 13 mai 2024, le quinquagénaire admet : «Ce déplacement forcé, je ne souhaite à personne de le vivre. C'était la première fois que je mettais les pieds en métropole. On est forcément perdu. Humainement, c'est assez difficile.»

Entouré de ses avocats Florian Medico, François Roux et Pierre Ortet, le militant précise : «J'ai toujours contesté les charges qui me sont reprochées. Je ne me suis jamais engagé que dans le dossier politique de mon pays.» La réforme du corps électoral imposée

«Jamais je n'aurais imaginé que mon pays allait prendre cette tournure»

CHRISTIAN TEIN
indépendantiste kanak

en 2024 par l'ancien ministre de l'intérieur Gérald Darmanin, juge-t-il, revenait à «défoncer à coups de rapports de force les deux accords de Matignon et de Nouméa qui ont scellé la paix» en Nouvelle-Calédonie. La démarche des indépendantistes, martèle-t-il, «était pacifique et visait à interroger l'opinion publique française» car, selon lui, l'accord de décolonisation de Nouméa de 1998, inscrit dans la Constitution française, «est sacré, irréversible, et il faut aller au bout. C'est la parole de la France».

Aminci dans sa chemise bleue, celui qui est devenu président du Front de libération kanak et socialiste (FLNKS) en août 2024, pendant son incarcération, «remercie la direction du centre pénitentiaire et tout le personnel», dont l'attention lui a «réchauffé le cœur». Il va désormais vivre sous un contrôle judiciaire «très liberal», selon les termes de ses avocats, avec pour obligations de résider dans l'Hexagone et de ne pas entrer en contact avec les autres mis en cause du dossier judiciaire, libérés eux aussi.

Mais la procédure se poursuit, et Christian Tein reste mis en examen pour plusieurs crimes et délits de vols et dégradations en bande organisée dans des locaux commerciaux, des entrepôts ou des bâtiments administratifs. Il est devenu simple témoin assisté en ce qui concerne le crime de complicité de tentatives d'homicides à l'encontre de membres des forces de l'ordre, ainsi que la provocation directe à un groupement armé. «Nous allons établir sa totale innocence, assure M^e Medico. Le dossier est vide.» Seul un particulier s'est porté partie civile à ce jour. Mais le camp loyaliste continue de conspuer une décision de remise en liberté «incompréhensible» (Sonia Backès et Nicolas Metzdorf) et évoque une «justice corrompue», «incapable de protéger les innocents» (Virginie Ruffenach).

L'insurrection de mai 2024 a fait 14 morts et plongé la Nouvelle-Calédonie dans une crise socio-économique sans précédent. «Je suis terriblement triste pour mon pays. C'est un beau gâchis ce qui s'est passé», déclare Christian Tein. «Mais dans le cadre de mon engagement politique je n'aurais imaginé que mon pays allait prendre cette tournure. Moi-même, je me suis trouvé déconcerté par l'insurrection des quartiers nord de Nouméa. On sait qu'elle est partie de charges [des forces de l'ordre] sur les jeunes, cela a été une trainée de poudre, un peu comme les émeutes dans les quartiers de métropole.» Le parquet, lui, continue de parler de M. Tein comme d'un «commanditaire».

Le militant conteste avoir dit un jour que la CCAT était prête «à

sacrifier mille jeunes si nécessaire». «Il n'en a jamais été question. Je n'ai pas le droit de mettre en péril la vie des autres. Mon éducation chrétienne et coutumière fixe les limites dans lesquelles j'avance.» Le député et président de l'Union calédonienne, Emmanuel Tjibaou, reconnaissait le 15 juin sur NC 1^e que les indépendantistes avaient été «ratrappés par [leur] jeunesse». Selon Christian Tein, le rééquilibrage économique et social prévu en 1998 s'est «arrêté à la porte des jeunes Kanak». «On a été dépassés, oui. On n'a pas les outils de communication pour parler avec tous ces jeunes. Certains pensent que le résultat, c'est tout, tout de suite.»

Des discussions début juillet

Aujourd'hui encore, il faut «toujours appeler au calme, ce que je fais depuis que j'ai rencontré le président Macron [le 23 juillet 2024, à Nouméa] car je me suis engagé à la désescalade». Le chef de la CCAT insiste : «Je n'ai pas fait de la politique pour qu'on s'en prenne aux entreprises, aux personnes, pour mettre en péril des emplois.» Le président du FLNKS reste un leader mais, affirme-t-il, sa nomination à

Il a confié craindre pour sa vie, comme tous les responsables indépendantistes engagés sur le terrain

la tête du mouvement est «un symbole» et il ne s'est «jamais considéré comme irremplaçable». Au cours de l'instruction, il a pu confier qu'il pouvait craindre pour sa vie, comme tous les responsables politiques indépendantistes engagés sur le terrain – parmi eux, Eloi Machoro, Jean-Marie Tjibaou, Yeiwene Yeiwene, tués dans les années 1980 et devenus des martyrs. Participera-t-il aux discussions prévues à l'Elysée début juillet sur le prochain statut de la Nouvelle-Calédonie? «Rien dans le contrôle judiciaire ne l'en empêche», répond M^e Roux. «Je veux amener ma contribution», énonce l'intéressé, sous réserve que la convention du FLNKS du 28 juin en décide. Le

FLNKS n'a pas jusqu'ici fait de cette participation un préalable pour entrer en négociation sur le projet de «souveraineté avec la France» dévoilé par le ministre des outre-mer, Manuel Valls. Projet considéré mercredi comme une «étape» par M. Tein qui, depuis début 2025, a adressé des consignes aux militants depuis sa prison pour continuer la discussion.

«Que je sois là ou pas, nous, on ne change pas le cap : obtenir la pleine souveraineté, quelles que soient les conditions. Après, qu'on puisse regarder avec la France» pour les différentes modalités, précise-t-il. «Il faut régler définitivement le sujet du corps électoral.» Les négociateurs du FLNKS redoutent la chute du gouvernement de François Bayrou et la sérieuse complication que représente la course à la présidentielle de 2027. «J'espère que les enjeux nationaux ne vont pas empiéter sur le dossier calédonien. En Nouvelle-Calédonie, le but, c'est de se projeter tout ensemble, de faire un pays. Il faut panser les blessures. Il faut que chacun amène de la sérenté dans ces débats», conclut Christian Tein. ■

NATHALIE GUIBERT



Le chef de la cellule de coordination des actions de terrain, Christian Tein, à Montpellier, le 18 juin. SANDRA MEHL POUR «LE MONDE»

Le député RN Franck Allisio candidat à la mairie de Marseille en 2026

L'élu des Bouches-du-Rhône se dit persuadé que le scrutin municipal se jouera entre lui et le maire divers gauche sortant, Benoît Payan

MARSEILLE - correspondant

Faire tomber la deuxième ville de France à un an de la présidentielle... Vous imaginez l'impact? Franck Allisio, député (Rassemblement national, RN) des Bouches-du-Rhône, membre du bureau national du RN, a officiellement, mercredi 18 juin, sa candidature à la mairie de Marseille, sur les ondes d'Ici Provence. L'annonce ne faisait aucun doute. La cheffe de file des députés RN, Marine Le Pen, et le président du parti d'extrême droite, Jordan Bardella, poussent depuis plusieurs mois leur secrétaire départemental à se lancer à la conquête de l'hôtel de ville et de son bureau avec vue sur le Vieux-Port.

Validé par la commission nationale d'investiture, dont il est membre, cet ancien de l'Union pour un mouvement populaire (UMP, ancien nom du parti Les Républicains, LR), 44 ans, a symboliquement attendu une date historique, celle de l'appel du général de Gaulle, pour confirmer son engagement. Agaçant prodigieusement la droite locale et le président (Renaissance) de la ré-

gion Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, qui l'accuse de «vouloir récupérer le gaullisme». «C'est à moitié fortuit. Je suis prêt, je ne vois pas pourquoi j'aurais attendu septembre...», rétorque M. Allisio, déjà à l'origine de la relance du Rassemblement pour la République (RPR, ancêtre de LR), dont il a racheté la marque en juin 2023. Il est le premier candidat à se déclarer officiellement à Marseille.

Le doute qui subsiste sur une évolution de la réforme du scrutin pour Paris, Lyon et Marseille, dite «PLM», qui découpe la ville en huit secteurs électoraux, n'a pas freiné le député. Pas plus que l'ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet de Marseille sur un possible détournement des moyens du conseil régional, où il préside le groupe RN, pour son activité parlementaire. La réforme du mode de scrutin sera étudiée le 24 juin par une commission mixte paritaire réunissant sénateurs et députés. «Que le vote se fasse par secteur ou globalement sur toute la ville n'a pas d'impact réel pour nous. Ce sujet inquiète ceux qui veulent continuer à magouiller des

retraits par secteur entre les deux tours, comme la droite macroniste. Ou ceux qui pensent qu'ils ont besoin de la réforme pour gagner, comme le sortant Benoît Payan [divers gauche]», affirme le candidat RN, qui a toutefois voté pour la réforme PLM lors du passage de la loi devant l'Assemblée nationale, le 9 avril.

Posé et stratégique

Convaincu par les résultats du RN aux élections législatives de 2024 – trois circonscriptions prises sur les sept que compte Marseille – et les études d'opinion qui, l'une après l'autre, le placent second, derrière M. Payan, dans les intentions de vote pour 2026, Franck Allisio pense que le scénario de la municipale est déjà écrit : la ville se jouera entre lui et le maire divers gauche, leader du Printemps marseillais, «quel que soit le mode de scrutin».

Posé et stratégique, M. Allisio est, depuis 2022, l'architecte méthodique de la poussée du RN dans les Bouches-du-Rhône, où les candidats soutenus par le parti ont conquis onze circonscriptions sur seize. A Marseille, il bri-

Cet ancien de l'UMP est, depuis 2022, l'architecte méthodique de la poussée du RN dans le département

gue pour la première fois la mairie centrale. En 2020, il menait dans le 6^e secteur la liste du leader RN de l'époque, Stéphane Ravier, qui a depuis quitté le parti avec fracas. Dans une élection marquée par une affaire de fausses procurations au profit de la droite locale, Franck Allisio a été battu, terminant troisième. Deux ans plus tard, il préférera migrer vers l'étang de Berre et Marseillane, dans une circonscription législative – la 12^e – plus favorable à l'extrême droite. Élu, puis réélu au premier tour en 2024, avec 54 % des voix, le député revient donc dans sa ville natale avec de grandes ambitions et un slogan : «Re-mettre Marseille en ordre». «Il y a

six ans, nous faisions 20 % au premier tour. Aujourd'hui, notre potentiel est à 30 %. Nous restons les challengers, mais, pour la première fois, nous pouvons gagner la ville», tente-t-il de convaincre. Avec, comme scénario idéal, un second tour en triangulaire ou en quadrangulaire, avec le maintien d'une liste de La France insoumise ou de celle de la droite et du centre.

En se lançant dans la campagne sous ses couleurs, Franck Allisio met un terme à l'hypothèse d'un possible rapprochement avec la présidente (divers droite) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Martine Vassal, dont le discours sur la sécurité et l'immigration s'est durci ces derniers mois.

«Je me suis rendu compte qu'elle parlait comme moi, alors je lui ai proposé de me rejoindre pour mettre ses paroles en accord avec ses actes. Mais elle a refusé... Elle finira par rejoindre Benoît Payan entre les deux tours», imagine-t-il, englobant dans ses critiques ceux qu'il appelle les «deux sortants».

Le candidat RN n'entend pas non plus faire une place à son ancien leader, Stéphane Ravier. Après avoir rejoint Eric Zemmour

et Reconquête! pendant la campagne présidentielle de 2022, le sénateur avance désormais seul au sein de Marseille d'abord!, son association. Il y a quelques jours, il a lancé, dans un courrier interne à ses adhérents que *Le Monde* a pu consulter, un appel pour constituer des listes en 2026. Tout en assurant «que des discussions avec d'autres mouvements politiques sont encore ouvertes».

Franck Allisio, lui, espère vaincre Stéphane Ravier de ne pas être candidat. Une promesse de l'aider à conserver son poste de sénateur pourrait servir de point d'accord entre les deux hommes, qui ne s'apprécient pas.

Au-delà de la mairie de Marseille, la candidature de Franck Allisio vise un autre objectif. Faire entrer le plus d'élus RN au conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En très bons termes avec de nombreux maires du département, qui, dit-il, «partagent ses idées sans vouloir adhérer au RN», le leader nationaliste se voit parfaitement construire une majorité suffisante pour prendre la succession de l'élu marseillaise. ■

GILLES ROF

Déserts médicaux : un texte sur les études de médecine voté au Sénat

La proposition de loi vise à augmenter les capacités d'accueil des formations. Une mesure qui laisse sceptiques les doyens des facultés

Comment avoir davantage de médecins, alors que les déserts médicaux s'aggravent sur de nombreux territoires ? En faisant un pas de plus pour augmenter encore le nombre d'étudiants en médecine, ont répondu les sénateurs, en adoptant, mercredi 18 juin, une proposition de loi visant à « améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation ».

Le texte, voté en première lecture à l'Assemblée nationale en décembre 2023, et porté par Yannick Neuder – alors député (Les Républicains, LR) de l'Isère, il est aujourd'hui ministre de la santé –, prévoit, dans son article premier, de renforcer la prise en compte des « besoins de santé du territoire » pour fixer le nombre d'étudiants autorisés à poursuivre en médecine, celle des « capacités de formation » n'intervenant qu'à « titre subsidiaire ». Les agences régionales de santé et les conseils territoriaux de santé pourront, s'ils considèrent que les capacités d'accueil sont insuffisantes, appeler une université à « mettre en œuvre des mesures visant à [les] accroître ».

« Il faut nous débarrasser de toute forme de numerus », a défendu M. Neuder, en référence au système actuel du numerus aperatus, dans lequel chaque université fixe ses capacités d'accueil, en lien avec les agences régionales de santé. Un système qui a succédé, depuis la rentrée 2020, au numerus clausus par lequel le gouvernement fixait, depuis un demi-siècle,

le nombre maximum d'étudiants à former chaque année.

Cette suppression a permis une croissance de 15 % des effectifs, a assuré M. Neuder devant les sénateurs, mais cela reste insuffisant : « Nous formons aujourd'hui autant de médecins qu'en 1970, alors que la population a augmenté de 15 millions d'habitants, et qu'il faut désormais entre deux et trois praticiens pour compenser un départ en retraite », a-t-il souligné, appelant à un « electrochoc ».

Deux autres articles de la proposition de loi visent à faciliter le retour d'étudiants partis à l'étranger, et à développer des passerelles pour les professionnels paramédicaux vers les études de médecine. Le texte a recueilli un large soutien des sénateurs, qui ont adopté une version identique à celle des députés, marquant la fin de son parcours parlementaire.

« Irréaliste »

Plusieurs sénateurs ont néanmoins mis l'accent sur l'enjeu budgétaire que représente la réforme. Elle « risque de se heurter à la volonté du gouvernement de faire 40 millions [d'euros] d'économies sur le prochain budget », a relevé l'élu communiste de Seine-Maritime Céline Brulin. « Beaucoup de sénateurs auraient été heureux d'entendre le ministre Neuders s'engager sur les moyens à venir », a également déclaré le sénateur (LR) des Deux-Sèvres Philippe Mouiller, qui préside la commission des affaires sociales.

Du côté des facultés, l'inquiétude demeure. Pour Isabelle Laffont, présidente de la conférence des doyens de médecine, « si cette mesure s'accompagne d'une hausse conséquente du nombre d'étudiants, nous risquons de dégrader la qualité de la formation », alerte-t-elle, soulignant le caractère « irréaliste » d'une augmentation sans moyens alloués. « Ce n'est pas qu'on ne veut pas, mais on ne peut pas », reprend la doyenne. Il n'y a pas assez d'enseignants, de personnels de scolarité, de locaux... ni assez de terrain de stage pour les étudiants. »

Laffont, présidente de la conférence des doyens de médecine, « si cette mesure s'accompagne d'une hausse conséquente du nombre d'étudiants, nous risquons de dégrader la qualité de la formation », alerte-t-elle, soulignant le caractère « irréaliste » d'une augmentation sans moyens alloués. « Ce n'est pas qu'on ne veut pas, mais on ne peut pas », reprend la doyenne. Il n'y a pas assez d'enseignants, de personnels de scolarité, de locaux... ni assez de terrain de stage pour les étudiants. »

Les doyens ont déjà poussé les murs : ces trente dernières années, le nombre d'étudiants en deuxième année a triplé, tandis que celui des enseignants-chercheurs baissait de 3 % ; entre 2014 et 2024, l'effectif d'étudiants est passé de 8 000 à 12 000, soit une progression de 50 %.

Autre question, sensible, soulevée par les doyens : faut-il former plus de médecins ? Il y a quelques mois, le conseil national de l'ordre, à l'occasion de la publication de son atlas de la démographie médicale, interrogait le fait que la France en formerait déjà trop,

Il n'y a pas assez d'enseignants, de personnels de scolarité, de locaux...

ISABELLE LAFFONT
présidente de la conférence des doyens de médecine

au regard de projections, à l'horizon 2040. Le nombre de médecins « s'envole, suivant une courbe exponentielle », affirme Bruno Riou, le doyen de la faculté de santé de Sorbonne Université. Et, dans le même temps, le nombre de départs à la retraite va atteindre, dans les dix ans qui viennent, « un minima » correspondant aux générations du numerus clausus le plus faible des années 1990.

Au sein du gouvernement même, des doutes s'expriment. Lors d'une audition commune avec le ministre de la santé, le 26 mars, Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur, avait interrogé les capacités de formation. « On peut, à coup marginal sur les premières années, pousser les murs car nous disposons de beaucoup de dispositifs numériques. C'est plus compliqué sur les années suivantes », en raison de l'organisation des stages, avait-il déclaré devant les sénateurs en commission.

Tout cela n'efface pas un sujet crucial, toujours en attente d'arbitrage : à quoi ressemblera, demain, le système de sélection des futurs médecins à l'issue de la première année d'études ? Le système à deux voies – le parcours d'accès spécifique santé et les licences accès santé – qui prévaut depuis 2020 est décrit de toutes parts. Il doit être réformé, a promis le gouvernement, qui vise la rentrée 2026 pour « simplifier l'accès » et « rendre les parcours plus lisibles ». ■

SOAZIG LE NEVÉ
ET CAMILLE STROMBONI

Guerre de subventions contre l'écriture inclusive en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Des structures culturelles ont été sanctionnées pour avoir utilisé le point médian

MARSEILLE - correspondant

L'écriture inclusive, c'est non ! » Vice-présidente (Union des démocrates et indépendants) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, déléguée à la culture, Sophie Joissains assume totalement la croisade lancée par sa collectivité depuis quelques mois. « Nous avons une charte des valeurs qui ne permet pas que l'on fasse n'importe quoi avec la langue française. Le président [Renaud] Muselier y tient beaucoup », confirme la maire d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

L'offensive politique contre l'utilisation de l'écriture inclusive, et plus particulièrement du point médian, son marqueur le plus visible, s'est lancée fin avril, avec la suspension de la subvention à l'école Kourtrajmé Marseille, qui forme les jeunes issus des quartiers populaires aux métiers du cinéma. Malgré une convention signée en 2022 pour quatre ans, l'association, fondée par le cinéaste Ladji Ly, a vu son financement 2025-2026, soit la somme de 70 000 euros au titre de « l'innovation pédagogique », ajournée sur décision du président (Renaisse) Renaud Muselier.

Motif de cette sanction, saluée comme une victoire idéologique par le Rassemblement national, seule opposition de l'hémicycle ? « Depuis quelques mois, le conseil régional nous mettait la pression pour que l'on enlève le point mé-

dian de nos documents de communication. Nous n'avons pas donné suite. Cela n'apparaît pas dans notre convention », rembourse Marie Antonelle Joubert, directrice de Kourtrajmé Marseille, dont l'action a été saluée au Festival de Cannes, en mai. « Si l'association supprime l'écriture inclusive de ses documents, nous reprendrons le contact sans aucun problème », confirme Sophie Joissains.

« Du militantisme »

Parallèlement à cette décision, les élus de la majorité régionale de droite et du centre ont validé, le 23 avril en session plénière, la « trajectoire valeurs », nouvelle colonne vertébrale politique de la collectivité. Dix mesures qui se veulent « au service de ce que nous sommes et ce que nous voulons rester », proclame le texte voté. Au point 9, titré « Langue française », les élus décrètent le « refus de l'écriture inclusive dans l'administration régionale et dans tous les dossiers de subvention ».

Mais, selon les nombreux témoignages recueillis par *Le Monde*, les exigences de la collectivité dépassent largement les demandes de financement. Rares sont les structures qui en parlent ouvertement par crainte de vivre les mêmes sanctions que Kourtrajmé, mais dans les secteurs de la formation, du social ou de la culture, les pressions des services de la région sont connues.

Dossiers de presse, sites Web, réseaux sociaux, affiches... Les de-

mandes de modification sont régulières. Le Planning familial a ainsi dû reprendre une campagne d'affichage financée par la région. De grands festivals se sont vu interdire de corriger leur communication externe. « On nous explique que cela peut avoir une conséquence sur le niveau de soutien de la collectivité », témoigne un acteur culturel de premier plan, qui réclame l'anonymat. La menace porte d'autant plus que, en 2025, la région a déjà baissé ses subventions aux structures culturelles de 5 % à 10 %, lorsque ses aides dépassent 30 000 euros.

Cette offensive tous azimuts a poussé quatre syndicats du secteur à écrire au président du conseil régional pour demander des précisions sur le périmètre de l'interdiction de l'écriture inclusive et les textes légaux sur lesquels elle s'appuie. Les représentants du Syndicat national des arts vivants, du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles, de Scène ensemble et du Syndicat des musiques actuelles ont été reçus à la région le 5 juin.

« Nous leur avons rappelé notre règle qui concerne les demandes de subvention, mais aussi leurs éléments de communication : pas d'écriture inclusive. Parce que nous savons qu'avec cette écriture, nous avons affaire à du militantisme », explique le cabinet de Renaud Muselier.

Si l'adjoint à la culture de la ville de Marseille, le communiste Jean-Marc Coppola, évoque « une at-

tente à la liberté de penser », d'autres voix relativisent. Interrogé par *Le Monde* lors de la présentation de la saison estivale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le 5 juin, les responsables des Chorégies d'Orange, des Rencontres d'Arles ou du Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence estiment que la décision régionale n'a pas d'effet sur leurs structures. « L'écriture inclusive est à la fois intéressante mais, d'expérience, elle peut parfois être compliquée pour des dyslexiques, des dyspraxiques, des dysphasiques... », argumente de son côté Françoise Nyssen, ancienne ministre de la culture (2017-2018) et actuelle présidente du Festival d'Avignon, qui y voit « une question complexe ».

« Les grands acteurs de la culture préfèrent ne pas réagir officiellement. Mais moi, je suis atterrée de voir que parce qu'on utilise un langage qui ne plaît pas aux politiques, ils refusent de financer une action unique, qui permet à de jeunes Marseillais qui n'en ont pas la possibilité d'être formés et d'intégrer les métiers du cinéma. Rien à voir avec du wokisme ou du séparatisme, comme ils semblent le croire... », s'agace Marie Antonelle Joubert. La directrice de Kourtrajmé a appris que l'étude de son dossier était désormais « reportée à octobre ». Au cabinet de Renaud Muselier, on assure qu'une rencontre avec le président de région sera bientôt programmée. ■

GILLES ROF

Le député Pouria Amirshahi interdit d'entrée aux Etats-Unis

L'écologiste devait rencontrer des membres de la société civile et des parlementaires

Est-ce parce qu'il est né en Iran ? Ou parce qu'il voulait bâtir une « internationale » pour contrer « la montée du néofascisme réactionnaire » ? Le député écologiste de Paris Pouria Amirshahi a appris, mardi 17 juin, qu'il était interdit d'entrée aux Etats-Unis, où il comptait aller rencontrer parlementaires, membres de la société civile, intellectuels...

« C'est la première fois en deux cent quarante ans d'histoire de relations entre nos deux pays qu'un parlementaire est refusé d'entrée aux Etats-Unis », s'offusque-t-il, s'inquiétant des raisons de cette décision. L'élu, s'est pourtant rendu trois fois aux Etats-Unis entre 2000 et 2013, que ce soit comme touriste ou membre du Parti socialiste.

Dès le départ, l'affaire a paru mal engagée. Tout d'abord, sa demande d'autorisation classique d'entrée aux Etats-Unis, remplie en ligne, a été refusée. Il a ensuite tenté le circuit classique de demande de visa. Auprès de l'ambassade américaine, il a détaillé l'objet du voyage : aller voir ce qui a changé depuis l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, à travers une kyrielle d'acteurs locaux.

En réponse, une « note verbale signée par le cabinet du ministre » lui a été demandée. Ce qu'il a obtenu. Le 4 juin, le cabinet du ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a écrit à l'ambassade des Etats-Unis pour lui demander d'apporter sa « bienveillante attention sur la demande de visa » de Pouria Amirshahi, qui « se rend en mission à Washington, Boston et New York afin de rencontrer des parlementaires américains du 11 au 20 juin ». « Protocolairement, cela a plus de poids qu'une simple lettre de recommandation », détaille l'élu. Refus sans explication du département d'Etat le 10 juin, confirmé sept jours plus tard.

SANDRINE CASSINI

LIT COFFRE + MATELAS

COUCHAGE 140

990€

Lit coffre Easykit en bois ou tissu + matelas Cölin

Dunlopillo



Par l'Espace Topper

Unique à Paris ! Plus de 25 modèles • Matelas de grandes marques

Paris 15 : 60 rue de la Convention • 01 40 59 02 10 • 7J/7
M° Charles Michels / Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes
01 43 41 80 93 • 7J/7 • M° Nation

Médecins accusés de violences sexuelles : l'« inertie » du conseil de l'ordre en question

L'affaire Joël Le Scouarnec a mis en cause les institutions de santé, qui n'ont pas empêché ce chirurgien, auteur de centaines de viols sur des enfants, d'exercer. D'autres affaires posent la question de l'efficacité de sa justice

Combien de plaintes de femmes faut-il pour qu'un médecin de plus de 80 ans, déjà sanctionné pour des faits d'agression sexuelle, soit définitivement radié par l'ordre ? Cinq mois après que la sanction est tombée – une interdiction d'exercice de trois ans, soit le maximum avant la radiation – à l'encontre du radiologue qui l'a agressée, Nathalie (le prénom a été changé à sa demande) ne décolère pas. Cette Parisienne de 45 ans a entamé, en juin 2024, une procédure disciplinaire contre ce médecin, après une consultation de routine, pour une mammographie. « Il a eu des touches très insistantes, des caresses des seins complètement inadaptées », raconte Nathalie. En terminant le rendez-vous, il m'a dit que si je voulais rester nue, cela ne le dérangeait pas. »

Choquée, elle signale immédiatement les faits à la secrétaire médicale, qui lui fait comprendre qu'elle n'est pas la première. Elle porte plainte auprès de l'ordre des médecins de son département le soir même, avant de découvrir, là encore, que d'autres femmes se sont manifestées avant elle. A l'issue d'un parcours « éprouvant » devant la juridiction ordinaire, Nathalie se questionne toujours sur le peu de célérité de cette institution. Même si elle a finalement obtenu la sanction disciplinaire de ce praticien pour son « attitude irrespectueuse, à caractère sexuel, atteintatoire à la dignité des personnes, contraire aux devoirs de moralité et de probité des médecins (...) de nature à déconsidérer la profession de médecin », peut-on lire dans le jugement que *Le Monde* a consulté.

Alerté en 2006, 2015, 2020 et 2022 de faits à caractère sexuel reprochés à ce radiologue, l'ordre « n'a pas jugé utile de s'en occuper, ce qui a permis d'une certaine manière mon agression », accuse la quadragénaire. Après sa plainte, l'instance avait encore la possibilité de saisir l'agence régionale de santé (ARS), pour activer une procédure en urgence et demander la suspension immédiate du praticien. « Ils ne l'ont pas fait », dénonce-t-elle. C'est à son initiative que l'ARS s'est saisie du dossier.

La justice ordinaire est-elle adaptée pour juger des affaires de violences sexuelles ? La question a resurgi au printemps durant le procès, à Vannes, du chirurgien pédocriminel Joël Le Scouarnec. Le septuagénaire a été condamné à vingt ans de réclusion, le 28 mai, pour avoir agressé et violé 299 victimes, principalement mineures au moment des faits. Critiqué pour son inaction et sa défaillance, de même que d'autres institutions de santé (ministère, administration, hôpital...), le conseil national de l'ordre a admis des « dysfonctionnements », ayant permis au chirurgien de poursuivre sa carrière auprès d'enfants pendant plus d'une décennie après une première condamnation pour détention d'images pédopornographiques en 2005. Et présenté ses « regrets ».

Un collectif de victimes a été reçu, mercredi 18 juin, au ministère de la santé pour dénoncer les manquements des institutions dans cette affaire. Le 16 mai, une vingtaine d'organisations, associations et syndicats ont appelé dans un communiqué commun à « retirer tout pouvoir » à l'ordre, « coupable dans l'affaire Le Scouarnec d'avoir ignoré les alertes (...), coupable, au-delà de cette affaire, de protéger d'autres agresseurs sexuels et violents, coupable de créer ainsi un climat d'impunité totale et une culture professionnelle de l'omerta ».

Ce n'est pas la première fois que l'institution ordinaire, créée en 1945 pour veiller au

EN 2019, LA COUR DES COMPTES ÉPINGLAIT LES « FAIBLESSES », VOIRE LES « DÉRIVES », DE GESTION DE CETTE JUSTICE DISCIPLINAIRE

respect du code de déontologie par les quelque 300 000 médecins inscrits à son tableau, est sur le banc des accusés. À intervalles réguliers, le traitement des plaintes et des signalements que lui adressent les patients (ce sont majoritairement des femmes qui sont concernées par les violences sexuelles) est questionné.

Ces accusations résonnaient déjà au lendemain de la publication d'un rapport de la Cour des comptes, en décembre 2019. Après contrôle du conseil national de l'ordre des médecins, échelon le plus élevé, mais aussi de 46 de ses conseils départementaux (CDOM) – sur un total de 101 –, et de l'ensemble des conseils régionaux, les magistrats épingleaient, au-delà des « faiblesses », voire des « dérives » de gestion, une « justice disciplinaire marquée par des dysfonctionnements ». En matière de violences sexuelles, ils faisaient état de plusieurs affaires n'ayant pas été traitées « avec la rigueur nécessaire ».

CONFUSION Cinq ans plus tard, les choses ont-elles changé ? C'est en tout cas le message porté par le conseil national de l'ordre des médecins, qui met en avant des outils et dispositifs renforcés ces dernières années (création de commissions Vigilance, violence et sécurité au niveau départemental, instauration d'une commission nationale des plaintes, utilisation d'un logiciel de suivi des plaintes). « Nous sommes en alerte au premier signalement », assure la gynécologue Christine Louis-Vahdat, chargée des questions éthiques.

Ce qui n'empêche pas les responsables ordinaires, comme le vice-président, Jean-Marcel Mourguès, de réclamer dans le même temps des évolutions, évoquant la nécessité que le juge pénal informe « systématiquement » l'instance des affaires en cours – ce qui est censé être le cas pour une condamnation pénale ; ou d'avoir accès au casier judiciaire et au fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

A se pencher sur plusieurs affaires récentes, l'efficacité de la justice ordinaire mérite d'être interrogée. En plein procès Le Scouarnec, mardi 6 mai, un article du quotidien régional *Ouest-France* relatait l'affaire d'un médecin ORL, mis en examen après six plaintes pour agressions sexuelles dans le Morbihan. Placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer sa spécialité, il a



pourtant pu s'installer en Vendée comme médecin du travail.

Justice ordinaire, justice pénale... l'entrelacement des juridictions ajoute à la « confusion », souligne Iannis Alvarez, l'avocat d'une plaignante, regrettant un « imbroglio » dans lequel « tout le monde se renvoie la balle ». « Bien sûr que la présomption d'innocence doit être respectée », reprend-il. Mais il y a dans cette affaire une inertie de la juridiction ordinaire, qui aurait pu déclencher une procédure disciplinaire. »

Contacté par *Le Monde*, le CDOM de Vendée se justifie : la période de « transfert » d'un médecin libéral entre deux départements a ceci de particulier que le dossier remonte à l'échelon national, qui doit l'examiner. Entre-temps, le médecin, sans être réinscrit, peut donc exercer. Une période d'« entre-deux » qui a duré, pour cet ex-ORL reconvertis en médecin du travail, six mois, avant que son dossier soit révoqué, assure-t-on au conseil départemental de l'ordre de Vendée, précisant que le médecin a dû arrêter toute activité depuis avril. L'interdiction d'exercice décidée par la justice pénale, étonnamment restreinte à la médecine ORL, a finalement été étendue, en mai.

Le CDOM du Morbihan a pourtant été informé, dès fin 2023, par le parquet, de la mise en examen du praticien avec interdiction d'exercer, sans déclencher pour autant de procédure disciplinaire. « Nous avons reçu à l'ordre une seule plainte [en 2022], et c'était pour un examen médical non conforme aux données de la science, se défend la présidente de l'instance, Véronique Hirtzmann. Nous avons alors saisi la chambre disciplinaire. » La

procédure a abouti à un blâme, premier niveau sur l'échelle des sanctions, pour comportement inapproprié. Pour le reste, la responsable maintient sa version : « Les autres plaintes [pour agression sexuelle] ne nous sont jamais arrivées, et le dossier pénal ne nous a pas été transmis. » Quand bien même le fait de se constituer partie civile, ce qu'a fait l'instance ordinaire en décembre 2023, donne accès aux pièces du dossier.

Les plaignantes qui souhaitent avertir l'ordre d'un comportement inapproprié découvrent le fonctionnement spécifique de la justice ordinaire. L'envoi d'un signalement, ou d'une plainte, est réceptionné au niveau départemental, qui propose dans la foulée une « conciliation » entre les deux parties. Il existe trois niveaux de jugement : la chambre disciplinaire de première instance, la chambre nationale en cas d'appel, et le conseil d'Etat en cassation. Les sanctions vont du blâme à la radiation, le temps moyen de jugement étant d'un an et quatre mois en première instance, d'un an et sept mois en appel.

JUSTICE « ENTRE PAIRS »

Sila plupart des juges ordinaires sont des médecins, ceux qui président ces juridictions sont soit magistrats administratifs, soit conseillers d'Etat. Avec cette particularité de n'avoir ni pouvoir d'investigation, ni pouvoir de suspension immédiate – l'agence régionale de santé étant seule capable de prononcer une telle mesure, « en urgence ».

Une justice « entre pairs » dénoncée par les collectifs de victimes. « De manière générale, l'ordre se place du côté des agresseurs », tacle Emmanuelle Piet, cofondatrice du Collectif

Les sénateurs intègrent le non-consentement à la définition pénale du viol

C'EST DÉSORMAIS quasiment acté : la notion de non-consentement, mise sur le devant de la scène par le mouvement #MeToo, devrait faire prochainement son entrée dans le code pénal, aux articles définissant l'agression sexuelle et le viol. Après les députés, les sénateurs ont à leur tour adopté, mercredi 18 juin, à l'unanimité malgré quelques abstentions, la proposition de loi portée par les députées Marie-Charlotte Garin (Les Ecologistes, Rhône) et Véronique Riottot (Renaissance, Haute-Savoie).

Le texte transpartisan, soutenu par le gouvernement, prévoit de redéfinir les agressions sexuelles,

et parmi elles le viol, comme « tout acte sexuel non consenti commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur », en précisant qu'il n'y a pas de consentement si l'acte à caractère sexuel est commis avec violence, contrainte, menace ou surprise ».

Les quatre modalités déjà prévues par la loi. La nouvelle écriture définit le consentement à une activité sexuelle, aujourd'hui présumé en droit, comme devant être « libre et éclairé, spécifique, préalable et ré-

vocable ». Il « ne peut être déduit du seul silence ou de la seule absence de réaction de la victime ». La proposition de loi fait l'objet d'une procédure accélérée. Toutefois, les sénateurs et les députés n'ayant pas adopté exactement la même version du texte, une commission mixte paritaire devrait se réunir prochainement pour que cette réécriture soit validée. Mais ils sont tombés d'accord sur l'essentiel, envoyant « un signal très clair pour une meilleure caractérisation, une meilleure sanction et une meilleure éducation dans notre pays », s'est félicitée Aurélie Bergé, la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'issue du vote.

Craindre d'une inversion de la charge de la preuve Cette évolution suscite pourtant des réserves aussi bien dans les rangs judiciaires qu'au sein des milieux féministes. Chez les opposants se sont exprimées à la fois la crainte d'une inversion de la charge de la preuve – écartée par le Conseil d'Etat, saisi avant l'examen parlementaire – et la contractuali-

sation de la sexualité qu'elle sous-tendrait. Les partisans revendentiquent, au contraire, un changement de braquet dans l'appréhension des violences sexuelles, marquant la volonté forte du législateur de pénaliser davantage des faits qui le sont peu aujourd'hui. Selon les données du ministère de l'intérieur datant de 2023, 270 000 femmes sont victimes d'agression sexuelle ou de viol chaque année, et le taux de classement sans suite des plaintes pour violences sexuelles atteint 73 %, d'après les chiffres du ministère de la justice publiés en 2018.

La dimension symbolique est aussi invoquée. A cet égard, le Conseil d'Etat a souligné la portée « interprétative » du texte dans son avis rendu en mars. Le « principal apport » de la proposition de loi serait de « consolider (...) les avancées de la jurisprudence », qui considère déjà le défaut de consentement « comme un élément-clé », a-t-il relevé, en donnant son aval à la réécriture, levant les réticences de nombreux parlementaires. ■

SOLÈNE CORDIER



« L'ORDRE SORT DE SON IMMOBILISME QUAND UN CAS FAIT DU BRUIT DANS LA SPHERE PUBLIQUE ET MÉDIATIQUE. SINON, LA CONFRATERNITÉ PRIME »

BERNARD COADOU
médecin à la retraite
et membre du Syndicat
de la médecine générale

tations... le praticien a, par ailleurs, été finalement condamné par la justice pénale, le 6 décembre 2024, pour viols et agressions sexuelles, à dix-huit ans de réclusion, en appel.

C'est en 2002 qu'arrive la première plainte devant le conseil départemental de l'ordre de Gironde. Transmise à l'échelon régional, elle est rejetée, en raison de preuves jugées insuffisantes. Deux nouvelles plaintes, en 2003 et 2006, ne sont, elles, pas déférées. « Fort du fait que la première avait été rejetée, le conseil départemental n'a pas donné de suite aux deux suivantes », reconnaît Muriel Rainfray, présidente de l'instance – elle n'occupait pas cette fonction à l'époque. Les deux courriers émanent pourtant de médecins ayant recueilli les témoignages de leurs patientes.

En 2013, nouvelle plainte, cette fois-ci déférée, et nouveau rejet. « A l'époque, très souvent, l'ordre regardait s'il existait une plainte au pénal et, en son absence, il ne bougeait pas », reconnaît Mme Rainfray. C'était avant MeToo, les conseils de l'ordre étaient alors uniquement masculins. Depuis, la parité a été actée, il y a obligatoirement un binôme masculin-féminin, cela change beaucoup le regard porté sur ces affaires. »

« PAS DE PRINCIPE DE PRÉCAUTION »

Depuis 2018, les relations sexuelles entre patients et médecins sont proscrites, dans le cadre du Code de déontologie médicale. Pour Sonia Bisch, à la tête d'un collectif accompagnant les victimes de violences gynécologiques (Stop aux violences obstétricales et gynécologiques), la problématique reste entière. « Encore en 2025, la sécurité des patientes n'est pas garantie. Il n'y a pas de principe de précaution, toujours la même protection entre médecins », dit-elle. La militante en veut pour preuve l'*« affaire Daraï »*, en cours d'instruction au plan pénal, même si les faits reprochés à ce professeur de gynécologie ne relèvent pas des qualifications touchant aux violences sexuelles. Ce spécialiste de l'endométriose, exerçant à Paris, a été mis en examen, en novembre 2022, pour « violences volontaires aggravées » à l'égard de 32 plaignantes. Et non pour « viol », ce que dénoncent plusieurs victimes.

L'ordre des médecins a, certes, déclenché une procédure disciplinaire, mais celle-ci a abouti à un *« sursis à statuer »*, en attente de la décision pénale. De quoi s'interroger sur l'utilité de cette justice professionnelle. « L'ordre ne peut pas se retrancher derrière la justice pénale », avance My-Kim Yang-Paya, avocate de 17 plaignantes. Il pourrait prendre une mesure provisoire de suspension, avec un tel faisceau d'indices. » Le médecin, sous le coup d'une interdiction d'exercer partielle, peut toujours effectuer ses consultations à l'hôpital. ■

Pour illustrer la lenteur de la justice ordinaire, M. Coadou évoque le dossier emblématique de Bassam El-Absi, médecin radiologue de Gironde : il a fallu plus de vingt ans entre la première alerte et sa radiation, intervenue le 1^{er} janvier 2021. Pénétrations digitales, va-et-vient avec la sonde d'échographie, massages et caresses intimes dans le cadre des consul-

MATTEA BATTAGLIA, SÔLENE CORDIER
ET CAMILLE STROMBONI

Dans l'*« affaire du docteur V. »*, la justice ordinaire mise en cause

Le Conseil d'Etat a considéré que le conseil de l'ordre avait commis une « erreur de droit » en relaxant au disciplinaire un chirurgien mis en examen pour « blessures et homicides involontaires »

L'« affaire du docteur V. », ce chirurgien orthopédiste grenoblois mis en examen depuis 2020 pour « blessures et homicides involontaires » (deux patients décédés et plusieurs dizaines de victimes présumées), tourne à l'épreuve de force entre plusieurs parties civiles et les instances de l'ordre des médecins. Dernier épisode en date : le Conseil d'Etat a annulé, le 22 mai, une décision de 2024 de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins qui avait elle-même annulé la sanction (blâme) infligée cinq ans plus tôt au docteur V. en première instance, à la suite d'une plainte ordinaire, déposée en 2018 par un patient, Serge G., opéré d'une hernie discale en 2014 et se déplaçant depuis en fauteuil roulant.

Le Conseil d'Etat a estimé que la chambre disciplinaire nationale a « commis une erreur de droit » en déclarant irrecevable l'appel du patient, ce qui a abouti au rejet de sa plainte et à la relaxe du praticien auprès de l'ordre : l'instance a en effet estimé à tort que les conclusions de Serge G. avaient été présentées « postérieurement à l'expiration du délai d'appel ». L'affaire est donc renvoyée devant la chambre disciplinaire nationale.

Sollicité, le conseil national de l'ordre des médecins n'a pas souhaité réagir à cet arrêt du Conseil d'Etat. Il fait pourtant suite à un rapport de la Cour des comptes qui, en 2019, égratignait déjà l'instance ordinaire, soulignant un « manque de rigueur dans le traitement des plaintes ».

L'avocat de Serge G., Edouard Bourgin, se réjouit de la « censure sévère du Conseil d'Etat », et déplore les « erreurs grossières et manifestes » commises par l'instance disciplinaire, « dont on peut constater qu'elles ont toutes été en faveur du docteur V. ». Le conseil du docteur V., Bernard Boulloud, souligne pour sa part une « erreur de droit procédural » de l'instance disciplinaire, et ajoute que « rien n'indique pour autant que la chambre nationale reviendra sur sa décision sur le fond de rejeter la requête du plaignant ».

Au-delà de cet arrêt du Conseil d'Etat, cette affaire judiciaire très médiatisée provoque, depuis plusieurs années, de vives tensions entre plusieurs parties civiles.

**UNE VINGTAINE
DE PATIENTS ONT DÉPOSÉ
PLAINTE, FIN 2022,
CONTRE LE DOCTEUR L.,
MEMBRE TITULAIRE
DE L'ORDRE, POUR « NON-
DÉNONCIATION D'UN
CRIME OU D'UN DÉLIT »**

les et les instances ordinaires. Avocat d'une cinquantaine de victimes présumées du docteur V., M^e Bourgin regrette que les instances ordinaires n'aient pas définitivement radié le chirurgien, toujours administrateur de la clinique des Cèdres, à Echirolles (Isère) et autorisé à prendre en charge les patients, en consultation d'orthopédie-traumatologie.

Dernièrement, une patiente nonagénaire, opérée en 2015, a saisi la chambre disciplinaire régionale pour obtenir la radiation du docteur V. du tableau de l'ordre. En octobre 2024, l'instance a interdit d'exercer le docteur V. pour quatre mois, dont deux avec sursis, pour « fautes déontologiques ».

« Nous déplorons la mansuétude de l'institution disciplinaire, qui n'a pas encore pris de vraie décision à l'égard de ce chirurgien, dont nous demandons la radiation », fulmine M^e Bourgin en rappelant la condamnation du praticien, en 2019, à une interdiction ferme de « donner des soins » de dix-huit mois par la section des assurances sociales du conseil de l'ordre des médecins.

Une sanction jugée à l'époque déjà « insatisfaisante » par l'avocat : l'instance soulignait pourtant l'*« extrême gravité des manquements »* s'agissant de soins prodigués, entre 2013 et 2014, à 54 patients. « Le milieu médical grenoblois et les juridictions disciplinaires lyonnaise et nationale semblent protéger l'un des leurs dans des conditions que nous considérons comme inacceptables », cingle M^e Bourgin.

« INTIMIDATION »

En 2020, une expertise judiciaire avait conclu pour la première fois que le « décès », en octobre 2019, de Christophe Fuselier, patient opéré du dos en 2007 par le praticien au centre hospitalier universitaire de Grenoble, « reste la conséquence directe et certaine de la faute » du docteur V. « et du retard de diagnostic ».

« Il me semble raisonnable d'attendre la fin de toutes les procédures avant de réagir », répond Gilles Perrin, président du conseil de l'ordre de l'Isère. L'instance locale est ciblée par plusieurs parties civiles depuis plusieurs années, de vives tensions entre plusieurs parties civiles.

d'un crime ou d'un délit ». Ils estiment que le médecin était au courant, dès 2014, des pratiques controversées du docteur V. et aurait dû émettre, en tant que membre d'une autorité constituée, un signalement à la justice en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale. Qu'est devenue cette plainte, pour laquelle les plaignants n'ont jamais reçu d'avis de classement ? Sollicité, le procureur de la République de Grenoble n'a pas donné suite.

L'affaire du docteur V. a également provoqué des remous au sein de la corporation médicale. Ainsi, trois éminents professeurs de médecine ont été condamnés par les instances ordinaires (deux appels sont en cours), à la suite de plaintes du docteur V., à un blâme pour « manquement au principe de confraternité », après avoir pris la parole dans les colonnes du *Monde* en juillet 2020 dans le contexte de cette affaire.

Selon l'avocat du docteur V., un autre professeur a été condamné, en 2023, par la chambre nationale disciplinaire, à un blâme pour avoir notamment « délivré un rapport tendancieux » dans ce dossier. « A la suite de rapports d'expertises favorables, le docteur V. a fait l'objet de dizaines de « démises » en examen pour être placé sous le simple régime de témoin assisté », ajoute M^e Boulloud.

Le principal avocat des parties civiles, M^e Bourgin, fait par ailleurs l'objet d'une enquête disciplinaire de l'ordre des avocats du barreau de Grenoble, saisie en 2023 par le conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Isère, pour des propos « susceptibles de constituer des manquements aux principes de prudence, délicatesse et modération », tenus en 2023 sur le rôle de l'instance ordinaire dans l'affaire.

« L'affaire est en cours, et je me garderai bien de tout commentaire en l'état », répond la bâtonnière de Grenoble, Michèle Girot-Marc. M^e Bourgin, lui, dénonce « une véritable action d'intimidation qui porte atteinte aux droits de la défense, et vient s'ajouter aux poursuites systématiques entreprises par le chirurgien – qui, curieusement, prospèrent toutes – contre toute personne qui oserait prendre la parole pour dénoncer ses pratiques ». ■

RÉMI DUPRÉ

La France s'enfonce dans la stagnation

Le produit intérieur brut tricolore ne devrait guère croître de plus de 0,6 % sur l'année, selon l'Insee

Un consommation qui ne redémarre pas, un taux d'épargne toujours au sommet, des investissements qui peinent à repartir et un commerce extérieur repassé dans le rouge: tous moteurs à l'arrêt, l'économie française ne devrait pas dépasser les 0,6 % de croissance en 2025, selon la nouvelle note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), publiée mercredi 18 juin.

Une déception sans doute pour Bercy, qui avait abaissé à 0,7 % sa prévision de croissance pour l'année en avril, en retrait de 0,2 point par rapport aux 0,9 % encore espérés en janvier. En dépit des nouvelles incertitudes apparues avec la guerre entre Israël et l'Iran, Amélie de Montchalin, ministre des comptes publics, a affirmé, mardi 17 juin, devant la commission des finances du Sénat: «*Notre prévision de croissance reste atteignable.*»

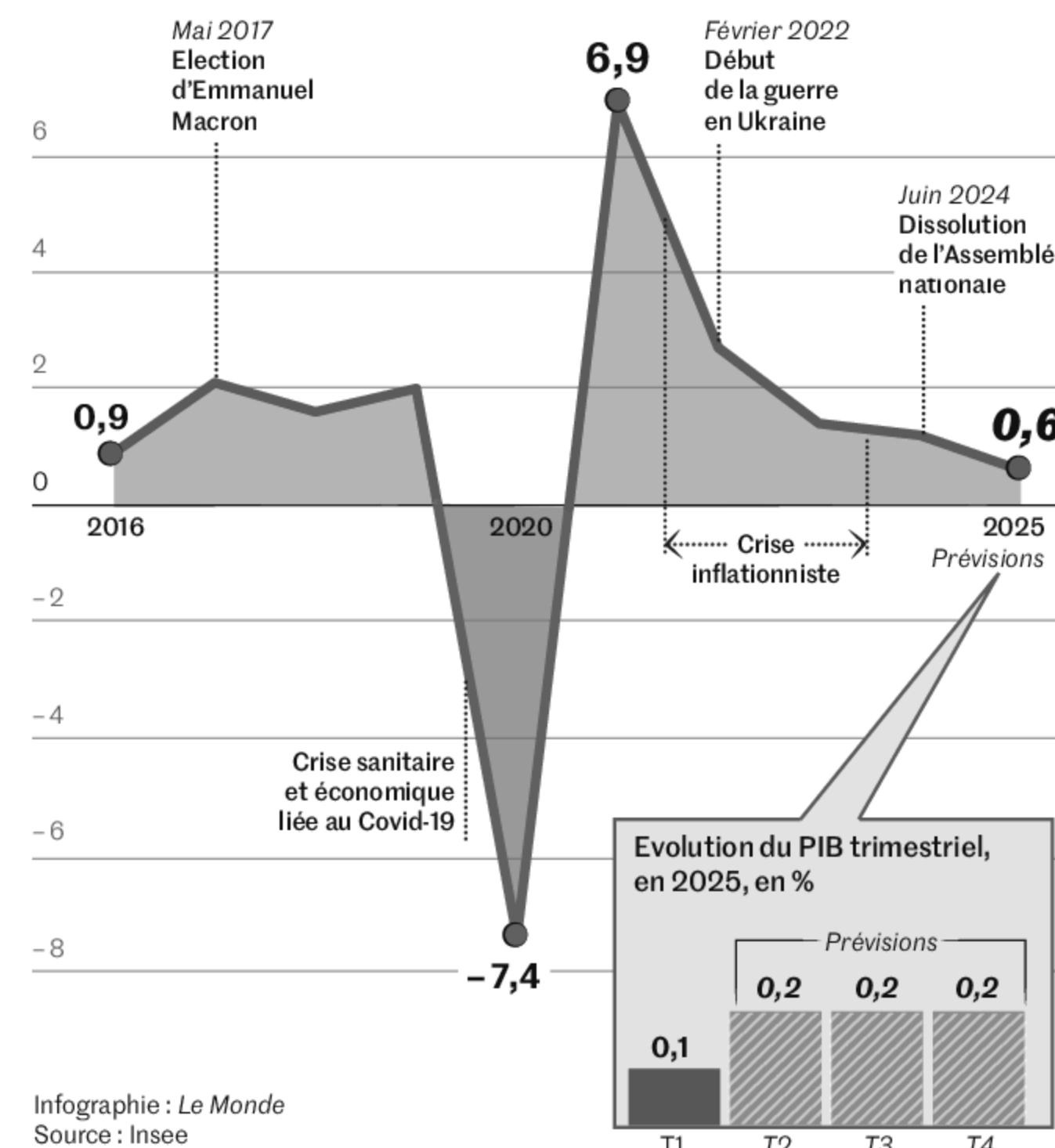
L'Insee se montre donc moins optimiste que le gouvernement. Faiblement positive au premier trimestre (0,1 %), la croissance devrait plafonner à 0,2 % sur chacun des trois trimestres suivants. L'économie ne profite pas de la légère amélioration du climat observée en zone euro, en partie liée à la baisse des taux d'intérêt. D'autant que «la consolidation budgétaire pèse sur l'activité», souligne Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture à l'Insee. La consommation des administrations a ainsi reflué au premier trimestre 2025 par rapport à 2024 (0,2 %, au lieu de 0,4 %). Sur-tout: l'exécutif, qui doit atteindre l'objectif de réduction du déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025, après 5,8 % en 2024, cherche à réduire les dépenses publiques de 40 milliards d'euros.

Phénomène de «surépargne»

Autre handicap: la France n'a pas bénéficié, contrairement au Royaume-Uni, à l'Allemagne ou à l'Italie, de la «ruée commerciale», à savoir, de l'empressement des entreprises à constituer des stocks avant la mise en place des droits de douane décrétée par le président américain Donald Trump, début avril. Un phénomène qui a entraîné un bond de 1,7 % du commerce mondial au premier trimestre. Le commerce extérieur tricolore, lui, replonge après deux bonnes années. En dépit de la livraison par les chantiers de l'Atlantique du spectaculaire du paquebot *World-America* à la compagnie suisse MSC, en mars,

Depuis le pic de l'après-Covid-19, la croissance ne cesse de mollir

Evolution du produit intérieur brut (PIB), en % (variation d'une année sur l'autre)



les exportations sont en recul de 1,8 % sur les trois premiers mois de l'année. Sur l'ensemble de 2025, le commerce extérieur devrait ronger de 0,7 point la croissance française.

Mais ce qui brise le plus l'économie est à chercher dans le budget des ménages. Au début d'année, les Français ont épargné 18,8 % de leurs revenus, un niveau inédit depuis quarante-cinq ans, et de 5 points supérieur à celui d'avant la crise sanitaire. En conséquence, la consommation, qui représente la moitié de l'activité économique, reste bien poussive. Elle était en repli de 0,2 % au premier trimestre. A la fin de l'année 2025, elle ne devrait avoir progressé que de 0,7 % par rapport à 2024, selon les prévisions de l'Insee.

Pour mieux comprendre ce phénomène de «surépargne» propre à la France, l'Institut de la statistique s'est penché sur le détail des comportements. Sur 2000 ménages

L'économie française devrait perdre au total 210 000 emplois salariés en moins de cinq trimestres

ges interrogés en mars, plus de quatre sur dix ont déclaré mettre de l'argent de côté, et sept sur dix ont reconnu limiter leur consommation. Plus de la moitié des épargnantes le font par précaution, inquiets face à la conjoncture médiocre, les tensions internationales et la dégradation de l'emploi.

L'objectif de constituer un pécule en vue d'un achat important, immobilier ou autre, est beaucoup moins fréquent: il n'est cité que dans un cas sur cinq. Les se-

niors, qui ont pourtant bénéficié des revalorisations des pensions de retraite ces dernières années, se montrent particulièrement économies: les deux tiers de la hausse globale de l'épargne proviennent des plus de 65 ans, selon les calculs de l'Insee.

Investissement atone

Toutefois, le taux d'épargne pourrait baisser légèrement sur la seconde moitié de l'année. Non pas grâce à une confiance retrouvée des consommateurs, mais parce que le pouvoir d'achat devrait ralentir, en raison de hausses de salaires plus faibles et d'une note d'impôts qui s'annonce plus salée que l'année passée.

Cette faiblesse de la consommation, l'extrême prudence des ménages, la mauvaise orientation des échanges commerciaux ne poussent guère les entreprises à relancer les plans d'investissement, pour beaucoup déjà gelés ou re-

portés en 2024. Totalement atone sur les deux premiers trimestres, l'investissement devrait même reculer sur les deux suivants (-0,3 % et -0,2 %). Sans compter la grande incertitude concernant la hausse des coûts de l'énergie sur fond de guerre Israël-Iran.

Sans tenir compte des conséquences de ce conflit, l'inflation pourrait remonter à 1,1 % en fin d'année, avec l'hypothèse d'un prix du baril à 65 dollars (56,35 euros), selon l'Insee. Une hausse de 10 dollars du prix du baril augmenterait cette prévision de l'ordre de 0,1 point.

Tout cela n'augure pas d'un marché du travail très dynamique. Les destructions d'emplois observées fin 2024 vont se poursuivre. Les annonces de plans sociaux se sont multipliées ces derniers mois, tant dans l'industrie que dans le commerce de l'habillement, laminer par la concurrence de la fast-fashion chinoise. L'Hexagone de-

vrait perdre au total 210 000 emplois salariés en moins de cinq trimestres (de mi-2024 à fin 2025). Le chômage devrait en conséquence, en fin d'année, remonter à 7,7 % de la population active.

Celle-ci, d'ailleurs, s'accroît moins vite qu'avant. Certes, la réforme des retraites contraint un certain nombre de seniors à rester en activité plus longtemps. Mais ce mouvement est en partie compensé par une moindre arrivée de jeunes sur le marché du travail. Devant les difficultés croissantes à décrocher un emploi, beaucoup font le choix de prolonger leurs études. Malgré consolation: ce repli de l'emploi permet à la productivité, en net décrue depuis 2019, d'amorcer un redressement. Pour les salariés, c'est une bonne nouvelle relative, car ce sont les gains de productivité qui permettent, à terme, d'augmenter les rémunérations. ■

BÉATRICE MADELINE

Jean-Luc Tavernier quitte l'Insee après treize ans d'innovation

Sous sa houlette, l'institut de la statistique s'est ouvert à des méthodes d'enquête inédites ainsi qu'à la communication avec le grand public

Pandémie de Covid-19, crise inflationniste, flambée de l'énergie, guerre commerciale déclenchée par Donald Trump: Jean-Luc Tavernier, 63 ans, va quitter, fin juin, la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qu'il occupe depuis 2012, et aura vu l'économie française traverser une série «de chocs absolument majeurs». Sans jamais, pour autant, basculer dans la récession.

Sous sa houlette, cet organisme chargé «d'éclairer le débat public», selon la mission qui lui est confiée par Bercy, son ministère de tutelle, a adopté nombre d'innovations. La pandémie de Covid-19, qui a mis l'économie à l'arrêt, a constraint les agents de l'Insee à modifier leurs méthodes de recueil de

l'information. L'institut a ainsi commencé à utiliser les données des caisses de la grande distribution en complément des fastidieux relevés de prix manuels pour calculer l'indice des prix. Ou encore, à exploiter les données des opérateurs téléphoniques pour étudier les déplacements de population. «Nous parvenons ainsi à éclairer des sujets que nous ne traitions pas avant», se félicite le directeur général sortant.

Les statisticiens ont également travaillé en lien avec des banques afin de pouvoir analyser plus finement les flux monétaires des Français. La note, publiée mercredi 18 juin, par l'institut de la statistique sur l'épargne des ménages en est l'exemple le plus récent. Celle-ci décrypte le phénomène de «surépargne» qui est, détaille

M. Tavernier, l'une des deux grandes transformations de l'économie depuis la pandémie, l'autre étant l'affaissement continu de la productivité depuis 2019.

L'indépendance respectée

Sous M. Tavernier, l'institution s'est en outre ouverte à de nouveaux champs d'étude, afin de mieux suivre les évolutions de la société, des modes de vie et des comportements. Plusieurs enquêtes récentes répondent à cette préoccupation, comme celle publiée en novembre 2024 sur la maltraitance institutionnelle, menée en lien avec le mouvement ATD Quart Monde, qui vise à documenter les difficultés de certaines catégories de citoyens confrontés aux démarches administratives. Dans la même veine, l'Insee a

lancé, au printemps 2025, une enquête de terrain auprès des personnes sans domicile fixe, afin de connaître leurs parcours de vie.

Enfin, les enjeux climatiques, essentiels à présent dans la conduite des politiques publiques, ne sont pas absents des réflexions et des innovations. L'institut a lancé, fin 2024, les premiers comptes nationaux «augmentés», qui permettent d'appréhender, en même temps que l'activité économique, ses conséquences pour le dérèglement climatique. La note de conjoncture du 18 juin intègre ainsi, pour la première fois, des prévisions d'émissions de gaz à effet de serre sur l'année complète.

Le mandat de M. Tavernier a également été celui d'une plus grande ouverture de l'institution, plus prompte qu'autrefois à communiquer vers le grand public, d'autant que la nature des crises a nécessité de la pédagogie. Nombre d'enquêtes et d'analyses des experts maison sont désormais relayées sur LinkedIn, tandis que le compte Instagram peut intéresser tous les amateurs de données sociales et économiques, du simple citoyen à l'étudiant. Le directeur général lui-même n'a pas hésité à s'exposer, en allant sur les plateaux de télévision ou en s'exprimant dans la presse, notamment pour répondre à des polémiques comme celle autour de la méthode de calcul de l'indice des prix ou de la mesure de la population à Mayotte. Le lancement d'un blog, en 2020, permet aussi d'éclairer certaines questions sujettes à débat, comme la pertinence de créer un seuil de richesse en France.

Ces prises de parole, parfois à contre-courant du discours gouvernemental, sont la preuve que l'indépendance de l'Insee a été respectée. Ce qui n'était pas forcément le cas autrefois. «Il y a vingt ans, il fallait demander l'autorisation du ministre de l'économie pour donner une interview à la presse», se souvient M. Tavernier, farouche défenseur de la liberté de l'institution. Ce n'est pas un hasard s'il a choisi de quitter son fauteuil à deux ans de la présidentielle. Ce délai devrait permettre à son successeur, Fabrice Lenglart, un ancien de la maison et actuellement à la tête de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, de prendre ses marques avant l'arrivée d'un nouveau locataire à l'Elysée. ■

BÉ.M.

En Suède, l'aciérie « verte » qui suscite espoir et doutes

A 80 kilomètres du cercle polaire, l'usine de Stegra, censée produire de l'acier à partir d'hydrogène décarboné, sort de terre

REPORTAGE BODEN (SUÈDE)

Le ballet des grues de construction se voit de loin sur la route, perçant la forêt de bouleaux et de pins. Sur place, les engins de chantier sillonnent les pistes de terre, soulevant la poussière. Bienvenue à Boden, dans l'extrême nord de la Suède, sur le site de la future aciérie « verte » du groupe Stegra.

La ville de près de 30 000 habitants est située à dix heures de route de Stockholm et à 80 kilomètres à vol d'oiseau du cercle polaire. Sans grand charme touristique, elle est surtout connue pour son fort militaire fermé dans les années 2000. Elle sera peut-être demain célèbre pour son aciérie, installée à la périphérie de la ville, la première construite ex nihilo sur tout le continent européen depuis un demi-siècle.

Crée en 2020, la start-up H2 Green Steel a lancé deux ans plus tard le chantier de Boden. Elle a pris son nouveau nom, Stegra, en 2024, qui signifie « éléver » en suédois. L'enjeu industriel est de taille : en cas de succès, l'aciérie de Boden peut devenir la vitrine de la transition énergétique réussie dans la sidérurgie européenne, ou être synonyme, en cas d'échec, d'un nouveau mirage industriel

après la faillite du fabricant de batteries électriques Northvolt en mars, la plus importante dans l'histoire économique du pays.

Sur le terrain, l'ouvrage est colossal. Plus de 2 500 personnes (ouvriers et ingénieurs) s'agencent en tenues jaune fluo pour mener à bien les travaux sur les 270 hectares du site. Le chantier doit avancer sur trois fronts. D'abord, la construction d'une usine d'électrolyse de 700 mégawatts (MW), la plus importante d'Europe. Trente-sept électrolyseurs de 40 mètres de long et 9 mètres de haut chacun, fournis par Thyssenkrupp Nucera, la filiale hydrogène du géant allemand de l'acier, doivent produire plus de 100 000 tonnes d'hydrogène vert par an, par électrolyse de l'eau. L'hydrogène ainsi obtenu sera ensuite utilisé à la place du charbon dans une « tour de réduction directe » chargée de produire du fer décarboné – le minerai de fer sera importé du Brésil.

«Pilier de la transition»
La future aciérie prévoit d'entrer en service durant le second semestre de 2026 pour livrer 2,5 millions de tonnes d'acier par an, et emploier 1 500 salariés. L'utilisation d'hydrogène issu d'énergie renouvelable doit permettre de réduire de 95 % ses émissions de CO₂. «Le site de Boden va devenir un pilier de



Chantier de construction de l'aciérie de Stegra, à Boden, en Suède, en mai. STEGRA

la transition industrielle mondiale vers des pratiques plus durables», a expliqué, mardi 17 juin, Henrik Henriksson, le PDG de Stegra, à l'occasion d'un voyage de presse auquel *Le Monde* a participé.

Le projet est regardé de près à l'étranger, à l'heure où les groupes sidérurgiques en Europe, comme Thyssenkrupp ou ArcelorMittal, peinent à décarboner leurs hauts-fourneaux. Mais, en Suède, la jeune entreprise est loin d'être une fierté nationale. Elle doit faire face, au contraire, à la défiance du pouvoir politique. Echaudé par l'échec retentissant de Northvolt, le gouvernement libéral conservateur suédois, allié à l'extrême droite, ne cache pas ses réserves contre l'aciérie de Boden, et défend une politique énergétique marquée par le retour au nucléaire contre les renouvelables. «Le gouvernement suédois ne soutient pas la transition verte», regrette Henrik Henriksson.

De plus, si la Commission européenne a accordé une subvention de 265 millions d'euros à Stegra, l'Agence suédoise de l'environnement lui a refusé un financement de 150 millions d'euros, jugeant son projet insuffisamment décarboné – une partie de gaz naturel est encore nécessaire dans l'apport en carbone pour le processus de production, Stegra souhaitant à terme le remplacer par du biogaz

Echaudé par l'échec de Northvolt, le gouvernement suédois, allié à l'extrême droite, ne cache pas ses réserves

Stegra dit avoir sécurisé 6,5 milliards d'euros de financements, environ un tiers en fonds propres et deux tiers en emprunts. Une levée de fonds réalisée en 2023 a réuni des investisseurs comme Just Climate, le fonds créé par l'ancien vice-président américain Al Gore, GIC, le principal fonds souverain de Singapour, ainsi que le fonds français Hy24, spécialisé dans le financement des projets liés à l'hydrogène. «On a mis 200 millions d'euros dans Stegra, c'est notre plus grand investissement», explique Pierre-Etienne Franc, le directeur général d'Hy24, qui souligne que «l'année qui arrive va être importante car il faut qu'en 2026, après la fin des travaux, les différentes pièces du puzzle, l'usine d'électrolyse, la réduction directe et les laminiers s'emboîtent parfaitement pour commencer la production».

Stegra appartient à la holding Vargas, créée en 2014 par le financier suédois Harald Mix, et également cofondatrice de Northvolt. Cette proximité inquiète sur la solidité de son projet, alors que Northvolt, qui avait levé 13 milliards d'euros de fonds grâce, notamment, à Goldman Sachs, BMW ou Volkswagen, s'est effondré avant la mise en service de son usine de batteries électriques de Skellefteå, à une centaine de kilomètres de Boden.

Arrêts de plusieurs projets

Les retards de production et l'accumulation de dettes ont provoqué sa faillite. «Nombreux sont ceux qui pensent que Stegra sera probablement la prochaine victime», estime Stefan Hedlund, économiste suédois et professeur à l'université d'Uppsala, qui écrit dans un article publié en avril sur le site du think tank GIS Reports que «la Suède rate sa transition verte», après les reports ou les arrêts ces derniers mois de plusieurs projets liés à la décarbonation de l'industrie.

«Northvolt et Stegra sont deux projets qui n'ont rien à voir», répond Pierre-Germain Marlier, directeur de l'investissement chez Hy24. Northvolt a échoué car la batterie est une technologie nouvelle qu'on ne maîtrise pas encore en Europe, contrairement à l'Asie. En revan-

che, en Europe, on sait produire de l'acier depuis des lustres.» «Les batteries exigent que les constructeurs automobiles adaptent leur chaîne de valeur. Ce n'est pas le cas de l'acier: le lundi, vous pouvez utiliser de l'acier carboné et le mardi de l'acier vert sans devoir rien modifier», ajoute Henrik Henriksson, qui cite parmi les premiers clients de Stegra les groupes automobiles Mercedes-Benz, Volvo et Porsche, l'enseigne d'aménagement Ikea et le fabricant d'électroménager Electrolux.

La jeune entreprise parie également sur la rentabilité de l'usine de Boden grâce à son accès à l'énergie hydroélectrique et éolienne, abondante dans le nord de la Suède et bon marché, qui lui assure un coût de l'électricité deux à trois fois moins élevé que dans le reste de l'Europe.

En revanche, pour atteindre son objectif de doubler sa production annuelle à 5 millions de tonnes d'acier d'ici à 2030, Stegra envisage une introduction en Bourse pour lever des fonds supplémentaires. Mais l'échéance n'est pas encore programmée. «Nous n'avons pas fixé de calendrier, nous voulons d'abord finaliser Boden, rendre le site opérationnel et montrer que nous pouvons générer des revenus», explique, prudent, Henrik Henriksson. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Nippon Steel finalise le rachat d'US Steel

L'aciériste japonais Nippon Steel a finalisé, mercredi 18 juin, le rachat de son rival US Steel pour 14,9 milliards de dollars (13 milliards d'euros), acceptant après des mois de blocage de Washington de strictes conditions, dont d'importants investissements aux Etats-Unis et un contrôle du gouvernement américain. Ce rachat avait été annoncé fin 2023, mais le dossier a connu moult rebondissements face à une farouche opposition syndicale et politique (dont celle de Donald Trump), qui a conduit le président Joe Biden à bloquer l'acquisition début janvier. (AFP)

Brésil : défaite de Lula sur la taxation des transactions financières

Au Congrès, une majorité écrasante de députés a rejeté une loi taxant les flux d'argent transitant par le pays

RIO DE JANEIRO - correspondant

Considéré comme le « roi de la négociation », Luiz Inacio Lula da Silva est-il en train de perdre la main ? Lundi 16 juin, le Congrès a infligé un camouflet de taille au président de gauche. Par 346 voix contre 97, une majorité écrasante de députés a approuvé une procédure d'urgence visant à révoquer un décret gouvernemental instaurant une hausse des impôts sur les transactions financières.

La défaite est d'autant plus sévère qu'elle provient de son propre camp. Deux tiers des votes contre Lula ont été émis par des partis membres de sa coalition, pour l'essentiel au centre et à droite. Arrivé à son poste en février grâce au soutien de la gauche, le jeune et conservateur président de la Chambre des députés, Hugo Motta, 35 ans, a participé à la cabale et torpille un exécutif

qui « dépense sans frein », estimant que le Brésil « n'a pas besoin d'un nouvel impôt ».

Annoncée au mois de mai par Fernando Haddad, ministre du budget et vraisemblable dauphin de Lula, le décret gouvernemental prévoyait une augmentation de l'impôt sur les transactions financières (IOF). Ce dernier frappe notamment les prêts bancaires, les investissements ou les opérations de change avec des devises étrangères. Objectifs : trouver 20 milliards de reais (3,1 milliards d'euros) et ramener à zéro le déficit en 2025.

Selon les mots de M. Haddad, la hausse de l'IOF ne visait que les « moradores de cobertura », c'est-à-dire les résidents d'appartements de luxe situés au dernier étage d'un immeuble. Mais elle a rapidement déclenché une vague d'opposition, portée par l'extrême droite, qui a su exploiter le ressentiment d'une population

éprouvée par une décennie de crise économique et rétive aux hausses d'impôts.

Au-delà, cet épisode fragilise la crédibilité de l'exécutif dans son ambition de justice fiscale, un sujet aussi criant et structurel dans un pays champion des inégalités. «Le Brésil est l'un des rares pays où l'impôt sur le revenu n'est pas progressif, mais globalement régressif», insiste Patricia Andrade de Oliveira e Silva, économiste à l'Ecole supérieure de publicité et de marketing de São Paulo.

«Ca ne fera de mal à personne»
Selon une étude de 2023 du syndicat des auditeurs fiscaux (Sindicato), les contribuables les plus riches, gagnant plus de 160 fois le salaire minimum par mois (soit 28 000 euros), ne versent en moyenne que 5,4 % de leur revenu en impôt, contre 11,25 % pour les Brésiliens dont les revenus mensuels se situent entre 15

et 20 fois le salaire minimum (de 2 600 à 3 500 euros). «Au Brésil, les millionnaires paient moins d'impôts que les classes moyennes», résume la chercheuse.

De retour au pouvoir, Lula a fait de l'équité fiscale l'un de ses combats majeurs, allant jusqu'à porter la question de la taxation des « super-riches » devant le G20 de Rio en 2024. Au mois de mars, il annonçait l'élargissement de l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les Brésiliens percevant moins de 5 000 reais par mois (soit 792 euros). Une promesse de campagne, qui devrait bénéficier à dix millions de ses concitoyens.

L'opération, d'un coût élevé (4,2 milliards d'euros), devrait être financée par une taxe, aux contours flous, sur les «super-riches» – 14 100 Brésiliens gagnant plus de 600 000 reais par an. «C'est comme offrir un cadeau à un enfant. Ça ne fera de mal à personne, ça ne rendra personne

pauvre!», lançait un Lula goguenard en mars, ajoutant que les plus fortunés ne seront forcés de renoncer «ni à leur viande ni à leur salade, leurs crevettes, leurs langoustines et leur filet mignon».

Mais le dirigeant de gauche se heurte à un Congrès hostile, où les partis de droite et du centre détiennent les trois quarts des sièges. «Il est plus facile pour un «saci» [personnage folklorique unijambiste brésilien] de croiser les jambes que de voir ce Congrès accepter d'augmenter les impôts des riches», a pesté Rogério Correia, député du Parti des travailleurs (PT, gauche), à la suite de la déroute du 16 juin.

En arrière-plan de la fronde se trouve le mécontentement des élus face à la lenteur de la libération des subventions parlementaires. Jusqu'au 15 juin, à peine 80 millions d'euros avaient été débloqués par l'exécutif, soit 43 fois moins qu'en 2024 (3,4 mil-

liards d'euros) au cours de la même période. Cette paralysie s'explique d'abord par plusieurs suspensions ordonnées par le Tribunal suprême fédéral, plus haute juridiction du pays, qui enquête sur la transparence de l'utilisation de ces fonds, souvent détournés à des fins de corruption et de clientélisme.

Qu'il semble loin, le temps doré des années 2000 et des grandes réformes sociales, lancées tambour battant sur fond de popularité stratosphérique... Selon l'institut Datafolha, Lula ne récolte désormais plus que 28 % d'opinions favorables, contre 40 % de négatives. «Après dix ans de présidences institutionnellement faibles [sous Dilma Rousseff, Michel Temer et Jair Bolsonaro], Lula a moins d'autorité face à un Parlement qui a renforcé son emprise sur le budget public», analyse le sociologue de gauche Celso Rocha de Barros. ■

BRUNO MEYERFELD



PERTES & PROFITS | VICTORIA'S SECRET
PAR ISABELLE CHAPERON

Les dessous pas si chics du capitalisme

Pour qui s'intéresse aux dessous du capitalisme américain, les manœuvres autour de Victoria's Secret sont révélatrices. Afin de l'aider à retrouver son lustre, l'ex-icône de la lingerie avait débauché, en septembre 2024, Hillary Super, la patronne de la marque concurrente Savage X Fenty, lancée par la chanteuse Rihanna. La lune de miel n'aura pas duré. Dix mois plus tard, le cours de Bourse se traîne et l'entreprise de l'Ohio est prise d'assaut par un actionnaire aux intentions troubles et un fonds activiste.

Le roi des soutiens-gorge et des brumes parfumées n'en est pas à sa première campagne actionnariale. En 2019, la firme avait fait l'objet de poursuites de la part de fonds de pension et autres investisseurs dénonçant «une culture toxique de harcèlement sexuel et de misogynie». Leslie Wexner, l'emblématique propriétaire de L Brands, la maison mère de Victoria's Secret, était pris dans le scandale Epstein, du nom du milliardaire accusé d'exploitation sexuelle de mineurs. C'étaient les années #MeToo où le fameux défilé de mannequins en tenue légère et affublées d'ailes d'ange ne faisait plus recette.

En octobre 2024, le show sexy a repris de plus belle. Et les actionnaires parlent à nouveau d'argent. Dans une lettre

envoyée au conseil d'administration, rendue publique lundi 16 juin, le fonds activiste Barington Capital accuse Victoria's Secret d'avoir détruit 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) de valeur depuis que la firme a pris son indépendance de L Brands, en 2021. Le cours de l'action a, en effet, été divisé par deux sur cette période quand celui d'un panier composé de concurrents de la mode, d'Urban Outfitters à Under Armour, reculait de 10 % seulement. L'investisseur, qui affirme détenir 1 % du capital de Victoria's Secret, appelle à remplacer «la majorité - si ce n'est la totalité - des administrateurs» afin de mettre en place une stratégie victorieuse.

Surtout, Barington Capital critique le conseil d'administration pour avoir corseté le capital en mai afin d'empêcher l'homme d'affaires australien Brett Blundy de prendre le contrôle rampant de l'entreprise. Depuis le mois de mars, ce dernier a ramassé près de 13 % du tour de table, au moment même où il lançait en Australie une marque concurrente. Le «board» trouve cela culotté et voudrait plus de temps pour mieux valoriser l'entreprise. «Les dessous chics, c'est la puissance des sentiments», chantait Jane Birkin, mais c'est aussi la couleur de l'argent. ■

SPIRITUÉUX
Pernod Ricard se restructure face à la baisse des ventes
Pernod Ricard, le numéro deux mondial des vins et spiritueux, a dévoilé, mercredi 18 juin, un projet de réorganisation dont l'objectif est de regrouper l'ensemble de ses marques en deux divisions afin de réduire ses coûts de 1 milliard d'euros sur la

période 2026-2029. Même si l'entreprise reconnaît qu'il aura des départs de salariés, elle ne chiffre pas encore le nombre de suppressions de postes. Comme ses concurrents, Pernod Ricard a été pris à contre-pied par le brusque ralentissement des ventes. Sur neuf mois, son chiffre d'affaires était en recul de 5 %, après un plongeon de ses ventes en Chine de 22 %.

La start-up militaire américaine Anduril débarque en Europe

La jeune pousse, ultravalorisée mais aussi controversée, s'allie au géant allemand Rheinmetall pour produire des drones et des missiles

Avec ses chemises hawaïennes, sa barbichette et sa coupe mullet, Palmer Luckey, le fondateur de la start-up américaine Anduril Industries, bouscule l'industrie de la défense jusque dans son image. Créée en 2017, alors qu'il n'avait que 25 ans, son entreprise est devenue le symbole de la révolution numérique et économique d'un secteur ébranlé par le déploiement de l'intelligence artificielle (les initiales d'Anduril Industries sont d'ailleurs le A et le I de *artificial intelligence*) et par la nécessité de produire plus vite, en masse et à moindres coûts pour répondre aux demandes des Etats.

En huit ans, Anduril a gagné plusieurs contrats avec le Pentagone, dont le développement d'un avion de chasse autonome, le Fury, exposé pour la première fois en Europe au salon du Bourget (Seine-Saint-Denis) qui ferme ses portes le 22 juin. Il y a quelques années, jamais un projet aussi emblématique n'aurait échappé aux *big five* américains de la défense (Boeing, General Dynamics, Lockheed-Martin, Northrop Grumman et RTX). En 2024, Anduril a déjà réalisé 1 milliard de dollars (870 millions d'euros) de chiffre d'affaires. Et la société vise maintenant l'Europe.

Profitant de la caisse de résonance du Bourget, Anduril a annoncé, mercredi 18 juin, un accord avec le géant allemand de la défense Rheinmetall. Celui-ci vise à développer et produire, sur le sol européen, avec des partenaires locaux, deux systèmes d'armes de la start-up (le missile de croisière Barracuda et le Fury), en les adaptant à la plateforme

numérique de l'allemand. Il prévoit aussi «l'exploration des possibilités d'utilisation de moteurs-fusées à propergol solide en Europe». Grâce à un investissement de 75 millions de dollars annoncé fin 2024, la start-up dit pouvoir doubler la production de moteurs de missile, à plus de 6 000 exemplaires par an, de son usine du Mississippi héritée de l'acquisition, en juin 2023, de son compatriote Adranos. «En intégrant les solutions d'Anduril dans l'organisation de production européenne et le cadre de souveraineté numérique de Rheinmetall», l'industriel allemand veut «mettre en service de nouveaux types de capacités autonomes, rapides à produire, modulaires et adaptées aux exigences évolutives de l'OTAN», explique Armin Papperger, le PDG de Rheinmetall, dans un communiqué commun.

Bousculer le système actuel
Les deux sociétés ont déjà travaillé ensemble, mais pas sur des domaines aussi emblématiques que les missiles et les drones de combat. En juin 2024, lors du salon Eurosatory de Paris, elles avaient conclu un accord pour le développement, à destination du marché européen, d'une solution de lutte antidrones. En juillet 2023, elles ont gagné, dans le même consortium, un contrat avec l'armée américaine pour de nouveaux véhicules de combat d'infanterie.

«Plutôt que de privilégier des processus de développement propriétaires lents qui lient les clients à un seul fournisseur, ce partenariat mise sur la rapidité, la modularité et le codéveloppement», ajoutent les deux associés dans

Anduril sera-t-elle toujours aussi bien vue par le Pentagone lorsque Donald Trump cédera le pouvoir?

leur communiqué, écrivant noir sur blanc leur volonté de bousculer le système actuel, selon lequel un constructeur attend d'avoir un engagement de commandes d'un Etat pour développer puis produire l'équipement désiré.

Avec cet accord, Anduril et Rheinmetall se positionnent en concurrents directs d'industriels européens et français, comme Airbus, Dassault Aviation ou MBDA. Les deux premiers développent chacun un drone de combat, respectivement le Wingman et le Neuron, pour accompagner la future version de leurs avions de chasse, Eurofighter Typhoon et Rafale. Quant à MBDA, premier fabricant européen de missiles, il produit également des moteurs avec sa filiale Roxel : le Barracuda est un nouveau concurrent pour son Scalp. Grâce à ses méthodes de fabrication, Anduril dit pouvoir produire en masse ce type de missiles à un coût 30 % inférieur à celui des armes actuelles.

Présent dans toutes les conversations du secteur, entre fascination et inquiétude, le nom d'Anduril suscite aussi beaucoup d'interrogations. Avec une valorisation de 30 milliards de dollars lors de la levée de fonds de 2,5 milliards annoncée début juin, la

start-up n'est-elle pas portée par une bulle ? En septembre 2024, un porte-parole de General Atomics, le fabricant américain du drone de renseignement Reaper, avait qualifié Anduril de «*Theranos de la défense*», en référence à la société de biotechnologies liquidée en 2018 et dont la dirigeante, Elizabeth Holmes, après avoir été adulée, a été condamnée à onze ans de prison en novembre 2022.

Enfin, la start-up sera-t-elle toujours aussi bien vue par le Pentagone lorsque Donald Trump cédera le pouvoir ? Palmer Luckey est un soutien revendiqué du président américain, ce qui lui aurait valu d'être licencié de Facebook (Meta), en 2016, deux ans après lui avoir vendu sa première start-up dans les lunettes connectées (Oculus), pour 2 milliards de dollars. Cette raison politique a depuis été démentie par Mark Zuckerberg, le fondateur de Meta, devenu trumpiste récemment. Les deux hommes s'apprécient. D'ailleurs, les deux entreprises de tech se sont associées, en mai dernier, dans la réalité augmentée à destination des militaires. Parmi les actionnaires d'Anduril, on trouve aussi le milliardaire Peter Thiel, cofondateur de PayPal et «techno gourou» de Donald Trump.

L'histoire d'Anduril est intimement liée à celle du président républicain. Son premier contrat avait été gagné, en 2017, lors du premier mandat de Donald Trump à la Maison Blanche. Il portait sur la fabrication de tours de surveillance autonomes pour détecter les franchissements illégaux de la frontière avec le Mexique. ■

OLIVIER PINAUD

En Suisse, la perquisition chez un blogueur relance les critiques contre une « loi bâillon »

La loi sur les banques instaure une interdiction de fait d'informer sur le secteur financier

Le Monde HORS-SÉRIE
SAISON 4
300 QUESTIONS
ÉDITION 2025
CULTURE GÉNÉRALE
par les journalistes du Monde

Muscler votre mémoire ! Cultivez vos connaissances à travers quatre-vingts ans d'archives du *Monde*. Répondez aux questions sur l'Histoire, la Littérature, les Sciences, l'Art ou le Sport. Cette édition 2025 de *Mémorable* vous permettra de vous évaluer et d'approfondir votre culture générale en vous distrayant. En famille, entre amis ou pour vous seul, découvrez les leçons proposées par les journalistes du *Monde*.

300 QUESTIONS DE CULTURE GÉNÉRALE
ÉDITION 2025

Un hors-série du *Monde*
100 pages - 8,95 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

La voix de l'homme est blanche. Il accuse manifestement le coup. «Une demi-douzaine de policiers et un procureur ont débarqué dans mon bureau et à mon domicile et ont mis la main sur mon ordinateur, mon téléphone et des documents. Si des informations d'intérêt public sur des malversations bancaires ne peuvent plus être publiées, que reste-t-il du rôle du journalisme?», s'indigne Lukas Hässig, éditeur d'*Inside Paradeplatz*, un blog très suivi sur la place financière de Zurich, l'une des plus importantes d'Europe. L'homme, qui n'a rien d'un révolutionnaire, n'est même pas journaliste d'investigation. Depuis des années, il chronique les arcanes de la vie financière zurichoise avec minutie, recensant les glorieuses manœuvres comme les opérations illicites. Aurait-il dû s'abstenir de parler des secondes ?

Toujours est-il que, neuf ans après avoir été le premier à évoquer les malversations du truculent Pierin Vincenz, alors directeur de la banque Raiffeisen - ce dernier a depuis été condamné -, M. Hässig est désormais dans le collimateur de la justice. Le 3 juin, le ministère public zurichois a décidé que la protection des sources du journaliste ne pesait pas face à sa volonté de retrouver l'origine

des fuites. La «razzia» à son domicile privé est une première dans un contexte de durcissement des relations entre la presse et le puissant secteur financier helvétique.

Commentaire du bureau du procureur : «La présomption d'innocence s'applique. Les investigations concernant des infractions au secret bancaire, l'affaire est en cours.» Si des poursuites sont engagées, M. Hässig risque jusqu'à trois ans de prison et 250 000 francs suisses (266 000 euros) d'amende. L'issue de cette affaire est suivie de près dans les cercles médiatiques et légaux : elle pourrait fixer un précédent déterminant sur la portée du secret bancaire et celle de la liberté de la presse en Suisse.

Car dans la Confédération, un texte de loi permet d'inculper les journalistes révélant des affaires bancaires, quand bien même celles-ci sont sourcées et authentifiées. Pire, les autorités judiciaires entament parfois des enquêtes de criminalité économique sur la base des fuites révélées par la presse... tout en traquant les journalistes qui en sont à l'origine.

Considéré comme inique par les médias helvétiques, l'article 47 de la loi sur les banques prohibe toute divulgation d'informations sur les clients des banques, même quand celles-ci sont d'intérêt public et que la banque ou le client (ou les deux) ont fauté. En clair, un jour-

naliste suisse recevant des infos par un lanceur d'alerte sur un blanchiment d'argent ne peut pas révéler l'affaire, sous peine de lourdes sanctions. Une situation d'autant plus kafkaïenne que les mêmes révélations sont largement publiées dans la presse étrangère, qui ne risque concrètement aucune condamnation.

«Atteinte inadmissible»

Ce qui n'empêche pas les banques suisses de tenter de poursuivre les auteurs d'investigation hors de la Confédération. En avril, la banque Reyl a été sollicitée par *Le Monde* dans le cadre d'une enquête sur les défaillances des mécanismes anti-blanchiment de la Suisse. En réponse, l'établissement a déposé une plainte contre X auprès des autorités suisses, sur la base de l'article 47, estimant que les informations sur lesquelles se fondait notre travail avaient été «très probablement» obtenues en commettant une infraction pénale.

«Les investigations visant "Inside Paradeplatz" constituent une atteinte inadmissible à la liberté d'informer», relève Denis Masmejan, secrétaire général de la section suisse de Reporters sans frontières. Nous demandons que la justice y renonce en reconnaissant qu'elles sont incompatibles avec la liberté de la presse garantie par la Constitution [suisse] et par la Convention

européenne des droits de l'homme. Nous réclamons que cet article 47 soit modifié de manière que les journalistes travaillant avec des données bancaires de source illégale mais présentant un réel intérêt public ne puissent être inquiétés.» En vain jusqu'ici, puisqu'une majorité du Parlement fédéral s'oppose à toute révision du texte.

Cet épisode pourrait porter atteinte à l'image de la Suisse comme place financière ouverte et modèle de liberté d'expression. À Londres, le *Financial Times* s'est étonné de cette hargne judiciaire contre Lukas Hässig, alors que les délits qu'il a révélés ont ensuite été sanctionnés par la justice. «Cet article 47 n'est que la partie émergée d'un iceberg juridique qui vise à empêcher les journalistes de faire leur travail dans ce pays», ajoute François Pilet, cofondateur de *Gotham City*, une revue suisse spécialisée dans le crime économique.

Ces dernières années, le Parlement suisse a renforcé la possibilité de recourir à des mesures préventives permettant de s'opposer à la publication d'un article avant sa diffusion. Les prétextes pour y recourir sont devenus si fréquents que *Gotham City*, qui en a souvent fait les frais, publie désormais un *Bulletin du bâillon* recensant les procédures judiciaires contre les médias helvétiques. ■

SERGE ENDERLIN

REPORTAGE

ABIDJAN - envoyée spéciale

Abidjan, Souleymane Guebré est ce que l'on appelle un « débrouillard », prêt à jongler entre plusieurs métiers pour pouvoir boucler ses fins de mois. Livreur à moto le jour, le quadragénaire devient vigile la nuit, et aussi, certains soirs, chanteur de reggae dans les bars – une passion autant qu'un gagne-pain. Au terme de cet épaisant marathon, ce père de famille est en mesure de payer les 90 000 francs CFA (137 euros) mensuels de son « deux chambres-salon » d'Abobo, une commune populaire de la capitale économique de Côte d'Ivoire. « Le loyer me prend 75 % de mes revenus, mais je ne veux pas me décourager », souligne-t-il d'un ton las, à la porte du petit hôtel où il fait le planton. Ici, il faut travailler dur pour sécuriser sa vie. »

Son précédent trois-pièces, situé dans un recoin défavorisé de la commune de Cocody, lui coûtait presque deux fois moins (50 000 francs CFA). Mais Souleymane l'a fui il y a quelques mois, par peur des « déguerpissements ». Ainsi nomme-t-on les démolitions au bulldozer de quartiers jugés insalubres, exposés aux inondations et aux glissements de terrain... ou malencontreusement placés sur le tracé des nouvelles infrastructures en construction. Menées par les autorités locales du district au nom de la modernisation d'Abidjan, ces opérations se sont multipliées en 2024. Laissant des dizaines de milliers de personnes sans solution d'hébergement, elles ont contribué à politiser la crise du logement qui affecte cette cité surpeuplée.

INSÉCURITÉ FONCIÈRE

Selon la Chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de Côte d'Ivoire, près de 600 000 unités manquent à Abidjan pour pouvoir répondre aux besoins. La pénurie fait flamber les prix et empêche beaucoup d'Abidjanais de se loger décentement. Sur les quelque 6 millions d'habitants de l'agglomération, plus de 1 million vivent dans des quartiers précaires, comme le quasi-bidonville qu'a quitté précipitamment Souleymane pour rejoindre son actuel voisinage, à peine mieux loti malgré la cherté du loyer.

A l'échelle du continent, Abidjan n'est pas une exception. Dans la plupart des grandes villes d'Afrique, le déficit de logements abordables se creuse « *presque jusqu'à l'absurde* », alertait la Banque africaine de développement, dans un rapport publié en 2023. L'arrière dépasse même les 3 millions d'unités à Lagos, la mégapole nigériane. Un peu partout, les mêmes freins empêchent l'offre et la demande de s'ajuster. Parmi eux, la difficulté à obtenir des titres de propriété sur des terres où se chevauchent souvent plusieurs systèmes de droits (formels, informels et coutumiers). Cette insécurité foncière complique la tâche des promoteurs et renchérit les coûts.

Pour ces derniers, la quête d'acheteurs est un autre défi. Dans la région, l'immense majorité des actifs — 9 sur 10 en Côte d'Ivoire — travaillent dans le secteur informel, avec des revenus faibles, irréguliers, et sans capa-

cité de contracter un emprunt immobilier. Les besoins sont pourtant gigantesques, sur fond d'urbanisation galopante. Vibrante, dynamique, la capitale économique ivoirienne attire chaque année des bataillons de nouveaux citadins venus du reste du pays et de la sous-région. Abidjan gonfle à un rythme proche de 4 % par an.

« Il y a un boom de la construction mais qui ne suit pas le boom démographique », résume Florent Kouamé, secrétaire général de la Chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de Côte d'Ivoire.

Au visiteur de passage, Abidjan apparaît bien comme un immense chantier à ciel ouvert. De l'hypercentre aux marges de la ville, immeubles, ponts et rocade sortent inlassablement de terre. Au Plateau, le quartier des affaires, des grues s'activent jour et nuit autour de la future tour F, annoncée comme la plus haute d'Afrique avec ses 76 étages censés accueillir des bureaux et services de l'Etat. Avant même son achèvement prévu en 2026, le gratte-ciel aux façades de verre s'impose comme un emblème de cette mégapole en pleine métamorphose, dans un pays où le produit intérieur brut croît en moyenne de 6,5 % par an depuis une décennie.

« Mais il y a Abidjan côté cour et côté jardin, nuance Gilbert Assi Yassi, maître de conférences en géographie à l'Ecole normale supérieure d'Abidjan et spécialiste des services urbains. Derrière l'embellissement de la ville, il y a beaucoup de difficultés. Le volet social n'est pas suffisamment pris en compte, dans l'école, la santé ou le développement immobilier. »

Les ensembles résidentiels qui fleurissent dans les quartiers cossus de la Zone 4 ou de Rivière

« Si je traîne, j'en ai pour une heure et demie de bouchons. Et le soir, ça recommence », s'agace ce juriste de 36 ans, qui épingle les petites annonces dans l'espoir de déménager près de son travail. Sans trop y croire : « Même des bicosques qui fuient de partout sont proposées à des prix dignes d'un hôtel de luxe. Et j'ai beau avoir un bon salaire comparé à la majorité des Ivoiriens, ça ne suffit pas. »

Dans ce contexte tendu, les ménages modestes rencontrent les plus grandes difficultés. « Ils s'en vont vers des périphéries où il manque souvent les services de base », indique Gilbert Assi Yassi. « Un logement pour tous » : tel était pourtant l'un des slogans du président ivoirien, Alassane Ouattara, lors de son arrivée au pouvoir, en 2011. Il s'agissait pour l'Etat de reprendre la main après vingt ans d'inertie due à une succession de crises économiques et politiques.

Le gouvernement ivoirien promettait alors la construction de 60 000 logements accessibles, un objectif vite relevé à 150 000 pour 2020. Las, les litiges fonciers et les bisbilles entre pouvoirs publics et promoteurs ont eu raison de ces ambitions. Moins d'un tiers des unités prévues ont été réalisées. Et les moins chères ont été commercialisées autour de 10 à 12,5 millions de francs CFA (de 16 000 à 18 000 euros). Une somme faraïneuse pour qui gagne le salaire minimum (environ 114 euros par mois) ou travaille dans le secteur informel.

« Tout ce qui a été mis en œuvre jusqu'à aujourd'hui ne fonctionne pas pour 80 % des foyers, estime Stéphane Affro, directeur général

Sur les 6 millions d'habitants de l'agglomération, plus de 1 million vivent dans des quartiers précaires

du Groupe Kaydan, l'une des principales entreprises ivoiriennes du secteur. On ne sait pas vraiment traiter les besoins des classes populaires. La priorité serait plutôt d'aménager l'espace public de leurs quartiers, en y mettant des commissariats, des écoles, des toilettes publiques. Sinon, la ville va s'étendre à coups de nouveaux bidonvilles. »

Le gouvernement jure, de son côté, vouloir mettre les bouchées doubles en réajustant sa méthode. « Nous avons commencé à tirer les enseignements des échecs relatifs de la première partie du programme [de logements sociaux et économiques] », assure le ministre de la construction, du logement et de l'urbanisme, Bruno Nabagné Koné, dans une interview au *Monde*. De nouveaux projets sont lancés, dont la construction de 25 000 logements abordables, notamment à Yopougon, la commune la plus peuplée d'Abidjan, qui seront proposés en location-vente ou location simple.

« Il ne faut pas se focaliser uniquement sur la construction-vente, qui ne convient pas forcément aux personnes non bancaires dont les revenus sont irréguliers. Tout le monde n'a pas vocation à être propriétaire », souligne le ministre. Pour mieux accompagner cette « clientèle », un fonds de garantie du logement social a été mis en place, de même qu'une commission spéciale pour procéder à l'attribution des futurs appartements selon des critères « transparents », détaille encore M. Koné.

Ces messages volontaristes menacent toutefois d'être brouillés par l'amertume que continue de susciter la dernière campagne de déguerpissement. Selon les autorités du district, ces expropriations – suspendues fin 2024 – visaient à « sauver des vies », alors que chaque année la saison des pluies fait des morts dans les quartiers informels. Mais les critiques de l'opposition et d'associations de défense des droits humains ne tarissent pas sur la brutalité du mode opératoire et le manque de compensations. Parmi les dizaines de milliers de personnes expulsées l'an dernier, « seule une minorité a reçu l'indemnité promise », s'indigne Pulchérie Gbalet, coordinatrice d'une association de défense des « déguerpis » et proche de l'opposition.

Après la démolition de sa maison, il y a plus d'un an, Roger Séguia a bien touché cette aide de 250 000 francs CFA. Trop peu pour pouvoir se reloger, assure néanmoins cet agent de footballeurs qui « squatte » chez ses parents en attendant des jours meilleurs. « Pour mon travail, je ne peux pas quitter Abidjan. Mais quand on me demande de payer six mois d'un coup un loyer exorbitant, qu'est-ce que je suis censé faire ? », interroge-t-il. Le gouvernement interdit pourtant aux bailleurs d'exiger plus de deux mois de loyer d'avance. Mais la demande est si forte que les propriétaires ne se sentent pas toujours tenus de respecter la loi.

Une partie des « déguerpis » devrait bénéficier de logements sociaux. Reste à préciser dans quel délai. En attendant, certains n'auront sans doute pas d'autre choix qu'investir de nouveaux terrains précaires en marge de l'urbanisation formelle. ■

MARIE DE VERGÈS



Devant un chantier de construction de nouveaux logements, dans un quartier de Bingerville, près d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 13 mars. LEGNAN KOUA/EPA/MAXPPP

PLEIN CADRE

A Abidjan, une épuisante course au logement

Dans la capitale économique ivoirienne, l'offre immobilière ne suit pas le boom démographique. Les ménages modestes peinent à faire face à l'envolée des loyers dans cette métropole en mutation

Neuf Ivoiriens sur dix travaillent dans le secteur informel, et sans capacité de contracter un emprunt

Violeta Chamorro

Ancienne présidente du Nicaragua



A Managua, le 23 avril 1990.

JORGE NUNEZ/REUTERS

Violeta Chamorro, ancienne présidente du Nicaragua (1990-1997), n'a pas eu droit à des funérailles d'Etat dans son pays. Vendredi 14 juin, elle est morte en exil à San José, la capitale du Costa Rica, où elle résidait depuis 2021. Elle avait 95 ans. Elle a fini ses jours auprès de ses enfants, exilés comme elle par le régime de fer de Daniel Ortega qu'elle avait affronté victorieusement dans les urnes en 1990. Sa famille a précisé : « Ses restes reposeront temporairement à San José, au Costa Rica, jusqu'à ce que le Nicaragua redevienne une république. »

Le destin exceptionnel et tragique de Doña Violeta, comme l'appelaient les Nicaraguayens, illustre un large parti de l'histoire de ce pays. Première femme, sur le continent américain, à avoir été élue présidente au suffrage universel, elle a donné un début de paix au Nicaragua, après deux décennies de conflits qui ont fait plus de 70 000 morts. En l'emportant face à Daniel Ortega avec 55 % des voix, elle a incarné la première figure d'opposition – et une des rares à ce jour, alors que l'ancien sandiniste cumule vingt-trois ans de pouvoir.

Venue à la politique après l'assassinat de son mari, Pedro Joaquin Chamorro, elle ne s'y destinait nullement, comme elle l'a raconté dans ses Mémoires (*Sueños del corazon*, Ed. Acento, 1997, non traduit). Née en 1929 dans une famille rurale et aisée qui l'envia étudier aux Etats-Unis, elle en épouse une plus prestigieuse encore à 21 ans, la dynastie des Chamorro, qui comptait quatre anciens présidents du Nicaragua et les dirigeants du quotidien *La Prensa*, le plus important du pays.

Echec de son bilan social

En 1952, elle a 23 ans quand Pedro Joaquin Chamorro, 28 ans, prend les rênes du journal. Il est vite incarcéré pour ses attaques contre le régime somoziste (1936-1979), et elle le suit dans un premier exil de quatre ans au Costa Rica. Rentré au pays en 1960, son mari est assassiné en 1978 à Managua. L'année suivante, le somozisme est renversé par le Front sandiniste de libération nationale. Violeta Chamorro intègre pendant neuf mois la junte de transition avant l'élection de Daniel Ortega pour son premier mandat, en 1985. Elle exprime vite une voix critique envers le nouveau président dans *La Prensa*, qu'elle dirige désormais. Daniel Ortega ferme le journal pendant quinze mois. Deux

18 OCTOBRE 1929 Nissance à Rivas (Nicaragua)
1978 Assassinat de son mari, Pedro Joaquin Chamorro
1990-1997 Présidente du Nicaragua
2021 Quitte le Nicaragua
14 JUIN 2025 Mort à San José (Costa Rica)

des quatre enfants de Violeta Chamorro intègrent le gouvernement sandiniste quand les deux autres la suivent dans l'opposition. « *Violeta Chamorro a incarné la mère sacrificielle et la veuve loyale, réconciliatrice du peuple à l'image de sa propre famille divisée par la guerre civile. Elle s'est faite le relais de l'expérience de nombreuses mères affectées par la guerre, dans un imaginaire marital quasi unanimement partagé* », décrit Delphine Lacombe, chargée de recherche au CNRS et spécialiste du Nicaragua, *elle a de ce fait incarné un paradoxe et un tour de force : se présenter comme la mère au foyer, tout en aspirant à la plus haute fonction politique en dirigeant une coalition électorale hétéroclite.* »

Lors de la victoire de Violeta Chamorro à la présidentielle, le pays veut mettre fin au sanglant conflit entre les sandinistes et les « contras », ces milices armées financées par l'administration Reagan. Elle obtient bien un désarmement et une démobilisation des contras ; Washington, qui refusait jusqu'à de parler aux sandinistes, l'écoute. En échange du geste américain, elle consent à réduire le rôle de l'armée, toujours dirigée, jusqu'en 1995, par Humberto Ortega, le frère de Daniel. « *Elle a su incarner politiquement et symboliquement les défis des années 1990 : organiser la séparation des pouvoirs, subordonner le pouvoir militaire au pouvoir civil, négocier avec tous les acteurs ex-belligérants qui continuaient d'avoir recours à la violence politique* », ajoute Delphine Lacombe, autrice de *Violences contre les femmes : de la révolution aux pactes pour le pouvoir* (Nicaragua, 1979-2008) (Presses universitaires de Rennes, 2022).

Toutefois, son bilan social est un terrible échec. Pour réduire l'inflation, Violeta Chamorro signe un accord avec le FMI en 1991, qui comprend la privatisation brutale des entreprises publiques, vendues pour une bouchée de pain. Le Nicaragua s'enfonce dans la misère avec cette politique, qui facilitera le retour de Daniel Ortega au pouvoir, en 2007. ■

ANNE VIGNA

Le Monde

Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr
L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU « MONDE »**Décès**

Noëlle, son épouse, Marion et Emmanuel Guillaumeau, Caroline Boulay et Manuel Gonçalves, ses filles et leurs conjoints, Julien et Gaspard, ses petits-fils,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean BOULAY, chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres, baryton, professeur de chant et ancien directeur de structures culturelles,

survenu le 15 juin 2025.
noelleboulay@gmail.com

Frédéric Sommer, son fils,

Alain Jude, son beau-frère, Ses nombreux amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Danièle CAMUS-SOMMER, née de KERPEZDRON,

survenu le 12 juin 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 24 juin, à 10 h 30, en la chapelle Haute Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Trouville, le 25 juin, à 14 h 30.

Dominique Cassen, son épouse, Marianne, Chloé et Lorraine, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard CASSEN, ancien directeur général du *Monde diplomatique*,

survenu le jeudi 12 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Une dispersion de ses cendres se déroulera le vendredi 18 juillet, à 11 h 45, au Jardin du Souvenir du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Dominique Chambaz, son fils, Matthieu et Marion Chambaz, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Edith CHAMBAZ, née MALTAIRE, veuve de Pierre CHAMBAZ,

survenu le 5 juin 2025, à l'âge de cent quatre ans.

La crémation s'est déroulée le 12 juin.

Ses cendres reposent au cimetière de Dormelles (Seine-et-Marne), dans la sépulture familiale.

Ce faire-part tient lieu de remerciements.

10, rue des Quais,
24230 Lamothe-Montravel.

Béatrice Courteault, née Favereau, son épouse, Barthélémy et Marie Courteault, Mélanie et Antoine Boucher, Willemien Courteault, ses enfants et leurs conjoints, Alice, Zacharie, Gabrielle, Raoul et Gaston, ses petits-enfants, Soledad et Philippe Renoux, Pascal et Marie-Ange Courteault, Antoine et Pascale Courteault, ses frères et sœur, et leurs conjoints, Ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Baptiste COURTEAULT,

survenu le 16 juin 2025, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe-de-Javel, Paris 15^e.

M. Gérard Déchaud, son mari, Olivier et Laurence, ses enfants, Thomas, Louis, Emma et Léopol, ses petits-enfants, Sa sœur et ses frères, Nathalie et Juliette,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Monique DÉCHAUD-FERBUS, psychanalyste, membre de la SPP, fondatrice de l'AEPCC,

survenu le 15 juin 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La crémation aura lieu ce vendredi 20 juin, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, où aura lieu une cérémonie d'hommage.

Ni fleurs ni plaques.

L'Association pour l'enseignement de la psychothérapie psychanalytique corporelle

a la tristesse de faire part du décès de

Mme Monique DÉCHAUD-FERBUS, cofondatrice de l'AEPCC, psychanalyste SPP,

survenu le 15 juin 2025.

Nous garderons le souvenir reconnaissant de sa transmission théorico-clinique exceptionnelle et généreuse.

Sincères condoléances à toute sa famille.

La famille Et les proches,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Maïté JOUVEN, née SOUPRE, le 22 mai 1922, veuve de Georges JOUVEN,

survenu le 14 juin 2025.

Le recueillement s'est déroulé le jeudi 19 juin, de 9 h 15 à 10 heures, au funérarium de Ménilmontant, 7, boulevard de Ménilmontant, Paris 11^e.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, en Côte-d'Or.

La famille Kumata Lévy

a la tristesse d'annoncer le décès de

Mari KUMATA, dite Marie KUMATA, journaliste et essayiste japonaise,

survenu le 4 juin 2025, à Brunoy (Essonne), elle avait soixante-sept ans.

La cérémonie de recueillement a eu lieu le 12 juin, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Nous remercions la famille et les amis qui se sont joints à nous.

M. Georges Martin, son époux,

Jean-Yves et Martine Marillet, ses fils et sa belle-fille,

Charlotte, Sophie, Hugo, Agathe, Marc,

ses petits-enfants Éva, Léa, Luke, Adèle, Israëlle, Achille, ses arrière-petits-enfants Et toute sa famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mme Christiane MARTIN,

survenu le 14 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

La cérémonie civile aura lieu le jeudi 26 juin, à 15 heures, en la salle municipale d'obsèques du cimetière de Bourg-en-Bresse (Ain).

La famille rappelle le souvenir de sa fille,

Pascale PEYSSON († 1993).

La famille Et ses proches,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 10 juin 2025, à Paris, de

Guy ROBERT, ancien cadre de RFI et ancien vice-président du comité d'histoire de la radiodiffusion,

à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Une messe en la chapelle de l'Est, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, a été célébrée le jeudi 19 juin, à 11 heures.

Brigitte Sené,

son épouse,

Ses enfants

et leurs conjoints

Et ses petites-filles,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès, survenu le 26 mai 2025, de

Jean-François SENÉ, ancien professeur agrégé d'anglais, traducteur, écrivain.

Une cérémonie d'adieu a eu lieu le 6 juin, au crématorium du Mont-Valérien, à Nanterre (Hauts-de-Seine).

Ses proches remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

« Renaître qui sait en une parole moins vain que une parole autre ».

Paris.

Marie-Odile (†) et Jean-Paul Terrier, Alain et Dominique Sevestre, Dominique et Jean-Louis Bally, Françoise et Bernard (†) Doucet, Pascal Sevestre (†), ses sœurs, ses frères et leurs conjoints, Ses neveux et nièces,

font part du décès de

Mme Marie France SEVESTRE, retraitée fonctionnaire internationale au Haut Commissariat aux Réfugiés,

survenu le 15 juin 2025, en son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 21 juin, à 10 heures, en l'église d'Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher).

Paris. Mane (Alpes-de-Haute-Provence).

Catherine Ysmal, sa fille, Ses petits-enfants et leurs conjoints, Ses arrière-petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

Colette YSMAL,

le 13 juin 2025.

Ils rappellent le souvenir de

Pierre et Marianne.

Anniversaire

Géraldine REUSSE LUGUERN aurait quatre-vingt-deux ans, le 19 juin 2025.

Nous ne l'oublisons pas.



Capture d'écran d'une vidéo tournée à l'aéroport international Hamid-Karzai, à Kaboul, le 16 août 2021.

MIRWAIS KHAN AMIRI VIA EYEPRESS
VIA REUTERS CONNECT

2021 La fuite américaine de Kaboul

DIVORCE TRANSATLANTIQUE 4/5 Négocié par Donald Trump sans consulter ses alliés et mis en œuvre par Joe Biden, le départ des GI d'Afghanistan s'opère dans des conditions apocalyptiques, tandis que les talibans reprennent le contrôle du pays

Fin 2020, Sir Laurie Bristow reçoit de son employeur, le Foreign Office, une proposition qu'il n'attendait pas : ambassadeur de Sa Majesté à Kaboul. Le poste est à prendre en juin 2021. Il demande à réfléchir une semaine. A 58 ans, cet homme à la voix calme, silhouette fine et cheveux gris sagement peignés, a derrière lui trente et un ans d'une carrière diplomatique distinguée, dont le dernier poste, ambassadeur à Moscou, n'a pas été un chemin de roses. Il sait que Kaboul est devenue dangereuse : les talibans sont en train de regagner du terrain vers la capitale, dont ils ont été chassés il y a près de vingt ans par une coalition menée par les Etats-Unis, et à laquelle son pays a participé.

Il se doute que sa mission sera intense et qu'elle consistera vraisemblablement à fermer l'ambassade du Royaume-Uni : le 29 février 2020, le président Donald Trump a conclu un accord avec les représentants des talibans à Doha, au Qatar, promettant le retrait des forces américaines et de l'OTAN d'Afghanistan au plus tard le 1^{er} mai 2021. Laurie Bristow accepte, bien sûr, après avoir consulté son épouse, qui non seulement ne le lui déconseille pas, mais lui demande si elle peut l'accompagner (ce sera non). «*Il fallait bien que quelqu'un y aille*», écrit-il dans un récit publié en 2024, *Kabul: Final Call* («Kaboul : dernier appel», Whittles Publishing, non traduit). Il sera le dernier ambassadeur britannique en Afghanistan, à l'issue d'une mission de onze semaines, encore plus brève et dramatique qu'il ne l'avait imaginé.

Après son collègue français David Martinon, arrivé, lui, en 2018, et qui a livré son propre récit dans le livre *Les 15 jours qui ont fait basculer Kaboul* (L'Observatoire, 2022), Laurie Bristow décrit de l'intérieur l'incroyable tension qui règne dans ces semaines d'été, lorsque les Occidentaux se rendent compte qu'ils doivent brutalement accélérer leurs évacuations, celle de leurs ressortissants et celle des Afghans qui travaillent avec eux depuis vingt ans, car, comme une traînée de poudre, les talibans sont en train de reprendre le pays. Les villes tombent les unes après les autres, inexorablement. Bientôt, c'est le tour de Kaboul. L'armée formée par la coalition est en déroute. Sans crier gare, le président Ashraf Ghani, soutenu par les Occidentaux, s'enfuit vers les Emirats arabes unis en hélicoptère.

Malgré tous les efforts de planification, il faut quitter précipitamment la «zone verte», espace sécurisé dans lequel sont installés le gouvernement et les ambassades, pour gagner l'aéroport Hamid-Karzai, où les équipes s'installent dans des conteneurs pour gérer le flux des départs dans des conditions apocalyptiques et sous une chaleur infernale. Les images du chaos qui règne à l'aéroport, des Afghans désespérés qui s'accrochent aux ailes des avions en train de décoller, de l'attentat-suicide qui coûta la vie à 182 personnes, dont 13 soldats américains, resteront à jamais — comme les images du dernier hélicoptère quittant le toit de l'ambassade américaine de Saïgon, au Vietnam, en 1975 — celles d'un immense échec américain.

RETRAIT SANS CONDITIONS

Laurie Bristow tire ce bilan sobre, mais sans appel : «*La campagne de vingt ans menée par les Etats-Unis en Afghanistan s'est soldée par un échec, couronné par l'affondrement de la république que nous avions soutenue et par le retour au pouvoir des talibans que nous avions renversés après les attaques du 11-Septembre.*»

La France a eu la sagesse de retirer ses dernières forces combattantes en 2014, après avoir perdu près de 90 soldats. Jean-Yves Le Drian se souvient d'être allé en éclaireur à Washington en 2012 pour préparer le terrain à l'exécution de cette promesse de campagne de François Hollande et avoir trouvé des interlocuteurs américains très compréhensifs. Paris fait valoir que la mission est pour l'essentiel accomplie ; les talibans ont été repoussés, et Oussama Ben Laden, l'architecte des attentats du 11-Septembre, a été tué dans un raid américain en 2011, au Pakistan.

En réalité, les Français n'y croient plus : «*La situation me paraît sans issue*, écrit François Hollande dans ses Mémoires (*Bouleversements*, Stock, 2022). *L'alliance occidentale tente depuis des années de stabiliser un pays en proie à la lutte armée des talibans et aux dangereux accommodements des responsables locaux sans engendrer de succès définitif.*» De plus, à partir de janvier 2013, les Français doivent s'engager sur un autre théâtre de la lutte antijihad, le Sahel. Mais, pour les Britanniques, l'enjeu est différent. Eux ont accompagné les Etats-Unis dans la désastreuse guerre d'Irak et fournissent le plus gros contingent non américain en Afghanistan ; 457 de leurs soldats y sont morts. Ils devraient

dit à ses partenaires : «*Le moment est venu de dire si vous êtes avec nous ou contre nous*», et la solidarité avait fonctionné. Vingt ans plus tard, souligne David Martinon, «pour les Britanniques et les Allemands, qui ont les contingents les plus importants, la méthode du fait accompli est difficile à avaler, derrière les portes fermées des palais nationaux». Ce n'est un secret pour personne : aucun contingent ne peut rester sans les Américains.

Londres, en particulier, regrette que Joe Biden ne songe pas à renégocier l'accord de Doha et constate que le plan américain, ou plutôt l'absence de plan, anéantit le travail que les Britanniques ont patiemment mené avec le Pakistan. Sur place, l'ambassadeur Bristow constate aussi que, dans l'incertitude ambiante, il est totalement dépendant du calendrier de retrait américain sur lequel il n'a aucune prise, alors que des décisions logistiques cruciales sont à prendre.

Planifier l'évacuation de milliers de personnes dans un tel environnement, et alors que l'eau taliban se resserre, est un défi titanique. Britanniques et Français déploient des trésors de débrouillardise et d'expertise sécuritaire. «*Que prévoit le plan américain ? Impossible à dire*», relève Laurie Bristow. La nuit du 1^{er} au 2 juillet, les forces américaines abandonnent en catimini l'importante base aérienne de Bagram, sans même avertir leurs partenaires afghans. «*En français et en russe, cela s'appelle "filer à l'anglaise"*, et ce n'est pas un compliment, note amèrement l'ambassadeur britannique. *Comme tout le monde, j'ai été surpris par la manière dont cela a été fait. Pour les Afghans, cela a été un symbole de lâche et de trahison.*» Le 15 août, les talibans prennent la base de Bagram. C'est le jour où la République d'Afghanistan s'effondre.

RANCŒUR DE PARIS ET DE BERLIN

Le fiasco du retrait américain, dans lequel sont entraînés les partenaires des Etats-Unis, résonne dans le monde entier. A Washington, le président accuse le coup. Le journaliste Bob Woodward raconte, dans son livre *War* («guerre», Simon & Schuster, 2024), que Bush, qui a lui-même vécu de très mauvais moments avec l'Irak, appelle Joe Biden pour compatir : «*Ah, mon vieux, je comprends ce par quoi vous êtes en train de passer*, lui dit-il. *Moi aussi je me suis fait baiser par les types du renseignement...*» Mais, à Londres et à Berlin, la rancœur explose. Lord Peter Mandelson, aujourd'hui ambassadeur britannique à Washington, dénonce dans la presse l'*humiliation* infligée par le «*mépris de Biden*» pour son premier allié et une «*indifférence assourdissante*» pour tous ses partenaires.

En Allemagne, l'engagement tout entier est vécu comme un désastre. Les services de renseignement allemands sont mis en accusation lorsque la presse révèle que les diplomates allemands à Kaboul ont appris par hasard, en découvrant que la sécurité de l'ambassade américaine dans la «zone verte» avait disparu, que le signal du retrait vers l'aéroport avait été donné. «*Au gouvernement, on a commencé à débattre de la question : "Mais qu'est-ce qu'on fout là?"*», raconte un diplomate allemand. Le ministre des affaires étrangères allemand Heiko Maas regrette que «*les décisions de l'OTAN soient prises à Washington sans que Bruxelles ait son mot à dire*» et révèle que l'administration Biden n'a tenu aucun compte des souhaits de ses alliés sur les conditions de retrait d'Afghanistan.

L'introspection britannique touche à quelque chose de plus profond : «*L'image que nous avions de nous-mêmes comme puissance militaire et diplomatique au niveau mondial*, résume Laurie Bristow. *Et notre intérêt national vital d'être perçus par les Etats-Unis comme leur allié principal et indispensable, intérêt dans lequel les gouvernements successifs à Londres avaient tant investi depuis les années 1940.*»

En faisant de l'Afghanistan, pendant toutes ces années, la priorité de sa politique étrangère, Londres a négligé la Russie. Or, même si Jake Sullivan s'en défend aujourd'hui, à Moscou, Vladimir Poutine observe ce piteux retrait américain d'Afghanistan et en conclut que la puissance américaine, durablement affaiblie, ne défendra pas ses alliés et ne s'opposera pas à ses visées expansionnistes. En cet été 2021, il fourbit ses armes en vue de l'invasion de l'Ukraine. ■

SYLVIE KAUFFMANN

Prochain épisode Le lent lâchage américain de l'Ukraine depuis 2014

Football : le mirage

Vincent Labrune

LA CRISE DU FOOTBALL FRANÇAIS 1/2

Le président de la Ligue, longtemps perçu comme le sauveur des clubs professionnels, incarne aujourd'hui le marasme ambiant



ENQUÊTE

L'homme qui communique plus vite que son ombre ne pouvait pas rater ça. Ce samedi 31 mai, il est un peu plus de 23 heures, à Munich. Alors que le joueur parisien Senny Mayulu vient d'inscrire le dernier but du Paris Saint-Germain (PSG) en finale de la Ligue des champions face à l'Inter Milan, scellant un succès historique (5-0), le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Vincent Labrune, dégaine déjà un communiqué d'autocongratulation. «La victoire du PSG est le résultat de la stratégie globale mise en place depuis plusieurs années et qui porte ses fruits.» Dans un pas de deux parfaitement orchestré, le président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, lui renvoie l'ascenseur quelques minutes plus tard, en conférence de presse : «On a le meilleur président de la Ligue, Vincent Labrune, qui fait du bon travail.»

Soyons clairs : en dehors du président parisien, Labrune ne trouverait pas grand monde pour le célébrer depuis son arrivée, en septembre 2020, à la tête de la LFP, la structure chargée de gérer les 36 clubs professionnels français (18 en Ligue 1, 18 en Ligue 2), sous le contrôle – supposé – de la Fédération française de football (FFF), par ailleurs chargée du football amateur (2,5 millions de licenciés), mais aussi de l'organisation de la Coupe de France et, bien sûr, de l'équipe de France.

Si le patron de la Ligue concentre à ce point les critiques, c'est que le foot professionnel dont il a la charge est au plus mal : 1,3 milliard d'euros de pertes d'exploitation pour l'ensemble des clubs, des menaces de faillite, un modèle obsolète, des conflits entre présidents, des tribunes gangrenées par la violence et l'homophobie, une image déplorable, un championnat dépourvu de tout suspense en raison de l'écrasante domination du PSG... Aux yeux de nombre de décideurs, Labrune incarne ce marasme.

Cruel retournement de situation pour celui qui, à l'orée de son premier mandat (2020-2024), fit pourtant figure d'homme providentiel. Paradoxalement, le foot professionnel français est au bord du précipice, alors qu'il vient de remporter, pour la première fois depuis 1993 avec l'Olympique de Marseille (OM), la plus prestigieuse des épreuves de clubs, la Ligue des champions. C'est que, fort de son budget illimité, le Paris Saint-Germain – propriété depuis 2011 du richissime Qatar – est l'arbre qui cache non pas la forêt, mais le désert. «Le PSG, c'est au moins 50 % de la valeur globale du championnat français», résume le patron de la FFF, Philippe Diallo. Et c'est un problème.

Voilà pourquoi la proposition de loi des sénateurs Michel Savin (Isère, Les Républicains) et Laurent Lafon (Val-de-Marne, Union centriste), votée le 10 juin au Sénat, fait figure de solution de la dernière chance.

Si elle est adoptée par l'Assemblée nationale, cette loi permettra une réforme en profondeur : encadrement de la masse salariale des clubs, redistribution beaucoup plus équilibrée de l'éventuelle manne financière liée aux droits télévisuels, disparition de la LFP, donc éviction de fait du contesté Vincent Labrune, et création d'une société commerciale des clubs avec un directoire composé de professionnels du business, prééminence de la FFF, qui chapeautera le tout, lutte contre les conflits d'intérêts... La ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative, Marie Barsacq, l'assure au *Monde* : «L'objectif est que cette loi soit votée et promulguée rapidement, à l'automne», puisque «la procédure accélérée [qui permet de diminuer les délais nécessaires à l'adoption d'une proposition de loi] est OK pour le gouvernement», qui va la mettre en place.

Comment le foot professionnel en est-il arrivé là ? Pourquoi a-t-il fallu que la sphère politique mette son nez au ras des crampons pour sauver un secteur supposément assis sur un tas d'or ? Et, accessoirement, comment Philippe Diallo, l'homme de la FFF, a-t-il poussé Vincent Labrune, celui de la LFP, dans le fossé, pour mieux asseoir son propre pouvoir ? *Le Monde* a tenté de restituer le récit d'un affrontement en sourdine, entre deux personnages aux antipodes l'un de l'autre, et de discerner les responsabilités de chacun. Ce n'est pas chose aisée, tant les responsables du fiasco se font discrets, entourés d'une armée de communicants, maniant à merveille la langue de bois ou le off assassin. Mais certains ont joué le jeu. Bienvenue dans un inframonde, où la frontière est parfois mince entre la naïveté et l'incompétence, l'appât du gain et la passion du jeu.

LE PIRE PRÉSIDENT DE L'OM ?
A 49 ans, Labrune a pris la tête de la Ligue en septembre 2020, au terme d'une campagne éclair, émaillée de quelques coups bas en coulisse. Cheveux argentés au vent, homme de réseau et beau parleur, ce touche-à-tout, communicant de formation, a l'art de séduire. Il a débuté en 1994 à la télévision, à France 2, comme attaché de presse, avant de tâter de la production, puis de lancer en 2003 sa propre agence de communication.

Il a alors la bonne idée de devenir le porte-parole du richissime homme d'affaires Robert Louis-Dreyfus, tout en obtenant un poste de conseiller auprès du boss de TF1, Patrick Le Lay. Ce mélange des genres lui vaut déjà des critiques. Qu'importe : sa proximité avec Robert Louis-Dreyfus, propriétaire de l'OM, lui permet d'entrer par la grande porte dans le foot «pro», au point d'être nommé président du club phocéen en 2011. Il quittera son poste cinq ans plus tard, nanti ou plutôt lesté d'un bilan contesté – le quotidien *La Provence* ne l'a-t-il pas qualifié de «pire président de l'histoire de l'OM» ? Mais Labrune, c'est surtout l'ami des

puissants, le courtisan sympa et rusé qui sait susurrer les bons conseils. Adepte du contre-pied, il rebondit vite après son départ de l'OM : il décide de se présenter à la présidence de la LFP, en septembre 2020. A la surprise générale, il l'emporte de peu face à l'ancien animateur de télévision et ex-président du PSG, Michel Denisot.

A cette date, l'autre homme fort du foot français est Noël Le Graët, alors âgé de 79 ans, à la tête de la FFF depuis 2011. Entre eux, la répartition des rôles se fait naturellement : tandis que le septuagénaire surfe sur les excellents résultats de l'équipe de France masculine, finaliste de l'Euro 2016, puis championne du monde en 2018, Labrune se donne pour mission d'augmenter significativement les recettes des clubs professionnels. Joueur de poker invétéré, il sait quand il a une bonne main, et il n'a jamais lésiné sur les coups de bluff ou de pression, usant à merveille de son copieux carnet d'adresses. Ses contemporains lui prètent un goût immoderé pour l'argent – au point d'attirer l'attention du Parquet national financier (PNF) – et un dilettantisme assumé. C'est aussi, peut-être, trop caricatural. *Le Monde* aurait bien aimé le questionner, mais il a refusé toute interview, malgré de multiples relances.

A son arrivée à la Ligue, Labrune doit gérer plusieurs incendies, principalement celui déclenché par Mediapro, un groupe audiovisuel espagnol. Pour une fois, le président de la LFP n'est pour rien dans cette histoire. Un petit retour de deux ans en arrière s'impose. En 2018, c'est une femme, Nathalie Boy de la Tour, qui préside encore aux destinées de la Ligue. L'équation de base est simple : les clubs de Ligue 1 et de Ligue 2 bouclent leurs fins de mois depuis plusieurs décennies en s'appuyant sur deux ressources principales.

D'un côté, les ventes de joueurs, notamment aux riches clubs anglais, espagnols ou allemands ; de l'autre, les droits télé tirés de leurs matches. Le réservoir de jeunes talents semble inépuisable en France, comme le porte-monnaie des diffuseurs, Canal+ en premier lieu. Mais la chaîne cryptée déchante. Car, le 29 mai 2018, les clubs «pro» dédaignent la proposition de Canal+, préférant signer un protocole d'accord avec Mediapro : au total, les droits télé du foot français sont vendus pour 1,1 milliard d'euros. Un montant colossal, alors que le contrat précédent (2016-2020) avait rapporté «seulement» 726 millions d'euros. Avec cette augmentation de plus de 60 %, le bond en avant est spectaculaire. Mais, avant même la signature officielle du contrat, «les clubs augmentent leur masse salariale de 400 millions d'euros», tempête aujourd'hui Jean-Marc Mickeler, le président de la direction nationale du contrôle de gestion, le gendarme financier du foot français.

En clair, les présidents dépensent sans compter l'argent qu'ils n'ont pas encore perçu. La LFP, tout aussi imprudente, ne demande aucunacompte ni réelle garantie à

«IL Y A UN MÉLANGE DES GENRES QUI EST UNE HÉRÉSIE À LA LIGUE : L'EXÉCUTIF EST COMPOSÉ DE PRÉSIDENTS DE CLUB QUI SONT AUSSI LES ADMINISTRATEURS»

PIERRE FERRACCI
président du Paris Football Club

Mediapro. Un seul président fait part de ses doutes, celui du RC Lens, Joseph Oughourlian. «Ce n'était pas une bonne idée de donner 80 % des droits à un groupe qui n'a pas bonne réputation, qui n'offre pas de garanties, et qui n'est pas solide financièrement», confiera-t-il plus tard aux sénateurs Lafon et Savin, auteurs, en octobre 2024, d'un rapport d'information sur les dérives du football français. Mediapro apparaît vite pour ce qu'il est : un mirage. Pire, voilà que, début 2020, surgit le Covid-19. Le championnat est stoppé dès le mois de mars, en plein élan. Le football français amorce sa dégringolade.

En septembre 2020, Labrune hérite donc d'une situation peu reluisante. Car le groupe audiovisuel espagnol profite de l'arrêt des compétitions pour tenter de renégocier son accord, et réclame un sursis. Bientôt, c'est la crise ouverte. Le 22 décembre 2020, Mediapro se retire piteusement, en se contentant de verser 100 millions d'euros d'indemnités. Et voilà Labrune contraint de brader son ersatz de championnat pour 35 millions d'euros, auprès de Canal+. Le milliard a bien fondu... «Il y a eu des fantasmes, une sorte de parenthèse enchantée», résume aujourd'hui Marie Barsacq. A l'époque, le patron du Paris football club, Pierre Ferracci, n'avait pas trop voix au chapitre. Son club végétait alors en Ligue 2 (il vient d'accéder à la Ligue 1, avec le soutien de la famille Arnault), et n'était donc pas en position de force.

AMAZON CONTRE CANAL+

De ses bureaux du 13^e arrondissement, siège du groupe Alpha, dont il est le fondateur, cet homme d'affaires, spécialiste du conseil en ressources humaines, ne mâche pas ses mots, lui qui fait partie des très rares dirigeants à avoir accepté de répondre au *Monde*. Et de voir la réalité enface. «Le business plan de Mediapro ne tenait pas la route, sermonne-t-il. Pourquoi les présidents se sont-ils engouffrés là-dedans ? Parce qu'il y a un mélange des genres qui est une hérésie à la Ligue : l'exécutif est composé de présidents de club qui sont aussi les administrateurs... Cela crée forcément une sorte de clan.» Et la tendance ne s'est pas arrangée sous le mandat de Labrune. Bien au contraire.

Jean-Marc Mickeler, spécialiste reconnu de l'audit, partage ce point de vue. D'après lui, dans l'écosystème du foot professionnel, «il n'y a pas de contre-pouvoir, pas de voix forte assez indépendante». «Je ne connais personne qui ait gagné de l'argent dans le football, assure-t-il encore. Mais le milieu est grisant. Et confère de l'influence. Vous rachetez un club ? Toutes les portes vous sont ouvertes, à l'Elysée, à Matignon...» Autant dire que pareil levier de pouvoir n'incite surtout pas à la raison. Car, au moment où Labrune prend en main la LFP, la fièvre du milliard est encore présente dans les esprits des présidents, pourtant gestionnaires à succès de leur business en dehors du football. A croire que le ballon rond rend fou.



A gauche :
Philippe Diallo,
président
de la Fédération
française
de football,
Vincent Labrune,
président de la
Ligue de football
professionnel,
et Nasser
Al-Khelaïfi,
président du PSG,
à l'Elysée,
le 6 mai 2024.
A droite :
Vincent Labrune
et Nasser
Al-Khelaïfi,
après la finale
du Trophée
des champions,
à Doha,
le 5 janvier.

CYRIL MOREAU/BESTIMAGE ;
ANTHONY BIBARD/FEP /
ICON SPORT

Le 11 juin 2021, c'est un football français déjà passablement endetté qui, à l'instigation de ce même Labrune, désigne comme nouveau diffuseur la plateforme Amazon. Dans les rangs de Canal+, où la séquence Mediapro a été perçue comme une première trahison, la colère est immense : les responsables de la chaîne lorgnaient la Ligue 1, en vertu de leur savoir-faire, bien sûr, et au nom, surtout, des relations historiques de cette chaîne avec le foot français. Canal+ se retrouve à diffuser seulement 20 % des matchs, moyennant 332 millions d'euros, tandis qu'Amazon récupère huit matchs par journée, pour 250 millions d'euros !

Canal+ crie de nouveau à la trahison, voire à l'escroquerie, annonce qu'elle ne diffusera plus la Ligue 1, et saisit les tribunaux. L'affaire est toujours en cours, dans l'attente d'un nouvel arrêt de la cour d'appel, la chaîne cryptée ayant gagné en cassation en 2024. Elle évalue son préjudice à 670 millions d'euros. Un autre boulet attaché aux chevilles de la Ligue... « Vincent Labrune avait l'occasion de rattraper le coup avec Canal+, se souvient Pierre Ferracci. Mais il a dit à tout le monde : "On est solides juridiquement dans le conflit" [avec Canal+]. Sauf que, moralement et politiquement, on est à côté de la plaque. Il fallait faire un geste. »

Labrune affirme, quant à lui, que la rupture avec la chaîne cryptée est à mettre au débit de ses prédecesseurs. « Les anciens dirigeants de la Ligue ont scellé le divorce avec le diffuseur historique, qui [était] en situation de quasi-monopole. On en paye encore les pots cassés aujourd'hui », accuse-t-il dans *L'Equipe*, en février. Une chose est sûre : après le choix d'Amazon, Vincent Bolloré (propriétaire de Vivendi, qui détient Canal+), pas vraiment un tendre, se braque totalement. En retour, il investit massivement dans la Ligue des champions, mais aussi dans le rugby. Pour beaucoup d'acteurs du foot professionnel, se mettre à dos Canal+, alors qu'il avait l'occasion de remettre dans le jeu la chaîne cryptée, a sans doute été la plus grande erreur de Labrune. Bien sûr, le président de la LFP ne prend pas seul toutes les décisions. Les responsabilités s'additionnent. Ou se diluent, c'est selon.

« J'ai été confronté à un principe de réalité », plaide Labrune devant les sénateurs, en pointant un peu facilement la « panique des présidents de club ». Car son rôle apparaît central. « Vincent a une grosse responsabilité là-dedans », confirme Pierre Ferracci. C'est un loup solitaire, mais qui a l'habileté d'entraîner quelques administrateurs avec lui. » Au premier rang desquels Jean-Pierre Caillot, président du Stade de Reims, et Laurent Nicollin, son homologue de Montpellier. Avec, en surplomb, l'incontournable Nasser Al-Khelaïfi, dont les liens étroits qu'il entretient avec Labrune, au point d'apparaître comme le vrai boss du foot français, suscitent nombre d'interrogations. Exit Canal+

quo qu'il en soit. Et le foot « pro » creuse un peu plus sa tombe. Pour éviter l'implosion, Labrune promeut une solution : l'appel à un fonds d'investissement, susceptible de prendre des parts dans une société commerciale et de recapitaliser ainsi le football français. Le 20 octobre 2021, le collège de Ligue 1, qui réunit régulièrement par visioconférence les présidents de club, découvre une présentation à sens unique de ce projet. Labrune a ses raisons, certaines peu avouables, comme le découvriront plus tard les sénateurs Savin et Lafon. Le 2 mars 2022, une loi est votée fort opportunément pour permettre la création d'une société commerciale, et, une semaine plus tard, la LFP reçoit trois offres de fonds internationaux.

UNE PRIME DE 3 MILLIONS D'EUROS

Dès lors, tout s'accélère. Le 25 mars 2022, lors d'un conseil d'administration de la Ligue, Labrune réclame un « élément fondamental, l'unanimité » dans le choix du fonds luxembourgeois CVC Capital Partners, qui paraît accorder les meilleures conditions au foot français. Cinq jours plus tard, le pacte d'associés est adressé aux clubs, et, le 1er avril 2022, l'assemblée générale de la LFP, toujours en visio, désigne CVC et sa filiale Renaissance Investment, une société européenne qui réunit 500 investisseurs pour l'occasion et s'endette à hauteur de 50 % pour apporter 1,5 milliard d'euros aux clubs français. CVC obtient en échange 13 % des dividendes, à vie, versés par la société commerciale créée pour l'occasion, LFP Media. Présidée, comme la Ligue, par... Vincent Labrune.

Les sénateurs Lafon et Savin ont enquêté sur ce deal. Il apparaît que nombre de présidents n'avaient même pas lu les documents – « Nous avons peut-être été naïfs », leur a concédé celui de Montpellier, Laurent Nicollin – ou manquaient d'éléments. « Les clubs ne disposaient pas de l'information utile pour se prononcer sur l'accord CVC », révèle aux sénateurs le patron du Havre, Jean-Michel Roussier. Une pierre de plus dans le jardin de Labrune.

La répartition des fonds a de quoi faire tresser : 1,5 million d'euros pour Le Havre, justement, quand le PSG perçoit 200 millions d'euros. Et puis, il y a aussi ces « détails » significants : le 30 septembre 2022, un conseil d'administration, toujours en visioconférence, entérine la distribution de l'argent aux intermédiaires ayant mené le deal, soit 24 millions d'euros pour les banques CenterInvest et Lazard. Mais également l'attribution d'une prime de 3 millions d'euros à Vincent Labrune, qui n'avait pourtant fait que son travail. Personne n'y trouve rien à redire, hormis une association, Anti-Corruption, qui, en déposant une plainte devant le PNF, a déclenché, en juillet 2024, l'ouverture d'une enquête préliminaire pour « corruption », « détournement de fonds publics » et « prise illégale d'intérêts ». Des perquisitions ont été

menées en novembre 2024 au siège de la LFP, puis au domicile de son président.

Aujourd'hui encore, les gendarmes de la section de recherches de Paris examinent toujours les nombreux documents saisis. Les investigations ont pris du retard, mais *Le Monde* peut confirmer que Vincent Labrune est bien directement visé par cette enquête. Selon le rapport des sénateurs Lafon et Savin, il y aurait matière à s'interroger sur, au minimum, un conflit d'intérêts patent. « Si l'intérêt de l'opération avec CVC reste à démontrer pour les clubs, son intérêt pour les dirigeants de la LFP est en revanche évident, immédiat et sans contrepartie future », tancent-ils.

Toujours est-il qu'en 2022, le foot français renoue avec les joies du milliard, à travers CVC (1,1 milliard d'euros plus précisément, compte tenu des ponctions diverses). « Vincent Labrune passe alors pour l'homme miracle », relate Pierre Ferracci. La clause des 13 % à vie, il n'y a pas eu de débat dessus, les clubs étaient obsédés par leur survie financière. » C'est là une constante dans cette histoire : les présidents cigales vont privilégier le court terme. Contrairement à l'Espagne, par exemple, pays où CVC est aussi présent, ils vont utiliser massivement cette manne inespérée pour augmenter leurs joueurs et/ou en recruter d'autres. En Espagne, 15 % seulement des fonds CVC financent les transferts et les augmentations salariales (l'essentiel étant investi dans l'amélioration des infrastructures ou le remboursement des dettes). Cette proportion monte à 56 % côté français. Une pure gabegie. La bulle financière ne cesse d'enfler. Dans le même temps, Amazon, qui a obtenu les droits télé sur la période 2021-2024, ne parvient pas à rentabiliser son investissement.

POUR BEAUCOUP, SE METTRE À DOS CANAL+, ALORS QU'IL AVAIT L'OCCASION DE LA REMETTRE DANS LE JEU, A SANS DOUTE ÉTÉ LA PLUS GRANDE ERREUR DE LABRUNE

Au même moment, la FFF traverse une grave crise, laissant le champ totalement libre à Labrune. Mis en cause, entre autres, pour son comportement inapproprié avec les femmes, Noël Le Graët est contraint de démissionner, en juin 2023. Il est remplacé au pied levé par Philippe Diallo, vice-président délégué de la Fédération. Le salarié sympa aux larges lunettes que l'on salue à peine, dans les couloirs feutrés de la FFF, est le successeur parfait. Cet homme à l'élégance surannée et aux phrases pesées au trébuchet ne risque pas de faire de l'ombre à qui que ce soit, surtout pas au sémissant Labrune, l'homme du foot « pro ».

Dans ce contexte où tout semble permis, de nouvelles élections sont prévues à la LFP en septembre 2024 – le mandat du président de la Ligue est de quatre ans. Qui pour défier Labrune ? Personne n'ose s'y confronter, tant le système semble verrouillé. Seul Cyril Linette, l'ancien patron du journal *L'Equipe*, puis du PMU, se lance dans la course, mais bien tardivement. Dans les courses, il manœuvre, parvient à exister, promeut une

réforme globale du fonctionnement du foot national. Il se fait soutenu par Canal+, un peu par le gouvernement, et les présidents de club l'écoutent poliment. Quelques-uns votent même pour lui, comme Pierre Ferracci. En vain. « Labrune a su mener sa barque, juge le patron du Paris FC. Même s'il était minoritaire au niveau des 36 clubs, il est élu, car les statuts sont ainsi faits... » « Labrune gère de façon extrêmement solitaire, mais il peut être assez brillant, séducteur et vendeur », ajoute-t-il. Labrune est réélu le 10 septembre 2024, avec 14 voix sur les 17 du conseil d'administration, puis 85 % des suffrages en assemblée générale. « Linette n'était pas du tout l'homme de la situation. Le bilan de Vincent Labrune était très bon », tranche Loïc Féry, président du FC Lorient et soutien du président de la Ligue.

Il annonce, dans la foulée, une baisse de 30 % de sa rémunération qui avait été portée à 1,2 millions d'euros en septembre 2022, soit près du triple de ce qu'il percevait lors de sa première élection. Ses frais de représentation s'envolent – ils atteignaient allègrement les 200 000 euros en 2023. « Il y a une opacité structurelle à la Ligue, il y a eu des choses qui n'étaient pas opportunes, c'est le moins que l'on puisse dire, déplore Pierre Ferracci. Mais il a fait valider son bonus par le conseil d'administration. » Son homologue de Lorient, Loïc Féry, confirme : « Ces décisions, elles ne se prennent pas sur un coin de table, il y a eu une unanimité de tous les membres en conseil d'administration. Labrune est celui qui a rendu ce deal avec CVC possible. » Le gendarme financier n'a pas eu son mot à dire. Pas son boulot. « La Ligue a une gouvernance, un organe de tutelle, note Jean-Marc Micler. Labrune ne s'est pas levé un matin en disant "je veux tant". C'a été discuté, puis avisé. Mais personne n'est venu lui dire stop. »

Pire, alors que ses finances viennent à l'écarlate, la LFP emménage en 2024 dans de nouveaux locaux pharaoniques, par un crédit-bail de 123 millions d'euros, auxquels il faut ajouter 8 millions d'euros de travaux : 3 560 mètres carrés face au très chic parc Monceau. Le tout a été décidé par Vincent Labrune, en 2022. Un homme que personne n'a vu venir va mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant, en instillant d'abord, dans l'esprit de chacun, le poison du doute : après avoir prêtendu l'extirper du désastre, Vincent Labrune ne serait-il pas devenu le fossoyeur du football français ? Dans ce contexte, il y a un rôle à prendre, celui de « sauveur ». Cela requiert du doigté, de la psychologie, un sens du timing et, surtout, une savante évaluation des rapports de force. Les qualités d'un fin politique. Philippe Diallo peut entrer en scène. ■

GÉRARD DAVET
ET FABRICE LHOMME

Prochain épisode Philippe Diallo, le « sauveur » du football qu'on n'attendait pas

La touche de Ludovico Einaudi

Ses pièces apaisées ont fait du pianiste et compositeur italien, qui se produira le 21 juin à Paris La Défense Arena, la grande vedette du néoclassique

RENCONTRE

DOGLIANI (ITALIE)

C'est l'histoire d'un homme rattrapé par son plus vieil ennemi: la pesanteur. Grâce à sa musique, Ludovico Einaudi s'est arraché à la gravité, politique et familiale, qui plombait le Piémont de son enfance. Mais, à mesure que ses morceaux ont séduit les foules, le compositeur a dû défrayer d'autres lourdeurs - celles qu'il induit, fatalement, le succès. A 69 ans, il jouera sur la scène monstre de Paris La Défense Arena, quelques mois après avoir rempli - si l'on s'en tient à la seule région parisienne - un Accor Arena et deux Seine Musicale.

Dans ces enceintes démesurées, que reste-t-il de l'élan juvénile qui le vit tourner le dos aux Einaudi, l'une des lignées les plus respectables de la péninsule?

Le musicien nous reçoit sur les collines entourant le fief familial, Dogliani. Soit un patelin d'à peine 5 000 habitants, à 75 kilomètres au sud de Turin, la métropole où il a grandi et où il vit encore. Sa maison de campagne domine un paysage d'une douceur et d'une rondeur toutes piémontaises: quelques hameaux, veillés par des clochers centenaires, s'adossent à des coteaux couverts de forêts et de vignes.

C'est là que Ludovico Einaudi passait ses vacances, enfant. C'est là qu'il a installé, des années plus

tard, son studio d'enregistrement. «Avec ma compagne Paola, on l'a retapé durant la pandémie, en respectant la simplicité des lieux», lâche-t-il tout aussi simplement. Dans le cimetière de Dogliani repose son grand-père, Luigi Einaudi (1874-1961), économiste, résistant et président de la République italienne entre 1948 et 1955. On y trouve aussi la tombe du père de Ludovico, Giulio Einaudi (1912-1999), fondateur de la maison d'édition Einaudi, dont le catalogue compte certaines des plumes les plus acérées de la littérature et de la gauche européennes, d'Antonio Gramsci à Claudio Magris.

Croître dans l'ombre de ces géants ne fut pas une sinécure. En témoignent de vieux bulletins de notes, où les professeurs cinglaient son inattention, qu'il nous montre dans un mélange de honte et d'amusement. «Je sentais confusément le poids d'être fils de» et «petits-fils de», rembourse Ludovico Einaudi. Le soir, il arrive que son père lui demande de cuisiner pour une table d'amis écrivains, d'Italo Calvino à Primo Levi. «Je leur préparais du poulet aux patates, c'est devenu mon plat signature.» Parmi tous ces grands noms gravitant autour du pater familias, il se lie avec Calvino, justement, dont les facettes jurent avec l'esprit de séries ambient. «Italo m'offrait des plantes exotiques, m'encourageait, s'intéressait à mes travaux photographiques ou musicaux.»

Son père ne pipe rien à la musique; sa mère, Renata Aldrovandi, fille d'un chef d'orchestre ayant émigré en Australie pour fuir le fascisme, joue du piano. Mais c'est par la guitare que lui commence son apprentissage. «Un beau jour, le rock des Beatles et de Jimi Hendrix a déboulé dans ma vie. J'ai eu la sensation, exaltante, de sauter du noir et blanc à la couleur.» L'adolescent sèche les cours, fait pousser ses mèches, fume, bourlingue jusqu'au Maroc avec une bande de copains plus âgés. «L'un de mes compagnons de voyage a été arrêté par la police, à Essaouira. Comme il était en possession de haschich, les agents ont gardé toutes nos valises.» Il s'en revient chez lui sans bagages, mais avec une hépatite virale, chopée en chemin.

Ses parents lui passent une soufflante mémorable. Va pour la musique, à condition de l'étudier en bonne et due forme. Ce sera à

Milan, au conservatoire. Et en Toscane, auprès d'une figure de la musique contemporaine, Luciano Berio, qui le prend sous son aile. Je l'ai abordé après une conférence qu'il avait donnée dans la librairie que tenait mon oncle, Vando Aldrovandi, à Milan, se souvient-il. Il m'a proposé de transcrire les partitions qu'il avait écrites pour un spectacle du metteur en scène Luca Ronconi. L'intérêt de Berio pour le jazz, les Beatles, la musique africaine nous a tout de suite rapprochés.»

Ses premiers pas de compositeur oscillent entre les embardées ébouriffées du groupe de prog rock turinois Venegoni & Co., avec qui il grave deux albums au tournant des années 1980, et l'élite autrement mieux peignée de la musique contemporaine, qui place ses espoirs en lui. Le voilà même, en 1985, à l'affiche du Teatro alla Scala, le temple milanais de l'opéra. Pourtant, là encore, il prend la poudre d'escampette: ni le prog ni le classique, trop sérieux à ses yeux, ne lui plaisent. Son front commence à se dégarnir, sa musique aussi.

«Tim Cook, le patron d'Apple, m'a dit qu'il préparait ses discours en jouant ma musique»

LUDOVICO EINAUDI

ronde. Il se trouve que le musicien est régulièrement invité dans les locaux d'Apple, aux Etats-Unis comme en Europe, pour y échanger avec les salariés. «Tim Cook, le patron, m'a dit qu'il préparait ses discours en jouant ma musique... Pour ma part, j'ai toujours adoré le design des produits Apple. J'y retrouve la simplicité des meubles et des maisons d'ici», dit-il en montrant la fenêtre de la cuisine, doucement voûtée.

Le producteur Silvio Santini, surnommé «Titi», épaulé le compositeur depuis près de trois décennies. «Ludovico se joue des frontières avec une aisance extraordinaire, complimente le Milanais. L'ancien ministre de la culture émirati, Abdallah ben Zayed Al Nahyan, m'a confié qu'il avait eu l'idée du Louvre Abu Dhabi en écoutant ses disques. Des dissidents iraniens m'ont dit qu'ils y ont puisé, pareillement, de l'inspiration. Au sein de ma structure, Ponterosa, je côtoie des centaines de musiciens: aucun ne rencontre un tel écho planétaire.»

Si ce n'est que, inévitable rançon du succès, les plus sourcilleux des mélomanes lèvent les yeux au ciel. Eux renvoient Einaudi à son éternelle légèreté: symptôme d'une globalisation lissant et filtrant les moindres aspirés, sa musique serait, à les entendre, trop éthérée pour être honnête. De ces griefs, l'intéressé n'a cure: «J'ai collaboré avec mon metteur en scène préféré, l'Américain Robert Wilson, pour son récent spectacle avec Isabelle Huppert, Mary Saïd What She Said. Ça suffit à mon bonheur!»

Il nous emmène à la Trattoria del Peso, une cantine d'un autre temps, à quelques kilomètres de Dogliani. Chaque midi, les ouvriers, les retraités et les familles du coin se retrouvent à déjeuner: menu fixe à 12,50 euros, entrée, pâtes du jour, plat du jour, fromage, fruit, eau, vin local et café inclus. La nourriture est délicate; l'ambiance, détendue; l'addition, minimaliste. Tout sourire sous son béret, Ludovico Einaudi se fond sans effort dans le décor. ■

AURELIANO TONET



Ludovico Einaudi, au Teatro Dal Verme, à Milan (Italie), en décembre 2024. LORENZA DAVERIO

M

LE MAGAZINE DU MONDE
SAMEDI 21 JUIN 2025

THE HERITAGE FOUNDATION,
LABORATOIRE D'IDÉES ULTRA-CONSERVATEUR

Les missionnaires du trumpisme à l'assaut de l'Europe

DOSSIER : NOTRE SÉLECTION DES FESTIVALS DE L'ÉTÉ

PODCASTS

Le goût de M

INSTAGRAM

@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

Sous l'influence des minimalistes anglo-saxons, il trouve, au début des années 1990, son propre langage

Le cycle du vivant selon Crystal Pite et Simon McBurney

La chorégraphe et l'acteur, écrivain et metteur en scène cosignent « Figures in Extinction », présenté à Montpellier-Danse

DANSE

LA HAYE (PAYS-BAS)

Quel attelage que celui composé par la chorégraphe canadienne Crystal Pite avec l'acteur, metteur en scène et écrivain anglais Simon McBurney ! Depuis 2022, ces deux artistes, stars à l'international, partagent leurs préoccupations existentielles et écologiques en se retrouvant régulièrement sur le plateau. Avec la complicité de 27 danseurs du Nederlands Dans Theater (NDT), une compagnie de haut vol fondée en 1959 et basée à La Haye (Pays-Bas), ils ont ainsi égrené trois pièces pendant quatre années de collaboration.

« Nous vivons une époque d'extinction. Pouvons-nous un jour espérer donner un nom à ce que nous perdons ? Que signifie être témoin d'une violence dont nous sommes à la fois auteur et victime ? », déclarent-ils en introduction dans le programme de la trilogie intitulée *Figures in Extinction*, présentée dans sa totalité, le 27 février, au Théâtre Amare, à La Haye, avant de partir en tournée. Cette production est l'un des rendez-vous très attendus du festival Montpellier-Danse, qui soutient le NDT depuis 1983 et a coproduit la pièce, à l'affiche du 25 au 27 juin, à l'Opéra Berlioz, au Corum.

Un bain de larmes

Impressionnante fresque sur le cycle du vivant, *Figures in Extinction* décline, comme son titre l'indique, les menaces qui pèsent sur l'animal, le végétal et l'humain, composantes du grand tout planétaire. Autour d'un pivot commun, celui de la disparition et de la mort, le spectacle entremêle in-

timement danse, voix, images projetées, sur le fil d'un album de tableaux superbes dont les thèmes d'actualité évidemment impacteront susciter une adhésion rapide et fascinée. Il navigue sur des textes complexes de Simon McBurney et de l'écrivain John Berger (1926-2017), dont des extraits de *Pourquoi regarder les animaux ?* (Héros-Limite, 2011) sonnent fort dans le contexte quasi apocalyptique de la pièce.

La règle de cette entreprise à quatre mains reste floue tant le mélange des pinceaux semble organique. Chacun a néanmoins pris les rênes d'une partie du spectacle sous le regard de l'autre pour signer en duo le troisième volet. Au petit jeu de « qui a fait quoi ? », Pite lance la première salve *Figures in Extinction [1.0] the list*, centrée sur la nature ; McBurney poursuit en disséquant le crâne humain dans *Figures in Extinction [2.0] but then you come to the humans*, et ils fusionnent pour le *[3.0] requiem*, sur, entre autres, le *Lacrimosa*, de Mozart, qui réunit tout le monde dans un bain de larmes.

Disparus donc ou en voie de disparition, l'orchidée araignée, le rhinocéros blanc et le tigre asiatique, les glaciers et les lacs empor-

Autour d'un pivot commun, celui de la disparition et de la mort, le spectacle entremêle danse, voix et images projetées

« *Figures in Extinction*, de Crystal Pite et Simon McBurney, au Théâtre Amare, à La Haye (Pays-Bas), en 2024.

Rahi Rezvani

tés par le dérèglement climatique et l'élan ravageur de l'homme qui fonce sans se soucier des alarmes qui exploseront sous ses pieds. L'observation des deux hémisphères du cerveau humain explique-t-elle le penchant à la destruction, à la prédation ? En s'appuyant sur des études du psychiatre et chercheur en neurosciences Iain McGilchrist, Pite et McBurney font surgir la question de l'empathie qui se dissout dans le miroir des selfies et les flux des réseaux sociaux narcissiques. Tandis qu'un mort vit ses hoquets ultimes dans la froideur réfrigérante d'une chambre d'hôpital, sa famille se dispute au-dessus du cadavre.

Sombre et opaque dans les lumières de Tom Visser, cet ensemble très suggestif et envoûtant affiche une plastique globale cohérente en noir et blanc tout au long de son déroulé. Assez littérale, sa démonstration dénonciatrice s'appuie sur sa vigueur figurative et celle de la masse du groupe d'interprètes. Sa dramaturgie est heureusement contrecarrée par une construction rythmique segmentée qui chahute la narration. Sur des musiques d'Owen Belton ou de Benjamin Grant, des cassures visuelles soulignées par des passages au noir rapides et des flashes

lumineux entretiennent une tension. Le tangage permanent du plateau au gré de l'enchaînement des séquences laisse en revanche trop peu de temps pour savourer ou accuser réception des multiples informations qui s'entrechoquent dans le spectacle.

Millefeuille gestuel

La signature esthétique de Crystal Pite ressort néanmoins nettement de cet opus à deux têtes. Habituelle aux échanges de savoir-faire, celle qui travaille régulièrement, depuis 2016, avec le dramaturge et acteur canadien Jonathon Young dans des œuvres telles *Be-*

troffenheit ou Assembly Hall, impose ici son écriture chorégraphique taillée dans le groupe. Unissons en dégradés, effondrements par paliers, ricochets de mouvements rebondissant d'un danseur à l'autre, son millefeuille gestuel sublime le collectif régulièrement convoqué depuis quelques années sur les plateaux.

Parallèlement, le système des voix off incarnant les situations mises en scène façon play-back légèrement disjoncté marque sa danse-théâtre élaborée avec Young. La gravité et l'humour, plutôt acide avec une pointe de comique inconfortable parfois, cul-

mine ici dans un chorus de comédie musicale funèbre. Autour des cinq étapes de la décomposition du corps, de la rigidité cadavérique à la transformation squelettique, la troupe déploie alors une farandole grinçante et grimaçante. Une note chair de poule qui emporte *Figures in Extinction*. ■

ROSITA BOISSEAU

Figures in Extinction, de Crystal Pite et Simon McBurney. Par le Nederlands Dans Theater. Au festival Montpellier-Danse, du 25 au 27 juin. Du 22 au 30 octobre au Théâtre de la Ville, à Paris.



La Batsheva Dance Company contrainte d'annuler sa venue à Montpellier

La troupe israélienne n'a pas pu prendre son vol à Tel-Aviv, l'aéroport de la ville étant fermé en raison de la guerre Israël-Iran

La 45^e édition du festival Montpellier-Danse, qui se déroule du 21 juin au 5 juillet, ne s'ouvrira pas, comme prévu, avec la Batsheva Dance Company. La compagnie israélienne, qui devait présenter les 21 et 22 juin le spectacle *Momo*, du chorégraphe Ohad Naharin, a dû annuler sa venue. Lundi 16 juin, un mail envoyé à tous les spectateurs – les deux représentations étaient complètes et 6 000 billets avaient été vendus – a annoncé le changement de programme.

Dans le contexte politique international, avec l'offensive menée par Israël sur l'Iran, la fermeture jusqu'à nouvel ordre de l'aéroport de Tel-Aviv et la suspension des vols de la compagnie El Al jusqu'au 23 juin, avec laquelle la troupe devait voyager jeudi 19 juin, ont entraîné cette décision.

Cette édition était l'ultime rendez-vous conçu, en complicité avec Maiwenn Rebours, conseillère artistique, par son directeur Jean-Paul Montanari, décédé en avril. Soutien indéfectible de la Batsheva qu'il programma pour la première fois en 1992, il a accueilli

contre vents et marées 16 spectacles de Naharin dont *Naharin's Virus*, *Sadehza* et 2019. « Lorsqu'on a décidé d'inviter la Batsheva avec Jean-Paul, on savait qu'on avait une chance sur deux que cela marche, commente Maiwenn Rebours. C'était un coup de poker en quelque sorte. La guerre avait déjà commencé mais on a décidé de prendre le risque car on tient énormément à cette compagnie. Danseur est un droit que tous les danseurs de tous les pays devraient avoir. »

« Un point de rencontre »

La directrice exécutive de la Batsheva Dance Company, Dina Aldor, a aussi commenté l'information d'annulation. « Nous sommes tristes de ne pouvoir participer à ce festival très spécial, où nous dédiions les représentations de *Momo* à notre cher Jean-Paul, a-t-elle déclaré. Le festival a toujours été pour nous un lieu de soutien artistique, un point de rencontre pour le dialogue et l'échange avec les artistes, le public, les collègues et les partenaires. Nous nous joignons à l'espoir de nombreuses personnes dans

notre région déchirée, en appelant à la fin immédiate de la violence et en croyant en notre capacité humaine à parvenir à la réconciliation et à la compréhension, en vue d'une vie sûre et à la dignité pour tous. Nous prions pour la paix, toujours. »

Compte tenu des délais très courts, aucune production ne remplacera la Batsheva Dance Company samedi 21 juin. L'ouverture de la manifestation, qui articule spectacles en salles et en extérieur, se fera le 22 avec la nouvelle pièce d'Akram Khan et de l'artiste contemporaine saoudienne Manal Al Dowayan intitulée *Thikra: Night of Remembering*, autour des thèmes du savoir ancestral et de l'apprentissage collectif ainsi que la création de Camille Boitel et Sève Bernard.

Egalement à l'affiche de ce rendez-vous toujours riche, solide et excitant, présenté dans huit théâtres à Montpellier, les chorégraphes Mathilde Monnier, Israel Galvan, Mourad Merzouki, Pierre Pontvianne, David Wampach, Nadia Beugré. ■

CHORÉGIES 2025

RENAUD CAPUÇON

Récital



THÉÂTRE ANTIQUE D'ORANGE

MERCREDI 9 JUILLET



RÉSERVATIONS

TEL. 04 90 34 24 24

WWW.CHOREGIES.FR



L'imagerie édénique de Gideon Appah

La Gallery 1957 expose, à Paris, des œuvres au chromatisme intense de l'artiste ghanéen

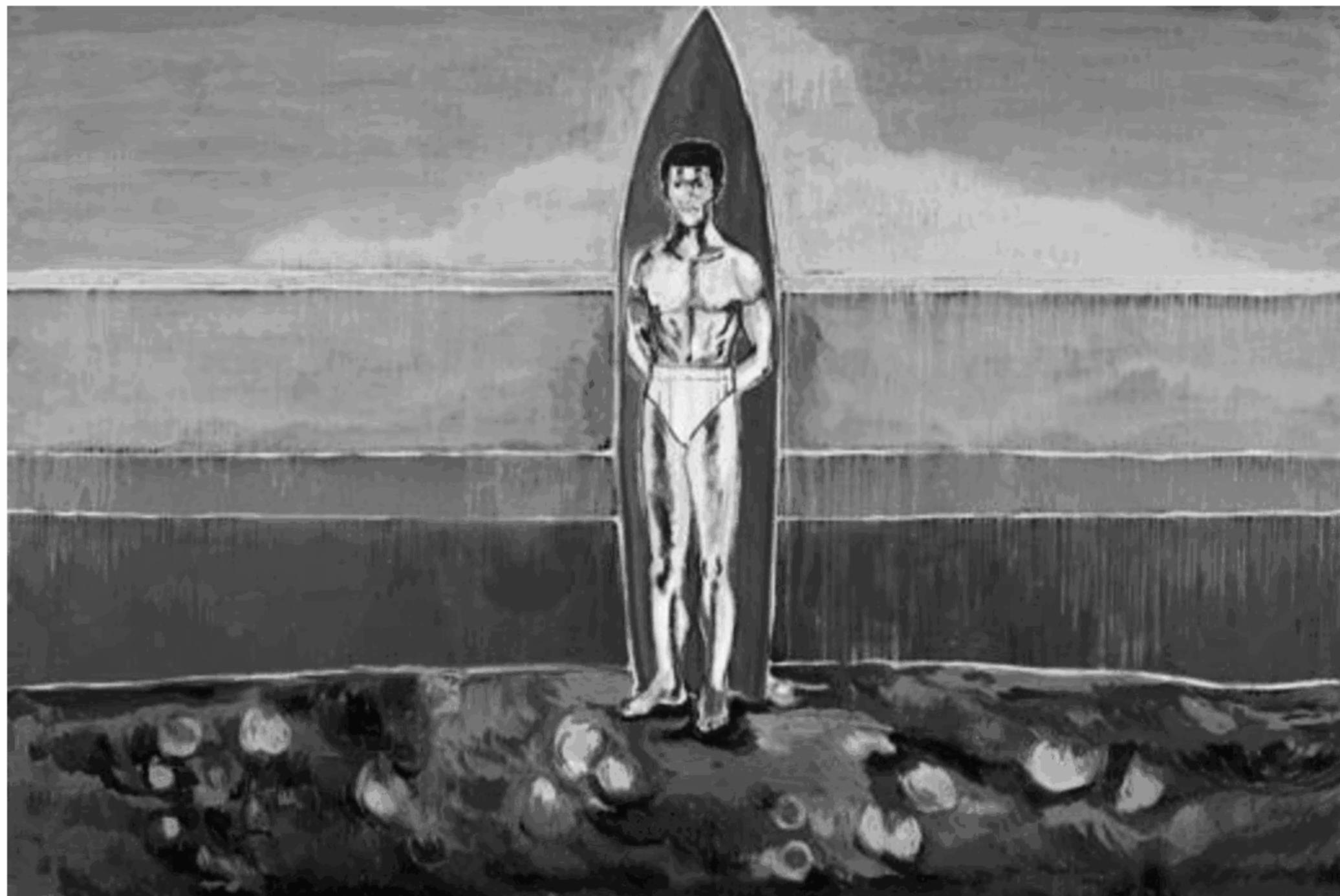
ARTS

En mars, à l'ouverture de l'exposition « Corps et âmes » à la Bourse de commerce, à Paris, deux peintures inattendues retenaient l'attention. Par leur taille : 2,40 mètres de haut, 3 de long. Par ce qu'elles montrent : sous des ciels roses ou outremer, des plages aux mêmes couleurs, près d'une eau d'un bleu à peine moins intense. Marchent ou s'allongent baigneuses et baigneurs aux corps d'un bleu plus clair, vêtus d'un slip dont le blanc pur tranche avec la couleur de leur peau. L'auteur de ces œuvres est le peintre ghanéen Gideon Appah, dont c'est là la première apparition à Paris. La deuxième a lieu pour quelques jours à l'initiative de la Gallery 1957, qui est installée à Accra et à Londres, et présente, dans un lieu éphémère situé au 5-7, rue Bailly (3^e arrondissement), « Beyond the Shadows ».

On y retrouve ses baigneuses nues assises dans des prairies près de l'océan, des surfeurs aux planches rouges ou blanches, un jeune homme qui semble jouer avec des haltères que l'on imagine creuses ; mais aussi une licorne, une jeune archère tirant vers le ciel, des cibles, des ballons, un acrobate debout sur le dos d'un cheval et quelques figures seules, simplement assises. Ces toiles sont très récentes et leur chromatisme est presque aussi intense que celui des deux montrées à « Corps et âmes », qui datent de 2021. Toutes décrivent le même monde, moitié réel, moitié rêvé, celui qu'Appah a fait apparaître il y a une décennie.

Accra, source d'inspiration

« Jusqu'en 2015, raconte-t-il, je n'étais pas encore conscient de ce que je voulais faire. » Né en 1987 à Accra, dès son enfance, il aime dessiner. Il copie des bandes dessinées, pratique le fusain et l'aquarelle. Son adresse est vite reconnue. « Mon frère était encore meilleur dessinateur que moi, mais il n'a pas continué dans cette voie. » Lui suit à partir de 2008 une formation artistique à l'université de Kumasi et en est diplômé en 2012. Il installe son atelier dans sa ville natale et y travaille toujours. « J'ai voyagé, j'ai séjourné à



« Brouillard » (2025), de Gideon Appah. GIDEON APPAH/GALLERY 1957

New York, à Londres, mais c'est à Accra que je suis enraciné, que je trouve mon inspiration. »

Celle-ci a des sources nombreuses. La genèse d'une de ses compositions est une opération de synthèse. Au début sont des croquis, qu'il projette sur la toile pour en fixer les lignes avec des couleurs légères, « du jaune clair souvent ». Mais il projette aussi des photographies « trouvées dans des magazines ou tirées des films ghanéens des années 1970 et 1980. »

« L'exploration des couleurs, c'est une expérience fascinante. Je les prépare moi-même »

GIDEON APPAH

Quand il veut préciser une position, il demande à ses assistants de prendre la pose, le temps de photographier ou de filmer. Il lui arrive encore de transférer un dessin tracé sur papier grâce à un mélange de colle et d'eau.

Sept nuances de noir

La composition déterminée, commence le travail de peinture, dont il parle avec plus de volonté encore que de la phase préparatoire. Devant ses toiles, il attire le regard sur ses différentes manières de poser les couleurs. « D'abord, il faut savoir que je vais de l'ombre vers la lumière. » La toile est couverte d'un jus sombre et les éléments constitutifs se forment par étapes successives, à l'acrylique et à l'huile. Il y a des zones où il travaille vite, avec une brosse peu chargée en couleurs dont les passages demeurent visibles.

Pour d'autres, il emploie une autre technique, particulièrè-

ment pour représenter remous, vagues et reflets. Il sème sur le fond sombre des taches d'orange, de jaune ou d'ocre. Puis il y revient avec des couleurs claires qu'il a d'abord laissées sécher deux jours sur une assiette. Ainsi, quand l'artiste les prend, il doit se battre contre leur densité et leur épaisseur. « J'aime cette résistance. » Les lignes sinuées de blancs teintés de nuances enserrant les points orange ou ocre, donnant à croire que l'on voit des yeux s'ouvrir dans l'eau.

« L'exploration des couleurs, c'est une expérience fascinante, avoue-t-il. Je les prépare moi-même. » Ces chimies lui permettent de multiplier les tonalités. Devant deux toiles plus petites qui semblent, vues de loin, en noir et blanc, il indique qu'il lui a fallu sept nuances de noir : « Noir bleuté, noir ocre, noir un peu vert, etc. Ainsi, j'indique mieux les ombres et les mouvements et j'atteins

une luminosité très forte, comme une illumination. »

Si précis sur ses procédés, Appah en dit moins sur ses sujets, ces scènes de plage et de jeux qu'il a aussi filmées pour la vidéo accompagnant ses tableaux. Quand on lui demande s'il n'y aurait pas un peu d'ironie dans cette imagerie édénique, il approuve d'abord. Puis tempère : « Mais c'est aussi une façon de regarder des corps en liberté, en mouvement ou au repos. De les prendre dans des attitudes libres, sans contrainte. » Cette liberté que ne limitent ni un souci de vraisemblance ni un code symbolique est en effet ce qui caractérise d'abord son œuvre : elle n'a d'autre principe que le plaisir du peintre nageant dans ses couleurs. ■

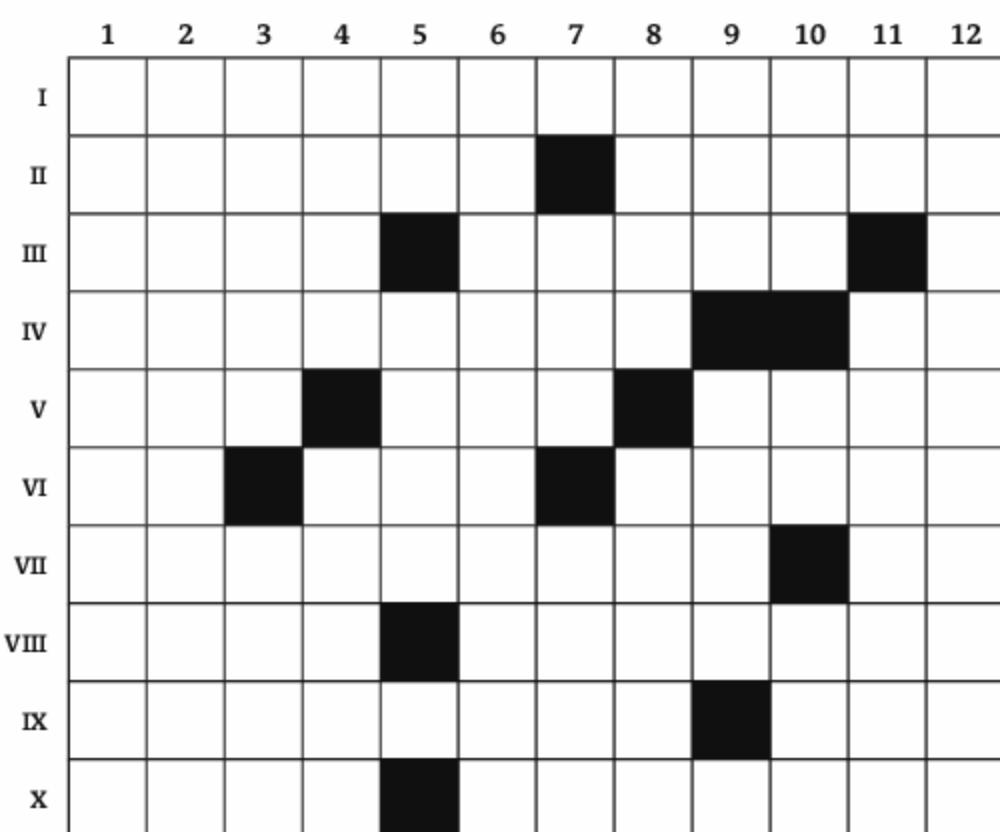
PHILIPPE DAGEN

**« Beyond the Shadows », 1957
Gallery, 5-7, rue Bailly, Paris 3^e.
De 10 heures à 19 heures.
Jusqu'au dimanche 22 juin.**

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 141
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 140

HORIZONTALEMENT I. Transparency. II. Retour. Iléon. III. Intitulé. RTL. IV. Atre. Non-lieu. V. Tri. Ai. Sa. Um. VI. Hésiter. Mari. VII. Let. Tahir. VIII. EEE. Tancée. IX. Ta. Plie. Eole. X. Empiècements. **VERTICALEMENT** 1. Triathlète. 2. Rentrée. AM. 3. Attristé. 4. Noie. Epi. 5. Sut. Attelé. 6. Prunier. IC. 7. Lô. Ratée. 8. Riens. Ha. 9. El. Laminée. 10. Néri. Arçon. 11. Coteur. Elt (tel). 12. Enluminées.

HORizontalement

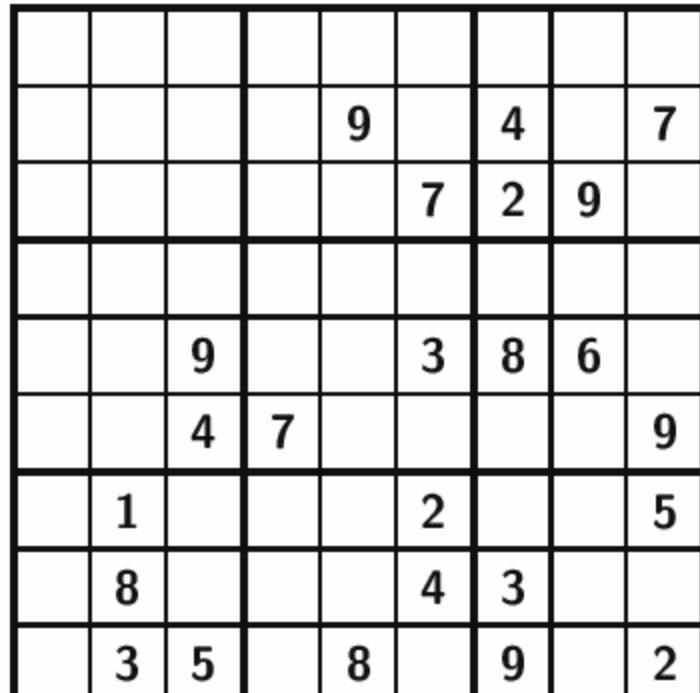
I. Trouve une signification quand c'est incompréhensible. II. Sur la défense et bien défendu. Souffle dans le Sud. III. Protecteur du foyer romain. Préparée pour la descente. IV. Tête de linotte. Personnel. V. Gardés pour toi. Espace de culture. Au bout de la prière. VI. Possessif. Fit confiance à son instinct. Suit au plus près. VII. Disparue dans les profondeurs. Bonne appréciation. VIII. Disparaît des enseignes lumineuses. Mettre à l'abri pour longtemps. IX. Consolider le forage. Ouvre *Le Monde*, ferme *La Tribune*. X. Des siècles et des siècles. Facilite la lecture.

VERTICAMENT

1. Amateur souvent éclairé. 2. Dévoiement en cas de crue. 3. Jeunes filles grecques debout. Passé par-dessus tête. 4. Il n'y pas bien longtemps. Ont perdu toute leur fraîcheur. 5. Fin d'avenir. Dépourvu de sens et de valeur. 6. Regroupement d'Etats. 7. Blonde douce-amère. Naturel. 8. Support de fayots. C'est-à-dire, si vous n'avez pas perdu votre latin. 9. Piégée. Repère pour le navigateur. 10. Amérindien du Colorado. Note. Elimine. 11. Structure d'entreprise. Installent. 12. Plongée dans l'obscurité.

SUDOKU

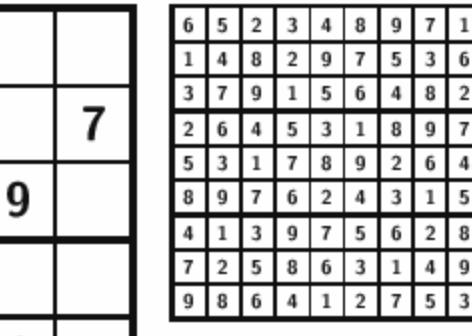
N°25-141



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

**Chaque jeudi,
le meilleur
de la presse
étrangère**

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 25 71 71.

Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.

Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



Elisabeth Cialdella
L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
75013 PARIS
Mid-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprégné sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eurofication : PIlot = 0,0083 kg/tonne de papier

ENTRETIEN

Brillante, singulière et un brin excentrique, la designer néerlandaise Hella Jongerius expose jusqu'au 26 juillet, à la Galerie Kreo, à Paris, ses dernières œuvres, et se verra remettre, le 23 septembre, à Copenhague, le prix Réalisations de toute une vie de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle, au titre de ses « contributions visionnaires au design contemporain ».

Diplômée en 1993 de l'Académie de design d'Eindhoven (Pays-Bas), Hella Jongerius, née en 1963 dans un village de la province d'Utrecht, a commencé sa carrière avec Droog Design, les rebelles néerlandais du design qui, installés à Amsterdam, voulaient, dit-elle, « redonner au sens aux objets ». Bientôt, ses projets innovants se fondent dans leurs collections, faisant le tour du monde, jusqu'à ce qu'en 2008 la créatrice – devenue une célébrité dans son pays au même titre que Marcel Wanders – fasse cavalier seul. Elle transfère son studio, Jongeriuslab, de Rotterdam à Berlin, et collabore avec les marques Maharam, Artek ou la manufacture de porcelaine de Nymphenburg.

Très tôt, la créatrice se distingue par son expertise dans les matériaux – céramique, tapisserie ou broderie de perles – et les couleurs. Et se soucie des réserves naturelles épuisées de la planète, ainsi que de la relation entre les humains et leur écosystème.

En 2025, Hella Jongerius a fait don de toutes ses archives à des musées, dont le MoMa, à New York, le Victoria and Albert Museum, à Londres, et le Centre Pompidou, à Paris. Le fabricant suisse de mobilier Vitra, dont elle a été, de 2009 à 2016, la directrice artistique chargée des couleurs et des matières, prépare une rétrospective de son travail pour la foire d'art contemporain Art Basel, à Bâle, en 2026. Entretien avec une créatrice charismatique qui, par ses prises de position militantes, ne cesse d'inspirer la jeune génération des designers.

En 2008, en plein succès, vous avez quitté votre pays pour Berlin. Pour quelle raison ?

A cette époque, le design de mon pays était à son apogée, notamment grâce au collectif Droog Design, que j'avais rejoint, mais je ne voulais plus faire partie de l'establishment ou d'un groupe établi. J'avais envie de ma propre bulle, et de faire entendre ma voix. C'est ce que Berlin m'a offert : un environnement culturel différent, une toile vibrante et vierge où tout recommencer.

Cette année, vous avez fait don de vos archives à plusieurs musées du monde. Est-ce la même quête de liberté qui vous a guidée ?

Pas exactement. Ces donations sont destinées à libérer de l'espace dans mon studio et dans ma tête ! J'ai eu l'impression que c'était le bon moment, étant aux trois quarts de mon voyage sur terre (du moins, je l'espère). Maintenant, j'ai un boulevard ouvert devant moi : on pourrait qualifier cela de liberté, mais je la considère plutôt comme un soulagement. C'est comme si un poids m'avait été ôté, de savoir que mon travail et mes idées seront pris en charge avec brio. Faire place nette a aussi des vertus curatives.

Les céramiques aux têtes d'animaux et aux prénoms féminins, actuellement exposées à la Galerie Kreo, m'évoquent « Le Cri », de Munch. Ce tableau a-t-il été source d'inspiration ?

Pas du tout. Ces animaux ne sont pas angoissés, mais en colère. Leur création a débuté pendant la pandémie de Covid-19 et a constitué un processus intuitif, non planifié. Les émotions sont simplement apparues dans mes sculptures. Il était normal que celles-ci portent des prénoms féminins, à l'heure où un nouveau patriarcat semble envahir nos pays, mené par des tyrans qui tentent de revenir sur les droits des minorités. Décisions politiques, inégalités sociales ou sentiment écrasant de perte de contrôle : les raisons d'être fureux sont nombreuses. Je le suis rarement, mais ces animaux sont mes porte-voix.



Hella Jongerius, dans son studio, à Berlin, en 2024. ANNE-CATHERINE SCOFFONI

« Je suis toujours à la recherche de teintes qui respirent avec la lumière »

Hella Jongerius, designer néerlandaise spécialiste de la céramique, de la tapisserie et des couleurs, vient de faire don de ses archives à des musées, et expose ses dernières œuvres à Paris. Rencontre

Ces stupéfiantes céramiques possèdent aussi des teintes subtiles. Au Tripodal, à Lille, en 2021, vous interrogiez déjà le public sur la place du noir. Pourquoi la couleur est-elle, selon vous, cruciale ?

La couleur est, en soi, un matériau puissant. Pour mes dernières créations en date, je suis retournée étudier aux Pays-Bas, au Centre européen de travail de la céramique [European Ceramic Workcentre], les techniques d'émaillage et les couleurs instables. Je voulais expérimenter ce que j'appelle l'« émaillage en colère » : des glaçures qui réagissent les unes aux autres lorsqu'elles sont cuites à certaines températures, créant des effets imprévisibles, magiques. Ma méthode de glaçage est celle d'un peintre – mouillé sur mouillé –, où les couleurs émergent naturellement avant de se transformer en surfaces vitreuses. Il s'agit de capturer cette fluidité.

En ce qui concerne les sept nuances de noir que j'ai créées et exposées à Lille, je savais que l'industrie des pigments et des peintures n'utilise qu'un seul type de noir : le carbone.

J'ai voulu montrer que, en mélangeant d'autres sortes de pigments anthracite, les industriels pourraient offrir aux designers une plus grande palette de gris et de couleurs sombres. Je suis toujours à la recherche de teintes qui respirent avec la lumière.

Le tissage et la broderie de perles faisaient autrefois partie des « travaux de dame ». Vous les portez à la frontière du design, de l'art et des nouvelles technologies. Pourquoi ?

Ils font partie des premières créations textiles autour desquelles les humains se sont retrouvés, bien avant que la révolution industrielle ne distribue les tâches à chacun. Autrefois, des communautés se consacraient au tissage des étoffes, un savoir-faire collectif – puissant mélange de culture, de science, d'économie, d'histoire et d'artisanat – qui parle à tous, quel que soit le pays d'origine.

J'aime travailler de mes mains ; j'ai grandi entre un père agriculteur et une maman modéliste quand, dans les années 1970, les filles

« La collection « Misfit » comporte des imperfections et autres fantaisies pour révéler le geste de l'artisan. Pourquoi le geste de l'artisan est-il important pour vous ?

n'avaient d'autres loisirs que le tricot ou le macramé ! En poussant cet artisanat à la frontière de l'art et du design, mais aussi des nouvelles technologies, version artisanat numérique, j'espérais créer des objets innovants, plus durables et porteurs de sens, qui marient passé et futur.

Au Musée des arts décoratifs, à Paris, dans l'exposition « L'Intime » (achevée fin mars), trônait une version de votre Bed in Business, un lit aux oreillers en forme d'écrans conçu en 2001. Ne seriez-vous pas visionnaire ?

Pas que je sache ! C'est une autre peur que j'illustrais au début des années 2000 : celle que le travail et les ordinateurs envahissent notre espace personnel, abolissant les frontières entre le bureau et la maison. Avec ce lit connecté – auquel personne n'a cru à l'époque –, j'incarnaïs ce cauchemar collectif. Aujourd'hui, nos contemporains trouvent normal d'emporter leur ordinateur portable au lit, d'y consulter leurs courriels... L'avenir de la planète est pourtant en danger. Il est urgent de repenser notre façon d'habiter la terre, ce que nous consommons et comment nous nous connectons au monde.

Avec la collection « Misfit » (« mal fait »), notamment la table Grenouille de 2009, sur laquelle s'invite un batracien, vous dénoncez déjà un design trop lisse et fonctionnel...

La collection « Misfit » comporte des imperfections et autres fantaisies pour révéler le geste de l'artisan. A l'époque, certains de ces objets transgressifs ont peut-être atterri dans les intérieurs des happy few, mais le sujet a déclenché une prise de conscience de la valeur du « fait main » et de l'émotion provoquée par une surprise. Je voudrais désormais toucher un public plus large, ainsi que la communauté du design et de l'art. Les musées s'avèrent indispensables pour donner corps à mon récit sous-jacent.

Est-ce la raison pour laquelle vous avez mis fin à votre fonction de directrice artistique chez Vitra et à vos collaborations avec des marques ?

Avec mon manifeste *Beyond the New / au-delà de la nouveauté*, 2015, j'ai fait le tour de ce que je pouvais encore changer dans l'industrie. Je ne suis pas motivée par le fait de remplir mes armoires et celles des usagers de nouvelles créations : je suis une activiste. Mon travail remet en question ce qui, en design, est en train de devenir la norme : la production d'innombrables objets qui n'apportent rien de plus que de la « nouveauté », sans arrêt.

En 2019, à la fondation parisienne Lafayette Anticipations, vous avez exposé « Entrelacs », un « work in progress », à la vue du public. Est-ce parce que, selon vous, « le design n'est pas une question d'objets, mais de relations que vous créez » ?

Tout à fait ! Je voulais partager le processus, pas seulement le produit fini. Le bâtiment parisien est devenu un gigantesque métier à tisser, où nous avons tissé une sphère centimètre par centimètre ! J'ai invité le public à participer à l'aventure d'un travail en cours. A voir comment les choses évoluent, changent et prennent vie. Il s'agit d'une conversation, non d'une déclaration.

Nous sommes ce que nous sommes grâce aux choses qui nous entourent. Il pourrait s'agir d'une solution pour mettre fin à la surconsommation, en examinant le temps que prennent les objets à être fabriqués, en équipe. C'est là, en rencontrant des visiteurs avides de comprendre, que j'ai compris que je préférais communiquer dans un musée, sorte de podium culturel, plutôt qu'à travers un nouvel objet glissé dans le sac à main d'une fashionista. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VÉRONIQUE LORELLE

Hella Jongerius, jusqu'au 26 juillet, à la Galerie Kreo, 31, rue Dauphine, à Paris

Vladan Djokic Les autorités serbes mènent une véritable campagne pour asphyxier l'université

Depuis la fin de l'année 2024, en Serbie, la mobilisation étudiante ne faiblit pas contre le président Aleksandar Vucic. Les institutions universitaires, qui soutiennent la contestation, font désormais l'objet de pressions de toute nature, ainsi que l'explique le recteur de l'université de Belgrade

La liberté de pensée n'est plus en sécurité sur les campus. De Columbia Harvard jusqu'à Belgrade, l'université est prise pour cible. Mais alors que les Etats-Unis possèdent encore des tribunaux indépendants et une presse libre capables de défendre contre les attaques du monde politique, dans un pays comme la Serbie, le tableau est tout autre.

L'université de Belgrade, qui a connu divers systèmes idéologiques et formes de gouvernement au cours de ses 217 années d'histoire, est la plus grande et la plus prestigieuse université publique des Balkans : elle accueille 100 000 étudiants et assure 40 % de la production scientifique en Serbie. Or, ce pilier historique de la modernisation de la région, de la vie civique et de la pensée critique est attaqué par le gouvernement pour avoir défendu les droits des étudiants et les principes fondamentaux de l'université. Aujourd'hui, notre institution doit se battre pour survivre.

La crise a éclaté après le tragique accident survenu, en novembre 2024, dans la ville serbe de Novi Sad : l'avant de la gare s'est effondré et à cause la mort de 16 personnes. Dans toutes les universités publiques de Serbie, des étudiants se sont mobilisés pour exiger que justice soit faite après cette catastrophe, mais aussi pour défendre l'Etat de droit et demander des réformes institutionnelles. Leurs protestations, pacifiques et guidées par des principes, ont donné lieu à un immense mouvement de mobilisation civique : des centaines de milliers de ci-

toyens se sont unis pour adresser un message commun à l'Etat. L'université de Belgrade a soutenu leurs revendications – non pas pour mener un combat politique, mais pour défendre la justice et exiger des autorités serbes qu'elles assument leurs responsabilités. Cette solidarité a déclenché une avalanche de mesures de représailles.

En raison de son soutien ferme depuis plus de six mois, l'université de Belgrade fait l'objet de pressions et de mesures répressives continues. Le recteur que je suis, le vice-recteur et les doyens sont la cible d'une kyrielle de poursuites pénales et administratives. Les médias et tableaux pro-gouvernement diffusent des discours agressifs et violents contre l'université. Malgré les efforts et la détermination des étudiants serbes – certains ont couru ou pédalé jusqu'à Strasbourg et Bruxelles, en avril et mai, pour attirer l'attention de l'Eu-

NOUS NE NOUS TAIRONS PAS. L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE FORMENT L'ÉPINE DORSALE D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE

rope sur la situation dans notre pays –, les menaces qui pèsent sur nos universités ne trouvent guère d'écho dans le débat public et les médias européens.

Et pourtant, les autorités serbes mènent actuellement une véritable campagne pour asphyxier l'enseignement supérieur public. Contre l'université de Belgrade, elles déplacent trois mécanismes liés les uns aux autres : la pression financière, l'intimidation institutionnelle, la répression ciblée de certains étudiants et membres du personnel universitaire. Le coup le plus inquiétant a été porté le 24 mars : le gouvernement d'alors [qui a démissionné le 16 avril face aux manifestations de masse] a fait passer un règlement réduisant le temps consacré à la recherche de vingt heures à cinq heures par semaine, tout en augmentant la charge d'enseignement à trente-cinq heures – une décision censée justifier les coupes salariales à la suite des cours empêchés par les blocages des universités.

Comme l'a résumé avec justesse un observateur critique, sous ce nouveau régime, «la science est traitée comme un hobby».

Gifle au corps enseignant

Les enseignants ont ainsi vu leurs salaires drastiquement réduits, d'abord à 50 % de leur niveau d'origine, en février et en mars, puis à 12,5 %, en avril. A l'heure actuelle, un professeur à temps plein gagne moins de 250 euros par mois, soit bien moins que le salaire minimum légal serbe. Ces mesures constituent une gifle au corps enseignant et dévalorisent le travail scientifique. Elles empêchent les universités de retenir les talents et, tout simplement, de fonctionner.

Les étudiants, eux, risquent de perdre le statut qui leur permet de bénéficier d'aides financières publiques ainsi que des droits essentiels (logement, nourriture). Le ministère de l'éducation a repoussé les décisions sur les admissions de la prochaine rentrée universitaire, ce qui compromet l'avenir de milliers de jeunes.

Pour accentuer un peu plus encore la pression, les autorités enchaînent les audits et les inspections, allant jusqu'à menacer les établissements de les mettre sous tutelle administrative. L'Etat retarder voire annule le versement de fonds publics, les budgets s'assèchent, et ces institutions risquent de disparaître – à moins qu'elles ne capitulent.

Nous assistons au lent démantèlement de l'enseignement supérieur public, sous le coup d'une longue série d'attaques coordonnées. Comme le notaient un jour le mathématicien et philosophe britannique Bertrand Russell (1872-1970) : «La liberté dans l'éducation est multiple. Il y a d'abord la liberté d'apprendre ou de ne pas apprendre. Puis la liberté de choisir ce que l'on veut apprendre. Et enfin la liberté d'opinion.» Aujourd'hui, en Serbie, toutes ces libertés sont menacées. Non pas par une censure ouverte, mais par une pression systématique qui étouffe les voix critiques et sape l'autonomie de l'enseignement, dans le but de détruire cet espace de pensée indépendante qu'est l'université. Contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, où les tribunaux, les réseaux d'anciens élèves, les médias et les syndicats peuvent intervenir, à Belgrade, nous n'avons que très peu d'alliés pour nous aider à résister.

Malgré tout, nous ne nous tairons pas. L'université compte. L'enseignement et la recherche forment l'épine dorsale d'une société démocratique. La Serbie doit laisser place à une nouvelle culture politique. Cette culture se nourrit de la puissance et de la détermination du mouvement étudiant et de la révolte sociale, qui exigent la fin de la corruption et de la violence et gagnent irrésistiblement en force. Bastion de la libre pensée et source d'énergie vitale dans la société, l'université de Belgrade se tient aux côtés de ses étudiants, dans le respect des générations passées, présentes et futures. Son importance va bien au-delà des murs d'une salle de cours : elle est capable de donner du pouvoir même à ceux que le système politique tente de faire taire.

Aujourd'hui, nous n'assistons pas à la mort de l'université, mais à la fin d'une ère où ceux qui détiennent un savoir sont dénigrés, où le débat public sombre dans la vulgarité, où tout citoyen qui ose désobéir et ne se laisse pas corrompre est systématiquement discrédité. Une nouvelle ère est en train de naître. ■

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

Vladan Djokic est le recteur de l'université de Belgrade, où il a été professeur d'architecture et d'urbanisme

Nathalie Bajos et Rémy Slama La recherche est aussi attaquée en France, même si c'est plus insidieux qu'aux Etats-Unis

Les pressions contre la science sont un enjeu non seulement scientifique, mais aussi politique, alertent les deux chercheurs

La science subit aujourd'hui un nombre impressionnant d'attaques. Celles-ci ne sont pas limitées aux Etats-Unis, mais concernent aussi d'autres pays, dont la France. Les connaissances scientifiques nous renseignent sur les mécanismes de la matière et du vivant, notre histoire, le fonctionnement de nos sociétés, l'ampleur des inégalités sociales, l'état de notre environnement, le changement climatique, la chute de la biodiversité, etc. Au-delà de leur valeur propre, ces connaissances contribuent à l'élaboration des politiques publiques, par exemple pour réduire les inégalités ou définir les trajectoires de décarbonatation de la société.

Tout le monde a en tête les mesures récentes contre le système de recherche états-unien. La France semble pour l'instant à l'abri d'attaques aussi directes. Pourtant, de manière plus insidieuse, la situation du système français de recherche et d'enseignement supérieur n'est guère meilleure : il a subi des coupes budgétaires de 387 millions d'euros en 2025, après une amputation de 900 millions en 2024. Ce financement, en incluant l'effort privé, ne représente en 2022, que 2,2 % du produit intérieur brut en France, contre 3,1 % en

Allemagne. Rapporté au nombre d'étudiants, le budget a chuté d'environ 25 % en quinze ans. De nombreux postes ouverts au concours pour les fonctions support ne sont pas pourvus, tant les statuts et le niveau de rémunération sont dissuasifs. Les enseignants-chercheurs doivent se muer en supergestionnaires, au détriment de leurs missions, pour pouvoir dépasser les faibles moyens qu'ils réussissent à obtenir.

La diffusion des connaissances est également fragilisée. L'édition scientifique est, pour l'essentiel, laissée au secteur privé, qui réussit à en tirer des marges proches de 30 % en s'appuyant

sur le travail des enseignants-chercheurs du secteur public pour évaluer les manuscrits, dont la publication est souvent facturée autour de 5 000 euros par article dans les revues biomédicales. Cette privatisation pousse à un accroissement du nombre d'articles et à un raccourcissement des délais d'évaluation qui nuisent à la qualité de la relecture par les pairs, et donc de la production scientifique.

L'affaiblissement des universités, qui touche aussi d'autres missions essentielles comme la formation des étudiants et la diffusion des connaissances, est d'autant plus grave qu'en l'absence de culture scientifique, la distinction entre les connaissances rigoureuses et celles, infondées, qui circulent parfois sur les réseaux sociaux, est difficile. Les débats publics et les décisions politiques s'en trouvent fragilisés.

COMMENT VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT DE PLUS EN PLUS SOPHISTIQUÉ SANS ÉTUDIER LES CHANGEMENTS QU'IL INDUIT ?

Quant aux agences de l'Etat qui s'appuient sur les connaissances scientifiques pour mettre en œuvre des politiques publiques, leur rôle est tout aussi menacé. Considérons les champs de la santé et celui de l'environnement : Santé publique France, chargée de la prévention pour 68,6 millions de personnes avec

un effectif de 600 employés, fait actuellement l'objet d'un contrôle de l'inspection générale des affaires sociales. Le but est d'identifier les missions et les postes pouvant être supprimés, alors que ne cesse d'augmenter le nombre d'indicateurs fondamentaux, qu'il s'agisse des inégalités sociales, des maladies infectieuses émergentes, de la santé mentale, de la santé au travail, de l'effet des vagues de chaleur ou des écrans...

Concernant les pesticides, l'indépendance de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est menacée par une proposition de loi qui pourrait faire entrer les industriels dans le processus d'autorisation de mise sur le marché de leurs propres produits.

Par ailleurs, les ambitions du plan Ecophyto visant à réduire l'usage des pesticides ont été dénaturées : le nouvel indicateur retenu pour mesurer l'usage des produits phytosanitaires fait fi des recommandations des scientifiques. La suppression des zones à faibles émissions (ZFE), à l'encontre des connaissances scientifiques, a été votée par l'Assemblée nationale le 17 juin. C'est une régression majeure. Autres maillons, l'Office français de la

biodiversité (la police de l'environnement) est remis en cause, alors que la commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement risque d'être supprimée. Comment vivre dans un environnement de plus en plus sophistiqué sans étudier les changements qu'il induit ? Ce n'est pas en cassant les outils de mesure que nous pourrons nous débarrasser des fièvres, des épidémies, des inégalités et des pollutions.

En droit français comme en droit européen, de grands principes ont été posés pour assurer la prise en compte des connaissances scientifiques dans la décision publique, notamment en matière de santé et d'environnement : principe de prévention (action en situation de certitude scientifique), principe de précaution (action en situation d'incertitude face à un risque majeur), contrôle des conflits d'intérêts, principe pollueur-paye, devoir de vigilance. Or, justement, la directive européenne sur ce devoir de vigilance, obligeant les grandes entreprises à prévenir les risques sociaux et environnementaux liés à leurs activités, pourrait être restreinte, voire remise en cause.

Autant d'attaques qui opèrent à tous les niveaux : en amont, elles visent la production et la diffusion des connaissances fondamentales et appliquées. En aval, elles limitent leur utilisation et le respect des règles qui en découlent. Elles sapent enfin les principes de droit assurant une place aux connaissances scientifiques dans la décision publique.

Tout cela peut aboutir au même résultat que les assauts observés aux Etats-Unis : des citoyens et des responsables politiques privés de la boussole de la science pour documenter les grands enjeux du présent, mesurer l'ampleur des mutations, et trancher en connaissance de cause. In fine, c'est la démocratie qui est menacée. ■

Nathalie Bajos est sociologue, directrice de recherche à l'Inserm et à l'EHESS, titulaire de la chaire annuelle Santé publique du Collège de France ; **Rémy Slama** est épidémiologiste environnemental, directeur de recherche à l'Inserm, professeur attaché à l'ENS-PSL et membre du group of chief scientific advisors de la Commission européenne

Itai Ater et Yossi Spiegel Nous, universitaires israéliens, ne sommes pas notre gouvernement

Face aux appels à boycotter les universitaires israéliens, les deux professeurs rappellent que l'université était bien en première ligne de l'opposition au gouvernement Nétanyahou avant la guerre, et le reste plus que jamais

Israël a subi des attaques odieuses, le 7 octobre 2023, et n'avait d'autre choix que de se défendre. Plus de six cents jours après cette date, la guerre se poursuit et aucune fin ne se profile à l'horizon. L'un des fils du roi David a écrit, il y a presque deux mille cinq cents ans [dans l'*Ecclesiaste*] : « Il y a un temps pour tout, un temps pour toute chose sous les cieux : (...) un temps pour tuer, et un temps pour guérir; un temps pour abattre, et un temps pour bâtrir; (...) un temps pour la guerre, et un temps pour la paix. » Il est évident, pour tout observateur honnête, que le temps pour guérir, bâtrir et faire la paix n'a que trop tardé. La guerre ne contribue plus à la sécurité d'Israël. Elle met en danger la vie des otages israéliens, crée une crise humanitaire à Gaza et restera une tache indélébile dans l'histoire d'Israël.

Le gouvernement israélien semble cependant avoir l'intention de la prolonger et refuse même de discuter de plans pour le jour d'après. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a déclaré, le 1^{er} mai : « La guerre a un objectif suprême, qui est la victoire sur nos ennemis. » Seulement, après plus d'un an et demi de guerre, personne ne peut dire ce que signifie la « victoire », comment nous pourrions dire un jour qu'elle est acquise et combien de temps le gouvernement envisage de continuer pour y parvenir. Des sondages d'opinion montrent qu'environ 70 % de la

population israélienne est favorable à un arrêt de la guerre et à un accord pour libérer les otages [le dernier a été réalisé pour la chaîne israélienne 12, par l'institut Midgam, en avril].

De nombreux anciens généraux de l'armée et chefs de services secrets, notamment du Mossad, estiment que la guerre en cours ne sert aucun objectif utile et ne contribue pas à la sécurité du pays. Rappelons les mots d'Hillel l'Ancien, qui déclarait il y a plus de deux mille ans : « Ce qui est détestable à tes yeux, ne le fais pas à autrui », et ceux de Moïse Maïmonide, qui écrivait de son côté au X^e siècle : « Il n'existe pas de plus grand commandement que celui du rachat des captifs. »

Recours devant la justice

Peu après sa prise de fonctions à la fin de l'année 2022, le nouveau gouvernement a annoncé son projet de « réformer » le système judiciaire. Il est vite devenu manifeste qu'il ne s'agissait pas de réformes, mais plutôt d'une sorte de coup d'Etat antidémocratique visant à contrôler les institutions publiques, dont la justice, les médias, la police, l'administration et les syndicats. Comme dans d'autres pays ayant emprunté une voie similaire, par exemple en Pologne ou en Hongrie, les universitaires sont l'une des principales cibles du gouvernement. Le ministre de l'éducation a tenté à plusieurs reprises de les

maîtriser et de réduire au silence les détracteurs de l'action gouvernementale. Deux propositions de loi, qui nuisaient à la liberté académique si elles étaient adoptées, illustrent parfaitement cette volonté : un texte qui autoriserait le licenciement des enseignants critiquant Israël ou soutenant tacitement le terrorisme, et un autre qui permettrait aux établissements d'enseignement supérieur de mettre en place des cursus d'études distincts pour les hommes et les femmes.

Depuis le début de l'année 2023, le monde universitaire s'oppose activement aux initiatives antidémocratiques du gouvernement et joue un rôle-clé dans le mouvement massif de protestation de la société israélienne. Une association militante, baptisée « Universitaires pour la démocratie israélienne », a été formée par des représentants de toutes les universités et de nombreux autres établissements à travers le pays. Elle organise régulièrement des rassemblements pour la démocratie sur les campus et ailleurs, ses membres diffusent des pétitions, publient des articles, interviennent en public et prennent l'initiative de décisions académiques en faveur de la démocratie.

Des enseignants, parmi lesquels des lauréats israéliens du prix Nobel, des membres de l'Académie des sciences et lettres israélienne, et presque tous les anciens présidents d'université, ont déposé des recours devant la Haute Cour de justice israélienne contre des décisions gouvernementales antidémocratiques. Des groupes de juristes, d'économistes ainsi que des politistes se sont constitués pour rédiger des rapports et publier des communiqués en réponse à des initiatives du gouvernement, et pour expliquer les conséquences du re-

cul démocratique. Après plus de neuf mois de lutte intense pour défendre la démocratie est arrivé le massacre du 7-Octobre. A notre grand désarroi, presque immédiatement après, des rassemblements anti-israéliens se sont déroulés sur des campus universitaires aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe, et beaucoup de manifestants acclamaient même le Hamas.

Solidarité et entraide

Après six cents jours de guerre sans fin au bilan humain incroyablement élevé, qui continue de s'alourdir à vue d'œil, face aux images horribles de Gaza qui apparaissent dans les médias et à l'inquiétude réelle d'une crise humanitaire de grande ampleur, le sentiment anti-israélien se répand même parmi les plus proches alliés d'Israël. Récemment, les appels à boycotter les universitaires israéliens et à suspendre l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël se sont multipliés. Si la colère peut se comprendre, il est toutefois trop facile

de donner des leçons de morale et d'appeler à rompre les liens avec Israël. La plupart de ceux qui le font ignorent qu'une très grande majorité d'universitaires israéliens soutiennent activement la fin de la guerre, la libération des otages et s'opposent au « coup d'Etat » antidémocratique du gouvernement. Ce dernier et ses sympathisants n'ont que faire du monde universitaire et de la recherche. D'une certaine manière, il est même possible qu'ils se délectent de voir les chercheurs israéliens en difficulté.

Un tel boycott ne fera qu'affaiblir l'opposition au gouvernement israélien. Les récents événements aux Etats-Unis montrent par ailleurs que les attaques visant le monde universitaire ne se limitent pas à Israël, mais sont un phénomène mondial. Pour protéger les valeurs de la liberté académique, nous devons faire preuve de solidarité et d'entraide. Nous ne sommes pas notre gouvernement. Pour nous aider à lui tenir tête, nous avons besoin de nos amis et collègues à l'étranger. Ne nous abandonnez pas dans ce moment difficile. ■

Traduit de l'anglais
par Virginie Bordeaux

Itai Ater est professeur d'économie à l'université de Tel-Aviv, directeur du Forum des économistes israéliens pour la démocratie et l'un des chefs de file de l'association Universitaires pour la démocratie israélienne; **Yossi Spiegel** est professeur d'économie à l'université de Tel-Aviv, président de l'Association économique israélienne et membre du Forum des économistes israéliens pour la démocratie

Ivan Garrec et Arthur Vuattoux Parler de la santé mentale des jeunes ne suffit pas

Les discours sur le mal-être de la jeunesse tenus par les politiques après des actes d'extrême violence ne viennent que compenser leur absence de réponse aux crises sociale, climatique ou encore scolaire, estiment les chercheurs en sociologie

La santé mentale des jeunes est omniprésente dans le débat public depuis le meurtre d'une surveillante par un collégien à Nogent (Hauts-de-Marne), le 10 juin. Il serait, de l'avavis de nombreux politiques, le reflet de « problèmes psychologiques » (Elisabeth Borne), impliquant de « veiller à la santé mentale » des jeunes (Jean-Luc Mélenchon), une réalité à « regarder en face » (Marine Le Pen). Cet unanimisme transpartisan à voir dans la santé mentale une possible explication à ce fait tragique est l'aboutissement d'un long processus de mise à l'agenda politique de cette question.

Après une relative indifférence des pouvoirs publics à la situation psychique des jeunes durant le premier confinement lié à l'épidémie de Covid-19, l'établissement d'une série de preuves épidémiologiques et sociologiques de la dégradation de l'état psychique des plus jeunes a conduit à une série de mesures : mise en place des « chèques psy » en 2021, d'une plate-forme d'écoute pour les étudiants en 2024, et, désormais, la santé mentale érigée en « grande cause nationale ». Les réponses politiques apportées sont généralement de l'ordre de la compensation liée au

Nos travaux de recherche sur la santé mentale des jeunes (voir le n° 97 de la revue *Agora Débats/Jeunesse*) nous amènent à élargir la focale pour tirer quelques premières pistes d'analyse concernant le traitement social et politique d'une jeunesse dont on scrute l'état psychique, avec des solutions qui apparaissent souvent comme un pansement sur une jambe de bois, au vu des jeunes repérés par la recherche.

Saturation des institutions

On parle volontiers d'une jeunesse en crise, en proie à la violence, perturbée par un accès précoce et sans limite aux réseaux sociaux. Cette crise serait amplifiée par d'autres crises (due au Covid-19, sociale, ou encore climatique), et érige les jeunes en victimes toutes désignées de transformations décrites comme délétères pour le lien social, l'économie ou la planète. Cette addition de crises structurelles se trouve subsumée autour du constat unanime d'une situation psychique dégradée parmi les jeunes.

Les réponses politiques apportées sont généralement de l'ordre de la compensation liée au

manque de soignants (pédopsychiatres notamment, dont le nombre a diminué de plus de 30 % dans les dix dernières années), à la saturation des institutions de premier recours (centres médico-psychologiques, urgences psychiatriques), à l'inégalité dotation des établissements scolaires en personnels infirmiers, psychologues ou médecins scolaires, et, plus généralement, à la dégradation des moyens de l'école et aux effets des réformes scolaires. Cette compensation passe d'ailleurs par une déléga-

Formes de soutien

Récemment, lors d'une journée professionnelle à laquelle nous assistons, une intervenante associative qui sensibilise les lycéens aux enjeux de santé mentale expliquait comment, lors de la « période Parcoursup », des jeunes pourraient aider leurs pairs à « tenir » face au stress majeur engendré par ce dispositif d'orientation. Si certains s'investissent dans ces formes de soutien entre pairs, cet exemple n'en constitue pas moins une illustration des apories politiques contemporaines : une politique publique destinée à faire que les jeunes tiennent bon face aux effets... d'une autre politique publique.

De manière générale, le cadrage des problèmes associés à la jeunesse (réduit à la santé mentale) et les solutions proposées (délegation aux secteurs privé et associa-

tif qui s'articule à la promotion de l'accompagnement par les pairs) témoignent d'une attention politique principalement portée sur des vulnérabilités individuelles déconnectées des conditions sociales et politiques qui participent à les produire. Dans ce contexte, le discours sur la santé mentale des jeunes, qui individualise le problème tout en réifiant la vulnérabilité des jeunes, n'empêche-t-il pas de penser les dimensions structurelles des crises (économique, écologique, politique) qui traversent la jeunesse ?

Dans les meilleures fictions, le coupable idéal est parfois celui auquel on s'attend un peu, tout en pouvant affirmer qu'on ne l'avait pas vraiment vu venir. C'est peu ou prou le cas des réseaux sociaux en matière de santé mentale. Bien sûr, il est difficile de nier les mécanismes parfois destructeurs engendrés par certains contenus sur les réseaux sociaux, qui constituent en réalité une caisse de résonance à des dynamiques sociales plus globales : que l'on pense aux discours masculinistes (dont les pouvoirs publics semblent commencer à prendre la mesure), ou encore aux injonctions abusives sur les normes corporelles des adolescentes. Les travaux de recherche récents sur les réseaux sociaux montrent une polarisation croissante des jeunes connectées : là où certains tombent dans la trappe mortifère des contenus masculinistes, d'autres suivent des contenus féministes qui sensibilisent aux violences et génèrent une forme d'autosupport en santé mentale.

Les choses sont donc plus compliquées qu'elles n'y paraissent, mais l'attention est peut-être

surtout détournée des enjeux les plus fondamentaux. Si la régulation de l'accès aux réseaux sociaux pour les adolescents est peu coûteuse et populaire parmi les adultes (dont on questionne peu la socialisation tout aussi problématique aux contenus violents...), la réponse aux besoins les plus fondamentaux des jeunes est une tout autre affaire, et ne semble pas résolument à l'ordre du jour.

Parmi ces besoins, on pourrait citer le renforcement en personnels scolaires et parascolaires dans les établissements publics, le soutien aux jeunes en marge des institutions, un renforcement de l'indépendance des médias pour éviter la concentration et la diffusion à outrance des discours qui nourrissent la haine, bien au-delà des seuls réseaux sociaux, ou d'autres réponses possibles à inventer avec les jeunes eux-mêmes, dont on notera au passage qu'à l'occasion des débats du moment, on se soucie peu de leur donner la parole. ■

LA RÉPONSE AUX BESOINS LES PLUS FONDAMENTAUX DES JEUNES NE SEMBLE PAS À L'ORDRE DU JOUR

Ivan Garrec est postdoctorant à l'IRIS-EHESS, et **Arthur Vuattoux** est maître de conférences à l'IRIS-Université Sorbonne Paris-Nord. Ils ont coordonné le dossier « Jeunes et santé mentale » de la revue « Agora Débats/Jeunesse » (Presses de Sciences Po, n° 97, juin 2024), et ont mené une recherche sur l'accompagnement des adolescents et des jeunes adultes autistes (Projet « Passages », Iresp/CNSA)

Le Centre Pompidou, un « dinosaure » bientôt en travaux

ANALYSE

LE BÂTIMENT CONÇU PAR RENZO PIANO ET RICHARD ROGERS VA FERMER POUR CINQ ANS, LE TEMPS D'UNE IMPORTANTE RÉNOVATION

L'idée de perdre un poumon n'a rien de réjouissant. On aura beau vous dire que c'est le seul moyen de sauver le reste de votre organisme, vous aurez sans doute tendance, si l'on vous recommande un jour une telle opération, à résister un peu ou à tenter de négocier. Les réactions aux annonces faites par Laurent Le Bon, le président du Centre Pompidou, dans le courant de l'année 2023, pour dire que le bâtiment de Renzo Piano et Richard Rogers allait fermer pour d'importants travaux pendant cinq ans peuvent être interprétées de cette manière. La grève qui a mobilisé les personnels, les tribunes et pétitions signées de personnalités de la culture, les doléances formulées au gré des micros-trottoirs par les riverains, commerçants du quartier, amoureux des arts et autres habitués des lieux, étaient autant de tentatives visant à obtenir que cette extraordinaire pompe à énergie urbaine continue de fonctionner, ne serait-ce que partiellement, pendant les travaux.

La perspective de sa fermeture est d'autant plus difficile à accepter que cette icône de l'architecture du XX^e siècle n'a pas encore cinquante ans, que les Parisiens ont encore en mémoire les travaux des années 1990 qui les avaient déjà privés d'accès aux lieux pendant deux ans, et que la durée prévisionnelle du nouveau chantier paraît extravagante.

Tout le problème de l'architecture de la deuxième moitié du XX^e siècle (et des décen-

nies suivantes) tient dans ces a priori. Car en réalité, estime Boris Hamzeian, historien de l'architecture et auteur de *Centre Pompidou. Le défi du Total Design* (Presses universitaires de Saint-Etienne, 2024), « pour un bâtiment de cette époque, cinquante ans c'est déjà assez vieux ». Les matériaux de l'ère moderne sont moins durables que ceux du passé. Mais la structure du Centre Pompidou a été pensée pour s'en accommoder et plus encore pour garantir au bâtiment, comme le président Pompidou l'avait demandé aux jeunes lauréats du concours en 1971, de « durer cinq cents ans ». Cette structure légère, entièrement métallique, à laquelle toute la technique du bâtiment est accrochée, matérialise le principe de flexibilité qui fonde le projet et garantit sa durabilité : la possibilité de remplacer les éléments, de les réagencer à volonté. De fait, depuis son ouverture, en 1977, le lieu n'a cessé de se transformer.

Sur le plan énergétique, pour autant, il fut immédiatement anachronique. « C'est un bâtiment qui a été conçu avant le choc pétrolier, dans l'esprit des années 1960, en partant du principe que l'énergie était peu chère et infiniment disponible. Mais il a été livré après. C'est un dinosaure. Sa facture énergétique a toujours pesé très fortement sur le budget. » Et ce d'autant plus que le bâtiment, victime de son succès, a été sursollicité depuis l'origine. Pensé pour des jauge de 7 000 à 9 000 visiteurs par jour, il en a accueilli 25 000 en moyenne l'année de l'inauguration, avec des pics à 40 000 voire 50 000 personnes.

C'est le moteur de ce projet de rénovation, qui vise à réduire la consommation d'énergie de 40 %. Sans doute aurait-il dû être lancé bien plus tôt, mais les questions environnementales étaient encore il y a peu de temps considérées comme secondaires et la perspective d'un chantier aussi complexe apparaissait trop rebutante. C'est toute la façade de Beaubourg, de fait, qu'on prévoit de changer. Les vitrages, d'une part, qui dans les années 1970 n'avaient pas les propriétés isolantes d'aujourd'hui. Mais aussi les systèmes de refroidissement d'air, intégrés dans la tuyauterie côté rue Beaubourg, et les panneaux opaques et barrettes qui contiennent de l'amianto.

Précautions considérables

Ce matériau cancérogène, qu'on employait alors comme coupe-feu, est évidemment un sujet majeur. Il est également présent à l'intérieur du bâtiment, encapsulé entre la structure en acier des poutres maîtresses et la couche d'aluminium qui les recouvre. Giorgio Bianchi, associé au sein de l'agence RPBW de Renzo Piano, intervient dans cette opération comme architecte associé à la maîtrise d'ouvrage (AMO), une vigie en quelque sorte, garante du respect de l'esprit de l'architecture d'origine. Il précise que l'amianto contenu dans ces divers éléments est solide, enveloppé dans des contenants fermés, et qu'à ce titre il est sans danger tant qu'on ne le manipule pas : « Aucune poussière ne peut s'en échapper. »

On n'est pas dans le cas de figure de l'université parisienne de Jussieu, où l'amianto avait été pulvérisé, ce qui avait obligé à désosser intégralement le bâtiment. Le désamiantage n'en exige pas moins des précautions considérables, qui expliquent pour partie la très longue durée du chantier.

La question s'est posée de maintenir le centre en activité pendant les travaux. En 2018, quand Serge Lasvignes, qui présidait l'établissement, a décidé de cette nécessaire rénovation technique (qui vise également une remise aux normes d'accessibilité et de sécurité, et une amélioration des conditions de travail pour l'entretien du bâtiment), deux études de faisabilité ont été lancées, l'une à partir d'un scénario de chantier en site occupé, l'autre à partir du scénario inverse, en site fermé. Le deuxième l'a emporté, à la fois pour des questions de sécurité publique, de faisabilité et de budget.

Ce scénario permet d'intégrer un « volet culturel » à la rénovation. Mis en œuvre par l'agence franco-japonaise Moreau Kusunoki, associée à la Mexicaine Frida Escobedo, sous le contrôle de RPBW qui intervient aussi comme AMO, le projet vise à améliorer le fonctionnement du centre en récupérant la surface qu'il est encore possible de récupérer, à repenser la configuration des niveaux inférieurs, les connexions avec la piazza, et l'atelier Brancusi... En promettant un résultat visible, présenté comme un progrès, il aide en outre à faire passer la pilule. ■

ISABELLE REGNIER (SERVICE CULTURE)



CHRONIQUE | PAR ALEXANDRE PIQUARD

La revanche de la voiture autonome

Tesla va lancer son premier « robotaxi », à Austin, au Texas, « possiblement dès le 22 juin ». Et sa « première voiture qui se conduit elle-même de l'usine jusqu'au domicile du client le 28 juin ». Avant ces deux annonces sur X, Elon Musk prévoyait de plus, lors d'une interview sur CNBC, que, d'ici fin 2026, « des centaines de milliers, voire un million » de Tesla autonomes seraient disponibles aux Etats-Unis.

Pourquoi croire cette fois-ci les prédictions du patron de Tesla ? Une page entière de Wikipedia relève ses annonces non réalisées sur le sujet depuis 2013. Mais plusieurs signaux montrent que, ces derniers mois, la voiture autonome connaît une revanche.

A San Francisco (Californie), le service de taxis sans chauffeur de Waymo a dépassé le concurrent classique Lyft, d'après les chiffres de YipitData. La filiale de Google, arrivée en 2023, a déjà atteint 27 % de part de marché. A ce rythme, elle pourrait devancer le leader Uber d'ici douze mois, même si son poids est peut-être un peu surestimé car il ne concerne que sa zone, qui exclut les aéroports, selon « The Driverless Digest », un blog spécialisé. Aussi présent à Los Angeles (Californie) et Phoenix (Arizona), Waymo a levé 3,5 milliards de dollars (3 milliards d'euros) fin 2024 et compte s'étendre à une dizaine de villes.

En Chine, plusieurs services de taxis sans chauffeur, comme Pony.ai, sont en activité, et les constructeurs automobiles peaufinent leurs véhicules autonomes, de BYD à XPeng, dont un modèle récent a épâlé les journalistes de l'émission « Turbo ».

L'ambiance a bien changé depuis les années 2021-2023, quand l'horizon de la voiture sans chauffeur semblait s'éloigner. Un Graal maintes fois annoncé par les leaders de la tech, mais pratiquement inatteignable. Après l'emballément, des accidents mortels survenus en test ont jeté un froid à partir de 2016, puis, fin 2020, Uber a calmé l'engouement en mettant fin à

son projet de voiture autonome. Pourtant créé depuis 2009, Waymo n'avait pu tester son service de taxis que dans une zone cantonnée de Phoenix, réputée facile pour la navigation autonome. Après un accident fin 2023, General Motors a à son tour fermé sa filiale de robots-taxis Cruise. La presse rapportait aussi les difficultés du projet d'Apple Car autonome.

Des capteurs invisibles

La voiture sans chauffeur a-t-elle gagné la bataille ? Il reste encore des obstacles à franchir. Le système de conduite autonome des Tesla – qui, contrairement à Waymo ou Pony.ai, n'utilise pas de Lidar, ces capteurs laser visibles sur le toit des véhicules, mais des caméras – doit encore être approuvé par les autorités. L'exemple de San Francisco suggère que les questions de sécurité et de régulation peuvent être résolues à terme.

Un autre défi est économique : Waymo a englouti des milliards de dollars et les véhicules avec Lidar sont pour l'instant onéreux, donc potentiellement limités aux usages professionnels intensifs comme les taxis, les navettes, le transport en commun, le fret... Mais l'entreprise a un partenariat avec Uber, et moins de concurrents qu'à une époque. Son horizon paraît s'éclaircir.

De plus, si les déclarations d'Elon Musk sur les robots-taxis ressemblent à une tentative de rebondir alors que les ventes de Tesla pâtissent de son soutien à Donald Trump, les véhicules sans Lidar (comme Tesla ou XPeng) pourraient faire baisser les coûts. Le patron de Tesla a annoncé que tout propriétaire d'une de ses voitures pourrait, « quand il ne l'utilise pas », la mettre à disposition de la flotte de robots-taxis, afin « d'en tirer un revenu ». Alors que le bilan économique et écologique de la voiture, même électrique, est contesté, ce genre de modèle de partage ouvre une perspective qui pourrait changer l'équation.

Resteront encore toutefois sur la route de la voiture autonome de nombreuses questions, sur le rapport à la conduite et au temps, l'emploi et plus généralement l'acceptabilité sociale. A Los Angeles, des manifestants ont incendié des Waymo, vues par certains, en raison de leurs caméras, comme un symbole de surveillance. Un problème croissant... mais qui dépasse celles des voitures. ■

EN CHINE, PLUSIEURS SERVICES SANS CHAUFFEUR COMME PONY.AI SONT EN ACTIVITÉ

LES PRÉSIDENTS ET LE CLICHE SECRÈT



LA PHOTO, PÉTAIN-MITTERRAND : L'HISTOIRE SECRÈTE DU DOCUMENT QUI AURAIT PU BOULEVERSER LA V^E RÉPUBLIQUE
de Patrice Duhamel, L'Observatoire, 186 p., 21 €

C'est l'histoire d'une photo compromettante, restée secrète un demi-siècle. Enfin publiée en 1994, en couverture de *Une jeunesse française* (Fayard), de Pierre Péan, retracant les premiers engagements de François Mitterrand. Sur le cliché en noir et blanc, le futur président socialiste à 26 ans, les cheveux gominés, un mouchoir blanc plié en triangle dans la poche de sa veste. Il écoute avec déférence le maréchal Pétain, 86 ans, qui le reçoit parmi une délégation de responsables d'un centre d'entraide aux prisonniers.

La photo a été prise le 15 octobre 1942 à Vichy (Allier), où Mitterrand est resté plusieurs mois, fréquentant les milieux pétainistes, avant de se rapprocher de la résistance. Il a longtemps nié ce passé troublé, avant de le minimiser. Le cliché fait scandale. « Il est rude de découvrir que Mitterrand fut non pas seulement barrésien en littérature (...) mais aussi Croix-de-Feu en politique », condamne Lionel Jospin en 1994.

A la fin des années 1970, le journaliste Patrice Duhamel entend

parler pour la première fois d'un mystérieux document mettant en cause le socialiste. A la publication du livre choc de Pierre Péan, il s'interroge : comment ce cliché explosif est-il resté si longtemps dans l'ombre ? Bien plus tard, le mystère revient le hanter, « lancinant ». Il décide alors d'enquêter, et en tire un livre captivant : *La Photo* (L'Observatoire, 186 pages, 21 euros).

Jetée dans la cheminée

Pendant la campagne présidentielle de 1965, alors que de Gaulle se trouve en difficulté face à Mitterrand, le ministre de l'intérieur Roger Frey – à qui la photo a été transmise par un sous-préfet, lui-même l'ayant obtenue d'un collectionneur – présente le cliché au Général : « Pourquoi ne voudriez-vous pas que sortent quelques bonnes vérités bien cachées ? » De Gaulle décline : « Que Mitterrand soit un arriviste et un impudent, je ne vous ai pas attendu pour le penser. Mais je ne ferai pas la politique des boules puantes. » A sa suite, Pompidou, Giscard et Chirac refusent d'utili-

ser la photo pour déstabiliser Mitterrand. Quand cette idée lui est soumise, Pompidou se met même en colère et jette la photo dans la cheminée. « Vous voyez, avec ce genre de dossier, ce qu'il faut faire », dit-il.

Ce livre-enquête savoureux, qui se lit comme un thriller, offre une plongée dans des pages oubliées de la V^e République. Les relations exécrables entre Gaulle et Mitterrand, « le Rastignac de la Nièvre ». La « vague de tristesse » qui submerge le Général, en ballottage en 1965 et qui songe à se retirer de la compétition. Ou ces rendez-vous secrets entre Michel Poniatowski, ex-ministre de Giscard, et Mitterrand – exhumer des archives du premier – destinés à sonder les intentions de l'artisan de l'union de la gauche. Ce dernier rassure, scellant un pacte de non-agression avec Giscard : « Je ne laisserai pas [les communistes] prendre une influence décisive. » Et « VGE » préfère à son tour laisser la fameuse photo au secret, cachée dans le coffre-fort de son bureau, à l'Elysée. ■

SOLENN DE ROYER

Protectionnisme | PAR SELÇUK





INTERNATIONAL | CHRONIQUE

L'Iran dans le piège de son projet nucléaire

Pourquoi cette obstination à se doter un jour de l'arme nucléaire ? Ou à acquérir la capacité d'en assembler une ? La théocratie au pouvoir à Téhéran depuis 1979 croit dans les vertus de «la» bombe. Elle doit garantir le régime contre une agression extérieure et assurer la prépondérance stratégique de l'Iran sur le Moyen-Orient. Le résultat pourrait bien être l'inverse : un affaiblissement sans fin, sinon immédiatement fatal, de la République islamique.

La guerre qu'Israël mène en Iran depuis la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin est l'aboutissement d'une séquence inaugurée voilà près de 40 ans. Certes, elle a des causes plus conjoncturelles – des inconséquences de Donald Trump à l'opportunisme du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Les avertissements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), bras mal armé de l'ONU pour faire respecter le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), comptent aussi. Elle tire la sonnette d'alarme. Signataire du TNP, l'Iran, depuis longtemps déjà, viole certaines de ses obligations. Le régime enrichit de l'uranium dans des quantités (aujourd'hui 400 kilos) et à des teneurs (60 %) qui n'ont de sens qu'au service d'une ambition : fabriquer un jour une arme nucléaire – même si Téhéran s'en défend.

Donald Trump est largement responsable. Durant son premier mandat, en 2018, il a sabordé un accord conclu en 2015 et qui plaçait, au moins pour un temps, le programme nucléaire iranien sous surveillance de l'AIEA. Trump prétendait pouvoir obtenir mieux – et reniait la signature des Etats-Unis. La République islamique, s'estimant trahie et, de ce fait, libre de ses engagements, s'est lancée, depuis, dans une course toxique à l'enrichissement de l'uranium.

Mais son entêtement à atteindre le «seuil» nucléaire – être capable d'assembler un engin nucléaire – remonte à l'enfance de la théocratie iranienne. Affichant haut et fort sa volonté de n'être soumis «ni à l'Ouest ni à l'Est», le nouveau régime, qui a mis fin à la dynastie Pahlavi, ne cache pas ses velléités d'exporter sa révolution islamique dans le monde arabe. Les ayatollahs dénoncent les «infidèles» de Bagdad – l'Irak de Saddam Hussein, protégé de l'URSS – et les monarchies «impies», corrompues et décadentes du Golfe – alliées des Etats-Unis. Cas unique dans l'histoire de l'ONU, il appelle à la disparition d'un de ses membres : Israël.

Le monde arabe prend peur, Soviétiques et Occidentaux aussi. Appuyé par Moscou, Washington et les Européens, l'Irakien Saddam Hussein, courtisé comme jamais, lance son armée à l'assaut de l'Iran à l'automne 1980 – au nom d'un éternel différend frontalier avec son voisin de l'Est. L'Irakien parie sur la chute rapide d'une République islamique dont l'assise est alors très fragile. La guerre dure près de huit ans (1980-1988), elle provoque des centaines de milliers de morts et d'immenses destructions.

**NUCLÉAIRE,
MISSILES
ET MILICES:
UN TRIPTYQUE
POUR DÉFENDRE
LA RÉPUBLIQUE
ISLAMIQUE**

LA GUERRE QU'ISRAËL MÈNE EN IRAN EST L'ABOUTISSEMENT D'UNE SÉQUENCE INAUGURÉE VOILÀ PRÈS DE 40 ANS

L'agression extérieure soude l'Iran derrière le nouveau régime, elle le conforte et façonne le profil volontiers paranoïaque de la République islamique. Saddam Hussein a utilisé les gaz contre les Iraniens – sans susciter de réactions internationales. Le Guide de la République islamique en tire une conclusion : l'ayatollah Khomeini revient sur sa décision, prise en 1979, d'interrompre le programme nucléaire lancé par son prédécesseur, Mohammad Reza Pahlavi. La question nucléaire iranienne est née.

Les leçons de la guerre avec l'Irak ne s'arrêtent pas là. Parallèlement au nucléaire, l'Iran se lance dans la production de missiles balistiques. Enfin, il tisse un réseau de milices alliées dans le monde arabe, auprès des communautés chiites d'Irak, du Liban puis du Yémen. L'«axe de la résistance» est né, auquel viendra s'ajointre le Hamas palestinien. Nucléaire, missiles et milices : un triple mur pour défendre la République islamique et assouvir ses ambitions expansionnistes, mais dont les acteurs jugent qu'ils ne sont là que pour défaire l'«ennemi sioniste». La vraie mission est moins la cause palestinienne que la protection de l'Iran.

L'hostilité des Etats arabes
En envahissant l'Irak et en destituant le régime de Saddam Hussein, en 2003, au prétexte de neutraliser un arsenal d'armes de destruction massive inexistant, le président George W. Bush va apporter sa contribution au renforcement de la République islamique : l'ennemi le plus redouté de celle-ci, «Saddam», est éliminé et remplacé par des partis chiites irakiens proches de Téhéran. L'Iran devient «la» grande puissance régionale.

A l'intérieur, le tableau est moins brillant. La quête du nucléaire – quelle que soit l'ambition définitive de Téhéran – lui vaut d'être en permanence sous sanctions économiques. Coûteux, l'entretien des milices de l'«axe de la résistance» suscite l'hostilité des Etats arabes, qui se rapprochent d'Israël. Entre une population jeune et appauvrie et un régime tyannique toujours incarné par son Guide, Ali Khamenei, 86 ans, le fossé se creuse.

Le martyre infligé aux Gazaouis par Israël en réponse aux massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 déclenche la solidarité de l'«axe de la résistance» : Hezbollah, milices irakiennes (à partir de la Syrie) et houthistes yéménites bombardent, sporadiquement, Israël. Qui réplique courant 2024 en neutralisant le Hezbollah et en décimant la défense antiaérienne de l'Iran, deux préludes à l'offensive actuelle de l'Etat hébreu contre la République islamique.

L'architecture de défense érigée au lendemain de la guerre contre l'Irak – le triptyque : projet nucléaire, arsenal de missiles et milices arabes chiites –, loin de protéger l'Iran, se retourne, involontairement, contre lui. Alliées du régime, la Chine et la Russie ne bougent pas. La République islamique est seule. ■

EMPLOI : METTRE FIN À LA DISCRIMINATION LIÉE À L'ÂGE

ÉDITORIAL M

Travailler plus longtemps ? Encore faut-il en avoir la possibilité. Les injonctions à repousser l'âge de départ à la retraite se multiplient pour s'adapter à l'évolution démographique et maintenir la soutenabilité du financement du système par répartition. Mais, si les réformes successives ont permis d'améliorer mécaniquement le taux d'emploi des 55-64 ans, elles sont loin d'avoir résolu le sujet du maintien dans l'emploi jusqu'à l'âge légal de départ.

De nombreux salariés âgés sont confrontés à ce paradoxe : alors qu'ils doivent prendre leur retraite de plus en plus tard, les plus de 50 ans continuent à subir une discrimination à l'embauche et beaucoup d'entre eux peinent à rester sur le marché

du travail jusqu'au moment où ils pourront toucher leur pension à taux plein.

Le vieillissement de la population française doit pousser à faire évoluer la place des seniors au sein de l'entreprise. Au-delà de la gestion des fins de carrière et de l'accompagnement de la pénibilité se pose également la question des salariés qui sont sortis du marché du travail dans la dernière partie de leur carrière et qui doivent affronter les réticences des entreprises à les recruter au profit de plus jeunes.

Après un licenciement ou l'échec d'une réorientation de carrière, comme une création d'entreprise, les salariés de plus de 50 ans se heurtent à un mur du recrutement du simple fait de leur âge. Le phénomène freine les envies de mobilité professionnelle, mais surtout, pour ceux qui perdent leur emploi, cette discrimination est souvent synonyme de précarité. Trop jeunes pour être à la retraite, trop âgés pour être employables, ils sont obligés de basculer vers le chômage, voire les minima sociaux.

Comme l'indique le «Baromètre Landoy de la France qui vieillit», réalisé avec l'Ifop et publié en novembre 2024, l'emploi des seniors fait encore l'objet de nombreux a priori. Ils seraient réticents aux changements, moins aptes à s'adapter aux outils numériques, plus facilement fatigables et, pour les employeurs, ils coûtent trop cher. Bref, les clichés ont la vie dure, à

tel point que l'âge est perçu comme la plus importante source de discrimination par les Français, plus que le handicap ou la nationalité.

Ce ressenti découle directement des pratiques des entreprises, qui sont favorables au report de l'âge de la retraite, mais qui préfèrent embaucher des jeunes. Les recrutements se font de plus en plus par le biais d'algorithmes programmés pour repérer les critères qui trahissent l'âge, conduisant à filtrer les candidats les plus jeunes. Même s'ils arrivent à passer ce premier obstacle, les seniors doivent ensuite surmonter les réticences des services de ressources humaines qui reproduisent la même grille de sélection. Ces pratiques sont incohérentes avec la logique consistant à repousser l'âge de départ. Si l'on veut que les Français travaillent plus longtemps, il est indispensable de lever les barrières à l'embauche que rencontrent les seniors en corrigeant les biais introduits dans les algorithmes de recrutement, voire en instaurant des quotas en fonction de l'âge.

Les mentalités vis-à-vis des seniors ne doivent pas changer par principe, mais par nécessité. Dans dix ans, la majorité de la main-d'œuvre sera constituée par les plus de 45 ans, et la baisse du nombre de jeunes diplômés va provoquer une pénurie de talents. Se priver de l'expérience est un luxe dont nous n'avons plus les moyens. ■

JUILLET 2025

11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL
INTERNATIONAL DE
JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ



Ashley Graham - Ariana DeBose



SEAMASTER #AQUATERRA 30 MM
Co-Axial Master Chronometer

my little secret*

Ω
OMEGA

*mon petit secret

2|3

LA UNE, SUITE

► ANALYSE
Echantillons de littérature patriotique russe► ÉCLAIRAGE
Un essai sur le «messianisme» russe

4|5

LITTÉRATURE

► Léonie Adrover, Marie Sizun, Alejandro Zambrano, Brigitte Reimann



Léonie Adrover.

6

HISTOIRE D'UN LIVRE

► «Fendre l'azur», d'Agathe Portail

7

ESSAIS

► Maya Kandel retrace l'authentique histoire du trumpisme



8

CHRONIQUES

► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu «Rêver la littérature mondiale», de Jérôme David

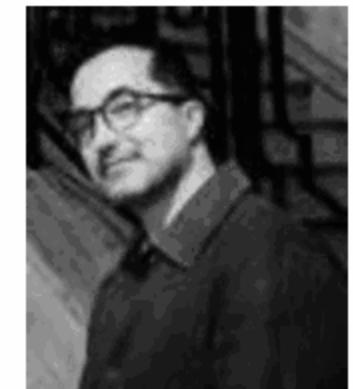
9

MÉLANGE DES GENRES

► NOIR
Vengeance en Galice avec Victor del Arbol

10

RENCONTRE

► Xavier Le Clerc:
«Le déterminisme social me prédisait un autre avenir»*Au centre du parc des expositions VDNKh, lors du salon du livre «Nos héros». Moscou, le 8 mai.
MARIA TURCHENKOVA POUR «LE MONDE»*

A Moscou, avec les écrivains patriotes

Rencontrés lors du récent salon du livre «Nos héros», ou à l'Union des écrivains, de nombreux auteurs prennent fait et cause pour l'«opération militaire spéciale» en Ukraine comme pour Vladimir Poutine.

Plongée dans le monde de la littérature Z. Trois pages spéciales

BENJAMIN QUÉNELLE
Moscou - envoyé spécial

Au milieu des drapeaux russes et des étals de livres patriotiques, Alexandre Korabliov, 68 ans, veut parler en vieux sage. «Si, des deux côtés, on avait tous pris le temps de relire les classiques russes, notamment les prophéties de Dostoïevski, il n'y aurait sans doute pas eu de guerre entre l'Ukraine et la Russie», assure-t-il d'entrée. Voix posée et ronronnante, longue chevelure grise bouclée, le philologue et poète a passé l'essentiel de sa vie entre Horlivka et Donetsk, villes

ukrainiennes sous contrôle russe depuis le début du conflit, en 2014, et de facto annexées par la Russie depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en 2022. Mais Alexandre Korabliov passe aussi régulièrement par Moscou. Il était l'un des invités d'honneur du récent salon «Nos héros», consacré au livre patriote, qui a été organisé dans l'immense pavillon Russie - Mon histoire, où «Le Monde des livres» a rencontré. C'était en mai, au cœur du vaste parc VDNKh (Vystavka dostiženii narodnogo khoziaistva, «l'exposition des réalisations de l'économie nationale») qui, ouvert en 1939 à la gloire de l'économie planifiée, a été refait à neuf pour mettre en scène ce que la Russie s'enorgueillit d'avoir réussi en un quart de siècle sous la présidence de Vladimir Poutine.

«Nos héros» était l'un des événements orchestrés à l'occasion des célébrations

du 9 mai, date-clé dans la propagande du Kremlin, pour honorer le 80^e anniversaire de la victoire de 1945 et la fin de la Grande Guerre patriotique contre l'Allemagne nazie. Autour d'Alexandre Korabliov s'étaient une trentaine de stands, plus de 5 000 livres. Figurent pèle-mêle quelques classiques russes, avec notamment Alexandre Pouchkine, le poète vénéré de génération en génération depuis deux siècles. Ils sont en fait là pour accompagner, et crédibiliser, le cœur de cette exposition: ouvrages nationalistes, poèmes patriotiques et tout ce que propose la prose Z, lettre devenue symbole du soutien populaire (et littéraire...) à l'«opération militaire spéciale» du Kremlin en Ukraine.

Auteur d'un magistral pensum consacré à la modeste école philologique de Donetsk, soutenu par la Fondation présidentielle pour les initiatives culturelles, Alexandre Korabliov fait depuis deux mois le tour des salons du livre de Russie. Une manière, de facto, d'enraciner dans l'esprit du public l'annexion de Donetsk et de l'ensemble des territoires occupés (quelque 20 % de l'Ukraine). Il l'assure: «En période de chaos, il faut rappeler à tous que chaque partie appartient à un ensemble. C'est vrai notamment des peuples...» Derrière le propos abstrait, il déroule une analyse qui vise à justifier les annexions en Ukraine et, au-delà, toute la rhétorique du Kremlin, qui, en niant l'indépendance de la nation voisine, promeut l'impérialisme russe.

«Donetsk est l'épicentre d'une guerre mondiale frontale: fascisme contre christianisme, Ouest contre Russie», insiste Alexandre Korabliov. Pour lui, comme le répètent en boucle les télévisions du Kremlin, il n'y a pas de doute: la victoire est du côté de la Russie, car, en tout temps, elle est censée mener «un combat juste» contre le «fascisme». Et, en fait, comme aux temps soviétiques, contre tout pays qui s'oppose à Moscou. Il faudra le même dévouement de la patrie pour vaincre le régime de Kiev et connaître une nouvelle grandiose victoire.

Alexandre Korabliov résume: toute révolution conduit à l'impasse. «L'Ukraine forme un seul peuple avec la Russie, mais elle a été déviée vers d'autres voies qui lui promettaient le changement. Illusion...», regrette-t-il. Les «prophéties» de Fiodor Dostoïevski, partisan convaincu de l'impérialisme russe, se confirment aujourd'hui, selon lui: tout choix libre d'un pays relevant de ce que le régime nomme le «monde russe» - la zone d'influence «naturelle» du pays -, telle l'Ukraine, est vécu comme une agression.

Ce message revient dans toutes les bonnes pages de la nouvelle littérature Z. «Nous aimons notre patrie et nos soldats. Je voulais écrire pour raconter ce que j'ai vu et ressenti aux côtés de nos troupes, pour le transmettre au plus large public et développer le patriotisme», explique

LIRE LA SUITE PAGE 2

A Moscou, avec les écrivains patriotes

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

parmi d'autres Ian Beriozine, l'un des auteurs les plus prolifiques publiés par Vetché (du nom d'une assemblée populaire dans les pays slaves), la principale maison d'édition pour les «correspondants de guerre».

«Notre "opération spéciale" en Ukraine, contre la renaissance du fascisme, permet de souder le pays», tranche l'écrivain, dont l'un des derniers ouvrages illustrés, *En première ligne*, est un recueil de poésies. Leurs titres : «Le Temps des héros», «Nous n'abandonnons pas les nôtres», «Président», «Comptine américaine», «L'Esprit russe»... «Notre victoire, ce ne sera pas le drapeau russe flottant sur le Parlement ukrainien à Kiev. Ce sera quand nous célébrerons notre union retrouvée avec les Ukrainiens.» Il reprend les éléments de langage du pouvoir, qui fait de la soumission des «petits frères» ukrainiens la clé de la paix : «Les Ukrainiens sont nos frères, pas nos ennemis!», se réjouit-il, fervent et exalté, devant le stand de Vetché.

Parmi les autres stars de ces étals : Alexeï Shorokhov, écrivain devenu soldat. «Comme Albert Camus, je suis un existentialiste, attaché à mes racines chrétiennes, prêt à me battre pour mes idées, résolu à écrire sur la responsabilité et la mort», confie-t-il, ton et regard déterminés. Il avait commencé sa vie d'auteur bien avant de s'engager en volontaire contre l'Ukraine en janvier 2023. «J'écrivais sur la vie. Mais rien sur la guerre, car je n'avais pas d'expérience. Aujourd'hui, je peux.»

Après sept mois de combats et une blessure à Bakhmout, bataille surnommée le «hachoir à viande», Alexeï Shorokhov s'est remis à écrire. «J'ai été blessé par une bombe de l'OTAN. Ce choc, cette

contusion et ces fractures, je ne les oublierai jamais», prévient-il. Après l'hôpital, il a pu retourner au front. Mais ses supérieurs ont vite compris qu'il serait plus utile sur l'arrière-ligne, plume à la main, plutôt qu'au front, arme au poing. Comme les autres auteurs Z, il fait partie intégrante du dispositif militaro-culturel du Kremlin.

L'écrivain-soldat est désormais fier de son premier livre, *La Gloire au combat*. Sur la couverture rouge apparaît son visage, mi-souriant, mi-guerrier, sous un épais casque aux couleurs kaki. Derrière lui se fond la ligne des soldats partis au combat. «Mes frères d'armes de Bakhmout! C'est pour eux que j'écris. Mais aussi pour que, loin du front, les lecteurs sachent ce qui s'est passé. C'est un livre presque documentaire, sur le combat, l'amour, l'héroïsme», précise Alexeï Shorokhov, dont le récit a inspiré deux pièces de théâtre.

S'il décrit crûment certains faits d'armes, l'aspect documentaire de son travail s'arrête cependant là. Rien n'est dit sur les exactions condamnées par la communauté internationale, les assassinats de civils, les viols, la torture, les déportations d'enfants. Il s'agit d'idéaliser la guerre. Désormais démobilisé, il poursuit cette tâche autrement, comme rédacteur en chef de l'un des magazines du ministère de la défense.

Mais le salon du livre patriotique de Moscou ne se réduit pas à ces stands de stricts récits militaires. «Pour mieux faire comprendre la guerre, il faut écrire sur la paix!», s'enthousiasme Ksenia Savina, directrice artistique de l'événement. Elle-même est poète. «*Pas des vers académiques. Des vers libres et fantaisistes! Notre Russie n'est pas l'URSS 2.0. On est libre d'écrire...*», assure-t-elle. Peu lui importe la vague de répression contre les poètes rebelles – que, dans une lettre au *Monde*, le 11 décembre 2024, dénonçait Artiom Kamardine, qui signait «un poète optimisé». Il a été condamné le 28 décembre 2023 à sept ans de prison pour avoir déclamé en public, à Moscou, ses vers

antiguerre. C'est l'un des quelque 1300 prisonniers politiques aujourd'hui en Russie, artistes, journalistes, simples citoyens.

«Moi, j'écris sur l'amour, s'enflamme Ksenia Savina. Je suis allée lire mes poèmes aux soldats. Sur le front, ils ont adoré. La poésie, c'est la vie et le cœur... Tous, on soutient le Kremlin, mais cela n'empêche pas notre liberté créatrice.» Accompagnée d'un groupe de chanteurs, elle a notamment participé à un voyage d'écrivains à Marioupol, en Ukraine occupée.

Toute une section du salon est réservée aux enfants. Pour attirer les familles, les organisateurs ont invité chanteurs folkloriques et acteurs patriotes, qui mettent en scène et en musique ce que petits et grands peuvent ensuite retrouver dans les livres. Les rayons «jeunesse» sont particulièrement riches. Entre une énième édition du *Petit Prince* et la nouvelle BD consacrée à Alexandre Pouch-

kin, entre des contes de régions russes et des romans fantastiques traduits de l'anglais se glissent de nombreux livres sur la guerre.

«Pas l'actuelle, car c'est trop récent. Il faut laisser le temps aux historiens. Mais sur la Grande Guerre patriotique, notre fierté», argue Anna Trofinova, directrice rédactionnelle de Detskaya Literatura, l'une des principales maisons d'édition pour enfants. «Ils doivent lire sur cette guerre, mais sans se faire peur. Ils peuvent se créer des héros, mais en sachant qu'il faut tout faire pour que l'histoire ne se répète pas.» Romans, BD et livres illustrés sur la victoire de 1945 sont multiples, tel cet émouvant récit, *Cent jours pour Doro*, sur l'amitié entre un garçon et une mouette face à l'épreuve de la guerre à Leningrad (désormais Saint-Pétersbourg), ville des 872 jours de siège. Il s'agit de «connaître son histoire», prévient le prologue.



Un admirateur français du «messianisme» russe

Dans un curieux essai, Rambert Nicolas exalte la Russie d'aujourd'hui à travers les philosophes Vladimir Soloviev et Alexandre Kojève

ÉCLAIRAGE

FLORENT GEORGESCO

On croirait ce livre traduit du russe. Non celui de Vladimir Soloviev (1853-1900), dont l'auteur est spécialiste, cette langue exaltée, inspirée, des philosophes religieux de l'Empire russe finissant. Le russe d'aujourd'hui. Celui des intellectuels qui, sous Poutine, contribuent, non sans exaltation à leur tour, à réhabiliter les «grandes réalisations» de l'URSS, au nom d'un idéal que, justement, Rambert Nicolas entend décrire dans *La Conscience de Staline*.

Rambert Nicolas est un jeune professeur de philosophie. Il a notamment enseigné au Collège universitaire français de Moscou. Son petit livre, qui paraît dans la prestigieuse «Bibliothèque des idées» de Gallimard, est le commentaire d'un texte qu'il vient de

traduire dans la même collection : un inédit du philosophe français d'origine russe Alexandre Kojève (1902-1968), *Sophia I. Philosophie et phénoménologie* (544 pages, 28 euros, numérique 20 euros).

Il lui doit d'ailleurs son titre : «la conscience de Staline», c'est Kojève lui-même, tel qu'il se définissait. On connaît l'auteur d'*Introduction à la lecture de Hegel* (Gallimard, 1947) comme un penseur de la «fin de l'histoire», laquelle trouverait son accomplissement dans une société mondiale où «rien ne change plus». *Sophia*, première étape d'un plus vaste projet, finalement interrompu, permet de prendre la mesure concrète de cette théorie : il la fait coïncider avec la politique de Staline.

Kojève a commencé à l'écrire en 1940. C'est l'année où, selon plusieurs enquêtes, il est devenu «agent de valeur» pour le KGB. Deux ans plus tard, la Grande Terreur organisée par Staline avait fait 750 000 morts. Un an auparavant, l'URSS avait signé avec

l'Allemagne nazie un pacte qui en faisait l'allié. Kojève, manifestement, assumait tout, en «stalinien de stricte observation» pour qui le philosophe était «tenu de participer activement au travail (...) qui vise à réaliser la société communiste», écrit-il dans *Sophia*. «A terme», résume son commentateur, l'humanité devait construire une solidarité universelle, «mais il fallait l'atteindre

L'auteur nous invite à découvrir dans le «Sophia» de Kojève «une nouvelle vigueur révolutionnaire». Staline contre l'«American dream», en somme.

par l'acier», comprendre : «la mise à mort des générations conservatrices précédentes».

Lire cet inédit aujourd'hui relève d'une archéologie évidemment utile. Vestige d'une époque où des esprits raffinés se met-

taint au service de la violence stalinienne, il peut aider à mieux comprendre cet effondrement de la pensée qui a offert tant de compagnons de route aux totalitarismes. Mais tel n'est pas du tout le propos de Rambert Nicolas.

Il veut, à l'inverse, faire passer ce stalinisme transcendental de l'archéologie à la pensée vivante. Une pensée qu'il revendique, en l'opposant à un monde occidental qui, écrit-il, a commis une «offense immense» envers la Russie quand il s'est réjoui de la chute de l'URSS, dont selon lui l'échec serait en réalité celui «de toute l'humanité».

Pour autant, *La Conscience de Staline* n'est pas qu'une réécriture de *Sophia* à destination des nostalgiques de l'URSS. La question, pour l'auteur, c'est Vladimir Soloviev et la philosophie religieuse russe préévolutionnaire, dont il veut montrer qu'elle a exercé sur Kojève une influence

décisive. Où l'on paraît revenir à l'archéologie des idées. Sauf que, très vite, la revendication, le miliantisme post-kojévien si l'on veut, reprennent le dessus.

Cette influence se noue en effet

autour de ce que Rambert Nicolas nomme une «idée fixe», qui auraient notamment eu en commun ces philosophes religieux et les bolcheviks : le projet d'*«accomplir une humanité meilleure, unie, idéale, voire divino-humaine»*. Idée constitutive de l'identité spirituelle de la Russie et unique dans le concert des nations, elle expliquerait la lutte entre une Russie toute dévouée à une «idée messianique de tâche à accomplir» et un Occident qui s'abandonnerait à l'*«animalité»* de son goût du confort.

Or l'auteur fait sienne cette lutte dans maints passages du livre, où il vitupère l'*«American dream»* et la *«lecture naturaliste»* d'une humanité qui «ne se nourrit pas seulement de pain ou d'orgies».

C'est sous l'égide de cette *«idée russe»*, seule capable de nous arracher à ces terribles errements, qu'il nous invite à découvrir dans le *Sophia* de Kojève «une nouvelle vigueur révolutionnaire». Staline contre l'*«American dream»*, en somme. Et Poutine à sa suite, même s'il ne le nomme pas, puisque cette histoire, écrit-il en conclusion, «est en train de s'écrire», et que, constamment, il emploie le présent pour parler du *«messianisme»* russe.

L'Ukraine non plus, du reste, n'est pas nommée. Le réel est trop trivial pour Rambert Nicolas, qui préfère contempler des «idées fixes» plutôt que regarder en face les corps suppliciés dont il s'agit pourtant. C'est sans doute ce qui caractérise le mieux ce livre : il n'entrevoit aucun rapport avec la réalité qu'il paraît viser, comme si la philosophie de l'histoire pouvait se prémunir contre le tragique. Cela rend sa publication d'autant plus incongrue, vue de Paris, sinon de Moscou. ■

LA CONSCIENCE DE STALINE,
de Rambert Nicolas,
Gallimard, «Bibliothèque des
idées», 222 p., 20 €, numérique 15 €.



Au salon du livre « Nos héros », à Moscou, le 8 mai.
A gauche, deux jeunes visiteuses ; ci-dessus, un stand de littérature jeunesse patriotique ; ci-contre, un spectacle sur le thème de la Grande Guerre patriotique.

MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »



Comme les livres pour adultes, cette littérature pour enfants contribue à la construction mythologique autour de la Grande Guerre patriotique, tirant toute la gloire à la Russie, qui remercie ses vassaux des autres républiques soviétiques et minimise l'importance du front occidental. Pendant que le jeune public feuillette ces livres, se succèdent sur la scène du salon les spectacles qui déclinent le narratif du Kremlin : le conflit actuel contre le régime de Kiev comme prolongement de celui contre l'Allemagne hitlérienne.

Pas question de mentionner le pacte entre l'URSS et le III^e Reich, qui dura de 1939 à 1941, actant le partage d'une large partie de l'Europe centrale et orientale entre les deux puissances, et, en permettant l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, entraîna le déclenchement de la

Sur la scène du salon se succèdent les spectacles qui déclinent le narratif du Kremlin : le conflit actuel contre le régime de Kiev comme prolongement de celui contre l'Allemagne hitlérienne

seconde guerre mondiale. Officiellement, la Russie, par essence, lutte contre le retour du « fascisme ». Pour la « paix » en Europe.

« Ce salon devient un lieu de rencontres pour auteurs, écrivains, poètes, musiciens et éditeurs », s'est félicité à l'ouverture, le 7 mai, Vladimir Medinski, président de l'Union des écrivains de Russie. Ministre de la culture entre 2012 et 2020, il avait mis les meilleurs culturels au service du patriote, pourchassant les artistes libéraux. Désormais conseiller au Kremlin, cet historien de formation est devenu l'idéologue en chef des manuels scolaires, parti en croisade pour défendre les « valeurs chrétiennes » contre les errements présumés de l'Ouest. Au

passage, il réhabilite Staline. C'est lui que Vladimir Poutine a nommé pour mener, à Istanbul, la délégation russe lors des récentes négociations avec l'Ukraine. « Celui qui contrôle l'histoire contrôle l'avenir », a déclaré Vladimir Medinski, qui, également président de la Société russe d'histoire militaire, évoque la « guerre éternelle » entre la Russie et ses ennemis.

Dans le centre de Moscou, le siège de son Union des écrivains porte sur sa façade un immense et triomphal « Z ». « Nous sommes heureux d'avoir créé cette atmosphère culturelle patriotique ! », jubile Nikolaï Ivanov, premier secrétaire de cette puissante organisation de 8000 écrivains. Au début de l'invasion russe à grande échelle, en février 2022, ses quatre ont démissionné. L'Union, dont 20 membres sont partis combattre au front, s'enorgueillit de ses trois héros : deux morts et un blessé, amputé des deux jambes.

« Parfois, on s'impatiente : on voudrait que l'offensive aille plus vite vers la victoire. Mais on peut faire confiance à Poutine ! Les écrivains sont à ses côtés », lance Nikolaï Ivanov, lui-même auteur (trente livres, dont cinq sur l'« opération spéciale » – et un autre en rédaction). Vétéran

de l'Afghanistan, de la Tchétchénie, de la Syrie, il a organisé une cinquantaine de voyages d'écrivains dans les régions ukrainiennes occupées. Pour parler avec les soldats et les populations. Puis pour démultiplier les récits de propagande.

Après ces immersions bien encadrées par les officiers du ministère de la défense et les commis de l'Union, quelque 80 livres ont déjà été publiés. « Encore au moins autant sont en préparation ! », annonce Nikolaï Ivanov, devant un thé, dans les bureaux blancs de l'Union.

Parmi ces « héros » à la plume patriotique : Zakhar Prilepine, écrivain, homme politique nationaliste et combattant du front, blessé dans un attentat à la voiture piégée le 6 mai 2023. Dans ses écrits,

notamment son livre *Ceux du Donbass. Chroniques d'une guerre en cours* (Syrites, 2018), l'écrivain-journaliste mêle récit et interviews. Les objectifs : « Le retour de Kiev dans le giron russe » et la « désoccupation de la culture russe ». C'est tout aussi violent que dans ses premiers romans où, loin de la guerre, Prilepine décrivait les injustices sociales dont souffre la jeunesse provinciale (*San'kia*, Actes Sud, 2009). En août 2022, à la Douma, le Parlement russe, il a créé un groupe pour exclure de la vie culturelle les artistes ne soutenant pas la guerre : « GRAD ». Malgré des sollicitations répétées, « Le Monde des livres » n'a pas pu rencontrer Zakhar Prilepine.

Dmitri Filippov, au contraire, pourrait parler des heures durant. En 2024, cet écrivain de 42 ans a été la révélation du concours « Mot » organisé par l'Union des écrivains. Il a gagné ce prix doté de 3 millions de roubles (quelque 30000 euros) devant... Zakhar Prilepine. « En écrivant, je n'ai pas pensé au prix, car se déroulait alors la prise d'Avdiivka, à laquelle je participais. Ma seule crainte : ne pas avoir le temps de le terminer », confie Dmitri Filippov, venu au salon du VDNKh en treillis, cinq médailles épinglees à son uniforme.

De cette ville ukrainienne dans l'oblast de Donetsk, occupée après deux ans de combat, il a rapporté *Collecteurs de silence*, épais récit de 350 pages sur la transformation presque mystique d'un simple fonctionnaire parti combattre. Une autobiographie, au style cru. Dmitri Filippov raconte que les soldats blessés ukrainiens sont soit faits prisonniers, soit achevés d'une balle. Mais il se doit d'idéaliser les faits de guerre, et s'arrête là, comme les autres : pas un mot sur les exactions contre les civils. « Mon devoir de témoin : fixer la réalité », explique-t-il pourtant. Une « réalité » qui, au bout du compte, se fond dans le récit du Kremlin.

Lui qui se dit écrivain depuis l'âge de 5 ans avait déjà rédigé quatre livres, notamment sur la bataille de Leningrad, héroïque moment de la Grande Guerre patriotique qui, dans son *Collecteur de silence*, côtoie l'actuelle guerre. Le livre a été tiré à 15000 exemplaires. Un gros tirage, alors que la plupart des œuvres Z font plus de bruit médiatique que de succès en librairie. « Il ne sera sans doute traduit ni en anglais ni en français, mais j'espère en chinois et en coréen... », dit-il, souriant, au milieu des drapeaux et des étals de livres patriotiques.

Hier, il était au front. Dans deux jours, il repart. Cela fait plus de trois ans que Dmitri Filippov poursuit ainsi ses allers-retours, illustrant l'union du front et de la famille, des armes et des manuscrits. « Ecrire m'aide à évacuer les violences de la guerre et me donne les forces de combattre encore », conclut-il. Son auteur préféré ? « Dostoïevski ! La foi, la moralité, la raison, la Russie : tout ce qu'il a écrit nous est adressé aujourd'hui. » Un siècle plus tard, la littérature Z s'en veut l'héritière. ■ BENJAMIN QUÉNELLE

Echantillons de prose et de vers patriotiques

« Le Monde des livres » a lu quelques-uns des ouvrages publiés en Russie pour justifier et glorifier la guerre en Ukraine

ANALYSE

ELENA BALZAMO

Signeusement entretenu par le Kremlin, le souvenir de la seconde guerre mondiale, désignée comme la « Grande Guerre patriotique », n'a jamais disparu de la conscience collective des Russes. Et lorsque l'invasion de l'Ukraine a commencé, ce mythe fondateur – un mythe derrière lequel, rappelons-le, il y a la mort bien réelle de plus de vingt millions d'êtres humains – a fourni aux auteurs se présentant comme « patriotes » un vaste arsenal de modèles et de références.

Comme la propagande visuelle, qui puise dans l'imagerie héritée de l'ancienne guerre, la littérature d'aujourd'hui joue un rôle important dans ce dispositif. Elle recourt volontiers aux recettes élaborées il y a plus de quatre-vingts ans pour ce qu'on appelle la « prose de lieutenants », ces œuvres fondées sur l'expérience militaire des auteurs, qui se sont multipliées à la fin du conflit.

En fait, cette réappropriation ne date pas de 2022, mais déjà de 2014, au moment de l'annexion de la Crimée et du début de l'invasion russe dans le Donbass. L'offensive, depuis, se déroule également sur le plan culturel : aussi

« Je regarde s'envoler des Mig et des Soukhoï / Notre technique miraculeuse ! / Ces oiseaux magiques ! »

Guenndadi Ivanov

bien la poésie que la prose sont mises à contribution, même si leurs rôles ne sont pas identiques. La poésie célèbre la grandeur des guerriers. La prose a pour objectif de développer la version du Kremlin des événements en cours, d'entretenir chez les gens la conviction d'assister à un juste combat.

Les formes de ces œuvres, dont « Le Monde des livres » a pu se procurer un échantillon parmi les parutions les plus récentes, varient (tout comme leur qualité) :

pour la prose, il est question de romans, de nouvelles, mais aussi de reportages, censés produire la plus forte impression d'authenticité. L'action se situe dans le Donbass, mais également en Afghanistan, en Tchétchénie, en Syrie, en Sierra Leone, partout où la Russie a fait retentir les armes.

Les traits communs de cette littérature sont une narration linéaire facile à suivre – pas de formalisme, peu d'introspection –, une glorification de la guerre, une condamnation de l'individualisme, un culte de la camaraderie et du sacrifice.

La plupart des auteurs, ces « ingénieurs de l'âme humaine »,

comme disait Staline, savent de quoi ils parlent. Certains ont même risqué leur vie en se portant volontaires soit pour combattre, soit pour des missions humanitaires. D'autres sont des militaires de carrière. Convaincus par les arguments du discours officiel, ils s'emploient à leur tour à en abreuver le public. A eux seuls, les titres sont éloquents. Ainsi, la collection « Derrière le petit ruban » (il s'agit du ruban de Saint-Georges, symbole des patriotes), publiée par la maison d'édition Eksmo, propose des ouvrages tels que *Le missile est lancé !* et *Le Bélier blindé du Donbass*, de Gueorgui Savitski, *La Gloire du guerrier*, d'Aleksei Chorokhov, ou l'anthologie *Le Sacrement du front*.

On note toutefois une différence de taille par rapport à la « prose de lieutenants » de l'époque soviétique, qui professait, conformément au dogme officiel, un athéisme intransigeant. Le patriarcat orthodoxe russe étant désormais en première ligne du combat – en bénissant les chars et les missiles, en mettant à la disposition des combattants l'absolution en ligne –, la littérature s'en ressent.

On a du mal à imaginer que les soldats russes lisent ce genre de livres dans leurs tranchées. La poésie, en revanche, peut avoir de l'impact sur eux. Lue à haute voix, récitée, elle peut toucher les personnes présentes, remplir une pause, divertir et « éduquer » en même temps. Cela explique l'initiative des « débarquements littéraires » de la très officielle Union des écrivains de Russie, qui envoie des équipes d'auteurs dans les territoires proches du front.

Des vers patriotiques pluvent sur l'auditoire réuni pour l'occasion. L'un s'extasie sur les bombardiers : « Je regarde s'envoler des Mig et des Soukhoï / Notre technique miraculeuse ! / Ces oiseaux magiques ! » (Guenndadi Ivanov). Un autre a des rêves plus audacieux : « Aujourd'hui, nous partons à l'assaut de Paris / Et demain ce sera Berlin » (Alexeï Chorokhov). Une troisième évoque le combat contre « les croix gammées noires », alias l'armée ukrainienne, rappelant au « cher fiston » qu'il se bat « pour nous, pour la Russie, pour Dieu » (Nina Popova).

En Russie, dont les habitants avaient jadis la réputation d'être des lecteurs passionnés, la lecture a considérablement reculé. Les écrans remplacent désormais les livres, et parmi ces derniers on trouve des quantités de romances ou de « feel-good books » qui n'ont pas grand-chose à envier à ceux de l'Occident vilipendé. La littérature « patriotique » ne leur fera certainement pas concurrence.

Mais dans le contexte de descentes de police dans des librairies, de procès intentés à des éditeurs, de tracasseries des auteurs contestataires (car il y en a malgré tout), elle contribue à l'uniformisation idéologique d'une société déjà passablement anesthésiée. ■

Face à Fangio

En 1979, Eduardo Berti vécut une expérience fondatrice à Buenos Aires. Coauteur d'un fanzine sportif, il décrocha, avec son ami Fernan, l'interview d'un ancien géant de la Formule 1, Juan Manuel Fangio (1911-1995). Un choc pour ces deux journalistes en herbe de 14 ans, qui furent conviés le jour même par le héros national. Poursuivant une œuvre autobiographique sensible commencée avec *Un père étranger* (La Contre Allée, 2021), le romancier argentin d'expression française interroge, dans *Faster*, la «ligne de démarcation» qu'a constitué cette rencontre, marquant le début de la fin d'une enfance plutôt réveuse. Empreint d'humour et d'autodérision, le texte, qui confronte le souvenir de cette épiphanie et les archives de l'époque, creuse la façon dont l'événement jeta les bases de deux vocations, l'une journalistique (pour Fernan), l'autre littéraire (pour Berti). Un subtil jeu d'échos s'y dévoile, entre les débuts tonitruants et maladroits du duo, et ceux du sportif. Mais c'est aussi toute l'histoire d'une amitié au long cours que retrace joliment ce roman : un lien qui s'est formé autour d'une passion dévorante pour le Beatle George Harrison (1943-2001), et n'a cessé de se renforcer depuis. Remontant le fil de ce compagnonnage, Eduardo Berti métamorphose une adolescence en âge d'or, vécue dans le halo de ses idoles. ■ ARIANE SINGER

► *Faster*, d'Eduardo Berti, La Contre Allée, 180 p., 20 €, numérique 14 €.

Frère et sœur

La ville algérienne de Batna, dans les Aurès, restera à jamais le centre du monde pour Jean-Noël Pancrazi. Né en 1949, l'écrivain y a grandi, dans le quartier du Stand, avec Isabelle, sa petite sœur. Avant le départ forcé, en 1962, suite à la guerre d'indépendance. Des années traversées d'impressions, d'émois et de souvenirs qui forment ce terreau intime où s'enracine la vie entière. Aujourd'hui, les «enfants du Stand», ces «deux enfants libres», sont devenus des enfants vieillis. Avec une discrète constance, ils ont veillé l'un sur l'autre et partagé presque tout, de leurs idées, de leurs amours différentes, du cinéma, des livres, de la politique. Les voilà face à la maladie : Isabelle est atteinte d'un cancer agressif. Et son frère tendrement l'accompagne. *Quand s'arrêtent les larmes* raconte ces jours-là et tout ce qu'ils emportent, d'une écriture de brasse coulée. Pas de mélancolie, pas de pensées amères, juste une grande douceur en prélude au grand calme. ■ XAVIER HOUSSIN

► *Quand s'arrêtent les larmes*, de Jean-Noël Pancrazi, Gallimard, 128 p., 17 €, numérique 12 €.

Malika RAHAL

MALIKA RAHAL

MILLE HISTOIRES DIRAIENT LA MIENNE



L'historienne, les témoins et leurs récits

14,90 € - ISBN 978-2-7132-3392-0

III éditions | www.editions.ehess.fr
Diff. : Harmonia Mundi Livre

La veille de sa mort, une femme transmet à une autre le souvenir des vies ordinaires d'autres personnes. «Passage du soir», frappant premier roman de Léonie Adrover

Ces vivants qui nous ont précédés

FABRICE GABRIEL

C'est toujours une émotion, quand on découvre le premier roman d'un auteur dont on ne sait à peu près rien : quelle est cette voix qui nous parle ? Ses inflexions auront-elles à notre destination assez de justesse pour nous emporter jusqu'au terme du récit ? On se pose ces questions, banales sans doute, mais vives, à la lecture de *Passage du soir*, de Léonie Adrover, dont on apprend qu'elle est suisse et journaliste, mais dont on devine surtout, aux premières pages de son livre, qu'on risque de l'aimer. Sa prose est précise, presque un peu maladroite dans son souci d'exposition, mais elle a dès l'abord, dans la manière d'engager l'intrigue, un grain particulier et prenant, qui fait s'accorder l'écriture et la situation : il y a là un mystère, un appel, quelque chose.

C'est la mort qu'on devine comme palimpseste essentiel d'un livre où est interrogée, l'air de rien, l'énigme première de tous les récits du monde

La situation ? Anne a la trentaine, c'est une étudiante attardée, qui a pris comme chaque vendredi un trolleybus pour aller voir son amie d'enfance... Pendant le trajet, son attention est attirée par une passagère plus âgée, munie d'une petite valise, avec laquelle une brève conversation s'engage et qu'elle suit soudain à la sortie d'une station, comme soumise à une invitation silencieuse, un accord spon-

tané et tacite, presque magique. La femme s'appelle Blanche, elle a pour seule intention de parler et a choisi Anne pour destinataire de son récit, qui se fera le temps du livre, dans l'espace du soir, sur un banc aux abords d'un lac, comme une discrète cérémonie de passage.

Quelle histoire, se demande-t-on, cette femme a-t-elle donc à transmettre, et pourquoi de façon si pressante ? Elle va mourir le lendemain, elle l'annonce tout de go : c'est un choix, dans un pays où le suicide assisté est possible, qu'elle a planifié avec une grande sévérité, si l'on en croit la description qu'elle fait du lieu qui l'attend pour sa fin. Ce qu'elle veut transmettre est moins explicite, qui s'apparente dans sa nécessité à ces chaînes épistolaires dont elle s'amuse elle-même du souvenir : «Ça me fait penser à une de ces chaînes de lettres qu'on n'a pas le droit d'interrompre, sous peine d'attirer le malheur sur soi et quatorze générations de descendants, c'était très à la mode un temps...»

Il n'y a pas de malédiction secrète, cependant, dans ce que va raconter Blanche : ce sont les destins de quelques personnages – Werner, le déserteur balafré de la Grande Guerre, puis le peintre Emilio, fils d'émigré, avant Judith et d'autres encore – qui se sont transmis le souvenir de leurs vies ordinaires, marquées parfois par le malheur. Mises bout à bout, elles constituent le panorama possible d'un pays où se croisent depuis toujours les exils et les identités, et dont Blanche porte les voix les plus anciennes. Elle les restitue scrupuleusement, en demandant à la narratrice d'en prolonger la mémoire, en les reprenant à son tour, avant que la mort ne vienne.

Nous l'écoutons, ainsi, au fil d'un roman dont le thème initial renvoie à la question de la fin de vie, si prégnante aujourd'hui, et des façons diverses de l'aborder en Europe, mais qui s'ouvre à



Léonie Adrover, à Develier (canton du Jura), en 2024. VINCENT MULLER/OPALE.PHOTO

travers ses différents personnages-passeurs à une plus ample généalogie : celle de l'identité suisse, avec ses dimensions rurales et montagnardes, sa part importante d'immigration, son rapport aux mondes germanique et italien. Surtout, il y a dans *Passage du soir* une dimension propre à la littérature, qui dépasse sa part documentaire et procure quelque chose comme le frisson du mythe. C'est la mort, tout simplement, qu'on devine comme palimpseste essentiel d'un livre où est interrogée, l'air de rien, l'énigme première de tous les récits du monde.

Il est frappant pour cela que, dès son apparition, le personnage de Blanche, debout dans un trolleybus, dégage cette étrangeté spéciale que la narratrice réussit, sans effet particulier, à transmettre

comme un danger familial : sans doute, du fait de sa décision, est-elle déjà de l'autre côté du «passage», subtilement polysémique, qui donne son titre au livre. Elle a passé l'Achéron, mais sa voix résonne encore et, dans ce glissement vers la mort préparée, s'opère un relais, la transmission d'une trace qui, grâce à ce roman même, est assurée de ne pas se perdre et nous fait, nous lecteurs, porteurs de sa mémoire. Ainsi Léonie Adrover nous rappelle-t-elle que nous sommes, aussi, le souvenir vivant des livres que nous aimons. ■

PASSAGE DU SOIR,
de Léonie Adrover,
Seuil, «Fiction & Cie», 224 p., 19,50 €,
numérique 14 €.

L'amour dans l'ombre

«L'Absent», de Marie Sizun, est le beau roman d'une longue liaison adultère, à laquelle seule la mort met fin

XAVIER HOUSSIN

éloigner. Une «aventure adultère qui aura duré tant d'années. Violente et miraculeuse. Coupable et innocente».

Ils se sont rencontrés à la trentaine, tous les deux enseignants en Allemagne. Elle récemment divorcée, lui marié pour le pire : une épouse réchue et deux enfants atteints de troubles mentaux. Il ne les quittera jamais. Commence pourtant, et s'enracine, une liaison vivace, résistante à la raison, aux jugements. Dévoré de culpabilité, il cherchera à rompre. Epuisée de compromis, de commérages, d'agressions,

elle se résoudra à battre en retraite. Mais de Karlsruhe à Bruxelles, puis à Paris, ensemble, éloignés, sans cesse réunis, ils continueront de vivre leur inépuisable coup de foudre. «La folie était que nous tenions trop l'un à l'autre pour nous perdre.»

Marie Sizun écrit à la première personne une lettre à «l'absent». Un courrier à épisodes, feuilleton des allers-retours entre les souvenirs et la réalité des jours de deuil, de solitude. C'est l'adieu arraché,

L'ABSENT,
de Marie Sizun,
Arléa, «1^{er} mille»,
202 p., 19 €.
Signalons, de la même autrice, la parution en poche de 10, villa Gagliardini, Folio, 248 p., 8,50 €.

un souffle, le dernier, au téléphone à l'hôpital, grâce à la complicité d'une infirmière, les funérailles auxquelles elle assiste, loin de la famille. Mais c'est surtout la broderie minutieuse

de tous les instants partagés, du bonheur des instants volés, qui se maillent, s'entrelacent, et qui ont fait cette vie, étrangement commune, si intense, fragile, inquiète, absolue.

Les gares des retrouvailles sont aussi celles des adieux. Les larmes parfois surviennent d'un rien, au café, au restaurant. Un climat lourd, vide du moindre mot, quelquefois, s'installe. «Nous qui ne nous nous disputions jamais, qui avions le sentiment d'être si clairs l'un à l'autre, quel poids pouvait prendre un silence entre nous, si bref fut-il?» Ne pas penser à ce qui ferme la parenthèse, ne rien gâcher du temps précieux.

Ce n'est plus cette absence du temps des départs vers «l'autre femme», vers «l'autre maison». Le disparu est devenu étrangement présent. Tout entier maintenant à celle qui l'aime. Le livre de Marie Sizun (le seizième), «ce drôle de livre en train de se faire»,

bouleversant d'abandon et de confiance, emmène ensemble l'écriture et la mort. En 1730, Couperin appelaît une de ses dernières pièces pour clavecin *Les Ombres errantes*. Ici, elles sont à jamais réunies. ■

Georges DIDI-HUBERMAN
Enzo TRAVERSO
Guillaume BLANC-MARIANNE



Synthèse d'une querelle
présentée par Guillaume Blanc-Marianne

15 € - ISBN 978-2-7132-3392-0

III éditions | www.editions.ehess.fr
Diff. : Harmonia Mundi Livre

EXTRAIT

«Quel étrange bonheur c'était en effet de t'attendre ! Toi ou ton coup de téléphone, ou l'arrivée de ton train, ou le bruit de ton pas dans l'escalier, de ta voiture autrefois, se garant devant la maison... Cette attente-là, si simple, en apparence, si modeste, si banale, et pourtant si intense, si remplie de joie. Je me souviens du goût de l'attente. De sa cruauté voluptueuse. Anticipation de la présence ; mais aussi angoisse de l'absence, qui est déjà une idée de la mort. (...) Quel drame quand tu ne venais pas, ou quand ta venue était retardée, ajournée, annulée, quand les promesses n'étaient pas tenues ! Je pleurais. Et pourtant je garde de ces larmes un souvenir très doux : elles étaient les larmes de la vie, elles avaient pour objet un vivant. Je savais bien au fond de moi que je te retrouverais. Car en ce temps-là, tu n'étais pas mort.»

L'ABSENT, PAGE 43

L'alternative

Solitude forcée, perte de repères... : dans *Un bout de chemin*, l'écrivaine écossaise Ali Smith nous replonge dans l'atmosphère confinée du Covid-19 dans l'Angleterre post-Brexit. Tout commence par un appel surprenant reçu par la narratrice, Sandy Gray, artiste peintre à la personnalité flottante et solitaire. Martina Inglés Pelf, une ancienne camarade de faculté, la sollicite pour résoudre une énigme relative à une œuvre d'art intitulée *La Serrure de Boothby*. Retenue de force par la douane à l'aéroport pour avoir transporté cet objet ancien, voilà que Martina se met à entendre des voix mystérieuses, notamment cette phrase en forme d'alternative cassée : «*Oiseau de feu ou couvre-feu. A vous de choisir.*» Le récit entremêle ensuite deux temporalités narratives : la première, propre au réel et à ses difficultés, et la seconde, relevant davantage de la rêverie, voire de la loufoquerie. Roman exigeant, sans doute par moments difficile à suivre, *Un bout de chemin* se démarque cependant par la capacité de l'autrice à nous emporter dans des analyses littéraires et étymologiques exceptionnelles, remarquablement restituées en français par sa traductrice, Laetitia Devaux. ■ ADÈLE LE QUEST

► *Un bout de chemin* (Companion Piece), d'Ali Smith, traduit de l'anglais par Laetitia Devaux, Grasset, «En lettres d'amour», 232 p., 22 €, numérique 16 €.

La terre sèche

Dans *La Terre des femmes* (Rivages, 2020), la vétérinaire et poète espagnole María Sanchez rendait hommage aux femmes du monde rural. *Feu la soif*, son premier recueil de poèmes traduit, parle cette fois pour toute une génération qui constate avec consternation les effets concrets du réchauffement climatique global. «*Les mers anciennes/dorment à présent dans les pierres/des mondes sauvages fleuris-saient/ il ne pleut plus/ il ne pleut plus comme autrefois/répètent à l'infini les aînés.*» Plutôt que de verser dans la nostalgie, cette superbe élégie amoureuse et délicate exprime une colère sourde face au désastre et la douleur liée à la perte des habitats naturels. Le verbe, ici, se veut le germe d'un environnement qui ne demande qu'à renaitre de ses cendres. «*Je continuerai à te nommer rivière/ même si l'eau ne t'effleure plus/ tu dessineras demain/ des ruisseaux dans les airs.*» Ces poèmes disent la force régénératrice d'un regard à la fois humble et neuf sur les éléments et les espaces quand tous semblent voués à disparaître. ■ ARIANE SINGER

► *Feu la soif* (Fuego la sed), de María Sanchez, Rivages, traduit de l'espagnol par Alexandra Carrasco, 148 p., 17 €, numérique 13 €.

Ella SHOHAT

Traduction de Joëlle Marelli

ELLA SHOHAT

LANGUES ET MÉMOIRES JUIVES-ARABES



Politique du trait d'union

15 € - ISBN 978-2-7132-3400-2

III éditions | www.editions.ehess.fr
Diff.: Harmonia Mundi Livre

Dans «Langue paternelle», l'écrivain chilien déploie la riche palette de son talent littéraire pour célébrer sa paternité tardive. Et évoquer son propre géniteur

Alejandro Zamora, un père latino-américain

ARIANE SINGER

Alejandro Zamora n'est pas de ceux qui regrettent d'être devenus pères sur le tard. Bien au contraire. De son propre aveu, l'écrivain chilien, né en 1975, en savoure les joies bien plus qu'il ne l'aurait fait vingt ans plus tôt. «*A 42 ans, la paternité a été pour moi une vraie fête. Nous savons déjà que, jusque dans les fêtes les plus réussies, il y a des moments où l'euphorie se mêle avec l'égaré ou avec l'ingrate conscience qu'il faudra demain se lever tôt et faire la vaisselle. Mais, si je devais résumer ces cent cinquante et quelques jours en une courte phrase, mon télégramme dirait ceci : je me régale*», note-t-il, au 158^e jour de la vie de son fils, Silvestre.

Après *Poète chilien* (éd. Christian Bourgois, 2023), où il décrivait la relation de proximité entre un écrivain et son beau-fils, l'auteur, dans *Langue paternelle*, son huitième livre traduit, documente cette fois les progrès de son propre enfant durant sa première année et consigne avec bonheur les réflexions qu'ils lui inspirent. Il s'émeut lors des siestes effectuées ensemble, l'un posé sur le ventre de l'autre, s'enorgueillit du premier mot de son rejeton («*papa*»), et s'irrite lorsque le vendeur de la boulangerie, les voyant seuls tous les deux, l'interroge sur l'absence de la mère. Il écrit aussi des centaines de poèmes sur son téléphone et se demande pourquoi diable on méprise l'expression «littérature enfantine» (qui donne son titre original à l'ouvrage), alors qu'à ses yeux la littérature est précisément cet acte de retour à l'enfance.

Par le simple fait qu'il détaille les motifs d'émerveillement d'un jeune père, ce livre est une rareté dans une Amérique latine où la paternité a longtemps été la grande absente de la littérature et où, comme le souligne l'auteur, «[les] pères ont essayé à leur manière de [leur] apprendre à être des hommes, mais ils ne [leur] ont pas appris à être des pères». Prendre la plume à ce sujet est d'autant plus singulier que nombre d'autrices

latino-américaines nées à partir des années 1970 se refusent à faire des enfants et à fortiori à y consacrer leur temps d'écriture.

Marcher à quatre pattes

Original, Zamora l'est assurément, surtout parce qu'il ne se limite pas à tenir un journal de bord. Son livre, qui mêle confidences, poèmes, aphorismes, récits romanesques et essai, est aussi et avant tout un objet ludique où l'écrivain décline avec humour la riche palette de son talent littéraire. Habitué à jongler entre roman (*Bonsai*, Rivages, 2008), récit sous forme de QCM (*Fac-similé*, Zinnia, 2016) ou encore poésie (*Vider les lieux*, Zinnia, 2015), il multiplie ici les formes et les registres pour revisiter le monde mystérieux de l'enfance. Il peut faire rire aux larmes avec un récit psychédélique qui le

met en scène en train de marcher à quatre pattes, sous l'effet de champignons hallucinogènes – il souhaite imiter le processus d'apprentissage de son fils. Mais il sait aussi toucher au cœur avec un poème sur les difficultés d'endormissement de Silvestre («*Bonjour nuit*»). Enfin, il surprend son lecteur avec une sorte de conte pour enfants, qui raconte l'amitié entre deux garçons du même quartier, lesquels s'écrivent dans le langage le plus grossier possible, jusqu'à ce que la mère de l'un d'eux, découvrant leur correspondance, leur interdise de se revoir («*Gros mots*»).

Mais si ce livre séduit, c'est parce qu'il est autant une adresse au jeune fils qu'une réflexion sur les liens entre Zamora et son propre père. Distendues, conflictuelles, lointaines, ces relations sont redéfinies par la naissance du petit

garçon. Le texte qui raconte la façon dont Zamora senior, fan de pêche, tenta de faire lire à Alejandro son roman préféré (*La Rivière du sixième jour*, de Norman Maclean, 1976), parle de ces occasions de réconciliation manquées qu'on contemple avec une nostalgie déchirante. «*Quand vous avez un enfant, vous redevenez l'enfant de quelqu'un*», note Alejandro Zamora. Cette splendide double lettre, au fils et au père, éclaire la capacité de la littérature à rétablir une forme de continuité. ■

LANGUE PATERNELLE
(Literatura infantil),
d'Alexandro Zamora,
traduit de l'espagnol (Chili)
par Denise Laroutis,
éd. Christian Bourgois, 252 p., 22 €,
numérique 16 €.

Rester vivre en Allemagne de l'Est

Brigitte Reimann fut l'une des écrivaines les plus originales de feu la RDA. «*Une fratrie*» (1963) en témoigne

EXTRAIT

«*De l'autre côté, personne ne te muselle.*»

«*Ils ont interdit le parti communiste allemand.*»

«*Peut-être*», dit Uli calmement, «*peut-être une bonne raison pour moi d'y adhérer.*»

«*Ce qui t'enverra peut-être en taule.*»

«*C'est mieux que d'y être envoyé par les gens de son propre bord.*» J'ironisai : «*Pour sûr, le socialisme, c'est une belle cause tant qu'on ne l'a pas dans son propre pays.*»

«*Tant qu'on peut lutter pour lui, tant qu'il n'est pas galvaudé par des imbéciles*», hurla Uli. (...)

Nous nous faisions face, les yeux d'Uli brillaient, et maintenant c'est sur moi qu'il déversait sa colère ; j'avais à mon tour perdu la tête et je me mis à crier et à hurler. «*Partir en face et jouer les martyrs, hein ? Les gens comme toi, je les connais.*»

Assis dans votre coin, vous boudez, vous pleurez votre liberté perdue, et quand nous commettons des erreurs, vous vous frottez les mains, sales petits bourgeois puants.»

UNE FRATRIE, PAGE 96

PIERRE DESHUSSES

Quand, dans un pays sous tension, les oppositions idéologiques traversent une famille, la crise n'est pas simplement politique mais affective, surtout quand les désaccords opposent un frère et une sœur qui se croyaient inséparables. C'est ce que raconte *Une fratrie*, roman en partie autobiographique publié en 1963 par l'une des autrices les plus enjouées et farouches qu'ait connues l'Allemagne de l'Est (RDA, 1949-1990). Ne pas se fier donc à la couverture grise représentant une jeune femme à l'air ennuyé, car rien n'est ennuyeux ni gris dans ce récit passionnant, très bien traduit par Françoise Toraille.

Brigitte Reimann est née en 1933 près de Magdebourg. Elle publie ses premiers textes à 22 ans et suit d'abord la «*voie Bitterfeld*», du nom du congrès où est annoncée, en 1959, une nouvelle politique culturelle en RDA, visant à surmonter «*l'alliation entre l'artiste et le peuple*». Celle-ci exhorte, entre autres,

les artistes et les écrivains à aller œuvrer dans les usines et à soutenir les travailleurs. C'est ce que fait Reimann dès 1960. Mais elle ne tarde pas à prendre ses distances, comme le montre *Une fratrie*, publié ici dans sa forme initiale, après la découverte du manuscrit original en 2021.

Défection

Elisabeth a 24 ans. Elle n'est que d'un an la cadette d'Uli, son frère bien-aimé. Depuis toujours, ils partagent les mêmes goûts, les mêmes passions et aversions. Ils sont moins proches de leur frère ainé, Konrad, ingénieur naval qui a décidé dans les années 1950 de passer à l'Ouest. Cette défection du frère rapproche encore plus Elisabeth et Uli. Elle est artiste peintre et suit la «*voie Bitterfeld*» en travaillant dans une usine. Lui est ingénieur, comme son frère, mais bien qu'ayant fait de brillantes études, il n'obtient pas le poste attendu car il n'a pas sa carte du parti au pouvoir, le SED. La désillusion commence à saper ses convictions politiques, et lorsqu'il confie à sa sœur son projet de partir lui aussi à l'Ouest, celle-ci décide de tout faire pour l'en empêcher.

Si ce roman n'a pas été interdit de publication – il même obtenu le prix Heinrich Mann en 1965 –, c'est parce qu'il ne s'agit pas d'un brûlot contre la RDA, même si les arguments d'Uli ne sont pas édulcorés : «*Je ne peux pas rester ici, j'étouffe... Je me sens prisonnier derrière des barreaux d'imbecillité et de bureaucratie.*» Elisabeth aussi connaît des désillusions, mais les retours en arrière montrent la façon dont elle les a surmontées. De plus, sa sensibilité et son humour, ses dialogues (magistralement menés) avec ses frères («*les frères et sœur*» est la traduction littéraire du titre) comme avec des membres du SED (certains obtus et carriéristes, d'autres intègres et courageux), font d'elle la véritable héroïne de ce récit qui déclenche les passions à sa parution en Allemagne, autant à l'Est qu'à l'Ouest. Car Elisabeth ne se contente pas de défendre des idéaux politiques dans un pays en pleine construction, elle défend aussi des idéaux personnels, revendiquant, même sous la menace de la Stasi (la police politique), le droit d'exprimer sa subjectivité, loin des canons du socialisme.

Ce dernier n'est plus mais l'œuvre de Brigitte Reimann, elle, reste bien vivante. Quant à l'autrice, elle est morte en 1973, à l'âge de 40 ans, sans avoir jamais courbé l'échine. ■

Fatma Çingi KOCADOST

FATMA ÇINGİ KOCADOST
LA PROMESSE QU'ON NOUS A FAITE



Une enquête au cœur d'un paradoxe

15 € - ISBN 978-2-7132-3397-5

III éditions | www.editions.ehess.fr
Diff.: Harmonia Mundi Livre

De l'ingénierie à l'émotion

La romancière Agathe Portail évoque son processus créatif, très méthodique, alors que paraît « Fendre l'azur ». Ou comment s'organiser pour faire littérature du pilotage d'un Rafale, du métier de fauconnier et du pastoralisme mongol

FLORENCE BOUCHY

Quand elle décrit la manière dont elle classe ses recherches, et même l'intégralité du texte en cours, dans des tableaux Excel, Agathe Portail ne peut s'empêcher de s'excuser. « Ça fait un peu artisan, nous dit-elle, pas très artiste. Mais c'est le seul moyen pour moi de bien visualiser l'architecture du roman et d'homogénéiser le texte, pour que la lecture soit parfaitement fluide. » Venue du polar, où l'idée d'avoir une ligne directrice menant à la résolution d'une énigme lui paraissait rassurante, l'autrice de *L'Année du gel* (Calmann-Lévy, 2020) a écrit ses deux derniers romans avec un même goût pour l'*« ingénierie de l'écriture »* et sa *« dimension architecturale »*.

On comprend aisément, d'ailleurs, la nécessité d'être un peu organisé pour orchestrer le mouvement des trois trames de *Fendre l'azur*. Quand elle a commencé ce roman choral, Agathe Portail n'avait d'ailleurs pas d'idée claire de l'histoire qu'elle allait raconter, les premières idées surgissant par images insistantes. « La première image m'est venue de mon fils, après un stage de fauconnerie, se souvient-elle. Il m'a parlé du métier d'effaroucheur, qui consiste à dégager les pistes de l'armée de l'air pour que les Rafale puissent atterrir sans percuter d'oiseau. Le fauconnier lui avait parlé d'un avion dont la verrière avait explosé. Le pilote s'était pris un oiseau en vol à pleine vitesse et en avait été traumatisé. »

Non loin de l'endroit où vit l'écrivaine, près de Bordeaux, existe une maison où l'on accueille des soldats souffrant de traumatismes psychiques. « Je m'étais dit que j'aurais envie, un jour ou l'autre, de parler du stress post-traumatique. Comme l'armée de l'air semblait s'inviter d'emblée dans mon projet de roman, explique-t-elle, je me suis dit qu'il fallait articuler les deux. »

La deuxième image, elle la doit à un voyage en Mongolie. Trop court pour faire d'elle une spécialiste de la région, mais suffisant pour lui donner quelques sensations et souvenirs. Et lui permettre de tenir la promesse qu'elle avait faite à ses lecteurs dans *Les Ames torrentielles* (Actes Sud, 2023), qui paraît en poche, Babel, 266 pages, 8,70 euros) en explorant la Patagonie : continuer à parcourir le monde. Quel lien entre la Mongolie et un pilote de chasse blessé, qui réapprend à vivre en



Un aigle (un pygargue vocifère) et son fauconnier. HARTMUT SCHMIDT/IMAGEBROKER/BIOSPHOTO

découvrant la fauconnerie ? Une tradition des montagnes de l'Altaï, importée par les Kazakhs, qui fait de la chasse à l'aigle un mode de vie à part entière. Mais comment emmener son pilote de chasse blessé en Mongolie ?

C'est une autre image, un peu surprenante, qui dénonce ce problème narratif, en fournissant la troisième trame du roman. « Je me suis souvenue d'un fait divers bordelais, raconte Agathe Portail, où une taxidermiste, célèbre pour ses performances artistiques, se produisait dans des films où elle enlaçait des carcasses de cerf qu'elle venait de dépecer. Cela avait fait scandale. » S'il y a de l'authenticité dans ce type de performance artistique, se dit

« L'histoire n'émerge vraiment qu'une fois que j'ai l'impression d'avoir suffisamment de matériel à ma disposition »

l'écrivaine, « d'où peut bien venir l'envie de se mettre en scène de cette manière ? » Roxane, le troisième personnage majeur du roman, venait de naître. Ses ambiguïtés, sa noirceur apparente, son cynisme même, allaient pouvoir constituer un moteur romanesque pour relier les deux premières histoires.

La voie de l'aigle

S'APPUYANT SUR UN MÉTICULEUX TRAVAIL de recherches dans des domaines aussi éloignés que le pastoralisme mongol, le pilotage des Rafale et la fauconnerie, ou encore les performances de *body-art* et la taxidermie, Agathe Portail tisse avec autant d'efficacité que de légèreté les fils d'un roman choral ample et propice à la rêverie. Si une forme d'élégance consiste à ne rien laisser paraître du travail exigé par la création artistique,

Fendre l'azur n'en manque pas, tant la complexité de sa structure s'efface derrière l'évidente fluidité de sa narration.

On suit donc avec autant de plaisir que de curiosité le destin d'Amaka, l'éleveuse mongole, d'Anthony, le pilote de chasse qui se passionne pour la fauconnerie, et de Roxane, la taxidermiste, performeuse cynique à ses heures. Leurs chemins convergent de manière inattendue grâce au choc que représente pour chacun sa rencontre ou sa cohabitation avec les aigles. Une façon pour eux d'interroger leur part d'animilité, au risque de s'y abîmer, et de retrouver l'accès à une humanité

que leurs stratégies de survie respectives les avaient conduits à mettre sous le boisseau.

Avec un sens du romanesque dénué de mièvrerie, une exigence de précision et un talent pour transmettre au lecteur la curiosité qui l'anime à l'égard des métiers, des personnalités et des lieux qu'elle décrit, l'écrivaine propose une méditation lumineuse sur le rapport de chacun au sauvage. ■

FL. B.
Fendre l'azur,
d'Agathe Portail,
Actes Sud, 320 p., 21,80 €,
numérique 16 €.

AUTEURS DU « MONDE »

Faussaires illustres

d'Harry Bellet,
édition amplement revue
et grandement augmentée,
Actes Sud, 232 p., 22 €, numérique 17 €.

Après avoir retracé la genèse de cette pratique qui remonte à l'Antiquité, Harry Bellet, journaliste au service Culture du *Monde*, raconte les plus savoureuses affaires de contrefaçon d'œuvres d'art – treize dans la nouvelle version de ce livre paru pour la première fois en 2021. Soit cinq de plus, et autant de raisons supplémentaires de se réjouir en suivant ce guide ironique et savant qui, de l'histoire de cette « *tiare infernale* » qui n'était pas, mais alors pas du tout, du

VI^e siècle av. J.-C., aux aventures du faussaire Wolfgang Beltracchi, au début du XXI^e siècle, explore une autre histoire de l'art, en partant de ses chaussetrapes et de ses incertitudes. ■

Le Soldat perdu de Jeanne Bonheur

de Benoît Hopquin,
Seuil, 350 p., 21 €, numérique 15 €.

Grand reporter à « *M Le magazine du Monde* », Benoît Hopquin écrit régulièrement sur le souvenir des guerres et les derniers témoins, à l'heure où ils meurent. Cette fragilité de la transmission est aussi au cœur de son vibrant premier roman. Il part d'un silence, celui qui a toujours entouré Jeanne Bonheur, dont le père a disparu sans laisser de trace pendant la Grande Guerre. Jusqu'au jour où, vingt ans plus tard, deux de ses compagnons d'armes partent explorer avec elle les vestiges de la ligne de front. L'aventure qui commence entraîne le lecteur

dans les méandres de la mémoire collective et intime, entre récit pittoresque et quête d'une vérité peut-être pas aussi inaccessible que Jeanne le croyait. ■

Brisures de guerre

d'Aymeric Janier,
Beta Publisher, 330 p., 19 €,
numérique 6 €.

En janvier 1989, à la mort de Hiro Hito, empereur du Japon depuis 1926, George Halloway décide que le temps est venu de raconter à son petit-fils Walter les déchirements qu'il a vécus après l'attaque de Pearl Harbor. Jeune pilote américain, il était amoureux d'une femme, Akemi, bientôt désignée à l'opinion comme une ennemie, à l'image de toutes les personnes d'origine japonaise vivant aux Etats-Unis, et envoyée dans le camp d'internement de Manzanar (Californie). Aymeric Janier, éditeur Web au *Monde*, entremèle au récit de la guerre menée dans les airs par George celui des épreuves endurées par

Akemi, au fil de ce *Brisures de guerre* vivant et documenté. Le troisième roman de ce feu d'histoire, de géopolitique et de transmission. ■

Retour à Leibniz

L'historien de la philosophie Michel Fichant a consacré sa carrière à explorer l'œuvre protéiforme de Leibniz (1646-1716). Jusque-là surtout connu des spécialistes, le dernier état de sa recherche, qui s'est étendue sur des décennies, se voit opportunément rassemblé dans ce recueil. S'ouvrant sur la question du rôle joué par la philosophie leibnizienne (ou ce qu'il pouvait en connaître) dans la préparation par Kant de sa *Critique de la raison pure* (1781), le travail de Michel Fichant vise à montrer que l'œuvre de Leibniz ne se confond pas avec l'élaboration d'un système fondé sur les notions par lesquelles on résume voire caricature son œuvre, notamment celles d'*«harmonie préétablie»* et de *«monadologie»* (ce dernier terme n'étant jamais utilisé par Leibniz). D'essai en essai, Fichant entend montrer que la première n'est qu'une *«hypothèse»*, tandis que la fameuse *«monade»*, atome purement intelligible qui composerait l'élément ultime de la nature, ne se comprend qu'*«unie à un corps organique»*. Plus qu'un univers dont la réalité serait mathématique, le monde de Leibniz serait traversé par une *«force vitale»* ou des *«principes de vie»*. Cette actualisation redonne aussi du vivant à un classique trop méconnu. ■

NICOLAS WEILL

► De Leibniz à Kant et retour, de Michel Fichant, PUF, «Epiméthée», 494 p., 36 €, numérique 29 €.

Renan, stimulant

Lorsqu'il décide d'inaugurer une statue d'Ernest Renan (1823-1892) devant l'église du Tréguier (Côtes-d'Armor), en 1903, l'anti-clérical Emile Combes, alors président du Conseil, arrive dans la ville de naissance de l'écrivain à l'heure de la messe dominicale accompagné de 600 soldats, pour tenir la foule en respect. L'anecdote montre à quel point, onze ans après sa mort, Renan était encore une personnalité clivante : idolâtré par les républicains et hâï par les catholiques, qui ne lui pardonnaient pas sa *Vie de Jésus*, son best-seller. Dans un essai stimulant, Jean-Michel Djian montre que cette intelligence exceptionnelle ne s'intéressait pas seulement aux religions et à la philologie, mais à la linguistique, à l'archéologie, à la philosophie et à la science politique, notamment dans son célèbre discours de 1882, «Qu'est-ce qu'une nation ?» Et se demande pourquoi, presque aussi célèbre que Victor Hugo en son temps, il n'a pas laissé les mêmes traces dans la mémoire collective. ■

RAPHAËLLE RÉROLLE

► Ernest Renan. Le géant oublié, de Jean-Michel Djian, préface d'Edgar Morin, Le Cherche Midi, 206 p., 17,95 €, numérique 13 €.

Karl MANHEIM

Traduit de l'allemand par Dominique Linhardt

Karl Mannheim

Pouvoir de la sociologie

TRADUCTION HEDGES



Un grand classique redécouvert

16 € - ISBN 978-2-7132-3430-9

III éditions | www.editions.ehess.fr
Diff. : Harmonia Mundi Livre

Maya Kandel fait l'histoire d'une conquête du pouvoir – sans la réécrire

L'irrésistible essor du trumpisme

MARC-OLIVIER BHERRER

C hacun garde en mémoire les faits relatés par Maya Kandel dans *Une première histoire du trumpisme*. Pourtant, le nouveau livre de l'historienne française se révèle indispensable, ne serait-ce que parce qu'il fixe avec précision les étapes de la conquête du pouvoir par Donald Trump, à l'heure où tant de faits sont mis à mal par son camp. Mais il peut surtout nous aider à prendre la mesure de la principale arme du milliardaire : le récit qu'il a construit au long de sa carrière.

De son essor médiatique dans les années 1980 à sa première élection en 2016, puis à sa seconde victoire en 2024, la mythologie crépusculaire, revancharde, antiélite que porte aujourd'hui le trumpisme a été précédée par des formes différentes de discours, évoluant au gré des circonstances. Et d'abord celle, qui resurgit avec force aujourd'hui, d'une *«obsession du déficit commercial»* et d'une *«certaine hostilité envers des alliés qui profiteraient de l'Amérique»*. A la fin des années 1980, Trump met en scène cette colère à travers des pages publicitaires qu'il s'offre dans les grands journaux américains.

C'est avec *«The Apprentice»*, une émission de télé-réalité diffusée au début des années 2000, qu'il achève d'asseoir son personnage. Celui d'un patron intrinsèque, incarnation de certaines élites économiques. Cependant, quand il s'invite en politique sous le premier mandat de Barack Obama, c'est pour courtiser le Tea Party, un mouvement ultralaissez-faire qui émerge en 2009, porté par une défiance envers le premier président noir, mais qui s'oppose aussi aux élites.

Au cours des années suivantes, la vague populiste ne cesse de prendre de l'ampleur, ce qui incite le magnat de l'immobilier à accélérer encore son évolution vers l'ultraconservatisme. Il y trouve un public à flatter, une chambre d'écho dans laquelle faire résonner ses diatribes. L'élection présidentielle de 2016 lui tend les bras. Parmi les soutiens qu'il réunit, un homme joue les stratégies : l'ancien

banquier Steve Bannon, âme damnée du trumpisme émergent.

Pour lui, Trump doit séduire les *«missing white voters»*, les *«electeurs blancs manquants»*. Pour les mobiliser, il faut s'adresser à *«l'homme oublié»*, blanc, non diplômé, désertant les urnes, qui se considère comme un laissé-pour-compte dans les zones désindustrialisées des États-Unis. Deux éléments centraux du récit se cristallisent ainsi : une masculinité blessée et la fiction d'une discrimination visant la population blanche. Trump fait mouche, et parvient à toucher des électeurs que le Parti démocrate a délaissés. Contre toute attente, le candidat républicain entre à la Maison Blanche, en janvier 2017.

Modeler la réalité

«Un univers parallèle» est alors déployé, écrit l'historienne, fait d'exagérations, de mensonges, de théories conspi-

rationnistes. Le récit trumpiste s'incarne dès lors dans une parole performative, capable de modeler la réalité par le simple fait de dire. Le premier mandat de Trump s'achève d'ailleurs, le 6 janvier 2021, sur l'assaut du Capitole par ses partisans, qu'il avait incités à l'insurrection en dénonçant les prétendus trucages – systématiquement démentis par la justice – de l'élection qui avait vu sa défaite face à Joe Biden.

La droite désormais acquise à Donald Trump met le mandat de Joe Biden à contribution pour définir un *«nouveau cœur idéologique»*. Le Parti républicain se convertit au *«national-conservatism»* de l'intellectuel israélo-américain Yoram Hazony, qui, au prix d'une réécriture de l'histoire, fait du nationalisme le seul principe capable de

«préserver la souveraineté et l'intégrité des nations», ainsi que la paix.

Ces idées séduisent de nouveaux bailleurs de fonds, des milliardaires de la tech, tels Peter Thiel et Elon Musk. Sur le terrain, un *«nationalisme inclusif»*, ouvert aux minorités non blanches, permet même à Trump, lors de la présidentielle de 2024, de gagner les voix de certains jeunes hommes noirs et latinos, eux aussi pleins de hargne face aux évolutions du monde contemporain.

Le débat devient impossible. *«La vérité ne compte pas, écrit l'historienne (...) seul le récit importe. Les nouveaux maîtres du récit, Trump, les nationaux-conservateurs et leurs nouveaux alliés de la Silicon Valley, détiennent un immense pouvoir qui nous affecte tous.»* Face au chaos mondial, la réalité alternative offre un exutoire à toutes les frustrations et à toutes les angoisses, et telle est, pour Maya Kandel, l'essence du trumpisme. ■



Des partisans de Donald Trump devant le Capitole, le 6 janvier 2021, à Washington. ROBERT NICKELSBERG/GETTY IMAGES

Des philosophes contre le colonialisme

Thierry Hoquet examine les traces laissées par le fait colonial dans la philosophie, de Montaigne à Frantz Fanon

DAVID ZERBIB

«cadres de pensée hiérarchiques, dominateurs, racistes», ce projet historiographique entend se démarquer, comme le signale la nuance orthographique dans le titre du livre, de l'approche théorique dite *«décoloniale»*. «*S'il s'agit de (dé)colonial plutôt que de décolonisé*, explique Thierry Hoquet, *c'est que le projet n'est pas de déconstruire des savoirs ou des imaginaires européens supposés dominants et oppressifs, mais de voir au contraire comment la colonisation a provoqué des retours réflexifs et critiques.»*

Un questionnement sur la société française elle-même

Depuis que Montaigne a fait parler des Indiens tupinamba du Brésil pour s'adresser au roi de France, le rapport à l'autre impliqué par la colonisation produi-

rait un questionnement sur la société française elle-même, malgré les positions complaisantes de certains philosophes à l'égard de la colonisation. Comme chez Henri Bergson, qui ne remettait pas en cause la colonisation de l'Algérie, mais qui a pu être lu dans une perspective postcoloniale par le philosophe Souleymane Bachir Diagne.

Dans le panorama présenté à propos des périodes contemporaines, la plus récente, de l'indépendance de l'Algérie, en 1962, à nos jours, aurait pu constituer un deuxième tome de cette histoire plutôt qu'un dernier chapitre, tant il serait utile, pour cette période brûlante d'actualité, d'ap-

profondir la discussion avec les approches décoloniales dont elle souhaite se distancer. Avant 1962, Hoquet s'attarde plus longuement sur Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, dont les prises de position accompagnent les mouvements de décolonisation, mais aussi sur les figures d'Albert Memmi, fin portraitiste du couple colonisé-colonisateur, et de Frantz Fanon, qu'il considère comme un nouveau *«philosophe des Lumières»* en raison de sa manière de critiquer le colonialisme tout en échappant à l'*«enfermement identitaire»*.

Une ressource pour la critique du colonialisme

Inscrire ainsi le radical Fanon dans l'héritage des Lumières éclaire tout l'enjeu du livre, qui est au fond de montrer que la logique autocritique qui se trouve au cœur de la philosophie moderne, et dont le développement coïncide historiquement avec l'expansion coloniale de la France, demeure une ressource pour la critique même du colonialisme, sans dispenser le philosophe d'un devoir d'amende-

ment. La philosophe Simone Weil le montre. Après avoir visité l'Exposition coloniale de 1931, elle écrit : «Depuis ce jour, je ne peux pas rencontrer un Indo-chinois, un Algérien, un Marocain, sans avoir envie de lui demander pardon.» ■

Sous la direction de Emmanuel DÉSVEAUX

Sur la couverture :
Emmanuel Désveaux
et Thierry Hoquet

LES CARNETS DE TERRAIN DE CLAUDE ET DINI LÉVI-STRAUBER

(2025-2026)



AUX SOURCES
DE TRISTES
TROPQUES

LES CARNETS DE TERRAIN DE CLAUDE ET DINI LÉVI-STRAUBER

(2025-2026)

Autour des carnets de terrain de Claude et Dina Lévi-Strauss

25 € - ISBN 978-2-7132-3398-2

EXTRAIT

«C'est cette histoire que nous voulons raconter (...) : en marge de l'histoire coloniale, elle instruit la critique de la colonisation et de la société française elle-même. (...) La philosophie est donc cette voix agaçante, inopportune, qui vient gâter la fête en soulevant le voile sur la fabrique de la pros-

périté. C'est la phrase de Voltaire, en 1757 : "C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe", qui donne soudain un goût amer à nos douceurs, et transmute nos plaisirs d'innocents en coupables.»

HISTOIRE (DÉ)COLONIALE..., PAGE 36



LE FEUILLETON
TIPHAINÉ SAMOYAU

Fabriquer des communs



TOM HAUGOMAT

QU'Y A-T-IL DE COMMUN entre le prix Nobel de littérature, la Foire du livre de Francfort et les *Conversations de Goethe avec Eckermann* (1836; Gallimard, 1941)? Les trois incarnent, chacun à sa manière, l'idée de littérature mondiale. Formulée pour la première fois en 1827 par Goethe comme un espoir «*donc il faut hâter l'avènement*», cette idée est ensuite régulièrement reprise, sous l'effet d'une conviction – la littérature est plus vaste que les nations – et d'un élan – elle a le pouvoir de réunir les humains autour d'un idéal (c'était le projet d'Alfred Nobel ou d'un lien partagé). «*Il y a dans tous les cas*», écrit Jérôme David, une mondialité rêvée de la littérature dont la transmission s'apparente à une éducation et promet un avenir plus tolérant.»

Rêver la littérature mondiale, de Jérôme David, Ithaïque, 236 p., 22 €.

Rêver la littérature mondiale suit le fil de cette idée sur deux siècles. Or celle-ci n'est pas simple. Si elle est formée de l'ensemble de la production écrite et orale passée, présente et à venir, la littérature mondiale se confond avec la bibliothèque totale et elle résiste à toute appréhension. Elle pose aussi un problème de localisation : où est la littérature mondiale ? A partir de quel lieu du monde l'envisage-t-on ? Ce n'est pas la même chose de la penser à Weimar dans les années 1820, comme Goethe, et à Calcutta, comme le fait dans les années 1910

le poète indien Rabindranath Tagore (1861-1941). Ce qu'imagine Maxime Gorki en 1918 en créant l'Institut de littérature mondiale n'a rien à voir avec ce que cet institut deviendra par la suite sous l'effet du stalinisme, ni avec la Foire de Francfort où se négocie à des sommes astronomiques l'offre littéraire des kiosques d'aéroport, censée alimenter nos lectures quotidiennes partout sur la planète. Il y a toujours une image différente du

Jérôme David parvient à arracher la littérature mondiale au surplomb et à l'autorité

monde derrière le projet de littérature mondiale : le concert des nations, l'internationalisme, la globalisation... et derrière chaque projet, une mission éducative, plus ou moins acceptable – même les nazis, dès 1935, ont embrigadé la notion dans leur propagande, pour favoriser une diplomatie littéraire au service de l'idéologie.

De totalisante, l'idée de littérature mondiale peut vite devenir totalitaire. D'où le choix fait par Jérôme David de la rêverie plutôt que de l'utopie. L'horizon est celui de la concorde et de la communauté : se tenir à un «*point du temps où*

nous rêvons à plusieurs un présent à atteindre, un collectif à assembler, un ensemble d'œuvres à transmettre», conclut-il. Si ce rêve n'est pas naïf, c'est qu'il est soutenu par la conviction que la littérature est encore capable de faire des liens, de constituer ce que l'on appelle aujourd'hui «*les communs du savoir*», ce que je crois aussi, malgré les enjeux économiques tout-puissants, malgré la rivalité entre les nations, malgré les défauts de la traduction.

Jérôme David parvient à arracher la littérature mondiale au surplomb et à l'autorité. Il le fait en avançant avec son expérience et son histoire, en impliquant sa propre rêve. C'est la grande qualité du livre, qui le distingue des essais universitaires habituellement consacrés au sujet, y compris des siens (*Spectres de Goethe*, Amsterdam, 2012; *Martin Bodmer et les promesses de la littérature mondiale*, Ithaïque, 2018). Devant faire avec, du côté maternel, une double filiation de colons néerlandais et d'esclaves affranchis à Malacca et, du côté paternel, à un grand-père cap-hornier breton et un père soldat en Algérie, il trouve dans la littérature un espace virtuellement conciliateur et réparateur. Il veut donner corps à une idée, repérer la matérialité ordinaire ou extraordinaire de la circulation des textes, proposer la critique sensible d'une abstraction. Tout cela rend son livre parfaitement accessible.

Je le redis, la littérature mondiale est moins un corpus qu'une perspective sur les textes et l'observatoire de l'histoire des liens entre les cultures. Le mot «monde», l'adjectif «mondial» renvoient moins à un système géopolitique hiérarchique et inégal qu'à un ensemble de relations fondées sur la diversité et la rencontre. En ce sens, la démarche de Jérôme David se distingue de celle de Gisèle Sapiro dans son récent livre magistral, *Qu'est-ce qu'un auteur mondial?* (EHESS/Gallimard/Seuil, lire «*Le Monde des livres*» du 11 octobre 2024), qui s'intéresse aussi à la circulation des œuvres, à la traduction, à l'espace littéraire mondial. Là où celle-ci cherche à mettre au jour de façon rigoureuse les rouages économiques et symboliques de la circulation transnationale, Jérôme David priviliege les expériences concrètes que chacune ou chacun fait de la littérature mondiale. Mais ils ont en commun de ne pas opposer livres de grande consommation et ceux d'écrivains confidentiels ou exigeants.

Retournons à la Foire de Francfort. Parmi ses allées immenses et ses multiples pavillons, le livre est un produit soumis aux logiques capitalistes : ce qui s'y négocie, ce sont les «tendances littéraires» dont se feront ensuite l'écho les médias de nombreux pays, à coups de «révélations de l'année» et de prix littéraires. Pourtant, Jérôme David reste convaincu que le livre n'est pas tout à fait un produit comme les autres et que cette globalisation ne répond pas à des intérêts strictement économiques. Elle continue de promouvoir des valeurs éducatives et même esthétiques. Même s'il dit cela sur le mode du constat, et non de l'adhésion, on peut le trouver un peu trop optimiste. ■

sont ni des juristes ni des philosophes du droit, mais bien des concepteurs et praticiens de cet Etat total – tout-puissant, contrôlant tous les registres de la société, de l'agriculture au commerce, de l'artisanat à l'armée, par une surveillance minutieuse et un système pointilleux de récompenses et de punitions.

Les rouages de la machine

A partir du V^e siècle avant notre ère, cette pléiade d'auteurs a édifié, durant plusieurs siècles, une conception de l'Etat comme une machine géante, assurant sécurité parfaite et intense exploitation – de manière neutre, impersonnelle et implacable. Ses moyens d'action, perfectionnés par dégénération en génération, sont le contrôle, les châtiments, les notations. Ce qui compte plus que tout, ce sont les rouages de la machine, l'efficacité et la fiabilité de leur fonctionnement. Si la machine géante est suffisamment solide, peu importent les individus, leurs manquements, leur bêtise ou leur incomptance, leur arrogance ou leur corruption.

Cette dénomination risque d'être trompeuse, car ces théoriciens ne

tel, éclaire différemment le passé de l'empire du Milieu. Elle fait saisir une continuité frappante avec la Chine de Mao et celle d'aujourd'hui, marquée par la reconnaissance faciale, la traçabilité des citoyens, le calcul des points de bonne et de mauvaise conduite. Plus encore, elle interroge l'avenir de l'Occident, sous l'effet des intelligences artificielles mondialisées et de l'interconnexion planétaire. Bref, il se pourrait bien que la vieille Chine parle de ce qui nous attend.

Voilà pourquoi ce savant travail est passionnant, et recommandable même à des lecteurs que la Chine n'intéresserait que modérément. Avec cet ouvrage puissant et remarquablement écrit, Romain Graziani entre dans le petit club des auteurs d'envergure. Professeur d'études chinoises à l'Ecole normale supérieure de Lyon, déjà remarqué pour plusieurs travaux antérieurs, auteur également d'une œuvre poétique et littéraire personnelle, il conjugue une érudition de première main avec une réflexion claire, vivante et originale. On peut parier, sans grand risque, que ce volume deviendra une référence majeure. ■



LES YEUX
DANS LES POCHE
FRANÇOIS ANGELIER

IL Y A UNE PHOTO QUI DIT TOUT. Prise à la fin de sa vie, on y voit Giuseppe Tomasi, prince de Lampedusa (1896-1957), assis, masqué et solitaire, clope aux doigts et tout en noir, à l'extrême d'un banc de pierre. Un vide énorme emplit le siège à sa droite. Lui arbore la dignité désenchantée d'un souverain en exil ou endosse l'amertume prostrée d'un veuf inconsolable. Les deux sans doute, celles d'un homme qui aura connu les palais palermitains cariés par le temps, les fosses communes de Caporetto et l'Italie pétaradante des années 1950.

C'est très exactement ce mélange de longue mémoire, de morgue digne et farouche et de dépossession lucide qui hante *Le Guépard*, son unique roman testamentaire, paru de façon posthume en 1958 et dont Visconti fera, en 1963, une fastueuse chorégraphie crépusculaire. Relire ce chant du cygne noir, sublimement traduit, offre une très grande félicité. Chronique sicilienne de 1860, avant tout, que ce *Guépard* ! Période garibaldienne, où l'île ardente et somnolente voit l'avènement des temps nouveaux, qu'on proclame à son de trompe être ceux de la modernité sociale et de l'ouverture démocratique, et qui n'est que l'ère des métayers enrichis et de la version italienne de l'orléanisme affairiste.

Mouvement irréversible que Lampedusa donne à voir selon plusieurs regards : celui du prince Salina, du couple formé par son neveu Tancrède et sa muse Angelina Sedara et de quelques comparses actifs, garde-chasse ou chapelain. Ciel du cyclone, Salina est tendu entre deux mondes : le ciel et la terre, le ciel des fixes dont, en grand astrophile, il analyse les rouages éternels, et le fleuve Histoire dont il subit le flux, les crues et qui l'entraînera. Tancrède et Angelina versent le vin neuf de leur amour public dans l'autre vieille de cette société dévotement catholique, et qui en mourra. Seconds rôles omniprésents, l'organiste, le père jésuite et le garde-chasse offrent des contrepoints puissants à ce *Don Juan* sicilien narré par la statue du commandeur.

ON IMAGINE BIEN LEONARDO SCIASCIA (1921-1989) en personnage du *Guépard* : instigateur ou bibliothécaire communiste, venant conférer avec le prince à la fin de la journée, visiteur du soir, opposant intime. Tablant sur le modèle voltaïen, Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante. Fils atypique d'un avocat et d'une femme qui fugue avec un GI, le rose et blond

Sciascia nous offre avec son *Candido* un modèle d'anarchisme involontaire et de subversion souriante.

« Personne sur cette terre », nouvelle plongée dans l'univers de lâcheté, de trahisons et de rédemptions de Victor del Arbol

Tuer, un mal nécessaire

NOIR

ABEL MESTRE

Mais qu'est-ce que Julian Leal vient faire dans son village de Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne ? Il avait pourtant laissé derrière lui cette pluie permanente, ces ruelles sombres, leur violence – et aussi quelques fantômes. En 1975, la maison familiale fut la cible d'un incendie criminel, perpétré par plusieurs hommes masqués. Précaution inutile : Martin Leal, le père de Julian, ne connaissait que trop bien les incendiaires, qui étaient ses amis, certains ayant combattu à ses côtés chez les franquistes lors de la guerre civile. Martin mourut dans les flammes. Julian, lui, partit à l'autre bout du pays, à Barcelone, vivre chez une tante.

Aujourd'hui – le livre se déroule en 2005 –, Julian est un homme déchu : flic suspendu pour un accès de violence dont il ne veut pas s'expliquer, il est atteint d'un cancer au stade terminal. Son retour en Galice va déclencher une série d'événements – et le dévoilement de nombreux secrets, enfouis depuis des décennies – qui entraîneront Julian jusqu'au bord de l'abîme.

Où le bien s'entremèle au mal

Exercice périlleux que de résumer l'intrigue de *Personne sur cette terre*, le neuvième livre de Victor del Arbol traduit en français. Depuis une quinzaine d'années, l'ancien policier (mais aussi ancien séminariste) s'est fait une spécialité de construire des histoires où le bien s'entremèle au mal, où le blanc et le noir se confondent dans un univers de lâcheté, de trahisons et de rédemptions. Comme dans *La Tristesse du samouraï* (2011, prix du Polar européen 2012), *Toutes les vagues de l'océan* (Grand Prix de littérature policière 2015), *Avant les années terribles* (2021) – tous publiés chez Actes Sud –, sa structure narrative est fine et complexe. Les allers-retours entre passé et présent sont permanents, mettant en scène une



MUZAMIL MATTOO/NURPHOTO VIA AFP

multitude de personnages sur plusieurs générations.

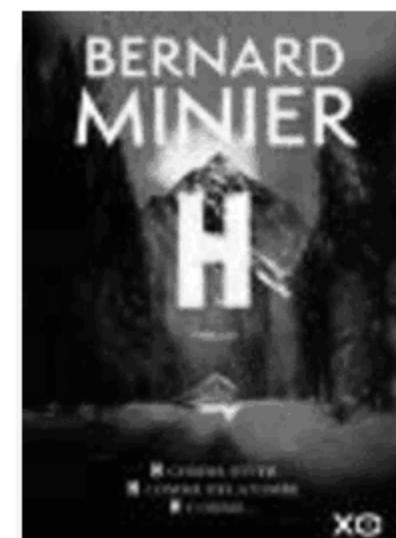
Mais surtout, tous les livres de del Arbol ont des thèmes en commun, sur lesquels l'auteur ne cesse de revenir. Celui de l'enfance sacrifiée, d'abord. Sûrement l'héritage d'un père violent et de son passage, quand il était un « Mossos d'esquadra » (agent de la police régionale catalane), à la brigade des mineurs. Les personnages de del Arbol sont également tous confrontés à cette question : fuient-ils quelque chose (souvent un passé douloureux) ou cherchent-ils quelque chose (en général, une rédemption impossible) ? Comme à chaque fois, on ne le saura pas. Cependant, l'auteur nous laisse une piste : Julian agit dans une optique de vengeance un peu particulière. Tuer les bourreaux est un mal nécessaire, mais l'essentiel est de sauver ceux qui peuvent l'être.

Enfin, et c'est là la caractéristique majeure du « style del Arbol » : ses person-

nages sont souvent insaisissables. C'est le cas de Julian, qui peut abandonner certains principes par pur égoïsme. Mais surtout du narrateur. Sicaire d'un cartel, il est le cœur du roman, son fil rouge, même s'il apparaît peu. Drôle de tueur à gages, d'ailleurs. De ceux chez qui on trouve encore de l'humanité, à qui il arrive de renoncer à tuer sa cible. C'est ainsi avec del Arbol : même dans la noirceur la plus profonde, l'espoir est permis. ■

PERSONNE SUR CETTE TERRE
(Nadie en esta tierra),
de Victor del Arbol,
traduit de l'espagnol
par Alexandra Carrasco,
Actes Sud, « Actes noirs »,
352 p., 23,50 €, numérique 15 €.
Signalons, du même auteur, la parution
en poche du Fils du père, traduit
par Emilie Fernandez et Claude Bleton,
Babel, « Noir », 474 p., 9,90 €.

THRILLER



Du danger de trop regarder la télé

COMME LES HISTOIRES D'AMOUR, celles qui associent un enquêteur et son antagoniste finissent mal, en général. Il est vrai que le lien qui unit Martin Servaz – policier fétiche de Bernard Minier apparu dans *Glacé* (XO, 2011) et présent dans huit autres romans – et Julian Hirtmann, tueur en série forcément maléfique, a quelque chose d'ambigu. Le serial killer suisse est une sorte de négatif du flic intello du Sud-Ouest : comme Servaz, Hirtmann vogue un culte à Gustav Mahler et est aussi doté d'une intelligence hors norme. Ce qui rend la traque d'autant plus intéressante. Cela tombe bien : Hirtmann s'est évadé de sa prison autrichienne, et il a été aperçu en France. Hasard ? Plusieurs meurtres semblent porter sa signature. Et si le prochain sur la liste était Servaz ? D'étranges cyberenquêteurs amateurs se lancent à la recherche de Hirtmann, aidés de loin par Servaz.

Pour les fans de Bernard Minier et de son héros, *H* aura une saveur particulière puisqu'il semble mettre un point final à l'histoire avec Hirtmann. Mais l'intérêt de cette enquête aux multiples fausses pistes est tout autre. Comme parfois chez l'auteur natif de Béziers (Hérault), le thriller prend des atours de critique politique. C'était déjà le cas de l'excellent *La Chasse* (XO, 2021), où le romancier construisait son intrigue autour d'un groupe de policiers, de militaires et de magistrats qui fondaient une milice d'autodéfense. *H* est, cette fois-ci, l'occasion pour Minier de critiquer la fascination morbide pour les faits divers, mais surtout de mener une charge sévère contre la « télécopub ». L'un des personnages du livre, Damien Dix, est une sorte de Cyril Hanouna qui anime une émission populiste et racoleuse. Sans scrupules et sans limites, sa soif de notoriété et son hubris l'amèneront sur un chemin sans issue. Un jouissif jeu de massacre contre la société du spectacle. ■ A. ME.

► **H**, de Bernard Minier, XO, 550 p., 22,90 €, numérique 16 €.



ALBIN MICHEL

Un enfant innocent

PETER, 4 ANS, POSE BEAUCOUP DE QUESTIONS À SES PARENTS : « *On part en vacances ? Alors où on va ? Comment ça s'appelle ? Il est où, le ghetto ?* » La scène se déroule en mars 1944, à Mako, en Hongrie. La seconde guerre mondiale dure depuis plus de quatre ans, mais ici, elle commence tout juste. Pour les Lantos, qui sont juifs, la vie devient vite un cauchemar : la scierie familiale est confisquée, le fils ainé, Gyuri, est envoyé à l'Est, et la famille contrainte de déménager dans le ghetto, puis déportée à Bergen-Belsen. Mais, même dans le camp, l'enfant continue d'assaillir sa mère de questions, fait un bonhomme de neige, admire les bourgeois du printemps. Cette adaptation en bande dessinée des Mémoires de Peter Lantos (non traduit) fait ressortir avec éclat l'optimisme et l'innocence animant les premières années de la vie. Les cases grises de Victoria Stebleva, illustratrice de livres jeunesse installée en Serbie, se colorent de bleu dès lors qu'elles évoquent des souvenirs heureux. En août 1945, Peter compte le nombre de pays traversés pendant la déportation. « *J'ai dû plus voyager que la plupart des autres enfants* », se satisfait-il étrangement. ■

ADRIEN LE GAL

► **Le Garçon qui ne voulait pas mourir**, de Peter Lantos (scénario) et Victoria Stebleva (dessin), traduit de l'anglais par Philippe Touboul, éd. Albin Michel, « Bande dessinée », 152 p., 14,90 €.

JEUNESSE



Facétieux Paul Cox

Après une première aventure aussi réjouissante que débridée racontée par Paul Cox dans *Le Mystère de l'eucalyptus* (Memo, 2024), l'harmonie semble à nouveau régner sur l'île de Rastepape, que se partagent koalas et blaireaux. Mais bientôt, dans *L'énigme de l'île flottante* – deuxième épisode de cette histoire –, le fameux détective Archibald, sorte d'Hercule Poirot égaré dans l'univers de Babar, est tiré d'une agréable somnolence quand la vie de l'île se trouve paralysée par la disparition de divers outils, accessoires et costumes. Une enquête rondement menée lui permet de découvrir un atelier clandestin, puis une invention digne de Jules Verne qui implique tous les habitants de l'île. Avec la même facétie pour les noms et les situations, Paul Cox allie simplicité et richesse du détail, sophistication et exubérance. Autant de caractéristiques qui distinguent l'œuvre de cet artiste, peintre et scénographe, poète et affichiste, dont Memo réédite les pépites. Le troisième épisode des aventures d'Archibald, *L'affaire du livre à taches*, paraîtra en novembre. L'engagement de cet éditeur ne surprend pas, puisqu'il a déjà réédité de grands auteurs jeunesse (Maurice Sendak et Crockett Johnson, Nathalie Parain ou Vladimir Lebedev et Samuel Marchak). Cox mérite de rejoindre ce panthéon idéal. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► **L'énigme de l'île flottante**, de Paul Cox, Memo, 44 p., 25 €. Dès 6 ans.

SCIENCE-FICTION

Le son du passé



DANS *L'EFFET COCCINELLE* (HSN, 2021), Yann Béalu nous avait beaucoup fait rire et réfléchir avec ses bureaucrates extraterrestres chargés de l'« expérience Homo sapiens » et ses employés de terrain devant remédier tant bien que mal aux erreurs de conception initiales du projet. Son nouveau roman, *Sous la brume*, a su conserver l'humour (parfois bien noir) du précédent. En instillant dans sa science-fiction les codes du roman policier procédural et du thriller financier, en lieu et place de ceux de la farce pure et dure, il nous offre une expérience tout aussi joyeusement délirante,

mais à la fois plus ambitieuse... et plus glaçante. Au sein d'une unité spécialisée de la police parisienne, on découvrira ainsi ce qui se cache sous les projets tortueux de la start-up tchèque Poseidon, devenue en quelques années une richissime multinationale grâce au succès de sa technologie : en extrayant les sons du passé enfouis dans l'encre, l'huile ou l'argile, un immense marché « archéoacoustique » s'est ouvert aux écritures, peintures et sculptures anciennes. Dans ce monde de 2090, avec ses réfugiés climatiques chassés par la montée des eaux océaniques, ses millions de personnes au revenu minimum faute d'emplois, confiés aux intelligences artificielles, et ses notes civiques définissant les droits de chacun, Yann Béalu a su construire un chemin étonnant, oscillant sans arrêt entre l'hilarant et le poignant. ■

HUGUES ROBERT

► **Sous la brume**, de Yann Béalu, HSN, 424 p., 23,90 €, numérique 10 €.

POÉSIE

Proses écolières

ESTELLE FENZY EST POÈTE, elle enseigne aussi le français depuis trente ans dans des collèges de ZEP (zones d'éducation prioritaire) et de REP (réseau d'éducation prioritaire). Entre septembre 2018 et juillet 2019, elle a tenu un journal de bord qui relate son expérience pédagogique dans un établissement arlésien (Bouches-du-Rhône). « *Chaque soir, les mêmes gestes. Trier les documents, les images, les textes, les copies. Les glisser dans le cartable. (...)* Chaque soir, je prépare le sac du lendemain. Je leur prépare un déjeuner. » Par petites touches sensibles et précises, ces poèmes en prose saisissent des instantanés de la vie scolaire, brosse des portraits attachants de jeunes gens. « *Tranches de vies intercalées. Alterner niveaux, classes, atmosphères. Rassembler des êtres, des identités variables. (...) Les voilà tournés vers, toutes têtes penchées, oreilles tendues.* » La poésie d'Estelle Fenzy est aussi une manière simple et humble de réfléchir à sa condition d'enseignante. « *Penser. Construire. Stimuler. Echanger. Transmettre. (...)* Il ne s'agit pas de lenteur. Plutôt de temps qui manque. En faire moins mais le faire bien. » Il y a aussi de la gravité dans ses textes, elle ne saute pas aux yeux. Ce livre est dédié à Marwane Maama, un collégien de 15 ans, tué par balles, à Arles, en juin 2022. ■ AMAURY DA CUNHA

► **Lisser les pointes (Carnet de collège)**, d'Estelle Fenzy, La Part commune, 92 p., 13,90 €.



Xavier Le Clerc

«Le déterminisme social me prédisait un autre avenir»

Né algérien, émigré en France puis au Royaume-Uni, l'écrivain a dû changer de nom pour commencer une brillante carrière dans les ressources humaines. Ses origines comme sa qualité de transfuge sont au cœur de ses romans, dont le dernier paru, «Le Pain des Français»

VIRGINIE FRANÇOIS

Quand Xavier Le Clerc était enfant, sa mère, analphabète, découpaient au dos des paquets de biscuits la liste des ingrédients en arabe et la cachait sous son oreiller, fascinée par des lignes qu'elle croyait extraites du Coran, symboles quasi magiques d'un savoir dont elle était exclue. «C'est comme cela que j'ai compris que les mots avaient un pouvoir», raconte-t-il. Un pouvoir que le romancier, né Hamid Aït-Taleb, a fait siens à travers une littérature intime et politique.

Il publie aujourd'hui *Le Pain des Français*, son quatrième roman, dans lequel il raconte un fait oublié remontant aux premiers temps de la colonisation de l'Algérie (1830-1880) : l'exploitation des crânes et ossements des indigènes issus des profanations de cimetières ou des razias militaires. Broyés et calcinés, les os servaient au remblaiement des routes mais aussi à la production de charbon d'os destiné au blanchiment de la mélasse du sucre de betterave et dont les résidus étaient utilisés comme engrains pour la production du blé. Les crânes enrichissaient, eux, les collections des médecins militaires, les cabinets de

restaurant de la gare de Lyon, à Paris, qu'on le retrouve, de retour d'une rencontre en librairie à Lyon, justement, et avant qu'il prenne l'Eurostar pour rejoindre la côte sud de l'Angleterre, où il réside. A 46 ans, Xavier Le Clerc a eu plusieurs vies. Né en 1979 en Kabylie, il arrive en France en 1980 avec sa famille pour rejoindre son père venu travailler à Caen comme ouvrier métallurgiste, et dont il a raconté la vie dans son troisième roman, *Un homme sans titre* (Gallimard, 2022). Il connaît la fin des bidonvilles, puis grandit dans une HLM au sein d'une fratrie de neuf enfants.

Sa trajectoire, dont il parle comme d'une «traversée du miroir», est celle d'un impressionnant transfuge. «Le seul livre qu'il y avait chez moi, c'était les Pages jaunes [l'annuaire téléphonique des professionnels]. Le déterminisme social me prédisait évidemment un autre avenir», résume l'écrivain qui, dès son enfance, fréquente assidûment la bibliothèque municipale, écrit des poèmes et des nouvelles, se passionne pour Marguerite Yourcenar, Albert Camus et Alexandre Dumas. Surtout, la maîtrise du verbe devient pour lui une manière de renverser le «jeu social de la domination» tant éprouvé lorsque, petit garçon, il devait traduire à ses parents toutes sortes de documents.

Après son bac, il étudie le droit, la sociologie et la philosophie à l'université de Caen et commence l'écriture de *De grâce*, qui sera publié en 2008, chez JC Lattès, sous son nom de naissance. Il y relate, en «*miroir de sa propre vie*», celle des immigrés des bidonvilles de Nanterre au début des années 1960. Il poursuit ses études à la Sorbonne,

obtient un double master en sciences humaines et littérature générale et comparée, cursus régulièrement interrompu par des petits boulot et une existence précaire dans un Paris où il ne trouve pas sa place. Comme «une dernière réverbération de l'exil», il quitte la France pour Londres, en 2004, pensant avoir de meilleures chances dans une capitale plus multiculturelle et moins obsédée par les diplômes. «Au fil de mes candidatures, j'ai compris que, là encore, mon nom bloquait : on ne me rappelait jamais pour des entretiens.» En 2011, il modifie son

état civil en une traduction de son nom de naissance en français. Son nouveau patronyme lui permet enfin de décrocher un poste de chasseur de têtes dans une agence de recrutement spécialisée dans le luxe. Il intègre ensuite les services ressources humaines de Burberry, Gucci, Hermès puis du groupe LVMH, avant de fonder son propre cabinet de conseil. «J'ai mis un terme à la soumission et au rejet auxquels mes origines m'assignaient, je me suis donné la permission d'avoir une vie, mais je n'ai pas changé d'identité», oppose-t-il, convoquant



Xavier Le Clerc, en 2025. FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD

Parcours

1979 Hamid Aït-Taleb naît en Algérie, dans les montagnes kabyles.

2000 Il quitte Caen et sa famille pour Paris.

2004 Il émigre au Royaume-Uni.

2008 *De grâce* (JC Lattès).

2011 Il traduit son nom de naissance en «Le Clerc».

2021 *Cent vingt francs* (Gallimard).

Guillaume Apollinaire, qui a aussi francisé son nom (il est né Kostrowitzky), quand on lui demande pourquoi il insiste tant sur le sujet dans ses trois derniers romans. Comme si persistait en lui l'écume d'un sentiment de trahison, reproche qui lui est souvent adressé à travers les réseaux sociaux, et qui semble le toucher. Lorsqu'il est recruté comme chasseur de têtes, à Londres, en 2011, sous le nom de Xavier Le Clerc, il se fabrique ses légendes. «Je m'inventais des origines bretonnes», avoue-t-il, avant d'évoquer «la solitude existentielle» de cette période et la douleur d'être témoin de blagues racistes sans pouvoir réagir. «J'étais comme un homme au placard», admet-il. Une situation déjà connue quelques années plus tôt, quand il sort, cette fois, du placard de l'homosexualité. Un coming out douloureux qui lui fait quitter brutalement Caen et sa famille pour Paris, où il manque de «mourir de chagrin». Une famille qu'il ne reverra jamais, et qui n'existe plus désormais que dans ses romans.

Chaque étape de sa vie est ainsi une démarche d'émancipation – souvent sur le mode de l'arrachement – de toutes les injonctions identitaires et de toutes les discriminations. Il ne devient pas pour autant un pourfendeur d'injustices. «C'est profondément humain, de discriminer», avance-t-il. C'est d'ailleurs ce que fait, dans son nouveau livre, le boulanger qui, s'adressant au jeune Hamid et à son père, refuse de servir «le pain des Français aux bougnoules». «La discrimination est souvent issue d'un traumatisme collectif. Ce boulanger avait peut-être fait son service pendant la guerre d'Algérie. Qu'a-t-il vu ou vécu pour proférer un tel propos?», poursuit le romancier.

Toute réinvention de soi prend du temps. Il s'écoule ainsi treize années entre la parution de *De grâce* et celle de *Cent vingt francs* (Gallimard, 2021), son deuxième roman, consacré à son arrière-grand-père, mort à Verdun en 1917. Treize ans pendant lesquels il sort de la «survie», devient ce cadre à qui tout réussit et dont il a conservé l'allure – vêtements décontractés mais élégants, coiffure nette, lunettes à fines montures noires –, prend du recul sur son parcours. Depuis ses débuts, son œuvre s'est elle aussi profondément transformée, passant du récit classique raconté de l'extérieur à une

EXTRAIT

«Les vestiges humains comme ils disent dans les musées ne sont pas des ossements mais ce qu'il nous reste d'humanité. Zohra tu seras tôt ou tard loin de ces sous-sols. Je te le promets. Par le ciel, tu rejoindras la terre à laquelle tu as été arrachée. Et j'espère que de ta tombe germera alors enfin la paix entre la France et l'Algérie. Ton crâne ne nous lègue-t-il qu'un témoignage des ténèbres ? Si les étoiles naissent dans le feu et la poussière, ton histoire aussi. La veille de l'attaque, tu contemplais une dernière fois, à travers le toit troué, une myriade d'étoiles qui scintillaient, filiaient, s'abîmaient derrière les crêtes montagneuses. Les plus brillantes d'entre elles, à quatre cent quarante années-lumière de toi, qui se réfléchissaient dans tes yeux noirs sont aussi appelées les Pleïades dans la mythologie grecque.»

LE PAIN DES FRANÇAIS,
PAGE 133

« J'ai mis un terme à la soumission et au rejet auxquels mes origines m'assignaient, je me suis donné la permission d'avoir une vie, mais je n'ai pas changé d'identité »

curiosités ou les laboratoires scientifiques. Un récit dont Xavier Le Clerc souhaite, par une forme de catharsis de la violence, qu'il contribue à l'apaisement des plaies laissées par la colonisation. «Les humanistes des deux rives doivent se réapproprier cet héritage, si douloureux soit-il», avance, d'une voix douce et posée, celui qui rêve d'une réconciliation entre Alger et Paris sur le modèle franco-allemand.

De nationalité algérienne, française et britannique, Xavier Le Clerc a toujours «navigué entre plusieurs pays et plusieurs cultures». C'est d'ailleurs au Train bleu, le

Zohra, rendue à son humanité

EN 2022, alors que vient de paraître *Un homme sans titre*, Xavier Le Clerc tombe par hasard sur un article consacré aux premiers temps de la colonisation de l'Algérie. Il y apprend le «macabre commerce» des ossements indigènes et l'existence de milliers de crânes entreposés dans les sous-sols du Musée de l'homme. Il s'y rend et c'est la découverte de celui d'une fillette de 7 ans, stocké dans une simple boîte à chaussures, qui le décide à écrire *Le Pain des Français*, éblouissant roman hybride qui

mèle enquête historique, récit autobiographique et fiction.

Xavier Le Clerc redonne ainsi vie à cette enfant, décapitée en 1845, en Kabylie, qu'il baptise «Zohra» et à laquelle il s'adresse pour la réhumaniser. Relatant en détail les massacres perpétrés par les colonnes expéditionnaires françaises, mais aussi son propre parcours d'immigré marqué par la soumission et les discriminations, ce texte au style épuré remonte, sans en édulcorer la violence, mais sans acrimonie, aux racines du racisme, à ce sentiment de supériorité, qui

a fondé la colonisation : «Je n'ai pas trouvé mieux que ce brise-chaine d'établi qu'est la littérature à saisir notre histoire entre vérité et apaisement.»

Nourri de références classiques – Camus, Dostoïevski, Huysmans ou Dumas -, Xavier Le Clerc signe un roman solaire et minéral comme les montagnes de Kabylie, élégie bouleversante à la paix. ■ V. FR.

LE PAIN DES FRANÇAIS,
de Xavier Le Clerc,
Gallimard, 144 p., 19 €,
numérique 14 €.

forme plus contemporaine, fragmentée et personnelle. Ecrire comme au XIX^e siècle, sans y inclure sa position, sans interroger la démarche de l'auteur ou l'essence même de ce qu'est le roman ne lui semble ainsi plus possible aujourd'hui. «Pour renouer le pacte d'identification et d'émotion avec le lecteur, il faut mettre ses tripes sur la table, mais avec économie, réserve, dignité», conclut-il. Ainsi expose-t-il, dans *Le Pain des Français*, ses tâtonnements, sa vulnérabilité, sa façon d'«écrire avec son corps», qui l'affecte, à chaque livre, de symptômes divers. D'intenses «maux de crâne» l'ont ainsi assailli pendant toute son enquête sur l'usage et la confiscation des os et crânes de ses semblables au XIX^e siècle. ■